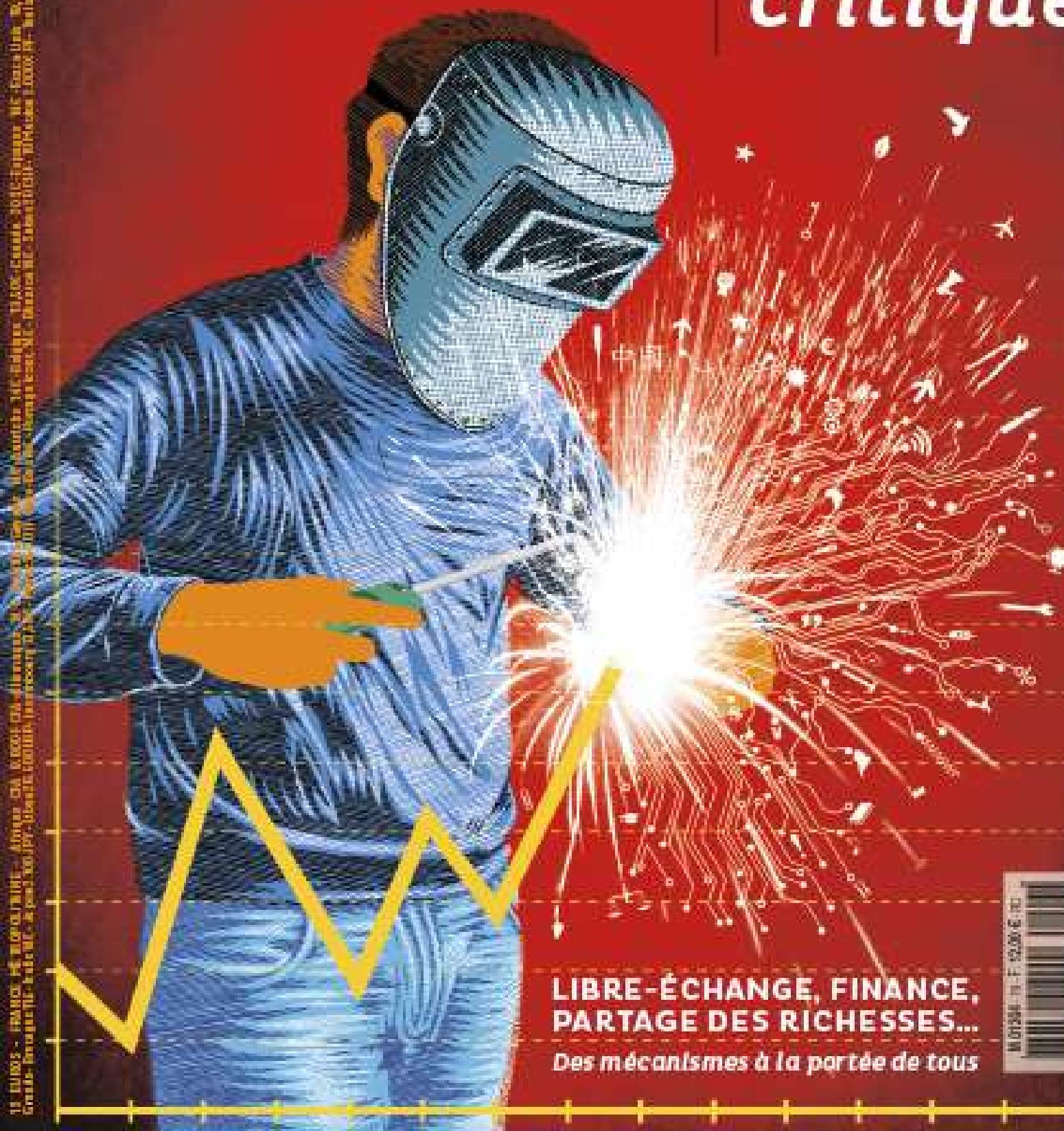


# MONDE *diplomatique*

# MANUEL D'ÉCONOMIE *critique*



# **LIBRE-ÉCHANGE, FINANCE, PARTAGE DES RICHESSES...**

*Des mécanismes à la portée de tous*

## Un œil neuf, libre, curieux, parfois rêveur

EDITORIAL, SERGE HALIMI • PAGES 6 ET 7

### I. Une science comme les autres ?



Lord Rees, professeur britannique d'astronomie, dans le rôle de modérateur au Forum économique mondial de Davos (Suisse) de 2014. Photographie de Richard Kalvar • Bill Gates, de Microsoft, fait une présentation au Forum de Davos de 2004. Photographie de Richard Kalvar • « Discontinuous Panorama B251356 », de Jules Spinatsch, Davos. Photomontage réalisé à partir de 1740 images enregistrées par un dispositif numérique entre 13 h 56 et 17 h 15, le 25 janvier 2003.

© Richard Kalvar / Magnum Photos ; © Jules Spinatsch.



Moscou, 1991. Photographies de Claudine Doury.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie se transforme en laboratoire des préceptes néolibéraux. Ouverture du commerce extérieur, liberté des prix et des changes, désindexation des salaires et privatisations massives constituent la « thérapie de choc » imposée par le président Boris Eltsine et le premier ministre Egor Gaidar, sur les conseils de l'économiste américain Jeffrey Sachs et de l'investisseur George Soros. Les effets de cette transition présentée comme « douloureuse mais nécessaire » et appuyée par les États-Unis sont catastrophiques : le PIB chute de moitié entre 1991 et 1998 ; la production industrielle tombe à 47 % de son niveau de 1990. Tandis qu'une minorité de gagnants émerge dans le milieu des affaires, près de 80 % de la population bascule dans la pauvreté. Entre 1988 et 1994, l'espérance de vie pour les hommes passe de 64,8 à 57,3 ans.

© Claudine Doury / agence VU.

L'économie dominante se grime volontiers en science « exacte ». Aux mathématiques elle emprunte les équations ; à la physique, les lois implacables ; à la biologie, l'idée d'une évolution « naturelle » des sociétés. Cette vision de la discipline conforte le raisonnement de Jean Tirole, l'un de ses représentants français les plus acclamés : « L'économiste est neutre fondamentalement. » Les apparences sont toutefois trompeuses : derrière la scientificité économique se

dissimulent des présupposés politiques ; l'unisson médiatique masque les connivences ; et les titres universitaires étouffent la diversité des analyses, alors que la discipline se caractérise par le foisonnement des écoles de pensée.

---

## « Les chiffres sont formels »

MATHIAS REYMOND • PAGES 10 ET 11

« L'économie ne ment pas », proclame le titre d'un ouvrage de l'intellectuel libéral Guy Sorman (2008). Il en irait donc de l'économie comme des (...)

---

## Gouverner par les nombres

FRANÇOIS DENORD • PAGES 12 ET 13

Quelles populations gouverne-t-on ? Avec quels moyens ? Dans quel environnement ? Et avec quelle efficacité ? L'observation chiffrée de l'économie (...)

---

## Offre et demande, les Adam et Ève de l'économie

SYLVAIN LEDER • PAGES 14 ET 15

« Il a toujours paru plus facile à l'opresseur qu'à l'opprimé de s'adapter à l'oppression », écrivait le philosophe Paul Nizan dans les années 1930. Le (...)

---

## Quand une banque distribue des médailles

FRÉDÉRIC LEBARON • PAGES 16 ET 17

Dans leur effort visant à éléver l'économie au rang de science (et à travestir leurs préférences en fatalité), les libéraux jouissent d'un argument de poids : la consécration de leur spécialité par un prix

Nobel ne l'assimile-t-elle pas à des disciplines aussi peu suspectes que la physique, la chimie ou la médecine ? A priori implacable, le raisonnement s'avère trompeur...

---

## **Un foisonnement d'écoles de pensée**

CÉCILE MARIN • PAGES 18 ET 19

Il suffit, suggère une plaisanterie bien connue, de mettre trois économistes dans une même salle pour obtenir quatre points de vue. Fort de cette (...)

---

## **Échanger autre chose que de l'argent**

JUAN MIGUEL PÉREZ • PAGES 20 ET 21

L'économie contemporaine érige l'échange marchand en évidence et l'argent en cible universelle des désirs. Certains groupes sociaux se sont néanmoins (...)

---

## **Ces experts dont les médias raffolent**

RENAUD LAMBERT • PAGES 22 ET 23

Éditoriaux, matinales radiophoniques, plateaux de télévision : une poignée d'économistes quadrillent l'espace médiatique et bornent celui des (...)

---

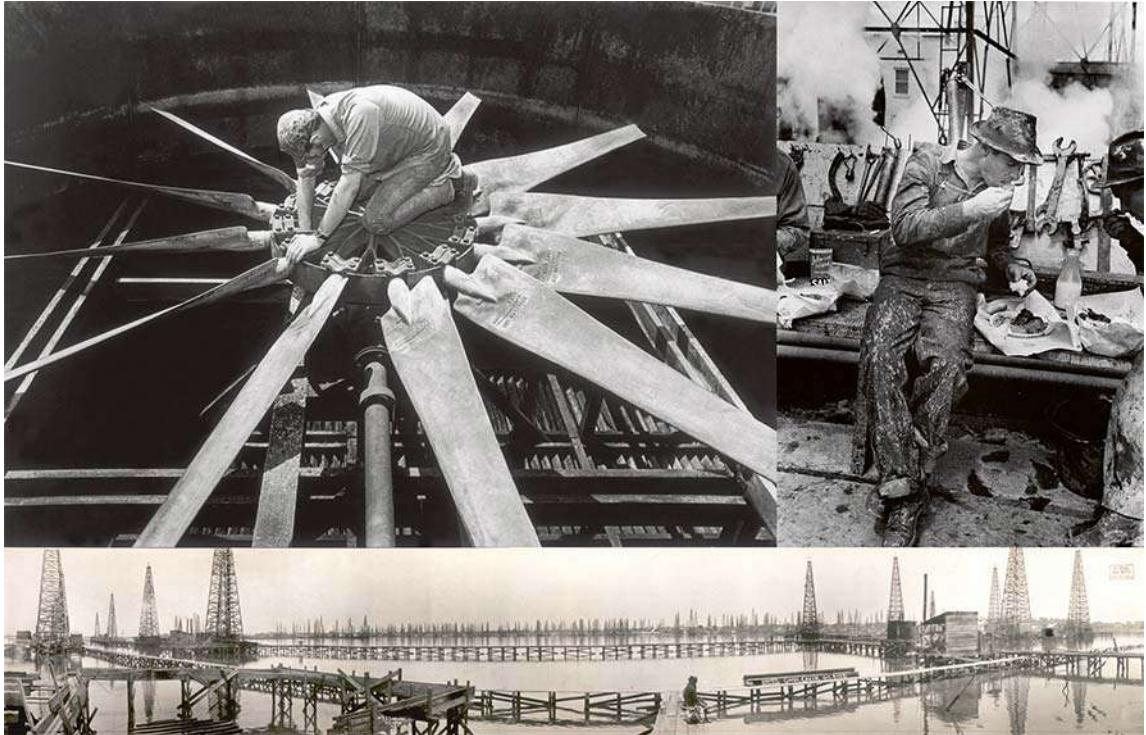
## **Discrètes manœuvres contre l'(éco)diversité**

LAURA RAIM • PAGES 24 ET 25

Pour les représentants du courant économique dominant, il existe deux façons de museler l'adversaire intellectuel. La première consiste à ignorer ses (...)

---

## II. Produire plus, toujours plus !



Travailleur du pétrole pendant la pause déjeuner, Kilgore, Texas, 1939 • Hélice d'une usine de gaz naturel, Texas, années 1950 • Gisement de pétrole de Goose Creek, Baytown, Texas, 1919.

La découverte, à partir de 1901, de nouveaux gisements d'or noir à Beaumont a fait de l'État du Texas un pionnier de l'industrie pétrolière et marqué le début d'un premier boom pétrolier, qui a duré jusque dans les années 1940.

© Keystone France ; © F. J. Schlueter / Library of Congress.



Photographies de Guillaume Collanges, tirées du reportage « Austin, la ville verte au pays du pétrole », réalisé en 2015.

La capitale du Texas investit massivement dans les énergies renouvelables, qui devraient fournir 55 % de ses besoins d'ici à 2025.

Le champ solaire de Webberville produit 35 mégawatts sur 150 hectares. C'est une des nombreuses installations appartenant à Austin Energy, société gérée par la ville • 300 vélos en libre service sont installés depuis un an. Les pistes cyclables séparées se multiplient • La prairie dans le quartier de Mueller. Ce projet urbain construit sur l'ancien aéroport a remporté plusieurs prix pour ses maisons à faible consommation énergétique et son urbanisme à échelle humaine • Laboratoire de recherche sur la production d'agrocarburants à partir de levures, université du Texas.

© Guillaume Collanges / Argos / Picturetank.

Les forces de la géologie transforment la planète, celles de l'économie façonnent le monde. Quoi de commun entre la France d'aujourd'hui et celle de 1950, où il fallait six années de travail pour produire autant de richesses qu'en douze mois en 2015 ? La croissance économique n'a toutefois pas tenu toutes ses promesses. Hier synonyme de progrès, elle évoque désormais le productivisme, la pollution et la fuite en avant d'une société se condamnant à la

catastrophe écologique. Mais la croissance était-elle une étape indispensable du développement ? Demeure-t-elle désirable pour les pays industrialisés ? Et peut-on imaginer un capitalisme enfin respectueux de la nature ?

---

## « La croissance, c'est la prospérité »

JEAN GADREY • PAGES 28 ET 29

La classe politique comme la presse retiennent leur souffle à chaque annonce des chiffres de la croissance. Mais le produit intérieur brut, qui (...)

---

## Le Sud découvre qu'il est entravé, pas en retard

SAMIR AMIN • PAGES 30 ET 31

L'un des courants de la critique du modèle économique dominant s'attache à mettre au jour les mécanismes d'exploitation sur le lieu de travail, (...)

---

## La nature, nouvel eldorado marchand

PAUL GUILLIBERT • PAGES 32 ET 33

Le travail est source de valeur économique, pas la nature. Bien qu'elle leur fournisse toutes ses ressources primaires, les sociétés humaines (...)

---

## Dépenser pour relancer : des flux et des fuites

DARIO INGIUSTO • PAGES 34 ET 35

Lorsque la crise s'installe et que le chômage augmente, l'école keynésienne estime qu'il revient à l'État d'intervenir. Un pilotage adapté de son budget (...)

---

## **Repeindre le capitalisme en vert**

AURÉLIEN BERNIER • PAGES 36 ET 37

Vitalité du marché des éoliennes, diffusion des démarches « éco-responsables », multiplication des labels « bio »... tout indique que les entreprises (...)

---

## **L'introuvable New Deal européen**

GILLES RAVEAUD • PAGES 38 ET 39

Pour lutter contre le chômage, le mot d'ordre est désormais de faciliter la vie des entreprises. À coups de « cadeaux aux entreprises » – abattements (...)

---

## **La décroissance ou le sens des limites**

SERGE LATOUCHE • PAGES 40 ET 41

Notion souvent mal comprise, la décroissance essuie fréquemment le reproche de se féliciter des piètres résultats de l'économie nationale, quand le (...)

---

## **III. Le pont et la cale**



« Les Mangeurs de cuivre », reportage photographique de Gwenn Dubourthoumieu, 2010. La province du Katanga, à l'extrême sud-est de la République démocratique du Congo, recèle 10 % des réserves mondiales de cuivre. Depuis la ruine de l'entreprise étatique Gécamines et la libéralisation du secteur minier à la fin des années 1990, les conditions de travail des 200 000 « creuseurs » se sont encore dégradées.

On estime à plus de trente mille le nombre d'enfants travaillant sur les sites artisanaux du Katanga • Pourtant installés depuis plus de soixante ans, les villageois de Kawama ont vu leurs maisons rasées en quelques heures par la police des mines. Pour le gouvernement et les groupes miniers multinationaux, il s'agit de décourager les « creuseurs » vivant à proximité de leurs sites d'extraction en recourant à des méthodes d'expropriation et d'intimidation violentes ; un villageois de Kawama, Dido Kasongo, est mort dans les décombres de sa maison, un autre a été grièvement blessé • Sans bottes ni casque, les « creuseurs » s'enfoncent dans des puits pouvant atteindre 60 mètres de profondeur • On estime à plus de trente mille le nombre d'enfants travaillant sur les sites artisanaux du Katanga • Lorsque l'état des installations le permet, les ouvriers de l'usine de Lubumbashi

maintiennent une cadence de deux coulées de cuivre par jour.  
© Gwenn Dubourthoumieu.



Éric Kabila, ancien fonctionnaire affecté au service des impôts de la banque centrale, et proche de l'ancien gouverneur de province Katumba Mwanke (lui-même devenu le plus proche conseiller du président de la République, Joseph Kabila), a fait fortune à la suite de la ruine de la Gécamines, en aidant de grosses sociétés à s'implanter après l'adoption de la nouvelle loi minière • Une soirée organisée au Grand Hôtel Karavia • Rendez-vous annuel des nantis du cuivre, le derby du Cercle hippique de Lubumbashi organisé par George Forrest a des relents de néocolonialisme. La communauté belge et les « Rhodésiens » de la Zambie voisine sont fortement représentés à cette manifestation.

« Dialogue », « médiation », « entente ». Quand il est question de travail, les discours politiques et les analyses des médias dessinent une ambition commune : pacifier les relations entre employeurs et salariés. Or l'entreprise demeure le lieu d'affrontement de deux logiques opposées : la quête d'une vie meilleure, propre au monde du travail, et la quête de profit, qui motive le secteur privé et les actionnaires. Espérer résoudre ce conflit revient souvent à souhaiter museler l'un des protagonistes. Il arrive également que les salariés s'organisent pour gérer, ensemble, la vie de leur société et ne plus se voir opposer les priorités d'un patron.

---

**« Tous gagnants grâce au dialogue social ! »**

JULIE VALENTIN • PAGES 44 ET 45

Répété à l'envi, le terme de « dialogue social » s'accompagne de l'idée que l'entreprise est un lieu de coopération, de compromis. Cependant, sans levier sur (...)

---

## Bons sentiments à la rescoufle de l'esclavage

CAROLINE OUDIN-BASTIDE & PHILIPPE STEINER • PAGES 46 ET 47

Dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, des voix commencent à exiger l'abolition de l'esclavage grâce auquel les colons français défrichent et (...)

---

## Pourquoi la démocratie s'arrête aux portes de l'entreprise

SOPHIE BÉROUD • PAGES 48 ET 49

Associer les salariés aux bénéfices de leurs entreprises, les consulter à l'occasion des décisions importantes... comment ne pas approuver ces démarches (...)

---

## Le travail à la chaîne est-il mort ?

ÉMILIE SAUGUET • PAGES 50 ET 51

Le Charlie Chaplin des « Temps modernes » appartiendrait à un passé révolu. Pas sûr : la thèse selon laquelle le travail répétitif et totalement subordonné (...)

---

## L'origine du profit selon Karl Marx

C. M. • PAGES 52 ET 53

Pour le philosophe et historien Karl Marx (1818-1883), l'économie capitaliste se caractérise par « l'exploitation » du travailleur. Qu'entend-il par là (...)

---

## **Les mille et une justifications du profit**

MICHEL HUSSON • PAGES 54 ET 55

L'existence du profit est communément admise comme nécessaire à tout processus économique. Sans lui, nul investissement, et une économie atone (...)

---

## **Les patrons ont-ils lu Marx ?**

MICHEL PINÇON & MONIQUE PINÇON-CHARLOT • PAGES 56 ET 57

Consciente de ses intérêts, la haute bourgeoisie se distingue par la sophistication de ses modes d'organisation... Ce groupe social pratique (...)

---

## **Coopératives : destin d'une utopie**

CYRILLE FERRATON • PAGES 58 ET 59

Les entreprises ont-elles vraiment besoin de dirigeants pour fonctionner ? Dès le XIXe siècle, le mouvement coopératif ose soulever la question... et y (...)

---

## **IV. Le marché ou la construction d'une évidence**



Luxembourg, paradis fiscal, 2014. Photographies de Raphaël Helle.

En 2014, l'enquête « LuxLeaks » a révélé qu'entre 2002 et 2010 le Luxembourg avait organisé – en toute légalité – un vaste système d'évasion fiscale au profit de 340 multinationales, faisant perdre des milliards d'euros de recettes fiscales aux États où ces entreprises réalisent des bénéfices.

La Banque de Luxembourg, l'une des plus grandes institutions financières du Grand-Duché, spécialisée dans la gestion de patrimoines et de fonds d'investissement • Optimisation fiscale : eBay, PayPal, iTunes, Skype ou Amazon rapatrient l'essentiel de leurs revenus au Luxembourg, où ils ont installé leur siège européen • Quartier des firmes de Kirchberg, 2014.

© Raphaël Helle / Signatures.



La tour Porcher, symbole du passé industriel de la vallée de la Meuse, avant sa destruction, Revin, Ardennes, 2013. Les entreprises qui faisaient la fierté de la vallée ont fermé les unes après les autres. Photographie d'Alain Keler • Isabelle élève seule sa fille Amandine de 16 ans. Ses deux autres enfants, plus âgés, ont quitté le domicile. Berteaucourt-les-Dames, Somme, 2013. Photographie d'Ulrich Lebeuf • Jacques, 48 ans, à la recherche d'un emploi. Après deux mois à la rue à Limoges et sept ans en foyer, il vit maintenant en Creuse. Gouzon, 2013 • Saint-Pé-de-Bigorre, dans les Hautes-Pyrénées, compte 29 habitants au kilomètre carré. Photographies d'Alain Keler.

Des Ardennes aux Pyrénées, la France est traversée par la « diagonale du vide », un ensemble de zones rurales désindustrialisées, enclavées et désertifiées, marquées par la misère. Pour le Secours catholique, cinq photographes de l'agence MYOP sont allés à la rencontre des ouvriers, employés, chômeurs et agriculteurs qui y vivent.

© Alain Keler / Myop ; © Ulrich Lebeuf / Myop.

En 2015, le PDG de Renault-Nissan Carlos Ghosn a perçu un salaire de 16,5 millions d'euros, soit environ mille années de salaire minimum (smic). Afin d'obtenir la même rémunération, un employé payé au smic aurait donc dû commencer à travailler en l'an mil, avant les croisades. Pour l'économie dominante, les inégalités aiguillonnent la créativité, dopent la productivité et précipitent le progrès. Le nanti sentimental cherche parfois à les adoucir en pratiquant la charité défiscalisée. Ceux qui, au contraire, doutent de leurs vertus se sont tournés vers l'État pour qu'il opère une redistribution des richesses à travers la fiscalité. D'autres pistes existent toutefois : la cotisation par exemple, dont on ne semble pas avoir totalement mesuré la portée.

---

## « La pauvreté, voilà le fléau ! »

DANIEL ZAMORA • PAGES 62 ET 63

Au centre des priorités des organisations internationales, des discours de l'immense majorité des partis politiques occidentaux, d'innombrables (...)

---

## Équité, l'égalité en trompe-l'œil

EVELYNE PIEILLER • PAGES 64 ET 65

La Commission européenne entrée en fonction en 2014 a très vite rendu publiques ses priorités : l'« emploi », la « croissance », le « changement (...)

---

## Aux États-Unis, les riches creusent l'écart

C. M. • PAGES 66 ET 67

Première puissance mondiale, les États-Unis s'illustrent également par le niveau des inégalités à la fois territoriales et sociales. La pauvreté frappe (...)

---

## Petite histoire de l'impôt

JEAN-MARIE MONNIER • PAGES 68 ET 69

« Un contribuable, c'est quelqu'un qui travaille pour l'État, mais qui n'a jamais eu besoin d'être recruté », expliquait volontiers l'ancien président (...)

---

## Fiscalité sur le revenu, la peau de chagrin

ALEXIS SPIRE • PAGES 70 ET 71

« C'était mieux avant » : telle est l'une des figures obligées de la pensée conservatrice, que l'avenir inquiète et le changement angoisse. Pourtant, dans (...)

---

## Niches, fraude, paradis fiscaux : de l'ardoise au coup d'éponge

A. S. • PAGES 72 ET 73

En France, il existe un écart considérable entre les taux d'imposition en apparence élevés qu'affiche la législation fiscale et les sommes effectivement (...)

---

## **La charité contre l'État**

BENOÎT BRÉVILLE • PAGES 74 ET 75

Depuis trente ans, les gouvernements occidentaux usent de multiples artifices pour réduire la fiscalité et leurs dépenses. L'un d'eux consiste à (...)

---

## **La cotisation, une ambition à ranimer**

PIERRE RIMBERT • PAGES 76 ET 77

Nichées dans l'imaginaire, les utopies désespèrent autant qu'elles enthousiasment, car leur mise en œuvre impliquerait l'existence... d'un autre monde. (...)

---

## **V. L'emploi, à quel prix ?**



Usine de fabrication des chaussettes Lanswe, Chine, 2005 • Usine de fabrication des chaussures Nike, Chine, 2005. Photographies de Stephen Wilkes.

Des 28 000 sociétés marchandes non financières de cinquante salariés ou plus que comptait la France en 2009, 4,6 % avaient procédé à des délocalisations deux ans plus tard. Les quelque 500 000 salariés de ces entreprises ont alors vu s'envoler leurs emplois (et parfois leurs usines) vers des territoires plus avantageux en termes économiques et moins regardants sur les droits des travailleurs. La Chine et l'Inde, eldorados des années 1990, cèdent peu à peu la place à l'Afrique et au Vietnam (où la main-d'œuvre est encore moins coûteuse) et aux nouveaux États membres de l'Union européenne.

© Stephen Wilkes.



Manifestation de cheminots pour la défense du service public, novembre 2004.

Photographies d'André Lejarre.

© André Lejarre.

Les chômeurs inscrits à Pôle emploi sont aujourd’hui 5,4 millions, sans compter les milliers d’autres qui sortent chaque année des statistiques. Rare, l’emploi est désormais perçu comme une faveur que distribuent ceux qui en seraient les « créateurs ». Véritable épée de Damoclès moderne, le chômage contraint les salariés à se plier à la précarité croissante de l’emploi. Or travailler ne permet pas toujours de vivre décemment, ce que les femmes actives savent bien : 30 % d’entre elles travaillent à temps partiel (contre 8 % des hommes). Alors que l’on n’a jamais produit aussi efficacement, « travailler moins pour travailler tous » dessine pour certains un horizon ; d’autres souhaitent dépasser la société salariale en défendant l’instauration d’un revenu garanti.

---

**« Ce sont les entreprises qui créent l’emploi »**

FRÉDÉRIC LONDON • PAGES 80 ET 81

Depuis le début des années 1980, le terme de « patron » a peu à peu disparu des discours, au profit de l'expression « créateur de richesse » – qui, il (...)

---

## **Le travail, droit ou devoir ?**

FRANÇOIS-XAVIER DEVETTER • PAGES 82 ET 83

Un travailleur pauvre n'est-il pas préférable à un chômeur ? Équivalent politique du proverbial dilemme opposant peste et choléra, la question peut (...)

---

## **Lutte contre le chômage : rustines et chaussetrapes**

F.-X. D. • PAGES 84 ET 85

Comment l'État peut-il aider les personnes sans emploi à retrouver du travail ? À cette question il existe trois grandes familles de réponses, chacune (...)

---

## **Le bonheur est dans la courbe**

GUILLAUME BAROU & HÉLÈNE RICHARD • PAGES 86 ET 87

L'économie néoclassique repose sur trois totems : un arc de cercle, une croix, une colline. Cette religion préside aux destinées d'Écolibéralie, une (...)

---

## **L'embauche à la veille de la révolution française**

H. R. • PAGES 88 ET 89

En émancipant le prolétariat urbain de la tutelle des corporations, la Révolution française pose les bases d'un marché du travail libéral. Ambiguë, (...)

---

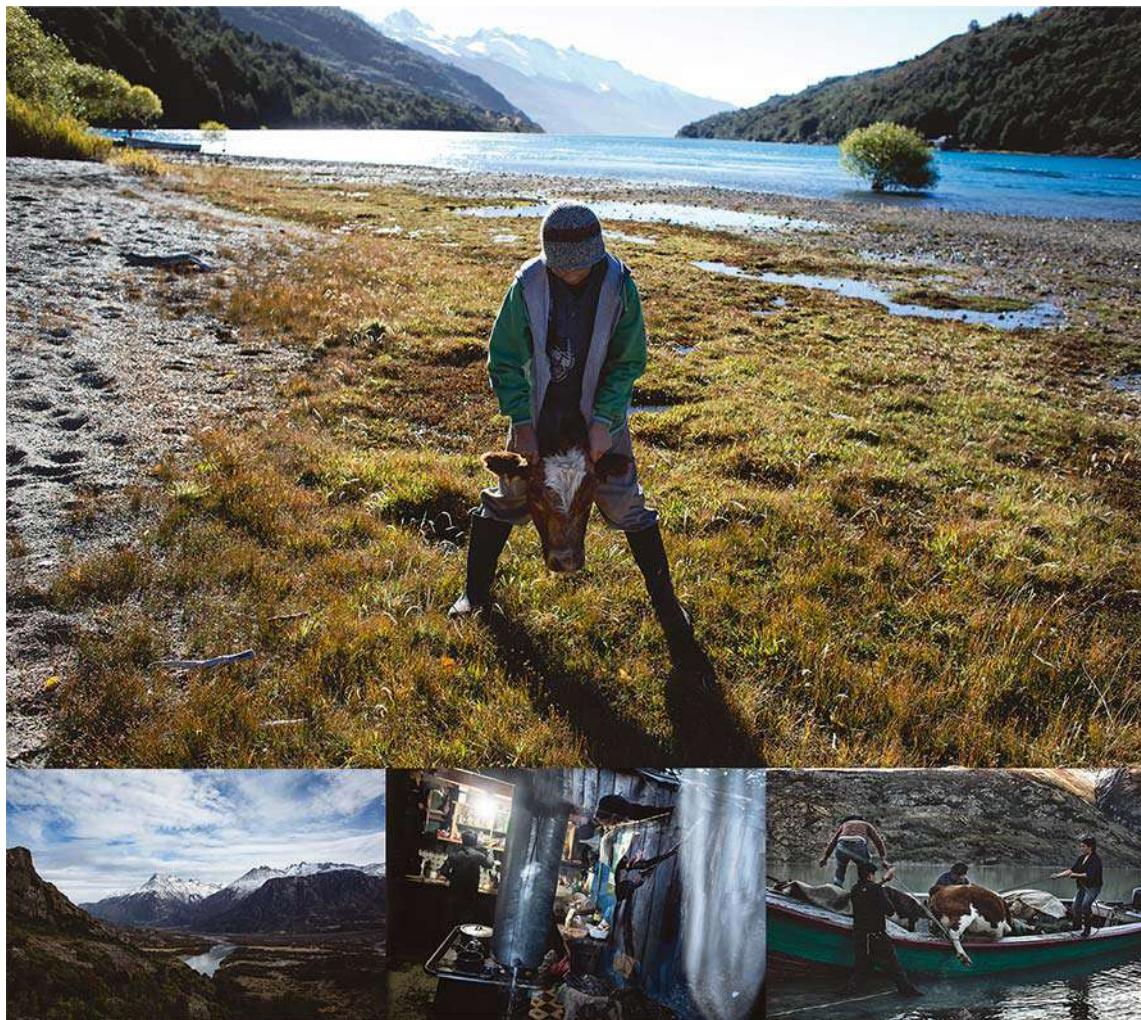
## Un revenu garanti pour dépasser le salariat

MONA CHOLLET • PAGES 90 ET 91

Le modèle néolibéral n'offre guère que deux options : perdre sa vie à la gagner, pour les salariés ; rêver de pouvoir le faire, pour les chômeurs... La (...)

---

## VI. Le marché ou la construction d'une évidence



« Dernier regard », Chili, 2014. Reportage de Sarah Pabst sur le projet Hydroaysen.

Au Chili, la résistance des populations locales a permis de retarder le projet Hydroaysen, qui prévoyait la construction de cinq barrages hydroélectriques. Promu par les sociétés Endesa (Espagne), Enel (Italie) et Colbún (Chili), Hydroaysen menaçait l'une des principales réserves naturelles d'Amérique latine.

Gustavo, fils cadet de Ramón Sierra, après l'abattage d'une vache • La Patagonie Chilienne est l'une des plus grandes réserves naturelles du monde • Hector Vargas nettoie la peau d'une vache, pendant que son fils coupe la viande à l'intérieur • Hector Vargas et sa famille transportent une vache et son veau sur le lac Bertrand.

© Sarah Pabst.

L'eau a longtemps semblé invisible dans les sociétés capitalistes avancées : qui se serait préoccupé d'une ressource jugée « inépuisable » ? Cette insouciance a disparu lorsque chacun a pris conscience de la fragilité du bien (découverte que d'autres populations avaient faite bien avant). L'eau fait désormais l'objet d'une convoitise alimentée par l'appât du gain et la spéculation. Essentielle à la vie humaine, à l'agriculture, à l'élevage, elle est également synonyme d'énergie : contenu par des barrages, son écoulement permet de produire de l'électricité. De l'Irlande au Chili, de l'Inde à Paris s'orchestre ainsi une gigantesque lutte pour l'eau et son contrôle : public ou autogéré ? municipal ou privé ?



Photographies de Jérôme Derigny.

Au Rajasthan, près du village de Tilonia (Inde), la gestion de l'eau a été mise en place par les villageois eux-mêmes, 2003 • En installant des pompes à eau communes à tout le village, le « collège aux pieds nus » lutte contre les castes. En effet, il a fallu beaucoup de patience pour que les hautes castes acceptent de boire la même eau que les basses castes. Tilonia, Inde, 2003.

© Jérôme Derigny / Argos / Picturetank.

Les économistes dominants ressemblent à certains personnages des westerns spaghetti de Sergio Leone. Pour eux, « le monde se divise en deux catégories » : d'un côté, le marché, synonyme d'efficacité, de

sobriété et de progrès ; de l'autre, l'univers de l'État, pataud, bureaucratique et poussiéreux. « Réformer » la société reviendrait donc à permettre au premier de s'épanouir, en entravant l'essor gangreneux du second. La plupart des pays occidentaux ont suivi cette recette depuis le début des années 1970, avec un résultat... mitigé. Mais le marché est-il vraiment l'agora naturelle où se rencontrent les forces de l'économie ? Comment fonctionne-t-il vraiment ? Et peut-on imaginer de s'en passer ?

---

## **« La concurrence, gage d'efficacité »**

ÉLODIE BERTRAND • PAGES 94 ET 95

« L'économie de marché est objectivement plus efficace que l'économie dirigée », expliquait l'éditorialiste français Guy Sorman dans un livre intitulé « (...) »

---

## **L'extension du domaine du marché**

L. R. • PAGES 96 ET 97

Du groupe britannique The Beatles à l'auteur « beat » Jack Kerouac, on a souvent insisté sur les bienfaits de tout ce que l'argent ne peut acheter. Mais (...)

---

## **Le poing de l'État au service de la main invisible**

FRÉDÉRIC FARAH • PAGES 98 ET 99

La promotion du marché s'opère en général sur la base d'une critique a priori de l'État, jugé pataud, dispendieux, voire corrompu. Il s'agirait de (...)

---

## **Droit du travail en vigilance orange**

C. M. • PAGES 100 ET 101

Entre des employeurs désireux de discipliner la main-d'œuvre et des salariés cherchant à limiter le pouvoir patronal dans les entreprises, le droit du (...)

---

## L'URSS mise sur la planification

H. R. • PAGES 102 ET 103

Reléguée presque partout au rang d'épouvantail, la planification a longtemps fait figure d'évidence dans la plupart des pays. Nul n'imaginait alors les (...)

---

## Le continent ignoré de l'économie non marchande

CHRISTOPHE RAMAUX • PAGES 104 ET 105

Vivons-nous véritablement dans une « économie de marché », comme on nous invite à le croire ? Auquel cas, comment expliquer le poids, toujours (...)

---

## Comment la propriété privée a été imposée par la force

H. R. • PAGES 106 ET 107

Un individu, un lopin de terre, un titre de propriété : quoi de plus naturel ? Comme bien souvent, l'évidence s'avère trompeuse. Les travaux de (...)

---

## Hayek ou le bolchevisme néolibéral

P. R. • PAGES 108 ET 109

« Néolibéralisme » : le terme a été si souvent utilisé qu'il n'évoque plus aux yeux du public que l'appellation semi-savante de « pensée

de marché ». Comme toutes les idéologies dominantes, celle-ci fait oublier ses origines pour se prétendre éternelle, naturelle. Or, à ses débuts, le néolibéralisme était en fait un courant d'après-guerre marginal, qu'un petit groupe d'évangélistes s'employa ensuite à populariser.

---

## VII. Mondialisation : la mise en concurrence des peuples



« Wall on Wall » (Mur sur mur), photographies de Kai Wiedenhoefer.

À Ceuta et Melilla, villes autonomes espagnoles situées en territoire marocain (murs de 8 et 13 km) • Dans les territoires palestiniens occupés (703 km) • À la frontière entre les États-Unis et le Mexique (3 141 km). La mondialisation abat les frontières pour les capitaux tout en dressant des murs pour les personnes : ici un mur « de sécurité », là un mur « anti-migrants ». Deux types de « menaces » – les flux migratoires et le terrorisme – se superposent de plus en plus dans les discours officiels.

© Kai Wiedenhoefer.



Les bureaux d'un fonds spéculatif anonyme, New York, 2010.

Photographies de Nina Berman tirées de la série *Le Langage de l'argent*.

© Nina Berman / Noor / RÉA.

« Mondialisation ». A priori, le terme évoque la solidarité, l'échange, le voyage. Dans son acception libérale, il endosse toutefois une tout autre signification et désigne la dérégulation des marchés sur l'ensemble de la planète. Pour tout voyage, le phénomène n'orchestre que celui des entreprises, en facilitant leur délocalisation. Les échanges ne le préoccupent que dans la mesure où ils permettent aux investisseurs de spéculer. Et la solidarité cède la place à la mise en concurrence des peuples, en prétextant les « unir ». Double sens fortuit ? Il permet aux partisans de l'expansion continue des marchés de dénoncer l'esprit de clocher et le nationalisme obtus de leurs adversaires.

---

## « Tout le monde profite du libre-échange »

FRANÇOIS RUFFIN • PAGES 112 ET 113

Innombrables sont les intellectuels français ayant promis que la mondialisation, nécessairement « heureuse », déverserait ses bienfaits sur l’humanité. (...)

---

## **Opium et canons font plier la Chine**

MARTINE BULARD • PAGES 114 ET 115

« Le libre-échange réunit l’humanité, écarte tout antagonisme de race, de credo et de langue, il est la condition d’une paix éternelle entre les hommes (...)

---

## **Immigration : comment le Sud subventionne le Nord**

R. L. • PAGES 116 ET 117

Aux États-Unis comme en Europe, le regain des discours réactionnaires se caractérise par la dénonciation d’une immigration « incontrôlée » qui (...)

---

## **Plusieurs tours du monde pour un smartphone**

D. I. & C. M. • PAGES 118 ET 119

Marchandise emblématique de ce début de siècle, les smartphones produits par Apple tirent parti des chaînes mondiales d’approvisionnement permettant (...)

---

## **Depuis soixante-dix ans, l’idée fixe qui guide les marchands**

F. F. • PAGES 120 ET 121

Des centaines d’accords de libre-échange régissent les relations commerciales unissant des pays ou des régions. Un tel enchevêtrement suggère a (...)

---

## **Tous les écrans du monde**

E. P. • PAGES 122 ET 123

Les avions de ligne ont davantage rapproché les continents que ne l'aurait permis la seule tectonique des plaques. Mais, en rétrécissant, le monde ne (...)

---

## **Le grand marché transatlantique se fait justice lui-même**

RAOUL MARC JENNAR • PAGES 124 ET 125

La crise financière de 2008 aurait pu fragiliser l'idéologie qui l'avait rendue possible. Elle a au contraire aiguillonné les libéraux. Une série de (...)

---

## **Le protectionnisme n'est pas l'autarcie**

PIERRE SALAMA • PAGES 126 ET 127

Considérer le libre-échange comme l'une des causes de la crise qui chahute l'économie et plonge un nombre croissant de personnes dans la précarité (...)

---

## **VIII. Monnaie, une énigme sonnante et trébuchante**



Bureau de gravure et d'impression, département du Trésor des États-Unis, Washington, DC.  
Image tirée du projet « An American Index of the Hidden and Unfamiliar », 2007.

Photographie de Taryn Simon.

Le Bureau des gravures et impressions (Bureau of Engraving and Printing, BEP) conçoit et produit les coupures papier américaines et les documents sécurisés pour les autres agences fédérales. Il rembourse par ailleurs les individus et les sociétés pour la monnaie papier irrémédiablement endommagée – un service plus particulièrement utilisé par les victimes d'inondations, d'incendies et d'autres catastrophes naturelles. Le BEP produit 35 millions de billets par jour (dont 45 % de 1 dollar), pour une valeur totale d'environ 635 millions de dollars. Les billets sont imprimés sur un papier fait à partir de coton et de chiffons de lin. Chaque année, 95 % des billets imprimés sont utilisés pour remplacer ceux qui sont déjà en circulation. Le gouvernement américain a commencé à imprimer de la monnaie papier en 1861 pour lutter contre les faussaires de pièces. Surnommées *greenbacks* (« dos verts »), ces premières coupures ont été émises pour financer la guerre de Sécession. Les progrès récents dans les technologies de copie et d'impression ont aggravé le problème posé par les faussaires. Depuis 1996, le BEP ajoute des dispositifs de sécurité à ses billets, premier changement dans la production depuis 1928. Il améliore la conception des billets tous les sept à dix ans. La production illégale de monnaie américaine, y compris la modification de monnaie déjà en circulation, est punie d'une amende pouvant atteindre 5 000 dollars et d'une peine de prison pouvant s'élever à quinze ans. À l'heure actuelle, le dollar est la monnaie la plus utilisée dans le monde. Le billet de 100 dollars est la plus grosse coupure

en circulation depuis 1969.

© 2016 Taryn Simon Courtesy of the Artist and Almine Rech Gallery



Photographies de Ron Haviv. Lors des 40es championnats du monde de poker à Las Vegas, États-Unis, en 2009.

La fête • Les croupiers attendent les joueurs à l'ouverture • Pendant une partie.

© Ron Haviv / VII.

Si un habitant d'une société primitive se faisait anthropologue, il s'étonnerait certainement des mœurs de nos sociétés capitalistes : pris d'une curieuse passion pour les pièces et les billets, les autochtones les accumulent frénétiquement sans but apparent. Derrière l'argent se cache la monnaie, un instrument encore plus étrange, qui ne sert pas qu'à amasser des fortunes. Née de nulle part mais bien réelle, disposant d'une valeur propre qui influe sur le prix des biens, elle détermine la nature des interactions entre États. Un outil suffisamment important pour qu'une institution se consacre à sa supervision : la banque centrale.

---

## « Rien ne se crée, tout se prête »

DOMINIQUE PLIHON • PAGES 130 ET 131

Qui tente de comprendre le fonctionnement du système monétaire et bancaire actuel se heurte à une réalité contre-intuitive : largement

immatérielle, (...)

---

## À quoi sert la monnaie ?

D. P. • PAGES 132 ET 133

En sautant du porte-monnaie du client au tiroir-caisse de l'épicier, la monnaie facilite le commerce. Si c'est là la plus évidente de ses fonctions, (...)

---

## L'odeur de l'argent

Ph. S. • PAGES 134 ET 135

Un billet de 10 euros en vaut-il un autre ? A priori, oui : si l'on exclut leur degré d'usure éventuelle, les deux coupures sont identiques et (...)

---

## Le grand meccano de la création monétaire

C. M. • PAGES 136 ET 137

Contrairement à une idée reçue, les banques ne se contentent pas de prêter l'argent qu'elles ont reçu en dépôt. En réalité, elles créent la monnaie ex (...)

---

## La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ?

SABINA ISSEHNANE • PAGES 138 ET 139

La crise économique européenne a placé sous le feu des projecteurs l'une des institutions les plus discrètes de l'Union : la Banque centrale (...)

---

## Géopolitique des taux de change

ARNAUD ZACHARIE • PAGES 140 ET 141

Diplomatie, conflits, commerce, échanges culturels... les États interagissent de mille et une façons. L'une des plus quotidiennes, et des plus (...)

---

## Étrange « maladie hollandaise »

R. L. • PAGES 142 ET 143

« La découverte de l'or m'a ruiné », écrivait Blaise Cendrars en 1925. A priori paradoxal, le propos illustre parfaitement la « malédiction des ressources (...)

---

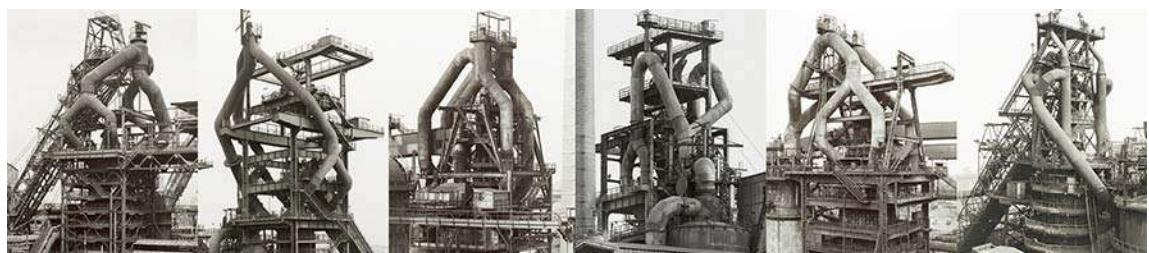
## De la monnaie unique à la monnaie commune

L. R. • PAGES 144 ET 145

La crise de la zone euro a révélé les contradictions de la monnaie unique, loin d'avoir tenu ses promesses. Puisqu'un retour aux monnaies nationales (...)

---

## IX. Dette : le chantage



Photographies de Bernd et Hilla Becher. Défenseurs d'une esthétique de l'objectivité, les époux Becher ont recensé les bâtiments de l'Allemagne industrielle en adoptant toujours le même protocole : vue frontale, sujet au centre.

De la série Hochöfen (Hauts fourneaux) : Duisburg, Hamborn, Allemagne, 1991 • Lübeck, Herrenwyk, Allemagne, 1983 • Ilsede, Hanovre, Allemagne, 1984 • Gelsenkirchen, Schalker Verein, Allemagne, 1982 • Ilsede, Hanovre, Allemagne, 1984 • Duisburg, Huckingen, Allemagne, 1981.

© Bernd et Hilla Becher Photo © Centre Pompidou, MNAM-CCI, Dist. RMN-Grand Palais / Philippe Migeat.



Reportage de Georgios Makkas sur la fermeture des petits commerces en Grèce à la suite de la crise économique, 2014

© Georgios Makkas / Panos-RÉA.

Il y a encore dix ans, un conférencier évoquant la « crise de la dette » puisait ses exemples dans les pays du tiers-monde, l’Amérique latine en particulier, qui avait connu une période d’explosion de son endettement au cours des années 1980. Ce qui semblait alors inimaginable est désormais advenu : après le Sud, le Nord – Europe en tête – s’enfonce dans la spirale infernale de la dette. Y répond-on plus efficacement qu’hier, fort de l’expérience des épisodes précédents ? Il est permis d’en douter : les médecins n’ont pas changé, leurs potions non plus. Mais d’où vient la dette ? Constitue-t-elle toujours un fléau ? Et, question de première importance aujourd’hui : faut-il vraiment la rembourser ?

---

## « L’État doit gérer en bon père de famille »

BRUNO TINEL • PAGES 148 ET 149

Les discours publics sur la dette opèrent la réconciliation du lointain et du familier. D’ordinaire abscons et jargonneux, les raisonnements (...)

---

## Vertus oubliées de l’endettement

LAURENT CORDONNIER • PAGES 150 ET 151

Érigée au rang de menace par l’entendement commun, la dette publique ne jouirait d’aucune vertu. Pourtant, en contribuant à l’enrichissement rapide (...)

---

## Comment a été inventée la carte de crédit

H. R. • PAGES 152 ET 153

C’est un simple morceau de plastique, que la plupart d’entre nous avons toujours en poche. Il permet d’aller chez l’épicier, au cinéma, à la piscine. (...)

---

## Victimes consentantes des marchés

R. L. • PAGES 154 ET 155

Pour les États, l’ampleur du problème que pose la dette publique découle de deux facteurs : les conditions auxquelles elle a été contractée et la (...)

---

## 1981, l’occasion ratée

C. M. • PAGES 156 ET 157

La lecture conservatrice du « tournant de la rigueur » de 1983 suggère que la fatalité économique a imposé ses évidences à François Mitterrand, deux ans (...)

---

## En Europe, la dette contre la démocratie

R. L. • PAGES 158 ET 159

« Il y a deux manières de conquérir et d’asservir une nation : l’une par les armes, l’autre par la dette. » Exposé par le deuxième président des (...)

---

# Les faibles paient, les autres négocient

R. L. • PAGES 160 ET 161

Enrôlant volontiers le registre de la morale, la dette se plaît à singler les traits de la justice : insensible à l'identité des débiteurs, elle (...)

## X. Finance : l'insoutenable promesse



Résidence Francisco Hernando à Seseña, Espagne, 2007. Photographie de Markel Redondo.

Résidence Francisco Hernando à Seseña, Espagne, 2007. Photographie de Markel Redondo

• Ciudad Valdeluz, Espagne, 2011 • Parla, Espagne, 2014. Photographies de Claude Pauquet.

Entre 1998 et 2008, le nombre de logements construits en Espagne dépasse ceux de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie... cumulés. Le secteur immobilier dope alors la croissance et représente jusqu'à 18 % du PIB. Lorsque la bulle éclate, les logements vides invendus s'accumulent, parfois sous la forme de quartiers ou de villes fantômes, comme à Seseña, dans la province de Tolède.

© Markel Redondo / Picturetank ; © Claude Pauquet / agence VU.



Pendant l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid en 2011, les 18 et 20 mai (la place et les mains levées) et le 4 juin (à l'intérieur des bâches bleues) • En bas à gauche : manifestation contre la réforme du marché du travail menée par le Parti populaire, Madrid, 19 février 2012. Sur la vitre on peut lire : « Vous nous avez déclaré la guerre, nous l'acceptons. ».

Ces photographies d'Olmo Calvo immortalisent l'émergence du mouvement du 15-M (en référence à la date de sa naissance, le 15 mai 2011). Les Espagnols se rassemblent alors pour dénoncer « une démocratie qui ne nous représente pas ». Outre les scandales de corruption qui entachent le système politique espagnol, des mesures d'austérité plongent une large part de la population dans la pauvreté : après une hausse de 37 % en 2008, le chômage atteint rapidement 25 % de la population, 50 % chez les jeunes. Depuis le début de la crise, plus de 600 000 personnes ont été expulsées de leurs logements.

© Olmo Calvo.

Rarement chimère aura autant ressemblé à un phénix. Depuis longtemps, les hommes savent que les arbres ne montent pas

jusqu'au ciel et qu'aucune bulle ne gonfle éternellement. Mais l'espoir qu'il en aille autrement renaît régulièrement. Au cours des quarante dernières années, son ultime avatar – la financiarisation de l'économie – s'est ainsi transformé en principe directeur de l'organisation de nos sociétés. L'essor de la finance ne sert toutefois ni l'ensemble des pays, ni l'ensemble de la population de la même façon. Sa principale réussite, la multiplication du nombre de milliardaires à travers la planète, aura eu deux conséquences : l'explosion des inégalités et la succession des crises.

---

## **« Grâce aux BRICS, un monde multipolaire »**

JULIEN VERCUEIL • PAGES 164 ET 165

Quand la crise de 2007-2008 a touché les pays riches, la vigueur économique du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (...)

---

## **Qu'est-ce qu'une crise financière ?**

ROBERT BOYER • PAGES 166 ET 167

« Crise » : depuis quarante ans, le terme hante les bulletins d'information, les analyses politiques et les bilans économiques. Pour les uns, il évoque (...)

---

## **Bourse : vol au-dessus d'un nid de coucou**

H. R. • PAGES 168 ET 169

« Euphorie haussière », « panique boursière », les marchés financiers sont souvent présentés comme des personnages sujets aux sautes d'humeur et aux crises (...)

---

## **Capital fictif : l'ivresse et le vertige**

CÉDRIC DURAND • PAGES 170 ET 171

Rudimentaires ou sophistiquées, la plupart des escroqueries reposent sur un scénario bien huilé : l'assurance, contre un versement immédiat, (...)

---

## « Leveraged buyout » : acheter sans rien dépenser (ou presque)

FRÉDÉRIC LEMAIRE • PAGES 172 ET 173

Devant les salariés d'une usine de l'Oise, le candidat François Hollande fustigeait, en avril 2012, ces « financiers qui viennent prendre la substance (...)»

---

## Le Brésil secoué par les investisseurs

D. I. • PAGES 174 ET 175

Le taux de change constitue une donnée-clé de l'économie, comme l'illustre le cas brésilien. Entre 2002 et 2016, le real fluctue massivement. Mais le (...)

---

## Marier finance et islam

IBRAHIM WARDE • PAGES 176 ET 177

Au cœur de la tornade qui emporta l'économie mondiale en 2007-2008, un secteur de la finance se trouva largement épargné, les activités spéculatives (...)

---

## Et si on fermait la Bourse...

F. L. • PAGES 178 ET 179

Lourde responsabilité que celle des investisseurs, puisqu'il leur reviendrait, par le biais de la Bourse, de « financer les entreprises ». Or le (...)

---

## Annexes

---

### Glossaire

● PAGES 180, 181, 182, 183 ET 184

On trouvera dans ce glossaire les définitions des termes marqués d'un astérisque dans les pages du manuel ou dans une autre définition. Cette liste (...)

---

### Ouvrages et films documentaires de référence

● PAGE 192

---

### L'équipe

---

Les pages mentionnées dans ce sommaire sont celles de la version imprimée

Manuel d'économie critique

---

ÉDITORIAL

## **Un œil neuf, libre, curieux, parfois rêveur**

---

PAR SERGE HALIMI

---



« léna », 2000, photographie de Georges Rousse.

Dans les années 1990, un escadron d'experts internationaux s'est précipité au chevet de la Russie. Vingt ans plus tard, il se rendait en Grèce. Le premier pays faillit ne pas survivre au traitement de choc qu'on lui infligea : inflation galopante, pillage des actifs publics (« privatisations »), baisse brutale de l'espérance de vie. Quant au second, sa richesse nationale a fondu d'un quart depuis 2010.

Comment une discipline universitaire aussi prestigieuse que la science économique a-t-elle pu prêter la main à des erreurs de diagnostic aussi effarantes ? Et comment parvient-elle à dégager sa responsabilité des tourments qu'elle inflige encore ? Quelques-uns des économistes les plus réputés exercent leur influence auprès du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, de la Banque centrale européenne (BCE, lire « *La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ?* »), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Or ces institutions n'ont pas seulement promu des choix – économiques, sociaux et politiques – presque toujours conformes aux intérêts du capital : elles ont étouffé les États qui s'en écartaient.

Au début de ce siècle, l'économie néoclassique (lire « *Un foisonnement d'écoles de pensée* ») avait brandi la théorie de l'« efficience des marchés » pour imposer des innovations financières telles que la titrisation. Celles-ci précipitèrent en 2007-2008 la crise dite des *subprime*, la plus grave et la plus durable depuis le « jeudi noir » d'octobre 1929. Des montagnes de dette publique et des dizaines de millions de chômeurs supplémentaires auraient pu susciter le réveil des « experts », leur examen de conscience ; il n'en a rien été. Plus l'économie se porte mal, plus

ils durcissent les orientations qui ont failli. La crise des années 1930 avait en revanche ouvert la voie aux économistes keynésiens qui, à rebours des politiques déflationnistes suivies jusqu'alors, imaginèrent les stratégies économiques volontaristes des trois décennies suivantes.

## **Une barrière quasiment impénétrable d'équations**

Pourquoi n'a-t-on rien observé de tel après 2008 ? L'une des raisons est sans doute que, avec le temps, les économistes néolibéraux se sont installés au centre du pouvoir et ont dominé l'univers des sciences sociales (1). Leur interprétation des événements s'impose donc depuis, ce qui les protège de devoir jamais admettre leurs erreurs. La faute réside toujours ailleurs.

Afin de garantir leur insularité, leur entre-soi, et de rehausser le crédit d'une discipline qui fut assez largement littéraire avant la seconde guerre mondiale, les économistes dominants ont également érigé une barrière quasiment impénétrable de chiffres et d'équations (*lire « « Les chiffres sont formels » »*). Peu à peu, la science de la richesse sociale est devenue aussi technique, aussi spécialisée que la mécanique ou l'hydraulique : entre 1940 et 1990, la principale revue d'économie américaine a vu son contenu mathématique multiplié par treize (2).

## **Une science économique dogmatique s'est mêlée de tout régenter**

La victoire idéologique et politique du néolibéralisme a fait le reste. De grandes théories postulant que l'individu serait avant tout un consommateur qui recherche la meilleure utilisation du revenu dont il dispose (*voir p. 86*) balayèrent l'observation, jugée trop empirique, presque vulgaire, de la réalité des sociétés.

Quelques économistes, dont Keynes, estimaient au contraire que la recherche du beau et du vrai, les relations de solidarité, d'amitié et d'amour, constituaient des objectifs humains au moins aussi déterminants. Non seulement leur intuition fut écartée, mais le versant le plus utilitariste, le plus dogmatique de la science économique s'est imposé et s'est mêlé de tout régenter : la famille, la fécondité, le mariage, l'histoire, les votes, la psychologie... Au point qu'on se demande ce qu'un tel impérialisme intellectuel, décidé à échafauder seul une théorie générale du comportement humain, concède encore comme domaine aux autres disciplines.

Tout ça pour quel résultat ? Au lendemain de la débâcle russe de 1998, le directeur d'un institut américain de prévision récapitula quelques-uns des grands postulats néolibéraux qui venaient de sombrer sous ses yeux : « *L'idéologie du nouvel ordre mondial soutenait qu'il n'y a plus de lieux différents, que les gens raisonnables se comportent tous de la même manière raisonnable et que, dans ces conditions, éclairée par les conseils de Harvard et des financiers de Goldman Sachs, l'économie russe évoluerait elle aussi. On croyait qu'avec la croissance économique tout le monde en viendrait à ressembler à tout le monde. La prospérité conduirait à la démocratie libérale. Et la démocratie libérale transformerait les Russes en membres enthousiastes de la communauté internationale. Un peu comme les habitants du Wisconsin, mais avec un régime alimentaire plus riche en betteraves (3).* » Pour lucide qu'elle fût, l'observation n'empêcha pas qu'on recommence à croire et à

gouverner de travers quelques années plus tard. La crise russe passée, on prépara donc les conditions de la suivante.

On peut se demander comment tant d'« experts » ont imposé l'idée extravagante que les leçons de l'histoire, de l'anthropologie, de la sociologie, de la politique aussi, avaient cessé de compter. L'idée aussi que chaque société n'était plus qu'une argile malaxée par les « lois de l'économie », une économie certes peuplée d'humains, mais assimilables à des atomes et à des molécules. L'idée enfin que la communication et le commerce allaient dissoudre les différences entre les nations, favorisant la création d'un marché mondial porteur de prospérité et de paix.

Nous n'y sommes pas tout à fait, même si, pour certains économistes, la terre promise est déjà conquise : leur situation matérielle s'est améliorée au diapason de celle des *business schools* dans lesquelles ils enseignent et des banques où ils conseillent les 1 % les plus riches qui se régalent de leurs théories. Pour les autres, beaucoup plus nombreux, le tableau que le FMI lui-même vient de dresser n'est pas aussi réjouissant. Dans une étude parue en juin 2016, l'institution de Washington a en effet admis que les politiques néolibérales qu'elle a promues depuis tant d'années n'avaient entraîné aucun rebond de la croissance, au contraire, et s'étaient accompagnées d'un envol des inégalités (4) (*voir « Aux États-Unis, les riches creusent l'écart »*). Quant à la mondialisation financière, chérie elle aussi par le FMI, elle a accéléré la fréquence des krachs et en a accru le risque. Trente ans de recettes économiques flanqués par terre...

À dire vrai, les auteurs de ce manuel s'en doutaient un peu. Mais leurs lecteurs pourront profiter de cet éclair de lucidité pour tout

revoir avec un œil neuf, libre, curieux, rêveur même. Au risque de décider qu'il faut tout reprendre, tout recommencer.

**Serge Halimi**

Directeur du *Monde diplomatique*. Auteur de l'ouvrage *Le Grand Bond en arrière*, Agone, 2012.

---

- (1) Marion Fourcade, Étienne Ollion et Yann Algan, « The superiority of economists », *Maxpo Discussion Paper*, n° 14/3, Paris, novembre 2014.
- (2) Michel Beaud et Gilles Dostaler, *La Pensée économique depuis Keynes*, Seuil, Paris, 1993, p. 105.
- (3) George Friedman, « Russian economic failure invites a new stalinism », *International Herald Tribune*, Neuilly-sur-Seine, 11 septembre 1998.
- (4) Jonathan D. Ostry, Prakash Loungani et Davide Furceri, « Neoliberalism : Oversold ? », *Finance & Development*, vol. 53, n° 2, Washington, DC, juin 2016.

## I. Une science comme les autres ? • Manuel d'économie critique

---

IDÉE REÇUE

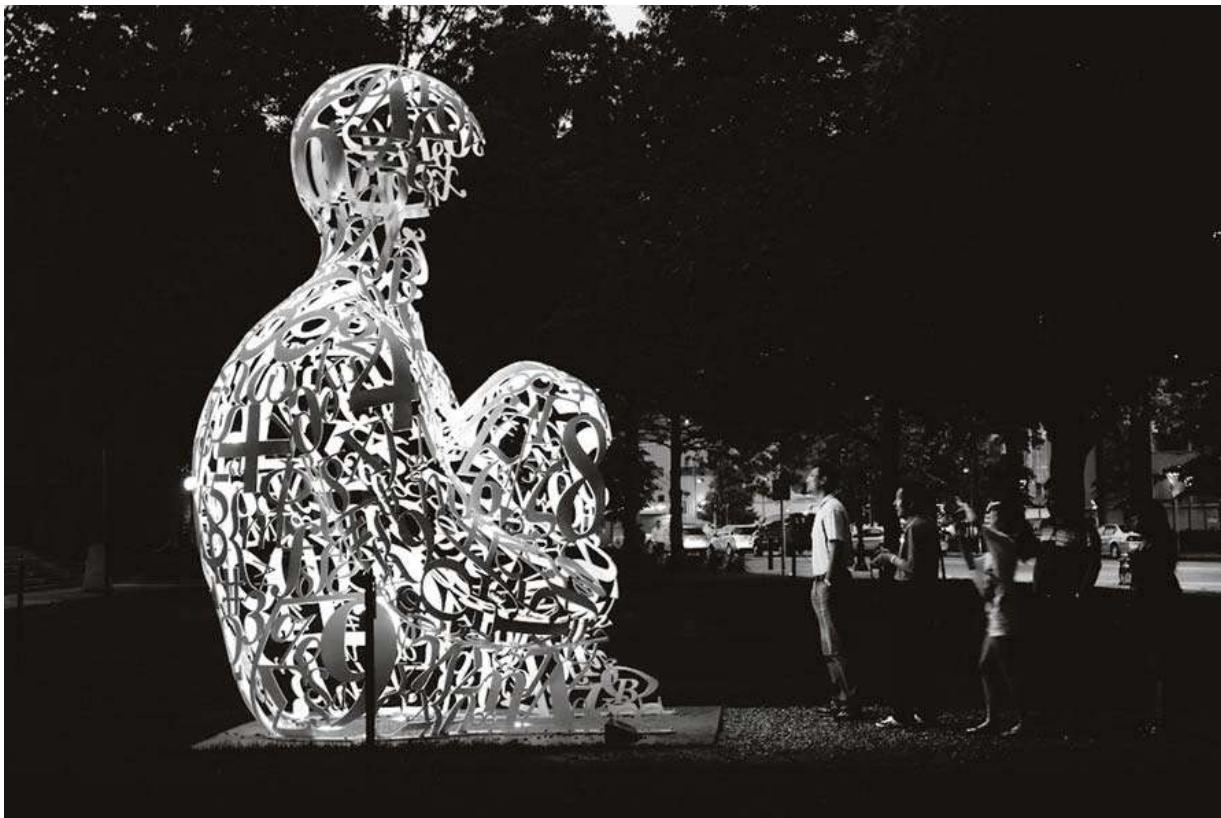
### « Les chiffres sont formels »

« L'économie ne ment pas », proclame le titre d'un ouvrage de l'intellectuel libéral Guy Sorman (2008). Il en irait donc de l'économie comme des mathématiques. Nul besoin de débats politiques pour déterminer que 2 et 2 font 4 : le résultat s'impose à tous, indépendamment des idéologies. Mais les chiffres sont bavards, et, sans trop d'efforts, chacun peut leur faire dire ce que bon lui semble...

---

PAR MATHIAS REYMOND

---

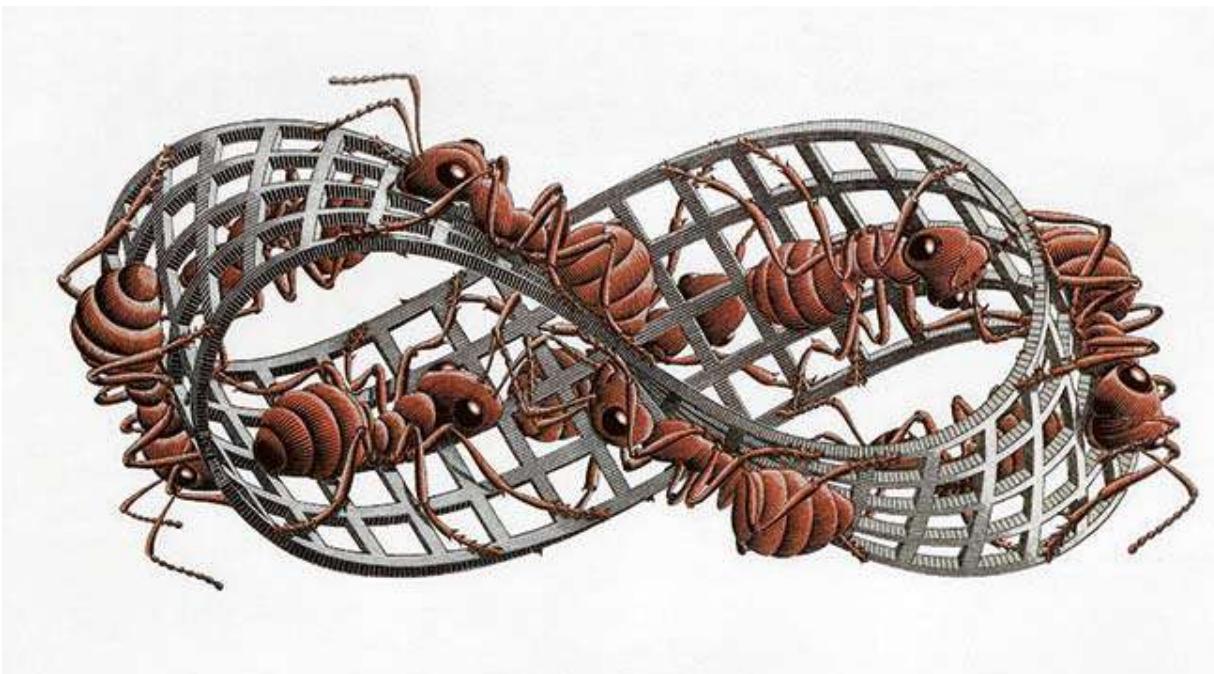


« Alchimiste », sculpture de Jaume Plensa au Massachusetts Institute of Technology, 2011.

« *Les chiffres ne mentent pas, mais les menteurs adorent les chiffres* », s'amusait l'écrivain américain Mark Twain. Si deux et deux font toujours quatre, il existe en effet plusieurs façons de manier l'arithmétique. La première relève d'une démarche scientifique : on avance une hypothèse, on rassemble des données, et on parvient soit à la validation de l'hypothèse, soit à une indétermination — auquel cas la réflexion doit être affinée. L'autre méthode consiste à partir d'une idée préconçue et à organiser les données de façon à en suggérer la confirmation par les « faits ». Cette seconde recette fait florès dans les discours politiques et sur les plateaux des médias. Petit florilège.

« *En France, le code du travail comporte 10 628 articles et plus de 3 000 pages ! En Suisse, c'est 60 pages !* », s'enflamme M. Frédéric

Motte, président du Mouvement des entreprises de France (Medef) pour la communauté urbaine Lille Métropole. Avant de conclure, certain de son effet : « *Ces chiffres valent mieux qu'un long discours !* » Démonstration imparable ? Pas tout à fait : le droit des salariés helvétiques, régi par une multitude de lois distinctes, n'a jamais été codifié.



Ruban de Moebius II (Fourmis rouges), gravure de Maurits Cornelis Escher, 1963.

« *L'espérance de vie s'allonge, il faut allonger la durée de cotisation* », plaide quant à lui le futur président français François Hollande (France 2, 11 février 2010). L'argument semble infaillible puisque, en une trentaine d'années, l'espérance de vie a augmenté de presque dix ans. À ceci près que l'espérance de vie en bonne santé, elle, s'érode depuis 2006.

« *Les Français travaillent moins que leurs voisins européens* », s'alarme la chaîne de radio RTL le 28 août 2014. Qu'on en juge : les Français qui travaillent à temps plein consacrent 38,8 heures

par semaine à leur activité professionnelle, contre 41,3 pour les Britanniques et 41,4 pour les Allemands. Ce que ne disent cependant pas les chiffres de RTL, c'est que si l'on ajoute les temps partiels — moins fréquents et plus longs dans l'Hexagone — les Français travaillent... davantage que leurs voisins : 35,7 heures, contre 35,3 outre-Rhin et 35,6 au Royaume-Uni.

## **Parer son raisonnement d'un vernis de scientifcité pour en grimer la portée idéologique**



« Saint Franklin » (« Franklin King Glory »), collage de Yurko Dyachyshyn, 2015.

Sur France 2, le journaliste François Lenglet a parfait sa technique : il manipule les chiffres avec la dextérité d'un prestidigitateur. Fasciné par les courbes, il explique par exemple – graphiques à l'appui – que « *les pays qui ont le moins dépensé sont ceux qui s'en sortent le mieux* » (12 janvier 2012). Choisissant une courte période (2006-2011), il montre que le PIB a progressé de 5,5 % en Allemagne, de 2,7 % aux États-Unis et de 2,3 % en France (qui affiche les dépenses les plus importantes). Sa conclusion : « *La dépense publique, ça ne crée pas de croissance. C'est ce que montrent ces chiffres.* » Vraiment ? Observer la France et l'Allemagne sur une période plus longue (1991-2011, par exemple) suggère au contraire que le pays qui a le plus dépensé – la France – enregistre le taux de croissance annuel moyen le plus élevé (1,58 %, contre 1,35 % outre-Rhin)...

« Si vous m'avez compris, c'est que je me suis mal exprimé. »

Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale (1987-2006)

Avancer des chiffres permet de parer son raisonnement d'un vernis de scientificité et d'en grimer la portée idéologique. Le règne des nombres en légitime ainsi un autre : celui des « experts » médiatiques (*lire « Ces experts dont les médias raffolent »*). Il reflète également l'alignement des politiques économiques sur la pensée technocratique. Un programme

politique ne saurait se résumer à une série d'objectifs comptables, de points de croissance ou d'indicateurs obscurs. Dans les médias, la « logique des chiffres » invite le plus souvent à leur sacrifier l'espérance d'un monde meilleur. La politique ne devrait-elle pas procéder à rebours ?

**Mathias Reymond**

Maître de conférences en économie à l'université Montpellier-I, coanimateur de l'association Action Critique Medias (Acrimed). Coauteur de *L'Économie des transports urbains*, La Découverte, 2013.

## Gouverner par les nombres

Quelles populations gouverne-t-on ? Avec quels moyens ? Dans quel environnement ? Et avec quelle efficacité ? L'observation chiffrée de l'économie s'est développée dans la perspective de mieux répondre à ces questions. Mais, alors que les chiffres sont apparus pour servir l'action politique, il n'est pas rare aujourd'hui qu'on leur confie une autre tâche : la discipliner.

---

PAR FRANÇOIS DENORD

---



Richard Garrison, « Schéma circulaire coloré : Walmart », 2012.

Par le biais de diverses formules mathématiques, l'artiste traduit les paysages de la modernité économique américaine en œuvres abstraites, réalisées à la gouache, à l'encre et à l'aquarelle. Ici, par exemple, il élabore une grille circulaire dont chacune des sections correspond à un article promu dans les prospectus publicitaires de la chaîne de magasins Walmart, avec un volume et des couleurs définis proportionnellement à ceux de cet article.

© 2016 Richard Garrison / Robert Henry Contemporary.

**Gouverner, c'est d'abord mesurer : pas de politique possible sans recensement de la population, sans dénombrement des richesses, sans prévision de leurs évolutions. Dès lors, la statistique, une**

« science d'État », joue un rôle décisif dans l'action publique. Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, certains savants s'essaient à mesurer le revenu national. En 1759 paraît le *Tableau économique* de François Quesnay, qui dépeint l'économie comme un système de flux entre classes sociales. À l'époque, les instruments de mesure restent rudimentaires et les États ne se montrent guère interventionnistes. Le XX<sup>e</sup> siècle change la donne.



Travailleurs immigrés devant un bar, Belle Glade, Floride, 1941.  
© Wolcott Marion / Library of Congress

La première guerre mondiale provoque une mobilisation étatique sans précédent. Elle accrédite l'idée que l'économie peut être dirigée et planifiée. L'avènement de régimes autoritaires (en Russie et en Italie, par exemple) puis la crise de 1929 sonnent le glas du « laissez-faire ». De l'Amérique de Franklin Roosevelt à la

France de Léon Blum, les États se dotent d'instances de régulation. Parallèlement, la réflexion statistique et comptable progresse. En 1936, l'économiste américano- soviétique Wassily Leontief publie le premier tableau « entrées/sorties » décrivant le circuit économique américain dans son ensemble (la vente et l'achat de tous les biens et services).

## Quand la norme comptable se retourne peu à peu contre la politique économique

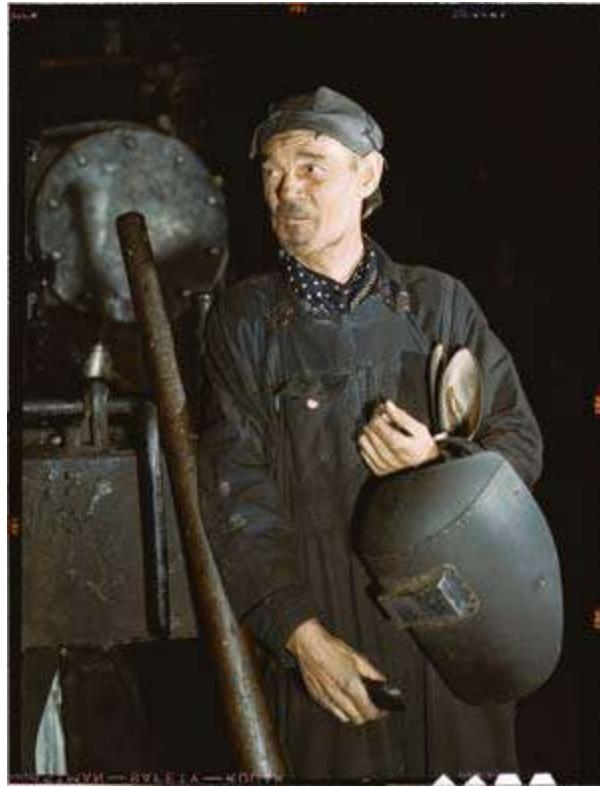
La seconde guerre mondiale accélère la dynamique. Nécessaire en période de conflit, le dirigisme s'institutionnalise quand apparaissent des formes d'État social dans des nations confrontées aux impératifs de la reconstruction. La politique économique connaît son âge d'or. Elle se conçoit comme un savant dosage des interventions de l'État, en particulier sur les plans budgétaire et monétaire, visant la réalisation d'objectifs généraux comme le plein-emploi. Définie par les gouvernants, les Parlements et parfois des organismes de planification, elle mobilise un savoir et des outils spécifiques.



Faro et Doris Caudill, fermiers, Pie Town, Nouveau-Mexique, 1940.

Crée en 1937 dans le cadre du New Deal pour aider les fermiers les plus pauvres, la Farm Security Administration est restée célèbre pour sa section photographique, dirigée par Roy Stryker. Plusieurs photographes engagés, parmi lesquels Walker Evans, Gordon Parks et Dorothea Lange, ont sillonné les campagnes pour documenter les conditions de vie et de travail des Américains ruraux. Avec des romans comme *Les Raisins de la colère*, de John Steinbeck, les 80 000 clichés publiés dans le cadre de ce projet ont largement contribué à forger la mémoire de la Grande Dépression.

© Russell Lee / Library of Congress



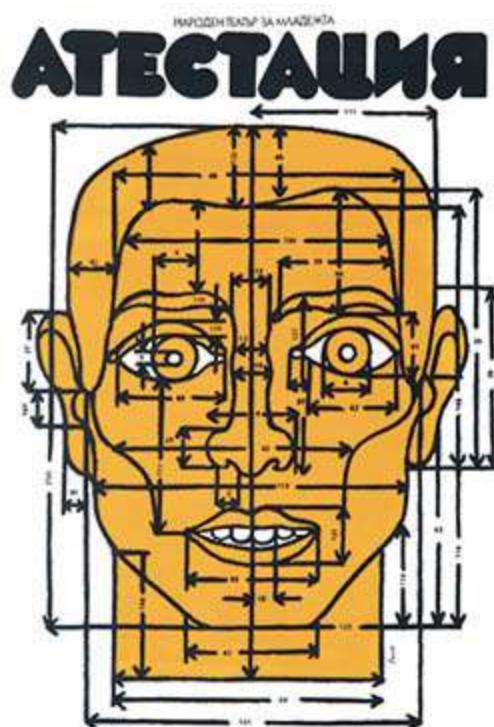
Soudeur travaillant sur une locomotive, Chicago, 1942.

© Jack Delano / Library of Congress

Les politiques de croissance, fondées sur l'action de l'État, perdent de leur efficacité durant les années 1970. Après les chocs pétroliers de 1973 et 1979, le pouvoir politique s'avère incapable de résorber des taux d'inflation et de chômage élevés, ce qui discrédite son intervention dans l'économie telle que défendue dans la théorie de l'économiste britannique John Maynard Keynes. Le tournant libéral amorcé en France par le gouvernement socialiste dans les années 1980, à la suite des élections de Ronald Reagan aux États-Unis (1980) et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni (1979), provoque en outre un fort désengagement des États. Mêlée à d'autres références théoriques, la norme comptable se retourne contre la politique économique. La référence à l'ordolibéralisme (*lire « Le poing de l'État au service de la main invisible »*) et à la théorie monétariste

de Milton Friedman, par exemple, fait de la lutte contre l'inflation la seule priorité des banques centrales aux dépens de la croissance et de la lutte contre le chômage.

## Une concession absurde



« Attestation ». Affiche de Dimitar Tashev pour Le Théâtre de la Jeunesse, Sofia, 1976.

La comptabilité ne sert plus la politique économique. Elle limite son expansion en créant des critères de convergence, comme ceux du traité de Maastricht puis du pacte de stabilité et de croissance, qui instaurent la fameuse interdiction d'un déficit public supérieur à 3 % du PIB et que le premier ministre Lionel Jospin estime être « *une concession que le gouvernement français a faite absurdement au gouvernement allemand ou à certains milieux*

*allemands* » (avant de finir par signer ce pacte en juin 1997 lors du sommet d'Amsterdam).

La capacité d'action de l'État se trouve ainsi bornée par l'application d'impératifs gestionnaires dont la bonne observance est évaluée non seulement par des institutions internationales (Union européenne, OCDE, FMI), mais aussi par des agences privées de notation dont l'avis peut renchérir le coût de l'emprunt pour un pays.

Dissocié d'une véritable politique économique, le gouvernement « par les nombres » restreint ainsi l'exercice de la souveraineté populaire, alors qu'il avait laissé espérer l'établissement d'une démocratie économique et sociale.



## LA BONNE SŒUR ET LE TRADER

« Qui a fait plus pour l'humanité ? Mère Teresa ou Mike Milken [le roi déchu du courtage des « obligations pourries » à la banque Drexel Burnham Lambert, écroué en 1989 pour fraudes multiples] ? » Cette question pénétrante émane d'un ancien sous-secrétaire du Trésor de Ronald Reagan, l'économiste Paul Craig Roberts (*Business Week*, 2 mars 1998). Inquiet de la résurgence d'un débat sur la répartition des richesses, celui-ci affirme que « l'inégalité des revenus n'est pas un problème, mais au contraire une conséquence naturelle d'une société libre ». Puis il explique : « Milken a créé de la valeur, des emplois, des revenus

*et de nouveaux produits pour une foule de gens, alors que Mère Teresa redistribuait de l'argent offert par les philanthropes. Pourtant elle est célébrée pour son abnégation et Milken vilipendé pour son égoïsme. » Et de conclure : « La critique de la cupidité est bel et bien une attaque contre la liberté. »*

### **François Denord**

Chargé de recherche en sociologie au CNRS.  
Auteur de *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Demopolis, 2007.

## I. Une science comme les autres ? • Manuel d'économie critique

---

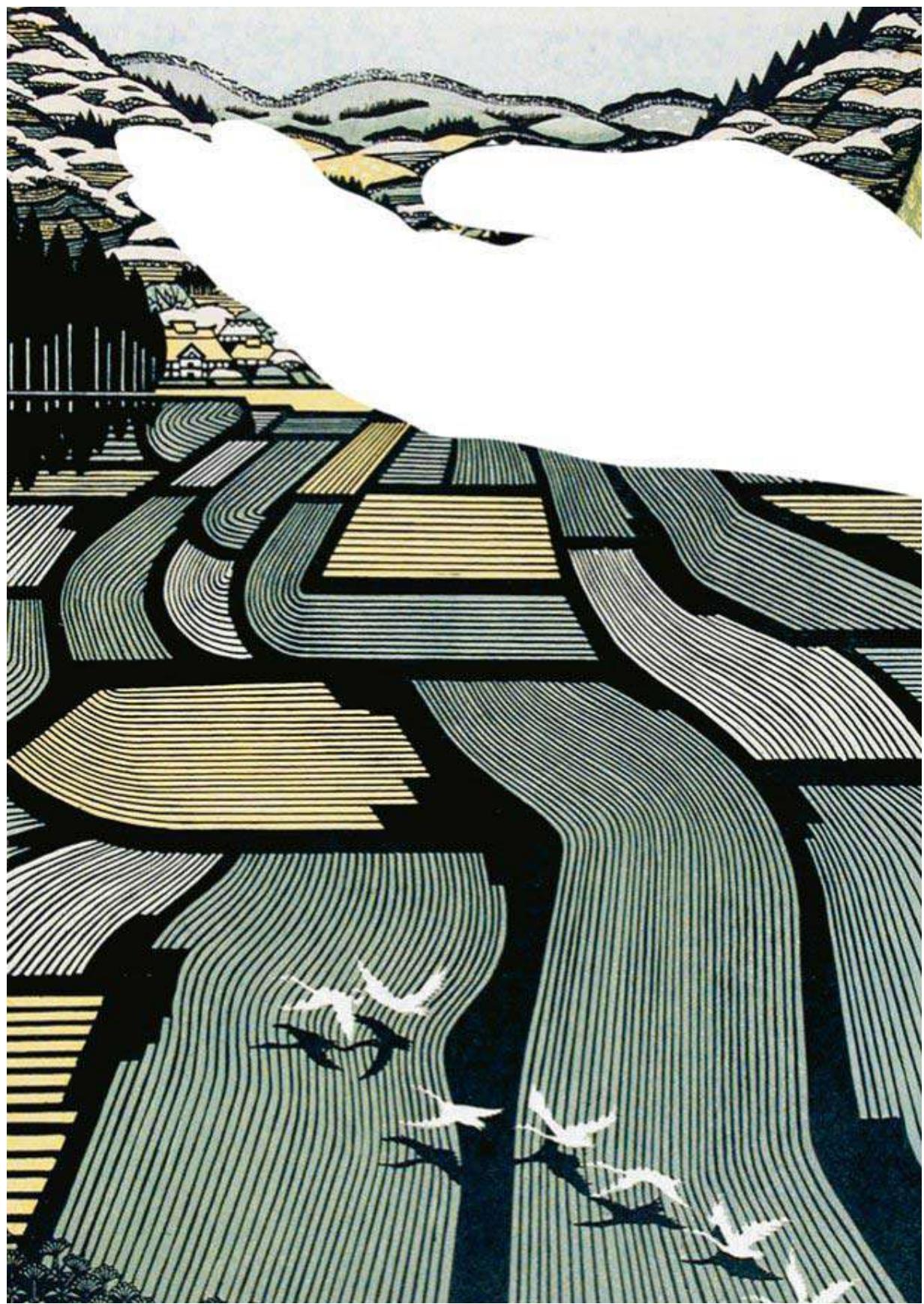
# Offre et demande, les Adam et Ève de l'économie

« Il a toujours paru plus facile à l'opresseur qu'à l'opprimé de s'adapter à l'oppression », écrivait le philosophe Paul Nizan dans les années 1930. Le constat contribue à expliquer les termes que sélectionne le discours dominant pour justifier l'organisation actuelle du monde : « équilibre », « liberté » et « rencontre harmonieuse » entre des forces anonymes telles que l'offre et la demande...

---

PAR SYLVAIN LEDER

---





Couverture du livre « The Wealth of Nations » (« La Richesse des nations ») d'Adam Smith, Random House Publishing Group, 2000.

Graphisme d'Emily Mahon et estampe de Ray Morimura. Popularisée par l'économiste classique écossais, la métaphore célèbre de la « main invisible » illustre l'idée d'autorégulation du marché, selon laquelle la poursuite de l'intérêt individuel de chacun concourt naturellement à l'intérêt général de la nation.

© Design by Emily Mahon Color woodblock by Ray Morimura, courtesy of the Tolman Collection of Tokyo.

En 2005, le site allemand Jobdumping.de proposait un nouveau type de service : les employeurs étaient invités à présenter leurs offres d'emploi et les candidats au recrutement le montant de la rémunération minimale qu'ils accepteraient. Sans surprise, en période de chômage, les enchères se firent à la baisse. Le site fut interdit. Son fonctionnement reposait pourtant sur l'application pointilleuse d'une « loi » dont la grande majorité des économistes estiment qu'elle organise nos sociétés : celle de l'offre et de la demande. Réputé keynésien (*voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*), Joseph Stiglitz n'a-t-il pas expliqué : « *Quelle que soit la puissance de l'État, il ne peut pas plus s'opposer à la loi de l'offre et de la demande qu'à la loi de la pesanteur* » ?

## La voie vers la société idéale

L'idée n'est pas neuve. Des penseurs néoclassiques comme Léon Walras ont tenté de démontrer la supériorité du marché sur toute autre forme d'organisation, en particulier l'État interventionniste. Le marché tiendrait son efficacité de la fameuse « loi de l'offre et de la demande » qui lui permettrait de s'autoréguler, c'est-à-dire

de conduire systématiquement l'ensemble de l'économie vers la meilleure situation possible : l'absence de chômage, les prix les plus bas, etc.

Le principe de cette « loi » est simple : plus le prix d'un bien augmente, plus les gens qui le produisent cherchent à en vendre ; en revanche, les acheteurs sont moins nombreux, ou achètent en moins grande quantité. En d'autres termes, la flexibilité du prix permettrait d'atteindre l'équilibre entre offre et demande.

Persuadé d'avoir découvert la voie scientifique vers la société idéale, Walras présenta sa candidature au prix Nobel de la paix.



Photogrammes de « Mission accomplie », épisode 12 de la saison 3 de la série « The Wire ». Le marché de la drogue est un marché comme un autre. Stringer Bell, l'un des personnages de cette fresque sociologique de la ville de Baltimore, en sait quelque chose. Le numéro deux du gang Barksdale suit même des cours d'économie afin d'organiser sa « coopérative ». Conscient de « l'élasticité de la demande » dans un contexte de « saturation » du marché, ce businessman avisé met en œuvre une stratégie de « différenciation du produit ». En perquisitionnant son luxueux appartement, la police découvre avec stupeur un exemplaire de *La Richesse des nations*, d'Adam Smith.

Dans ce modèle, la rencontre de l'offre et de la demande ne doit souffrir aucune perturbation : ni celle de syndicats, ni celle d'un

code du travail, ni celle d'un État s'opposant, par exemple, au développement d'une société telle qu'Uber, qui « se contente » de mettre en relation une demande de courses de taxi à bas prix et une offre correspondante (des particuliers disposant d'une voiture et de temps libre)...

Et l'Union européenne constitutionnalisa le principe de « concurrence libre et non faussée »

Cependant, l'existence de cette loi et son éventuelle efficacité s'avèrent largement fantasmées. Car demander à un économiste orthodoxe de donner un exemple de situation dans laquelle s'exercerait la loi de l'offre et de la demande dans sa forme pure revient à le plonger dans l'embarras. En effet, tout marché — y compris sous la forme basique du système d'enchères imaginé par le site Jobdumping.de — repose sur l'existence d'institutions, à commencer par celle d'un État.

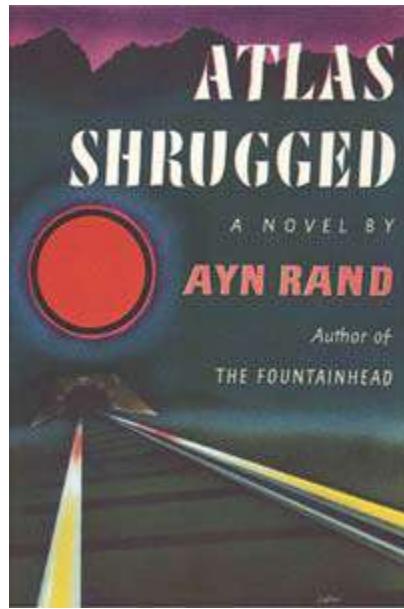


Les chauffeurs de taxi bloquent l'avenue The Mall à Londres, le 11 juin 2014.

Les *black cabs* ont manifesté à plusieurs reprises dans les rues de la capitale britannique pour protester contre la concurrence déloyale de l'application américaine Uber, qui permet de commander un VTC (véhicule de tourisme avec chauffeur) avec un smartphone. Pour les libéraux, Uber incarnerait le fameux « commissaire-priseur » reliant l'offre et la demande qu'avait imaginé Léon Walras, père de la théorie de l'équilibre général, et contribuerait ainsi à faire advenir une société de concurrence quasi pure et parfaite.

© Luke MacGregor / Reuters.

En dépit des postulats libéraux, même les relations marchandes ne sauraient être réduites à leur caractère... marchand. Toute interaction humaine implique un certain nombre de conventions sociales ou culturelles, autant de phénomènes que l'univers marchand ne sait pas mesurer parce qu'ils sont gratuits.



Couverture du livre « *Atlas Shrugged* » (« La Grève » ou « La Révolte d'Atlas ») d'Ayn Rand, publié en 1957 aux États-Unis par Random House.

La romancière la plus lue des États-Unis est devenue une véritable icône de la droite américaine. Pour cet apôtre de la liberté, l'égoïsme est la vertu suprême, l'altruisme, une « *notion monstrueuse* ».

La question des rémunérations, par exemple, relève d'une construction à la fois sociale et historique : le montant du salaire minimum et les droits sociaux associés découlent d'un compromis historique entre salariés et employeurs lui-même résultat de la sédimentation d'une multitude de conflits sociaux. Et puis la réalité ne cesse de contredire le principe de cette « loi » de l'offre et de la demande : n'arrive-t-il pas, fréquemment, que prix et demande augmentent de concert ? C'est exactement le phénomène qui préside au gonflement de bulles financières.

En définitive, l'exercice visant à chercher une unité scientifique au domaine de l'économie s'avère vain. Une grande partie des interactions économiques s'entremêlent de jugements de valeur, moraux, éthiques, qu'aucune équation ne parvient à capturer.

Et pourtant l'Union européenne a inscrit dans sa Constitution le principe de la « concurrence pure et parfaite » (elle parle de « concurrence libre et non faussée »), laquelle justifierait l'amputation des services publics, dont l'efficacité serait abandonnée aux vertus d'une hypothétique « loi » de l'offre et de la demande...

**Sylvain Leder**

Enseignant de sciences économiques et sociales à  
Paris.

I. Une science comme les autres ? ● Manuel d'économie critique, 2016

---

## Quand une banque distribue des médailles

Dans leur effort visant à éléver l'économie au rang de science (et à travestir leurs préférences en fatalité), les libéraux jouissent d'un argument de poids : la consécration de leur spécialité par un prix Nobel ne l'assimile-t-elle pas à des disciplines aussi peu suspectes que la physique, la chimie ou la médecine ? A priori implacable, le raisonnement s'avère trompeur...

---

PAR FRÉDÉRIC LEBARON

---



Robert Brown, l'un des trois enfants de Mme Renata Davis, menacée avec eux d'expulsion, Detroit, 2014. Photographie de Fred R. Conrad.

Si le défaut en 2013 de l'ancienne capitale mondiale de l'automobile résulte d'un long déclin industriel, c'est la crise des subprime de 2007 qui lui a porté le coup fatal, accélérant son dépeuplement. De 1,8 million d'habitants en 1950, la population a fondu à 689 000 en 2013. La plus grande ville du Michigan a en effet été l'une des plus touchées par la vente de ces crédits à taux variable. L'incapacité de milliers d'emprunteurs à faire face à l'augmentation des mensualités a précipité l'explosion du nombre des expropriations. Au moins 70 000 saisies ont eu lieu depuis 2009.

© Keystone France.

Le « Nobel d'économie » n'a été créé qu'en 1969, soit presque soixante dix ans après les premiers prix Nobel, et pas par l'industriel suédois. Son vrai nom ? « Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ». Dans son testament, Alfred Nobel précise que les prix auxquels il donne naissance seront remis à des personnes de toute nationalité ayant « rendu un grand service à l'humanité ». Or les lauréats de la

Banque de Suède proviennent presque tous de pays occidentaux et leurs travaux servent moins l'humanité en général que la partie qui profite du modèle économique en place.



Picsou en couverture du « Journal de Mickey », 1958.  
DR.

L'économie est une discipline récente, et plus de la moitié des « Nobel d'économie » sont encore vivants. 82 % d'entre eux étaient de nationalité américaine lors de leur nomination, alors que les « Nobel d'économie » européens vivants sont très peu nombreux : un Allemand, trois Britanniques, un Français et un Norvégien. Précisons que le Français Jean Tirole (lauréat 2014) et le Norvégien Finn Kydland (2004) ont tous deux obtenu leur doctorat aux États-Unis. Kydland y a d'ailleurs mené toute sa carrière, alors que Tirole est revenu en France pour créer à Toulouse une école d'économie calquée sur le modèle américain d'excellence académique. Quant aux Nobel vivants issus du monde

en développement, ils se résument à un nom : l'hétérodoxe Amartya Sen (1998), Indien ayant fait carrière au Royaume-Uni et aux États-Unis. Lorsqu'on s'intéresse au profil des candidats, on constate, depuis la fin des années 1970, un renforcement du poids des États-Unis, accompagné d'une orientation à la fois plus libérale, plus technique et plus tournée vers la finance. À travers le prix Nobel, les représentants autoproclamés de la « science » économique ont défendu la globalisation financière, promu l'idée d'efficience des marchés et prôné l'indépendance des banques centrales, tout en dénonçant la « nocivité » de l'État. Ils ont projeté sur le monde scientifique, et dans l'espace public, une idéalisation collective du marché centrée sur l'Occident et même, plus précisément, sur les États-Unis. Laquelle connaît un regain de vigueur dans les années 1980 et s'impose au même moment dans les organisations internationales (FMI, Banque mondiale).

Multiplier les entretiens sur des thèmes sans aucun rapport avec l'expertise récompensée



Milton Friedman est accueilli par une manifestation d'opposants à la dictature chilienne lors de la remise de son « prix Nobel » à Stockholm, en 1976.

Le fondateur de l'école de Chicago, dont la théorie monétariste a influencé les politiques économiques ultralibérales de Margaret Thatcher, de Ronald Reagan mais aussi d'Augusto Pinochet, s'était rendu l'année précédente à Santiago pour prononcer une série de conférences et rencontrer le dictateur militaire chilien.

© Fred R. Conrad / The New York Times-Redux / RÉA.

**Le « prix Nobel » permet à ses nouveaux lauréats d'occuper l'espace public et crée l'illusion qu'il existe un consensus entre experts, renforçant les effets d'autorité de la science économique.** On le voit avec Tirole : il a multiplié les entretiens sur des thèmes sans rapport direct avec ses recherches, mais qui lui ont permis de promouvoir une vision néolibérale de l'économie. Par exemple, il écrit dans un article pour *Libération* qu'« en matière de marché du travail, une augmentation du coût net du travail au niveau du

smic a pour objet louable de compresser les inégalités salariales ; mais elle crée du chômage » : loin de toute évidence empirique, la seule solution pour lutter contre le chômage serait donc de déréguler le marché du travail, comme l'ont préconisé Friedrich Hayek ou Milton Friedman, deux figures du libéralisme.

## Félicités en dépit des échecs

Un autre objectif est de laisser croire que l'économie est une science fiable, sinon exacte, même en présence de contre-performances manifestes des lauréats. Ce fut le cas pour Robert Merton et Myron Scholes (« Nobel » 1997), qui, entre 1993 et 1998, participaient à la direction de Long Term Capital Management, un des plus grands fonds d'investissement de l'histoire, qui fit faillite en 1998 à la suite de la crise financière asiatique : celle-ci n'avait pas été prévue, alors que leur prix Nobel, reçu un an plus tôt, récompensait... un modèle permettant, entre autres, d'anticiper les chocs financiers. La crise des *subprime* en 2007 apparaît aussi comme un échec collectif massif de la profession dans son approche de la finance, mais Eugene Fama, père de la théorie des marchés efficients qui a favorisé l'effondrement systémique, a été récompensé par le Nobel en 2013 !





## GARY BECKER

En 1992, l'économiste Gary Becker (1930-2014) reçoit le « prix Nobel » de sa discipline « *pour avoir formulé une théorie générale du comportement familial prenant en compte non seulement la répartition du travail et du temps, mais aussi les décisions concernant le mariage, le divorce et les enfants* ». Becker considérait ces derniers comme des « *biens de consommation durables* », et toute décision les concernant devait à ses yeux s'expliquer en conséquence. L'économiste a également percé le mystère de la criminalité : « *Une personne commet un délit si le profit qu'elle en escompte excède celui qu'elle pourrait obtenir en consacrant son temps et ses ressources à d'autres activités* » (*Crime and Punishment : An Economic Approach*, 1968). Avant de perpétrer son crime, le malfaiteur effectue un calcul coût-bénéfice. Si le coût est trop élevé, il y renonce. Les travaux de Becker seront utilisés par les conservateurs américains pour justifier le durcissement des peines. Ils contribueront ainsi à remplir les prisons, situation que Becker jugeait cependant économiquement regrettable.

**Frédéric Lebaron**

Professeur de sociologie à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. A codirigé *Les Discours*

*sur l'économie*, Presses universitaires de France,  
2013.

I. Une science comme les autres ? • Manuel  
d'économie critique

---

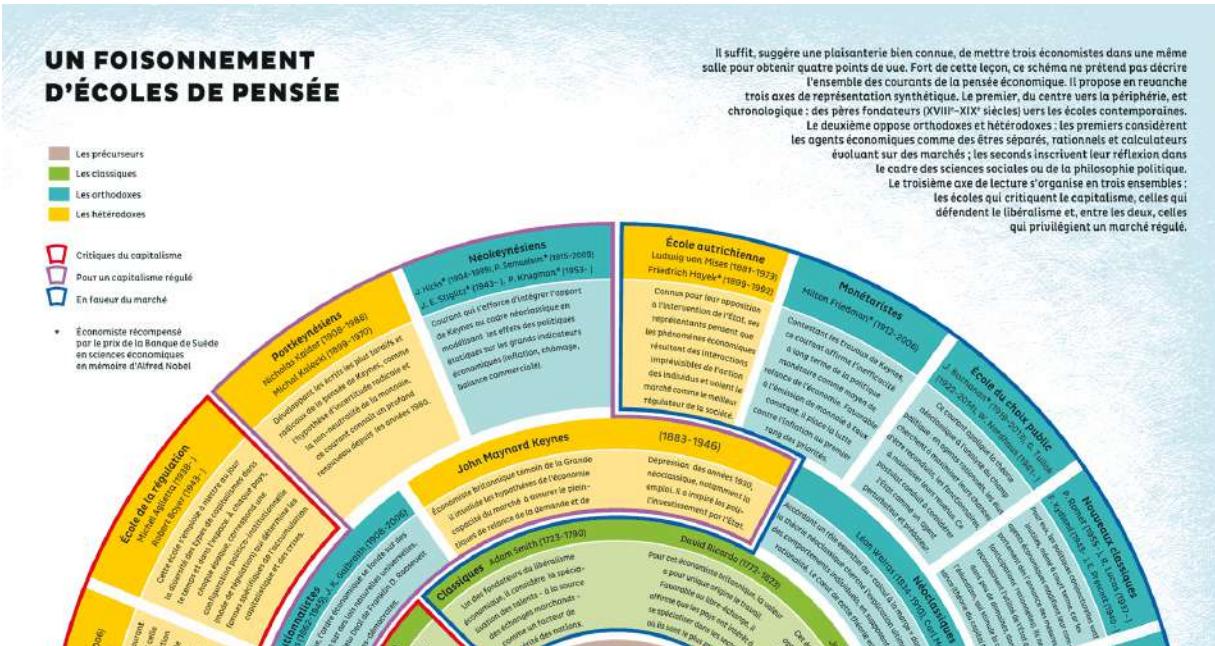
## **Un foisonnement d'écoles de pensée**

Il suffit, suggère une plaisanterie bien connue, de mettre trois économistes dans une même salle pour obtenir quatre points de vue. Fort de cette leçon, ce schéma ne prétend pas décrire l'ensemble des courants de la pensée économique. Il propose en revanche trois, axes de représentation synthétique.

---

PAR CÉCILE MARIN

---





## Cécile Marin

## I. Une science comme les autres ? • Manuel d'économie critique

---

AVANT, AILLEURS

# Échanger autre chose que de l'argent

L'économie contemporaine érige l'échange marchand en évidence et l'argent en cible universelle des désirs. Certains groupes sociaux se sont néanmoins organisés autour d'autres valeurs que celle de l'accumulation. Ainsi de l'honneur – propriété unissant l'individu à la communauté qui la lui reconnaît – dans les sociétés kabyles étudiées par le sociologue Pierre Bourdieu.

---

PAR JUAN MIGUEL PÉREZ

---



Pressage traditionnel de l'huile d'olive, Kabylie, Algérie, 2013.  
Photographie de Ferhat Bouda.  
© Ferhat Bouda / VU Distribution.

Dans certaines sociétés traditionnelles et communautés pré-capitalistes, l'économie qui réglait les échanges entre les personnes n'était pas fondée sur l'argent comme lubrifiant du commerce des biens et des services, mais plutôt sur l'honneur comme fin et moyen d'exister dignement.

Tous les matins, on échange avec d'autres un « Bonjour », un « Salut ! », un « Ça va ? », un « Au revoir », des bisous, des accolades. Ce ne sont pas que de simples mots ou gestes. Chacune de ces expressions de convivialité exprime des actes cruciaux pour la vie en commun, qui permettent à chacun de se sentir respecté. Pour qu'il en aille ainsi, ces interactions doivent obéir au principe de réciprocité entre le donateur qui honore et le donataire qui

rend l'honneur. Ainsi s'accomplit la séquence don - contre-don. Si quelqu'un manque à ce « contrat social », l'honneur intime de celui qui commet la faute se transforme en déshonneur.

L'échange ne se réduit pas au troc des objets. C'est aussi la voie par laquelle les membres d'une communauté communiquent et acquièrent un statut symbolique, l'« honneur », « valeur qu'une personne possède à ses propres yeux, mais aussi au regard de ceux qui constituent sa société », selon la définition de l'anthropologue Julian Pitt-Rivers. Marcel Mauss, de son côté, voit dans l'échange une prestation sociale visant davantage « à être qu'à avoir » (*Essai sur le don*).



Hommes parés chacun des taris (emblèmes) de sa lignée pour la parade Kewanix. Les symboles des taris permettent des combinaisons multiples que chacun peut choisir à son gré. Les quatre voyages qu'il a réalisés en Terre de Feu entre 1918 et 1924 font du photographe et missionnaire allemand Martin Gusinde l'un des rares Occidentaux à avoir vécu parmi les peuples Selk'nam, Yamana et Kawésqar, et à avoir pu observer le rite initiatique du Hain. Les 1 200 clichés qu'il en a rapportés constituent un témoignage unique sur ces peuples aujourd'hui disparus. Ce qui

aurait pu rester le parcours classique d'un missionnaire ethnographe apparaît aujourd'hui comme une expérience de terrain sans équivalent, Martin Gusinde s'étant pleinement immergé dans la vie de ces sociétés.

© Martin Gusinde / Anthropos Institut / Éditions Xavier Barral.

Dans ses travaux sur les sociétés kabyles, le sociologue Pierre Bourdieu accorde une grande importance à la conquête et défense du *nif* ou « point d'honneur », ce sentiment de « *respectabilité, envers de la honte* », qui se définit « *essentiellement par sa dimension sociale* ». Le pire en Kabylie, expliquait Bourdieu, « *c'est de passer inaperçu : ainsi, ne pas saluer quelqu'un, c'est le traiter comme une chose...* » L'honneur serait le « premier moment » de tout échange.

Des comportements régis par les logiques de réciprocité et de solidarité au sein du groupe

Cette forme particulière d'économie permet à ceux qu'elle engage d'atteindre une condition d'égalité symbolique qui peut « *coexister avec les inégalités de fait* », comme les disparités économiques, voire masquer une « *extorsion clandestine de corvée* ». Dans la société rurale algérienne, travailler signifiait pour les fellahs occuper leur temps à la réalisation d'un métier, la plupart du temps non rémunéré monétairement (comme prendre soin du bétail).





Épouse de chaman, Rosa Kauxia est l'une des rares femmes investies de pouvoirs magiques dans sa communauté.

Les échanges de biens et services ne se mesurent pas en fonction de l'effort ni du bénéfice : on ne calcule pas ce que l'on produit ou que l'on consomme, on ne compte pas le temps dépensé. Ils obéissent en revanche aux logiques de réciprocité et de solidarité de groupe. La quête d'intérêt n'est pas reconnue comme telle. Elle se dissimule sous la recherche de prestige et d'honneur.

## De M. Tomás à Tomás tout court

Bourdieu observait qu'*“il est d’usage que le vendeur, au terme d’une trans- action importante telle que la vente d’un bœuf, rende ostensiblement à l’acheteur une part de la somme qu’il vient de recevoir “afin que celui-ci achète de la viande pour ses enfants”. Et le père de l’épouse faisait de même lorsqu’il recevait la dot, au terme le plus souvent d’un “marchandage” acharné. Plus la part rendue était importante, plus on en tirait d’honneur, comme si, en couronnant la transaction par un geste généreux, on entendait convertir en échange d’honneur un marchandage »*. C'est le tribunal social du groupe, et non l'impératif économique, qui sanctionne ces échanges.





Les Matan partent à la recherche de leur épouse infidèle, Kulan, femme de la nuit. Leur masque conique, d'environ 70 centimètres de haut, est taillé dans l'écorce.

Dans le monde social actuel, c'est au contraire l'argent détenu qui détermine essentiellement le prestige social d'une personne, son importance, proportionnant ainsi l'honneur au nombre et à la valeur des actifs tangibles possédés. C'est ce qu'explique ce vers d'un *son cubain* : « *Lorsque j'avais de l'argent, on m'appelait Monsieur Tomás, maintenant que je n'en ai plus, on m'appelle Tomás tout court.* » Les frontières entre les deux économies ne sont néanmoins pas étanches, précise Bourdieu : « *Un capital symbolique, comme le prestige et le renom attachés à une famille et à un nom, se reconvertit aisément en capital économique et constitue peut-être la forme la plus précieuse d'accumulation dans une société où la rigueur du climat et la faiblesse des moyens techniques exigent le travail collectif.* »

**Juan Miguel Pérez**

Professeur de sociologie à l'université autonome de Saint-Domingue.

## Ces experts dont les médias raffolent

Éditoriaux, matinales radiophoniques, plateaux de télévision : une poignée d'économistes quadrillent l'espace médiatique et bornent celui des possibles. Présentés comme universitaires, ils incarneraient la rigueur technique au cœur de la mêlée idéologique. Mais leurs diagnostics seraient-ils aussi crédibles si ces « experts » rendaient publiques leurs autres activités ?

---

PAR RENAUD LAMBERT

---

**La mondialisation dans le monde**  
Noël acquiert 51% du capital de Pâques: le groupe Noâques est né, sa date est fixée au 21 juillet.



Illustration de Plonk et Replonk.

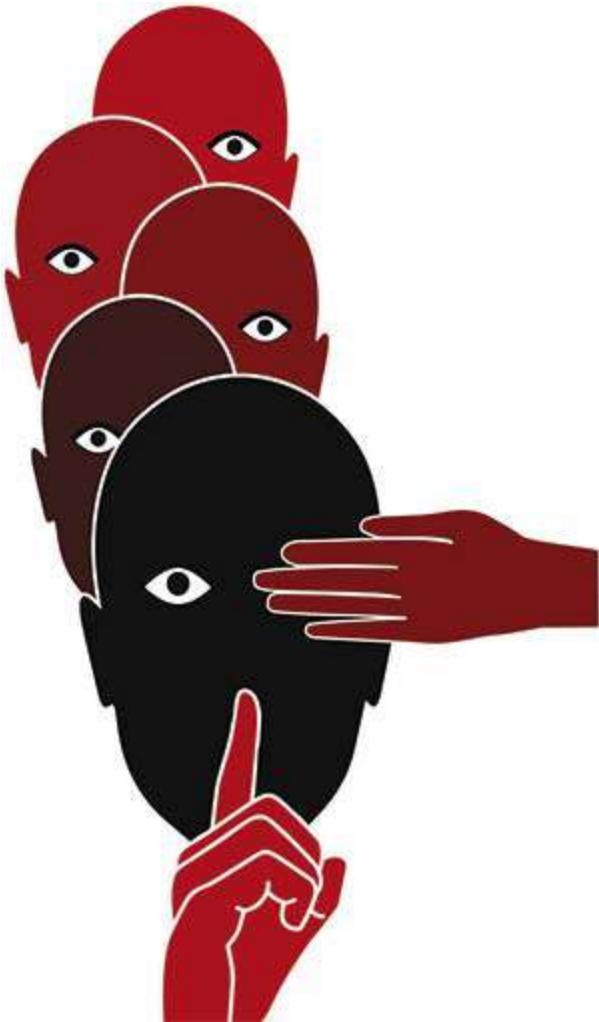
© Plonk et Replonk.

Le 17 septembre 2015, le quotidien *Var-matin* s'interroge sur les moyens de « relever l'économie française ». Qui invite-t-il ? Jean-Hervé Lorenzi, qu'il présente comme « économiste » et « président du Cercle des économistes ». Pour être complète, la carte de visite de Lorenzi aurait pu donner d'autres éléments : il siégeait alors aux conseils d'administration de PagesJaunes, d'Associés en finance, de l'Association française des opérateurs mobiles (AFOM), de BNP Paribas Cardif ; il était également censeur d'Euler-Hermes, membre des conseils de surveillance de la Compagnie financière Saint-Honoré, de BVA, de Ginger CEBTP et conseiller du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque. Sans grande surprise, dans les colonnes de

*Var-matin*, Lorenzi plaide pour davantage de contrôle des chômeurs (*lire « Lutte contre le chômage : rustines et chaussetrapes »*), mais n'évoque ni la possibilité de taxer les transactions financières, ni la lutte contre les niches fiscales...

## La règle ou l'exception ?

Une exception ? Pas vraiment : nombre d'universitaires invités par les médias pour éclairer le débat public, mais aussi de chercheurs appointés comme conseillers par les gouvernements, sont rétribués par des banques ou de grandes entreprises. Auteur d'une étude publiée en 2011, le chercheur américain George DeMartino observe que, aux États-Unis comme ailleurs, « *les conflits d'intérêts constitu[ent] la règle plutôt que l'exception* ».



Affiche de Nathanne Le Corre pour la pièce « Le Prince travesti » de Marivaux, mise en scène par Daniel Mesguich, 2016.  
© Nathanne Le Corre.

Christian Saint-Étienne s'affiche comme professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) sur France 24 et comme économiste et analyste politique dans les colonnes du *Point*. Jamais comme conseiller scientifique du Conseil stratégique européen SA, un cabinet de conseil en gestion de patrimoines. Élie Cohen est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et professeur à Sciences Po sur France Inter ou dans *Le Figaro* ; jamais membre du conseil d'administration des entreprises PagesJaunes ou

d'EDF Énergies nouvelles. Jacques Mistral ? Économiste dans les colonnes du *Monde* et sur France Culture, ou directeur des études économiques à l'Institut français de relations internationales (IFRI) dans l'émission « C dans l'air » (France 5) ; pas administrateur de BNP Paribas Cardif. Daniel Cohen se montre plus discret sur son titre de *senior adviser* de la banque Lazard que lorsqu'il insiste sur sa qualité de professeur de sciences économiques à l'École normale supérieure et à l'université Paris-I.

Jetons de présence aux conseils d'administration de grandes sociétés (35 000 euros par mandat, en moyenne, pour les sociétés du CAC 40 et la moitié pour les autres sociétés cotées), conférences privées (que Lorenzi, par exemple, facture 6 600 euros), rédaction de rapports rémunérés... les économistes disposent d'innombrables moyens de gagner beaucoup d'argent.

Des économistes qui se comportent en avocats, défendant tel ou tel point de vue indépendamment des faits

Faux procès, rétorquent certains. Après tout, arguent-ils,  $2 + 2 = 4$ , que l'on écrive pour le compte d'une université ou pour celui d'une banque. « *Sans aucun doute*, nous répond Michael Woodford, l'un des directeurs de l'American Economic Association. *Mais la plupart des questions auxquelles sont confrontés les économistes relèvent de jugements plus subtils. Et il ne faut pas se leurrer : nos débats ont un impact direct sur certains*

*intérêts privés.* » Pour Deirdre McCloskey, de l'université de l'Illinois, c'est entendu : certains « *économistes se comportent comme des avocats, défendant tel ou tel point de vue indépendamment des faits* ». Autrement dit, intéressés au résultat, ils tentent de convaincre que  $2 + 2 = 5$ .

« Un économiste est quelqu'un qui voit fonctionner les choses en pratique et se demande si elles pourraient fonctionner en théorie. »

Stephen M. Goldfeld conseiller du président américain Jimmy Carter (1977-1981)

Charles Ferguson a réalisé le film documentaire *Inside Job* en 2010, dans lequel il évoque les conflits d'intérêts. Il y interroge John Campbell, directeur du département d'économie à Harvard, qui vient de lui expliquer que l'économie ne souffre pas de problèmes de ce type.

Ferguson : « *Un chercheur en médecine écrit un article qui dit : "Pour soigner cette maladie, il faut prescrire tel médicament." Il s'avère que ce médecin reçoit 80 % de ses revenus du fabricant de ce médicament. Ça ne vous dérange pas ?*

Campbell : – *Je pense qu'il est, bien sûr, important de révéler... les euh... euh... C'est un peu différent des cas que nous évoquons ici,*

*car... euh... »*

# ÉCONOMICOCIRCUS

## MARTIN SHKRELI

À 32 ans, Martin Shkreli bascule en une nuit de l'anonymat à la détestation universelle en décidant d'augmenter de plus de 5 500 % le prix d'un médicament antiparasitaire utilisé par les malades du sida : en septembre 2015, le cachet de Daraprim passe aux États-Unis de 13,50 à 750 dollars. Face au chœur des réprobations, il explique que ses « *investisseurs attendent de lui qu'il maximise les profits* » et qu'il aurait préféré une augmentation bien plus forte. Car son geste moralement douteux est parfaitement légal. Originaire d'un quartier ouvrier de Brooklyn, Shkreli effectue un passage express à l'université, avant d'exercer ses talents d'analyste au sein de fonds d'investissement puis de monter ses propres structures spéculatives. Après plusieurs échecs, il crée Turing Pharmaceutical en février 2015 pour acquérir les droits exclusifs de médicaments dont les brevets ont expiré, et mène une vie de flambeur dont il relaie en permanence les détails sur les réseaux sociaux. Quelques semaines après le scandale du Daraprim, il est arrêté et inculpé de fraude pour avoir créé une pyramide de Ponzi plusieurs années auparavant. Loin d'intimider Shkreli, l'exécration publique dont il fait l'objet l'incite à multiplier les provocations. Auditionné par le Congrès, il refuse de répondre aux questions et s'empresse de tweeter : « *Difficile d'accepter que ces imbéciles représentent le peuple.* »



## Renaud Lambert

Rédacteur en chef adjoint au *Monde diplomatique*.  
Coauteur (avec Serge Halimi et Frédéric Lordon) de  
l'ouvrage *Les Économistes à gages, Les Liens qui  
libèrent – Le Monde diplomatique*, 2012.

## I. Une science comme les autres ? • Manuel d'économie critique

---

AUTRES POSSIBLES

# Discrètes manœuvres contre l'(éco)diversité

Pour les représentants du courant économique dominant, il existe deux façons de museler l'adversaire intellectuel. La première consiste à ignorer ses travaux, ce à quoi ils se résolvent d'autant plus volontiers que leur omniprésence médiatique leur laisse peu de temps pour lire. La seconde, à étouffer les filières universitaires qui promeuvent un autre son de cloche.

---

PAR LAURA RAIM

---



Alexander Zelikov, 2015.

Série de masques en papier réalisés par l'artiste Steve Wintercroft. Sur son site [Wintercroft.com](http://Wintercroft.com), il expose les images « en situation » que lui envoient ceux qui ont acheté ses œuvres.  
© Alex Zelikov.

La dernière crise a beau avoir jeté le discrédit sur la théorie économique dominante, ses promoteurs n'ont pas pour autant cessé d'occuper les plateaux de télévision, les cabinets ministériels et les universités. Fantasmant leur discipline comme une science dure digne de la physique newtonienne, les économistes issus de la

théorie néoclassique continuent de répandre leur représentation mécaniste et individualiste de l'économie, dans laquelle des agents calculateurs et rationnels interagissent dans des multitudes de marchés efficients.

D'autres courants de pensée nourris des traditions critiques tentent cependant de résister à l'hégémonie néoclassique. Marxistes, postkeynésiens, régulationnistes et conventionnalistes (*voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*), qui ont en commun d'inscrire leur discipline dans le champ des sciences sociales, représentent environ un tiers des économistes. Cherchant à décrire la société telle qu'elle existe vraiment, ces « hétérodoxes » portent une attention particulière aux aspects historiques, juridiques et politiques du fonctionnement de l'économie. Certains courants, comme les postkeynésiens, pratiquent une forme de modélisation mathématique qui n'a rien à envier à celle pratiquée par les néoclassiques. D'autres, comme l'école de la régulation, assument une démarche plus « littéraire », ou conceptuelle.

Tir de barrage comparant le pluralisme à « l'antichambre de l'obscurantisme »

Depuis une vingtaine d'années, les hétérodoxes sont exclus des cadres de la profession. S'ils parviennent à se faire recruter comme maîtres de conférences, les deux voies prévues pour accéder aux corps des professeurs d'université, à savoir le

concours de l'agrégation du supérieur et la qualification par le Conseil national des universités (CNU), l'organisme qui gère la carrière des enseignants-chercheurs, se trouvent sous la férule des gardiens du temple orthodoxe.



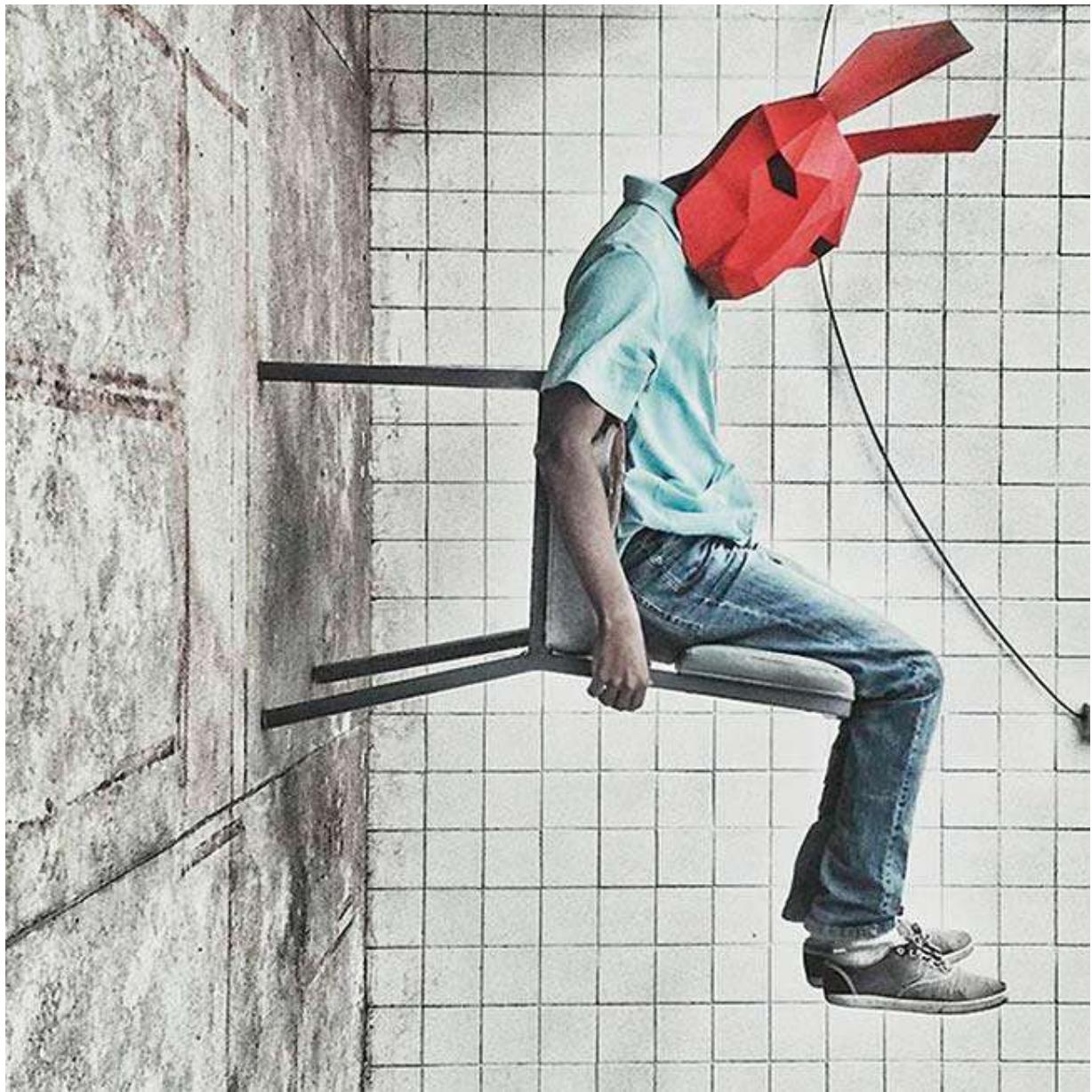
Kristina Makeeva, 2013.

Si elle n'a pas durablement remis en cause l'orthodoxie économique, la crise de 2007-2008 a tout de même permis de réhabiliter d'autres discours, comme celui de John Maynard Keynes sur les « esprits animaux » qui animent les comportements économiques, notamment d'investissement. Réfutant l'hypothèse néoclassique de la rationalité et de l'omniscience des agents, l'économiste britannique affirmait ainsi dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, parue en 1936, que pour les décisions d'investissement à long terme, ce qui prédomine, ce ne sont pas les probabilités mais l'incertitude, et que, face à celle-ci, l'action économique est pétrie de déterminants pulsionnels et mimétiques. Dans ces conditions, l'instabilité économique et financière étant inévitable, il est hasardeux de compter sur l'« efficience » de marchés dérégulés.

© Kristina Makeeva, [www.ipai.ru](http://www.ipai.ru)

Les résultats de l'enquête publiée par l'Association française d'économie politique (AFEP) sont sans appel : alors que, entre 2000 et 2004, l'hétérodoxie était encore représentée à hauteur de 18 % des nouveaux recrutements de professeurs d'université, sur la période 2005-2011, ce pourcentage est tombé à 5 % (6 hétérodoxes sur 120 postes). Résultat : les hétérodoxes disparaissent des chaires universitaires. Or ce sont les professeurs qui dirigent les masters, les écoles doctorales, les laboratoires, qui président les jurys de thèse et composent les comités de sélection de leurs pairs. Bref, sans eux, impossible de faire vivre une école de pensée... à moins d'abandonner la discipline économique.

Frédéric Lordon a par exemple fini par migrer dans la section « philosophie » du CNRS, tandis que Bernard Friot, François Vatin et Philippe Steiner se sont rattachés à la section « sociologie » de leurs universités pour pouvoir poursuivre librement leurs programmes de recherche et suivre des thésards.



Q. Pedro, 2016.

DR

Un obstacle a été levé en septembre 2014 avec la quasi-suspension de l'agrégation du supérieur, réputée pour son conservatisme et son clientélisme. La procédure à suivre pour devenir professeur est désormais la même que dans les autres disciplines : se faire « qualifier » par le CNU puis candidater à un poste. Débarrassés du concours, les candidats hétérodoxes ne s'en retrouvent pas

moins confrontés au barrage de l'actuelle section « sciences économiques » du CNU, la « 05 », étroitement contrôlée par les orthodoxes.

Reste une solution pour éviter la disparition totale des courants alternatifs et ressusciter, avant qu'il ne soit trop tard, le pluralisme dans la discipline : la création d'une deuxième section d'économie au CNU. Celle-ci a failli voir le jour, le gouvernement s'étant engagé auprès de l'AFEP, fin décembre 2014, à créer à titre expérimental une section « institutions, économie, territoire et société » que 300 chercheurs hétérodoxes se préparaient à rejoindre.



Nataly Saab, 2016.  
© Nataly Saab.

C'était sans compter avec la riposte des orthodoxes, bien décidés à tuer dans l'œuf toute possibilité d'une autre pensée économique. L'offensive la plus décisive fut celle de Jean Tirole. Le lauréat du « prix de la banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel » adresse une lettre au gouvernement pour empêcher cette « *catastrophe* » qui promouvrait selon lui « *le relativisme des connaissances, antichambre de l'obscurantisme* ». Mission accomplie : le projet est, pour l'heure, enterré.

**Laura Raim**

Journaliste. Coauteure de *Casser l'euro pour sauver l'Europe*, Les Liens qui libèrent, 2014.

## II. Produire plus, toujours plus ! • Manuel d'économie critique

---

IDÉE REÇUE

### « La croissance, c'est la prospérité »

La classe politique comme la presse retiennent leur souffle à chaque annonce des chiffres de la croissance. Mais le produit intérieur brut, qui enregistre l'augmentation annuelle de la richesse dans un pays, mesure mal le bien-être de la population. Cet indicateur fétiche laisse dans l'ombre la question de sa répartition et des dommages collatéraux écologiques du productivisme.

---

PAR JEAN GADREY

---

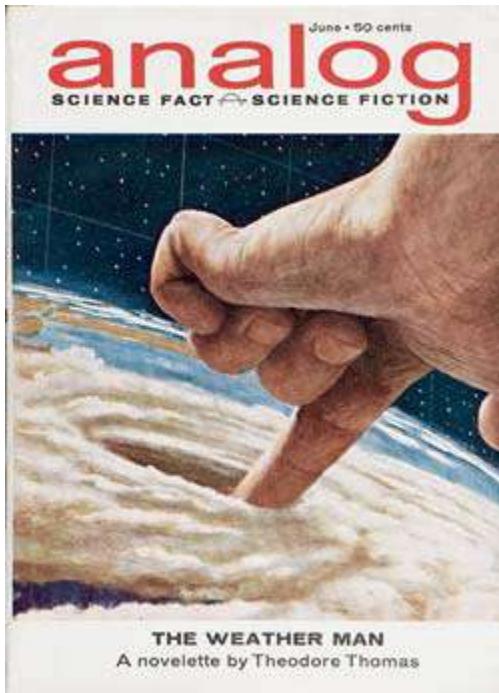


« Manif de droite », Bruxelles, 2012.

Inventés par le collectif artistique Restons vivants en 2003, lors du mouvement des intermittents du spectacle, ces détournements parodiques continuent de s'inviter dans les rues avec des slogans tels que « *CAC 40, CAC40, ouais ! ouais !* » ou encore « *Moins d'Assedic, plus de domestiques !* ».

© DR

« *Maintenant, il nous faut travailler en priorité pour la croissance* », déclarait le président de la République Nicolas Sarkozy lors de ses vœux aux Français, le 31 décembre 2011. Au cours de la campagne présidentielle de 2012, François Hollande affirma comme en écho : « *Sans croissance, pas de redressement économique, pas de création d'emplois.* » La croissance comme condition première et comme mesure du progrès ? Cette croyance ne résiste pas à quatre constats simples.



« The Weather Man » ou l'influence de l'homme sur le climat.

Une fiction de Theodore L. Thomas pour « Analog, Science Fact - Science Fiction ». Illustration de John Schoenherr, 1962.

© coll. agence Martienne.

Parler de croissance, c'est d'abord évoquer l'accroissement d'un indicateur économique : le produit intérieur brut (PIB). Celui-ci établit la somme des richesses (on parle de valeurs ajoutées) produites par l'ensemble des secteurs de l'économie monétaire, par opposition à l'économie non monétaire (le travail domestique, l'entraide, le bricolage, etc.). Mais, comme l'expliquait malicieusement le sénateur démocrate Robert Kennedy en 1968, « le PIB mesure tout... sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue ». La Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social réunie par la France en 2008-2009 sous la houlette de l'économiste Joseph Stiglitz a repris ce point de vue à son compte. La croissance du PIB ne tient compte ni de l'évolution des inégalités (on peut avoir une belle croissance qui ne profite qu'aux 1 % les plus riches), ni de ces composantes

essentielles du bien-être que sont les activités domestiques ou bénévoles, ni de ce qui devient un dommage collatéral massif de la croissance : la dégradation des patrimoines environnementaux. Massacer les forêts tropicales pour y planter du soja transgénique ou des cultures pour les agrocarburants est « bon pour le PIB », car ce dernier ne comptabilise pas ce que l'humanité perd en richesses non monétaires au cours de cette destruction.

## Un monde fini

Les gens vivent-ils mieux, et la société est-elle meilleure, dans les pays ayant le plus gros PIB par habitant, fruit d'une plus forte croissance passée ? On peut répondre en utilisant un grand nombre de variables : espérance de vie, accès à l'éducation, pauvreté, inégalités de revenus, inégalités entre les femmes et les hommes, violences et homicides, etc. Pour toutes ces variables, le résultat est sans appel : s'il est vrai que, pour les pays pauvres, une certaine « corrélation positive » existe entre ces critères et le PIB (ou le produit national brut PNB, grandeur voisine) par habitant, en revanche, au-delà d'un seuil que nous avons dépassé en France depuis les années 1970, elle disparaît. Le « progrès humain » et le « progrès social » tiennent alors à d'autres déterminants et à d'autres politiques que la richesse économique et la croissance.



Photographie trouvée sur une banque d'images avec le mot-clé « Winners ».

En 1982, The Image Bank, filiale de Kodak (rachetée par Getty Images en 1999), est la première agence de photographies proposant des images sur des thèmes aussi divers que les gens, les paysages, le monde de l'entreprise... La création du contrat libre de droits en 1991 modifie le statut de l'image. Le photographe disparaît au profit de l'utilisateur, libre de l'usage de la photo qu'il achète. Puis Getty Images développe le modèle low cost du libre de droits, qui repose essentiellement sur le volume d'achat, et non sur la valeur de l'image et son contenu. Confrontée aux difficultés financières et aux procès liés au droit à l'image, la presse réduit considérablement les budgets. Le contenu éditorial de la photo n'est plus une priorité, il disparaît au profit d'images standardisées répondant à des impératifs de vente. Lesquelles se substituent de plus en plus au photojournalisme.

© Andres Rodriguez / Fotolia.

**En troisième lieu, la non-concordance entre croissance et « progrès » devient contradiction lorsqu'on envisage les critères écologiques. On doit à un grand économiste et philosophe américain des années 1960-1970, Kenneth Boulding, le jugement suivant : « *Celui qui pense qu'une croissance exponentielle infinie est possible dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.* »**

## « Des ressources exploitées bien au-delà de leur capacité de reproduction »

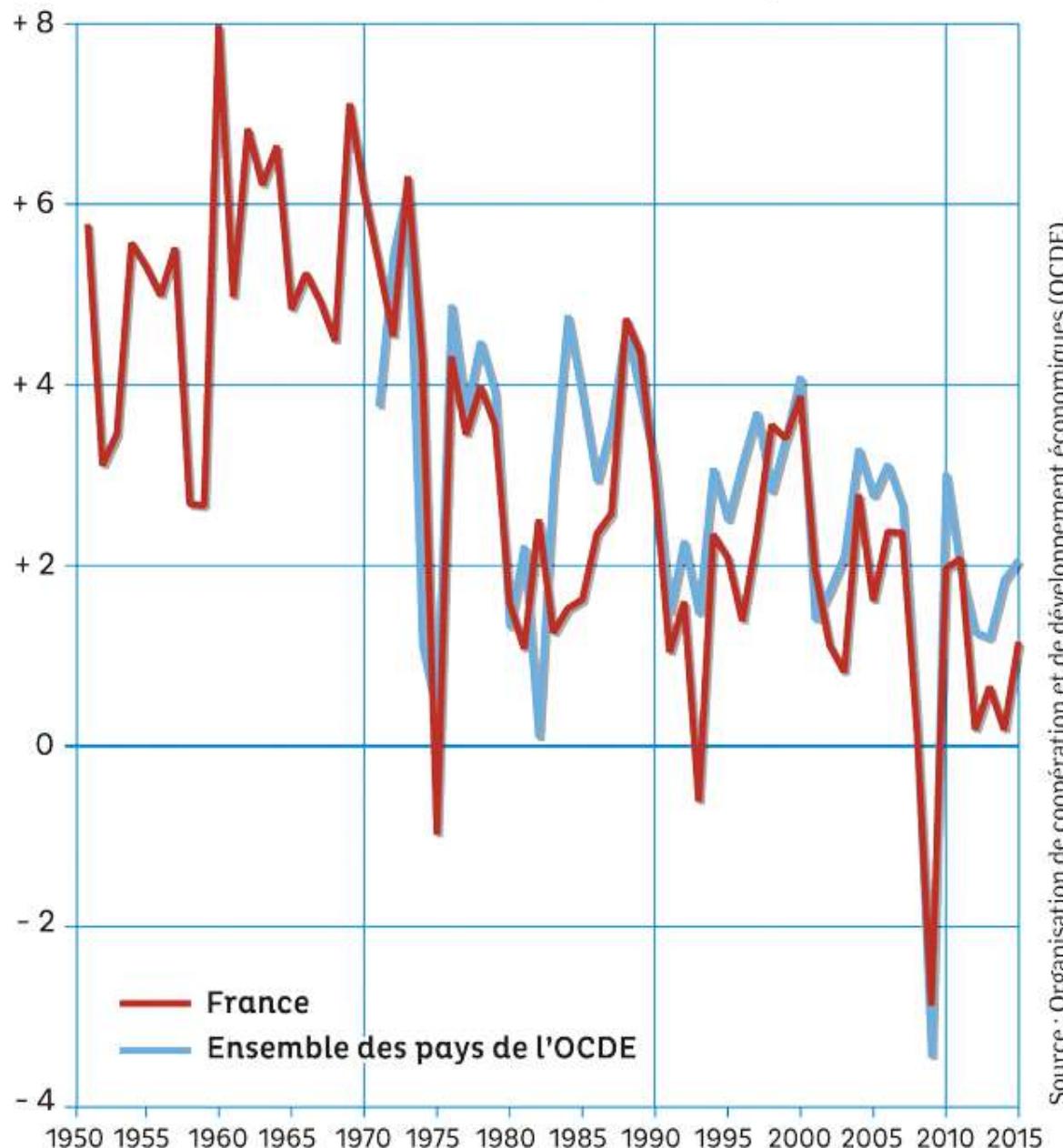
La première explication de cette contradiction est la raréfaction des ressources naturelles indispensables à toute croissance.

Certaines ne sont pas renouvelables : minérais et énergies fossiles. Leur épuisement est garanti à plus ou moins long terme. D'autres sont renouvelables (la nature peut les reproduire selon ses propres lois et rythmes, si on lui en laisse la possibilité) : eau, bois, terres arables, ressources halieutiques (des milieux marins)... Mais ces ressources sont aujourd'hui exploitées bien au-delà de leur capacité de reproduction, ce que reflète l'indicateur d'empreinte écologique (*lire « *Repeindre le capitalisme en vert* »*).

La seconde explication réside dans le fait que la croissance s'accompagne de rejets et de pollutions multiples, en particulier de l'air et des mers ; et surtout d'une surcharge de l'atmosphère en gaz à effet de serre, à l'origine du réchauffement climatique.

Dernier constat : il est très probable que, quoi que l'on fasse, la croissance, qui a spectaculairement décliné en France (*voir ci-dessous*) comme dans le monde développé, restera très faible à l'avenir. C'est pourquoi le thème d'une « prospérité sans croissance » est plus que jamais à l'ordre du jour.

## Variation annuelle du PIB réel, en pourcentage



Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Jean Gadrey

Professeur honoraire d'économie à l'université Lille-I.  
Coauteur de *Faut-il donner un prix à la nature ?*,  
Les Petits Matins, 2015.

AVANT, AILLEURS

## **Le Sud découvre qu'il est entravé, pas en retard**

L'un des courants de la critique du modèle économique dominant s'attache à mettre au jour les mécanismes d'exploitation sur le lieu de travail, notamment celui opposant employeurs et salariés. Mais l'analyse des rapports de forces caractéristiques du capitalisme se déploie également à l'échelle internationale : d'un côté, les pays du « centre » (riches et souvent au Nord) ; de l'autre, les pays de la périphérie.

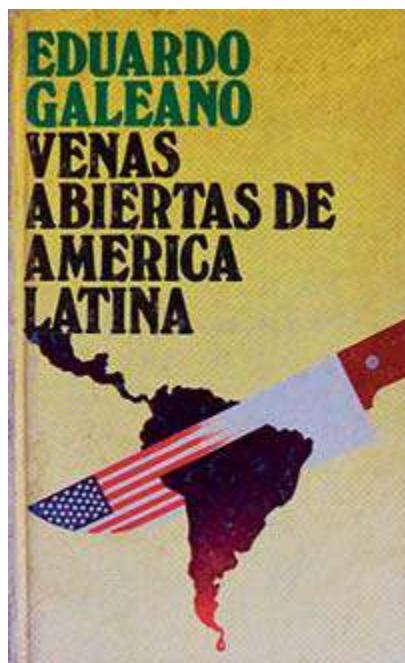
---

PAR SAMIR AMIN

---



Chéri Chérin, « Congo Kitoko », 2015.  
© Chéri Chérin / Courtesy Galerie Magnin-A, Paris.



Couverture du livre « Les Veines ouvertes de l'Amérique latine », d'Eduardo Galeano.

C'est le livre que l'ancien président vénézuélien Hugo Chávez a offert à Barack Obama en 2009 lors du Sommet des Amériques à Trinité-et-Tobago. Interdit en Argentine, en Uruguay et au Chili durant la période des dictatures, l'essai de l'écrivain et journaliste uruguayen raconte cinq siècles de massacres et de pillages des ressources naturelles de l'Amérique latine, depuis l'arrivée de Christophe Colomb et le début de la colonisation européenne jusqu'à nos jours.

Paru en 1971, le livre demeure une référence indispensable pour comprendre le paysage politique du continent aujourd'hui.

© DR.

**En 1949, le président américain Harry Truman (1945-1953) emploie pour la première fois le concept de « sous-développement » au sujet de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dont il craint que la pauvreté ne les fasse basculer dans l'escarcelle communiste.** Dans cette perspective, le développement est conçu comme un processus linéaire : engagés plus tôt que les autres dans cette voie, les pays du Nord ont pris une avance qu'il revient au Sud de rattraper. Comment ? En s'intégrant toujours davantage au système économique mondial. En d'autres termes, en tournant le dos à la volonté – jugée irrationnelle – d'exercer leur souveraineté nationale dans le domaine économique et en ouvrant la porte au vent modernisateur du capital international...

Pourtant, l'idée d'une linéarité du développement avait été remise en cause, notamment par l'économiste argentin Raúl Prebisch (1901-1986). Dès les années 1940, celui-ci décompose le monde entre un centre (en substance, les pays de la modernité capitaliste) et une périphérie (le reste du monde). D'autres, à leur tour, comme l'auteur de ces lignes, soutiennent dès 1957 que sous-développement et développement ne se succèdent pas, mais sont concomitants : ils constituent les deux faces du déploiement mondial du capitalisme, lequel conduit à l'accumulation des richesses au Nord. Qu'on en juge : l'écart de richesse entre les sociétés constituant plus de 95 % de la population planétaire vers

l'an 1500 était au plus de 1 à 2 (pas toujours à l'avantage des sociétés européennes). Au terme de cinq siècles de déploiement capitaliste, il est passé de 1 à plus de 30, une évolution sans pareille dans l'histoire de l'humanité. Siphonnant les ressources du Sud, le développement (du centre) engendre mécaniquement le sous-développement (de la périphérie), comme l'observe l'économiste germano-américain André Gunder Frank dans les années 1970. À l'époque, d'autres — tels l'auteur de ces lignes — soulignent la nature « inégale » du développement.

## La solidarité active des peuples du Sud, condition de leur progrès social

On ne s'étonnera donc pas que l'intégration de l'Afrique au système du capitalisme des métropoles lors de sa colonisation n'ait pas conduit au rattrapage de son « retard » en termes de développement. L'objectif était tout autre : renforcer la puissance des États colonisateurs dans le cadre de la compétition qu'ils se livraient. Tout comme l'Afrique colonisée, les pays que les institutions financières internationales invitent aujourd'hui à ouvrir leurs portes au capital international n'observent aucune modernisation de leur appareil productif. L'opération se traduit par le pillage de leurs ressources naturelles, le ratissage financier de l'épargne nationale, ou les deux.



Danseurs de sing-sing du village de Kamaka au festival annuel du mont Hagen, Western Highlands, Papouasie- Nouvelle-Guinée, 2011. Photographie de Stephen Dupont.  
Depuis des milliers d'années, les Papous vivent au nord de l'Australie, sur le versant occidental de l'île de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Mais à peine ce peuple échappe-t-il à l'emprise de l'ancienne

puissance colonisatrice néerlandaise qu'il passe, en 1962, sous la coupe du jeune et nouvel État colonisateur indonésien. La puissance émergente du mouvement des non-alignés qui a accueilli la conférence de Bandung en 1955 « récupère » ainsi la totalité des territoires ayant dépendu des anciennes Indes néerlandaises.

© Stephen Dupont / Contact Press Images.

## Comment rompre avec le piège du développement inégal ?

Certains pays d'Asie ont réussi à développer leur industrie tout en s'insérant dans la division internationale du travail, mais avec une inertie importante dans le domaine du développement humain (*lire « Le protectionnisme n'est pas l'autarcie »*). La solution avancée par les critiques de la notion de « retard » — à des degrés divers de radicalité et de remise en cause du modèle capitaliste — consiste à s'engager dans la voie d'un développement autocentré se donnant pour objectif prioritaire la construction d'un système productif national souverain, fondé sur l'industrialisation et la rénovation de l'agriculture paysanne. Les effets du rapport inégal centre-périphérie peuvent alors être réduits sur le plan économique, permettant un rééquilibrage du rapport de forces sur la scène politique internationale. C'est l'esprit qui présida à la conférence de Bandung, de 1955, rassemblant les pays dits « non alignés » : solidarité active des peuples du Sud, condition de la démocratisation de leurs sociétés et du progrès social.

Mais les mesures à mettre en œuvre pour y parvenir ont mauvaise presse à l'heure actuelle : protectionnisme, contrôle des changes, stimulation de l'économie par l'État, etc. Elles font toutes partie de la boîte à outils à laquelle le Nord a eu recours pour se développer. Mais de là à laisser le Sud en faire usage...





## DIPLOMÉS À VENDRE

Pour financer sa start-up de matériel chirurgical, Adam Steege, diplômé de Columbia, a ouvert un profil sur le site Upstart, créé en 2012. Alors que sur les sites de financement participatif classiques, comme Ulule, c'est le projet que l'on vend aux investisseurs, ici c'est... l'individu. Le curriculum vitae de M. Steege a visiblement convaincu : l'ingénieur de 27 ans a levé 60 000 dollars (45 000 euros) auprès de vingt-six investisseurs, à qui il doit désormais 6 % de ses revenus annuels pendant dix ans. Des milliers d'Américains se tournent ainsi vers des compagnies comme Upstart, Pave ou Lumni pour signer des « contrats de capital humain ». Les candidats retenus détaillent leur parcours et leur projet, tandis que la plate-forme établit une projection de leurs revenus futurs. Les investisseurs misent sur ceux qui leur plaisent, en échange d'une part (jusqu'à 7 %) de leurs revenus futurs pour une durée déterminée (entre cinq et dix ans). En guise de commission, Upstart touche 3 % des fonds levés.

**Samir Amin**

Économiste et directeur du Forum du tiers-monde à Dakar. Auteur de *Du capitalisme à la civilisation*, Syllepse, 2008.

## **La nature, nouvel eldorado marchand**

Le travail est source de valeur économique, pas la nature. Bien qu'elle leur fournisse toutes ses ressources primaires, les sociétés humaines l'exploitent sans jamais la dédommager ! Certains économistes considèrent que la destruction des milieux naturels résulte précisément de cette gratuité. « Donnons-leur un prix ! », proposent-ils dans l'espoir de sauver la planète. Une fausse bonne idée...

---

PAR PAUL GUILLIBERT

---



Illustrations : Boris Sémeniako

Comment produit-on une chemise ? On considère traditionnellement que la production repose sur la rencontre de deux éléments clés – et deux seulement ! (on parle de « facteurs » de production). Elle requiert, d'une part, du travail humain. Par exemple, un modéliste transforme du tissu, du fil à coudre, des boutons en une élégante chemise : son énergie, ses compétences, bref, son travail produit une valeur nouvelle, qui s'ajoute à la somme de ces consommations intermédiaires. Le capital (par exemple, une machine à coudre ou un ordinateur) transfère aussi une partie de sa valeur au bien qu'il fabrique. Mais comme ces outils ont un jour eux-mêmes été fabriqués, on peut réduire leur valeur à un nombre d'heures de travail effectuées dans le passé pour les produire.

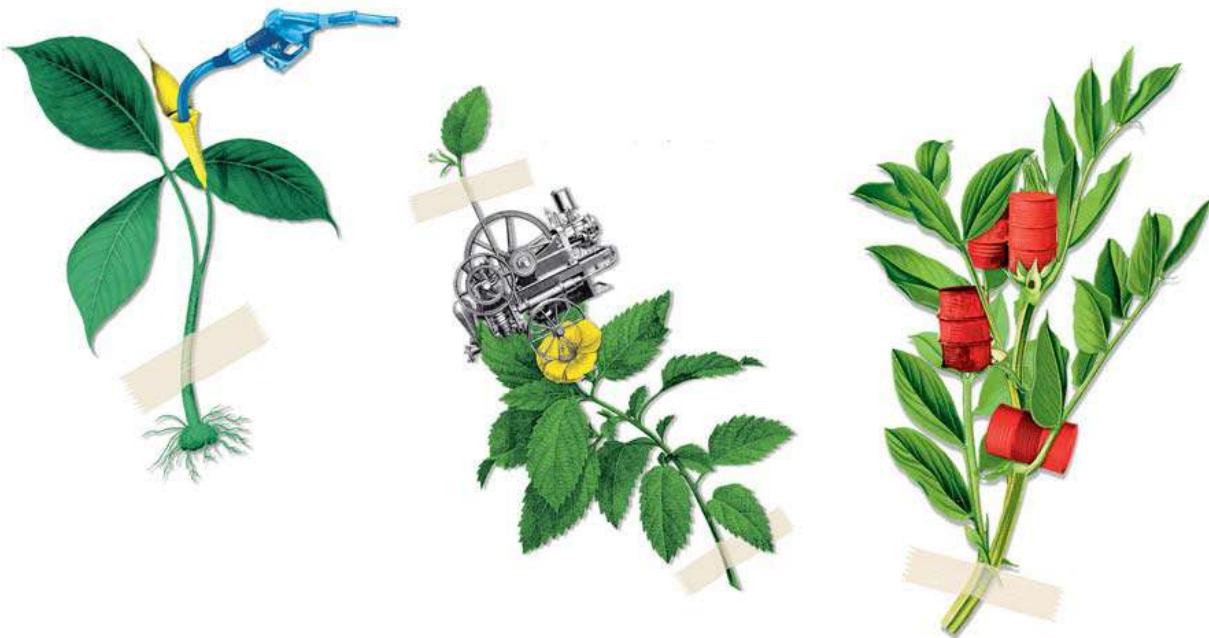


Cette conception trouve sa formulation la plus précise avec la théorie de la « valeur travail » de Ricardo. Pour cet économiste britannique (1772-1823), un des fondateurs de l'économie politique classique (*voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*), seul le travail, en tant qu'il transforme la nature, permet d'obtenir un gain. À la suite de Ricardo, la science économique s'est durablement inscrite dans la lignée d'un anthropocentrisme chrétien où l'homme jouit d'une nature créée pour lui et à son avantage.

## Parier sur la catastrophe

Dans cette perspective, les ressources naturelles – c'est-à-dire le lent « travail » de la nature quand, par exemple, le plancton mort se transforme en pétrole au bout de plusieurs millions d'années – constituent des « dons gratuits ». Même lorsque les biens naturels sont considérés comme des richesses – des biens importants voire fondamentaux pour l'humanité – ils n'interviennent pas dans la formation des prix. Certes, le menuisier a acheté les troncs de sapin pour fabriquer une armoire, mais, en réalité, le prix du bois qu'il achète rémunère le travail du bûcheron et le capital du propriétaire de la forêt, pas, évidemment, la nature.

Considérer la nature comme une personne généreuse qui ne se ferait jamais payer pour sa besogne n'empêche-t-il pas de prendre en compte la richesse naturelle et sa préservation ? Cela ne conduit-il pas à écarter les enjeux écologiques et environnementaux d'une réflexion économique sur la production de richesses en masquant le rôle de la nature ?



Partant de l'idée que la dégradation irréversible du patrimoine naturel vient de sa « gratuité », certains économistes ont proposé d'affecter un prix à sa préservation. Par exemple, l'exploitation des crevettes de la mangrove brésilienne conduit à des destructions environnementales majeures. Intégrer le coût de ces dégâts à la valeur des crevettes permettrait, en théorie, de financer la restauration du patrimoine naturel, tout en décourageant ce type de pêche. Dans le jargon économique, on dit que ces mesures visent à corriger des externalités, c'est-à-dire à réintégrer dans la sphère marchande les conséquences d'une activité économique qui affecte négativement les autres agents économiques sans que le responsable en subisse le coût. L'idée paraît ingénieuse. Elle revient cependant à marchandiser la nature une seconde fois : après son exploitation par les industriels, sa préservation devient elle-même une marchandise, et donc une source de profits. Par ailleurs, l'exemple du marché du carbone – une Bourse où les industriels pollueurs échangent des droits à émettre du carbone – démontre l'inefficacité de ces dispositifs : les émissions de CO<sub>2</sub> continuent à progresser. Tout comme la spéculation. Depuis quelques années, de nouveaux produits financiers dérivés permettent de parier sur la disparition des espèces ou sur la possibilité qu'advienne un tsunami. La nature fait l'objet de ce que le géographe britannique Neil Smith qualifie de « *stratégie d'accumulation* » : en devenant vert, le système capitaliste – toujours plus avide de ressources naturelles – repousse aussi les frontières de la marchandisation.

**Paul Guillibert**

Doctorant en philosophie à l'université Paris Ouest  
Nanterre.

## Dépenser pour relancer : des flux et des fuites

Lorsque la crise s'installe et que le chômage augmente, l'école keynésienne estime qu'il revient à l'État d'intervenir. Un pilotage adapté de son budget (dépenses/recettes) lui permet d'enclencher le mécanisme multiplicateur (voir ci-dessous), à savoir une hausse des dépenses publiques destinée à engendrer une augmentation bien plus importante de la richesse globale.

---

PAR DARIO INGIUSTO

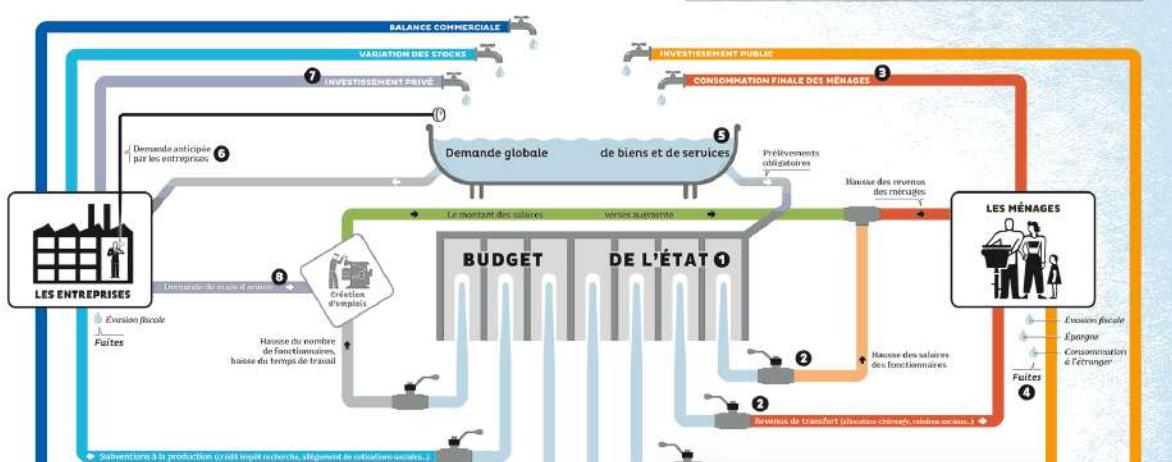
---

## DÉPENSER POUR RELANCER : DES FLUX ET DES FUITES

Lorsque la crise s'installe et que le chômage augmente, l'école keynésienne estime qu'il revient à l'état d'intervenir. Un pilotage adapté de son budget (dépenses/recettes) lui permet d'enclencher le mécanisme multiplicateur (voir ci-contre), à savoir une hausse des dépenses publiques destinée à engendrer une augmentation bien plus importante de la richesse globale.

### Le mécanisme multiplicateur

Dans les conditions économiques de son époque, John Maynard Keynes estime le coefficient multiplicateur autour de 5 : une dépense supplémentaire de l'état de 1 milliard de dollars se traduit par une création de richesse supplémentaire d'environ 5 milliards. Au moment où éclate la crise de 2007-2008, les économistes des grandes institutions internationales affirment que ce coefficient est, pour la plupart des pays, inférieur à 1. Les effets aux légumes des cours d'assiette sont donc moins importants. Ils se réestiment l'effet récessif. Le principe reste toutefois le même : un surcroît de dépenses publiques entraîne une recette qui les multiplicatrices échouent en recette nettement supérieure à l'ampleur de la crise. Une erreur que la droite a lourdement payée : alors qu'un surcroît de dépenses publiques aurait permis de rebondir l'activité, de dynamiser les recettes fiscales, de réduire son endettement, les bailleurs ont exigé le contraire, précipitant l'affondrement de l'économie.





## Le mécanisme multiplicateur

Dans les conditions économiques de son époque, John Maynard Keynes estime le coefficient multiplicateur autour de 5 : une dépense supplémentaire de l'État de 1 milliard de dollars se traduit par une création de richesse supplémentaire d'environ 5 milliards. Au moment où éclate la crise de 2007-2008, les économistes des grandes institutions

internationales affirment que ce coefficient est, pour la plupart des pays, inférieur à 1. Leurs travaux légitiment des cures d'austérité budgétaire, dont ils sous-estiment l'effet récessif. Dans un article autocritique de 2013, l'économiste en chef du FMI Olivier Blanchard reconnaît que les multiplicateurs étaient en réalité nettement supérieurs à 1 pendant la crise. Une erreur que la Grèce a lourdement payée : alors qu'un surcroît de dépenses publiques aurait permis de relancer l'activité, de dynamiser les recettes fiscales, de réduire son endettement, les bailleurs ont exigé le contraire... précipitant l'effondrement de l'économie.

---

**Dario Ingiusto**

## Repeindre le capitalisme en vert

Vitalité du marché des éoliennes, diffusion des démarches « éco-responsables », multiplication des labels « bio »... tout indique que les entreprises pourraient devenir les meilleures amies de l'écologie. Pourtant, la logique du profit s'oppose aux rythmes de la nature. Sauver la seconde exige d'imposer des bornes à la première, une idée qui n'emballe pas les industriels.

---

PAR AURÉLIEN BERNIER

---



La famille Ukita pose devant sa maison avec tous ses biens, Tokyo, Japon, 1994.

Photographie de Peter Menzel.

© Peter Menzel / Cosmos.

*« Cessons donc d'opposer l'activité économique, les entreprises et l'écologie ! Les secteurs industriels et de services ont depuis longtemps intégré la dimension écologique dans leurs démarches. »*  
Ainsi s'exprimait M. Pierre Gattaz, président du Mouvement des entreprises de France (Medef), dans une tribune publiée le 18 septembre 2013 par le quotidien *Le Monde* et titrée « N'orientons pas la France vers la décroissance ». Comme ses homologues des grands groupes étrangers, M. Gattaz l'affirme : le capitalisme peut devenir « vert », à condition que « le

*pragmatisme et la raison l'emportent sur le dogmatisme et la posture* ». En d'autres termes, que l'on évite les taxes, les réglementations contraignantes, pour préserver la « compétitivité globale des entreprises ». La logique du patron des patrons français ne convainc toutefois pas entièrement.

## Délocaliser la pollution

Que les pays occidentaux se soient largement convertis à une économie de services ne doit pas masquer le fait qu'en dépit de l'optimisme du patronat les prélevements sur les ressources naturelles ne cessent de croître : + 65 % entre 1980 et 2007. En valeur absolue, jamais nos sociétés n'ont autant consommé de matière et rejeté de polluants. Ce qui n'est pas principalement dû, comme on l'entend souvent dire, au développement des pays pauvres. Les États occidentaux ont simplement délocalisé, en même temps que des emplois industriels, une part des pollutions et de la consommation de ressources.

Mais les tendances actuelles ne peuvent se prolonger. Un indicateur, popularisé au Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, le confirme : l'empreinte écologique. Celle-ci équivaut à la superficie dont une population a besoin pour produire les ressources qu'elle consomme et pour assimiler les déchets qu'elle rejette. En 2002, l'empreinte mondiale s'établissait à 138 % de la surface bio-productive totale. Depuis le début des années 2010, elle dépasse 150 %. Si tous les habitants de la Terre avaient le mode de vie d'un Américain moyen, la population mondiale aurait besoin de cinq planètes pour se nourrir, s'habiller et se loger.

# Protéger la planète suppose de faire primer les rythmes biologiques sur les taux de profit

En dépit de la multiplication des éoliennes et des panneaux photovoltaïques ces quinze dernières années, le capitalisme n'est donc pas plus « vert » que par le passé, bien au contraire. Comme l'économie aspire toujours plus de ressources, les énergies renouvelables ne font que s'ajouter aux modes de production polluants, plutôt que de s'y substituer. La durée de vie de plus en plus courte des biens de consommation (automobiles, électroménager, téléphones et ordinateurs, produits alimentaires, etc.) impose de les remplacer toujours plus vite... et donc d'en fabriquer davantage.



Le collectif d'artistes et d'activistes Brandalism a installé, à l'occasion de la COP21 (en novembre 2015 à Paris), plus de 600 œuvres d'art non autorisées sur des espaces publicitaires parisiens. Leur rôle : dénoncer la mainmise des multinationales sur les négociations climatiques. Thirst (« Soif »), de Joe Webb, a pour légende « 1 in 10 people in the world lack access to safe water » (« Une personne sur dix dans le monde n'a pas accès à l'eau potable »). Live the Climate Experience (« Faites l'expérience du climat ») est de Bill Posters, tout comme l'affiche

représentant Barack Obama nageant avec sa fille près d'une plate-forme pétrolière.  
© [www.brandalism.org.uk](http://www.brandalism.org.uk)

S'agit-il d'un phénomène conjoncturel ? Le capitalisme de demain ne pourrait-il pas faire mieux avec moins ? Dès les années 1970, l'écologue américain Barry Commoner (1917-2012) a montré qu'il en était incapable par nature. Le capitalisme repose sur un principe fondamental : les capitaux doivent circuler librement pour s'orienter vers les activités qui procurent les meilleurs taux de profit. Protéger la planète supposerait au contraire de faire primer les rythmes biologiques sur les taux de profit : ne pas pêcher plus de poisson que ne l'autorise le renouvellement naturel des espèces, ne pas émettre plus de polluants que la biosphère ne peut en recycler, ne pas consommer plus d'énergie que ce que l'on peut produire de façon renouvelable... Une définition possible de la décroissance (*lire « La décroissance ou le sens des limites »*), pas du capitalisme.



## CONTRE LES COULOIRS DE BUS

S'agissant des bouchons en milieu urbain, explique l'économiste Pascal Salin, « *une idée simple devrait inspirer le débat, à savoir qu'il existe uniquement deux ressources rares pour les individus : l'espace et le temps. Il convient donc d'économiser le temps et d'utiliser l'espace le mieux possible en fonction des besoins des uns et des autres. De ce point de vue, les couloirs d'autobus représentent une aberration* » (Le Figaro, 12 février 2004). Salin

non seulement y voit « *une effrayante stérilisation de l'espace* », mais déplore aussi que « *l'espace public soit ainsi attribué en priorité à ceux qui paient le moins d'impôt* » – comprendre les usagers des transports publics. La solution ? « *Faire payer l'utilisation de l'espace urbain à son juste prix.* » Les automobilistes acquitteraient un prix plus élevé que les usagers du bus, mais ils rouleraient où bon leur semble. Une fois les voies réservées aux déplacements collectifs supprimées, il serait facile d'« *imaginer que des couloirs de circulation rapide puissent exister et qu'ils soient réservés à ceux dont le temps leur paraîtrait justifier le paiement d'un péage plus important* ». C'est tout l'esprit d'un système : le droit des riches à acheter du temps s'exerce au détriment des moins fortunés, condamnés aux ralentissements de la file commune.

### Aurélien Bernier

Militant et spécialiste des questions environnementales. Auteur de *Comment la mondialisation a tué l'écologie*, Mille et une nuits, 2012.

## L'introuvable New Deal européen

Pour lutter contre le chômage, le mot d'ordre est désormais de faciliter la vie des entreprises. À coups de « cadeaux aux entreprises » – abattements de cotisations sociales, niches fiscales, facilitation des licenciements –, la « politique de l'offre » a chassé la relance économique par l'État. Parce qu'elle serait devenue obsolète ?

---

PAR GILLES RAVEAUD

---



Traces d'exécution d'un programme. Reportage d'Hubert Raguet à la Maison de la simulation pour l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria), 2015.

Malgré les injonctions à l'équilibre budgétaire, l'État n'a heureusement pas renoncé à son rôle d'investisseur, notamment dans la recherche fondamentale, un secteur pas assez rentable à court terme pour attirer des fonds privés. La France a par exemple dépensé 4 milliards d'euros pour construire un gigantesque pôle d'innovation à Saclay. Parmi les nombreux laboratoires installés sur place, la Maison de la simulation, projet commun du CEA, du CNRS, de l'Inria et des universités de Paris-Sud et de Versailles, a pour objectif de soutenir les communautés scientifiques dans l'utilisation des supercalculateurs (utilisés pour des activités aussi variées que la simulation du climat, la fusion contrôlée ou la mise au point des matériaux du futur).

© Inria / CNRS / Bordeaux INP / Université de Bordeaux / Photo H. Raguet.

Pour l'économiste britannique John Maynard Keynes, le chômage sévit dans toute économie de marché – sauf heureux hasard. Il faut donc que les pouvoirs publics interviennent pour relancer l'activité lorsque celle-ci s'essouffle et que le nombre de demandeurs d'emploi augmente. La forme d'intervention la plus efficace, les grands travaux, a été adoptée par Franklin Delano Roosevelt aux États-Unis dans le cadre du New Deal (« nouvelle

donne », 1933-1938). En 2016, il s'agirait de la construction de nouvelles lignes de chemin de fer, de logements bien isolés, de réseaux Internet à très haut débit...

Comment les choses fonctionnent-elles ? Les investissements de l'État conduisent à l'embauche immédiate de salariés. Les anciens chômeurs dépensent désormais leurs salaires et équipent leurs logements, achètent des livres, partent en vacances. L'argent injecté circule ainsi plusieurs fois : les 100 euros de l'ancien chômeur passeront de sa poche à celle du boucher, puis à celle du libraire, du boulanger, du dentiste, etc. Multiplication des ventes, multiplication des recettes, multiplication des embauches : c'est l'« effet multiplicateur » de la dépense publique.

## Récupérer sa mise de départ

Idéalement, celui-ci permet à la dépense publique de s'autofinancer : par exemple, la construction d'une université (pour un montant de 1 milliard d'euros) suscite une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 5 milliards d'euros, sur laquelle l'État pourra ensuite prélever des impôts et récupérer sa mise de départ.

Mais il existe deux importantes limites à l'effet multiplicateur. Tout d'abord, il se peut que les ménages choisissent d'épargner une fraction de leurs revenus plutôt que de la dépenser, interrompant ainsi la circulation d'une partie de l'argent injecté. Ensuite, les consommateurs peuvent acheter des produits étrangers (on parle alors d'importations) : dans ce cas, sans mesures de protection de l'économie nationale (tarifs douaniers,

contrôle des changes), l'effet de relance de l'activité économique aura lieu dans le pays exportateur (l'Allemagne ou le Japon lors de la dernière grande relance en France, en 1981), ce qui creuse le déficit commercial.

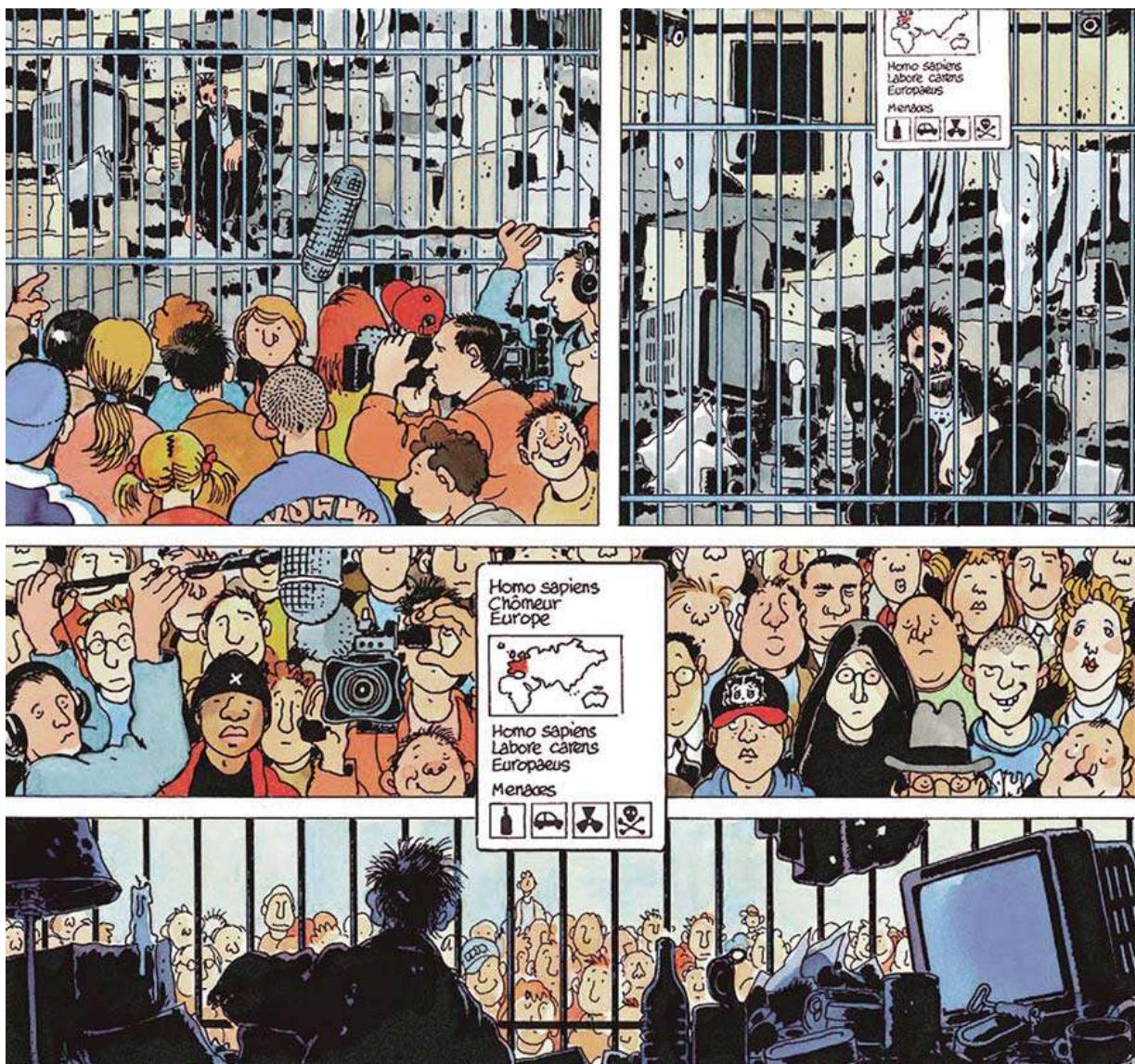
Aujourd'hui, l'effet multiplicateur est élevé, comme l'a reconnu le Fonds monétaire international (FMI), ce qui peut permettre des politiques de relance nationales et éviter de creuser les déficits (budgétaire et commercial). Toutefois, une politique de relance européenne serait nettement plus efficace, car les pays membres de l'Union européenne échangent à 60 % entre eux. Elle serait donc praticable sans que cela creuse trop le déficit de la zone vis-à-vis du reste du monde.

## L'aide publique subventionne des investissements qui auraient de toute façon eu lieu

Mais trois obstacles s'opposent à cette proposition. Le premier concerne les déficits commerciaux entre les pays de l'Union européenne. Si les produits allemands sont préférés par les consommateurs, l'effort budgétaire commun bénéficiera surtout à l'économie d'outre-Rhin.

Le deuxième est idéologique : parmi les gouvernements européens qui se sont succédé depuis les années 1970, très peu, si ce n'est aucun, jugent les politiques keynésiennes efficaces.

Le troisième obstacle est institutionnel : dans l'Union, le taux moyen d'endettement des États était de 86 % du PIB en 2015, alors que le traité de Maastricht de 1992 en fixe la limite à 60 %. De plus, le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe, entré en vigueur le 1er janvier 2013, fait lui aussi de la lutte contre les déficits la priorité, souhaitant ramener le déficit budgétaire structurel\* à 0,5 % du PIB.



Extrait de la bande dessinée « La Débauche », dessins de Jacques Tardi et récit de Daniel Pennac, éditions Futuropolis, Paris, 2009.

© Tardi / Futuropolis / dist. La Collection.

En 2015, l'Union européenne estime avoir fait un pas dans la bonne direction en finançant sur trois ans un plan d'investissement à hauteur de 21 milliards d'euros qui doit attirer jusqu'à 315 milliards d'euros d'autres financements. C'est ce qu'on appelle l'effet de levier : le « coup de pouce » des pouvoirs publics ferait basculer certains projets dans le domaine de la rentabilité, ce qui déclencherait des investissements privés d'un montant plus important. Mais il s'agit là d'un pari bien audacieux. En pratique, l'aide publique subventionne souvent des investissements qui auraient de toute façon eu lieu. Quand bien même le plan de l'Union européenne réussirait, il ne couvrirait que 40 % du retard d'investissement annuel (estimé à 260 milliards d'euros par l'institut Bruegel) que l'Europe accusait en 2014 par rapport à la tendance moyenne depuis 1970.

## Ivan Boesky

La vague de fusions-acquisitions qui déferle sur les États-Unis au début des années 1980 propulse certains outsiders de la finance au rang de vedettes : ainsi Ivan Boesky, qui fonde en 1975 une société d'arbitrage destinée à devenir la plus importante de Wall Street. Fils d'immigré russe, il se fait renvoyer de trois *colleges* avant d'obtenir son diplôme de droit. Ces débuts peu prometteurs ne l'empêchent pas de faire une carrière fulgurante d'arbitragiste et d'afficher tous les attributs de la respectabilité : il occupe de somptueux bureaux sur la 5e Avenue, tient salon au Harvard Club (dont, en réalité, il n'est pas membre, mais donateur). Mais celui qui décrivait l'arbitrage-risque comme « *un processus artistique demandant beaucoup de discernement* » limitait ses propres risques en distribuant des mallettes de liquide à des banquiers véreux en échange d'informations sur les deals en cours,

avant qu'ils ne fassent l'objet d'une annonce publique. Dans un suprême délit d'initié (mais qui ne sera pas jugé illégal), Boesky liquidera ses positions avant l'annonce officielle de sa condamnation, engrangeant ainsi des profits substantiels qui lui permettront de payer l'amende de 100 millions de dollars assortie à sa peine de prison.

**Gilles Raveaud**

Maître de conférences en économie à l'université Paris-VIII. Auteur de *J'ai jamais rien compris à l'économie, mais ça je comprends*, Tana Éditions, 2015.

## II. Produire plus, toujours plus ! • Manuel d'économie critique

---

AUTRES POSSIBLES

### **La décroissance ou le sens des limites**

Notion souvent mal comprise, la décroissance essuie fréquemment le reproche de se féliciter des piètres résultats de l'économie nationale, quand le sens commun conduit à s'en désoler. Mais loin de chanter les louanges de la récession, ce projet nous appelle à débarrasser nos imaginaires politiques de l'emprise d'une économie aux pulsions suicidaires.

---

PAR SERGE LATOUCHE

---

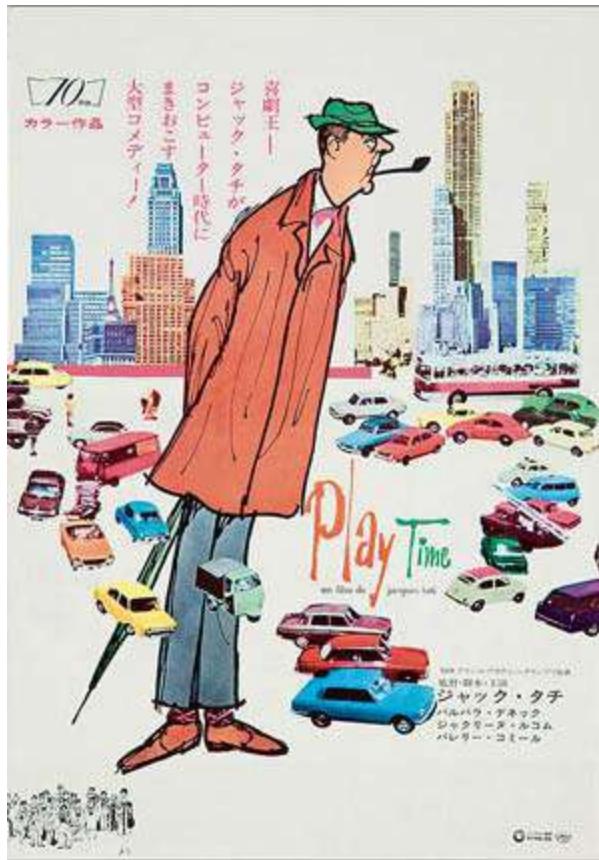


Portrait de militants écologistes, dans la « ZAD patates », protestant contre l’urbanisation de la plaine de Montesson, mars 2014.

Acronyme de « zone d’aménagement différé », la ZAD s’est métamorphosée en 2010 en « zone à défendre » lorsque des militants ont occupé Notre-Dame-des-Landes dans le but d’empêcher la construction d’un aéroport. Depuis, d’autres ZAD sont apparues pour lutter contre divers « grands projets inutiles ». Photographie de Rip Hopkins.

© Rip Hopkins / agence VU

**Le projet de la décroissance n'est ni celui d'une autre croissance (« verte », par exemple), ni celui d'un autre développement (« soutenable », « social », « solidaire », etc.). Il s'agit de construire une autre société, une société d'abondance frugale ou de prospérité sans croissance. Autrement dit, ce n'est pas d'emblée un projet économique, fût-ce d'une autre économie, mais un projet sociétal qui implique de remettre en cause la domination de l'économie sur nos imaginaires politiques.**



Version japonaise de l'affiche du film *Playtime*, de Jacques Tati, 1967.

Parodie des excès et de l'absurdité de notre modernité déshumanisante, ce film donne à voir un Paris fantomatique et kafkaïen qu'un tourbillon savamment orchestré va brutalement dérégler.

Faire de la décroissance une variante du développement durable constitue dès lors un contresens historique. Choisi presque par hasard, en raison du succès d'un numéro de la revue écologiste *Silence* de février 2002 qui reprenait cette expression (utilisée pour la première fois dans son sens actuel en 1994, comme titre de la traduction française d'un recueil d'essais de l'économiste américain d'origine roumaine Nicholas Georgescu-Roegen), le terme « décroissance » s'est d'abord imposé comme un slogan. Il a rapidement offert une bannière de ralliement à tous ceux qui, venus de l'écologie politique et de la critique culturaliste du développement, ressentaient la nécessité, face à la proclamation du fameux TINA (*There is no alternative* ou « Il n'y a pas d'autre

solution ») par l'ancienne première ministre britannique Margaret Thatcher (1979-1990), de rompre avec la langue de bois du développement durable – cet oxymore consensuel qu'utilisent les apôtres de la religion de la croissance.

## Parler d'« acroissance », comme on parle d'athéisme

Le mot ne doit donc pas être pris au pied de la lettre : décroître pour décroître serait aussi absurde que croître pour croître. Bien entendu, les décroissants entendent améliorer la qualité de vie, celle de l'air, de l'eau et d'une foule de choses que la croissance pour la croissance a détruites. Pour parler de façon rigoureuse, il faudrait sans doute utiliser le terme « acroissance », comme on parle d'athéisme. L'enjeu est d'ailleurs très exactement celui-ci : l'abandon d'une foi et d'une religion, celles du progrès et du développement. La décroissance n'est donc ni la récession (ralentissement de la croissance) ni la dépression (croissance négative).



« La Chasse aux toiles », de Laurent Millet, installation dans la forêt, 2011.  
© ADAGP, Paris 2016.

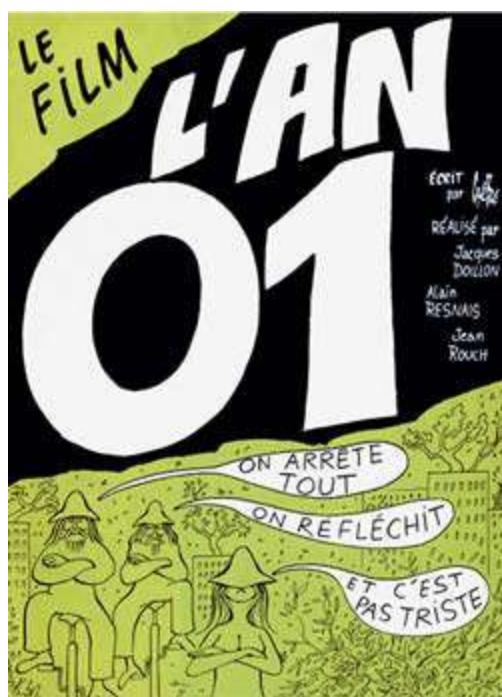


« Tondo - Carex » herbes entrelacées, de Marinette Cueco, 1992.  
© Marinette Cueco / Galerie Univer / Colette Colla - Paris / photo Philippe Gontier.

S'agirait-il dans ces conditions d'un autre paradigme économique, contestant l'orthodoxie néoclassique, comparable à ce que fut le keynésianisme en son temps (*lire « L'introuvable New Deal européen »*) ? Certains partisans de la décroissance ont exploré cette voie. Pour d'autres se dessine une priorité différente : sortir de l'idée que les choix humains sont réductibles à des calculs individuels plus ou moins conscients, pour reconstruire une

société écologiquement soutenable et socialement juste. Si des politiques économiques différentes de celles inspirées par la doxa néolibérale ont été possibles par le passé, dans une société de croissance sans croissance – situation actuelle des pays industrialisés – ces politiques ne sont plus possibles sans aggraver la crise écologique.

## Symbolic fetish



Affiche du film « L'An 01 ».

Réalisé en 1973 d'après la bande dessinée de Gébé (par Jacques Doillon, Alain Resnais et Jean Rouch), *L'An 01* propose un abandon utopique et festif du productivisme de l'économie de marché, marquant le début d'une nouvelle ère.

DR

Les débats récents sur la pertinence des indicateurs de richesse ont eu le mérite de rappeler l'inconsistance du produit intérieur brut (PIB) comme indicateur permettant de mesurer le bien-être

(lire « « La croissance, c'est la prospérité »), alors qu'il constitue le symbole fétiche de la société de croissance. On ne s'est pas assez avisé, à cette occasion, que le problème n'est pas de nature économique : c'est l'économie elle-même qui pose problème. La définition de cette discipline a varié dans le temps. Pour les économistes classiques, cette science expliquait comment la richesse est produite, répartie et consommée. Plus tard, leurs successeurs néoclassiques ont prétendu étudier l'utilisation optimale de ressources nécessairement rares (*voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*). Cette définition très large a fait tomber tous les objets du désir humain (le crime, l'amour, la santé, etc.) dans l'escarcelle de l'économie. Sauf que si tout est économique, rien ne l'est plus !

Réenchâsser l'économie dans le social et retrouver le sens des limites, comme le préconise la décroissance, sont les conditions permettant d'aboutir à la prospérité sans croissance et d'éviter ainsi l'effondrement de la civilisation humaine.

### **Serge Latouche**

Professeur émérite d'économie à l'université d'Orsay, objecteur de croissance. Auteur de l'ouvrage *Les Précurseurs de la décroissance. Une anthologie*, Le Passager clandestin, 2016.

IDÉE REÇUE

## « Tous gagnants grâce au dialogue social ! »

Répété à l'envi, le terme de « dialogue social » s'accompagne de l'idée que l'entreprise est un lieu de coopération, de compromis. Cependant, sans levier sur la décision économique, les salariés peuvent-ils vraiment espérer jouir d'une relation d'égal à égal avec leur patron et engager une négociation apaisée ?

---

PAR JULIE VALENTIN

---



Georges Bartoli, Collioure, 2016. Stage commando organisé par le ministère de la défense et le Medef, pour sept chefs d'entreprise associés à des militaires de carrière en cours de reconversion.  
© Georges Bartoli / Divergence.

*« Le dialogue social n'est ni une formalité ni une obligation, mais une condition du progrès »,* proclamait le président français François Hollande lors de la conférence sociale du 19 octobre 2015 devant les représentants des syndicats de salariés et patronaux. Médias et dirigeants politiques se lamentent volontiers de la difficulté du dialogue social, tout en suggérant que, mieux que la loi ou le conflit, il offrirait le meilleur moyen de réguler les questions relatives au travail et à l'emploi.



Affiche de Félix Doumenq publiée en 1919 par la CGT et l'Union des syndicats ouvriers de la Seine, pour la mise en application de la journée de huit heures. Instaurée par une loi votée en avril 1919, celle-ci subit de très nombreuses dérogations imposées par le patronat, qui essaie de la contourner.

© Coll. Dixmier / Kharbine-Tapabor.

L'idée repose sur une hypothèse : salariés et employeurs seraient des partenaires associés dans le processus de production. Ils partageraient un intérêt commun – la bonne santé de l'entreprise – et n'auraient qu'à discuter paisiblement des modalités du partage de la richesse produite (la valeur ajoutée).

En réalité, employeurs et salariés occupent des positions inégales et antagoniques. Tout d'abord, le contrat de travail se caractérise par un lien de subordination : les seconds sont soumis aux décisions des premiers. Ensuite, la recherche du profit n'est pas

toujours compatible avec l'accroissement des salaires, le maintien de l'emploi et l'amélioration des conditions de travail – au contraire. Puisque le dialogue s'engage sur des bases inégales, le conflit ne l'entrave pas ; il le rend au contraire possible. Ainsi, la grève (l'archétype du conflit social) permet d'inviter les directions d'entreprise à entendre des revendications auxquelles elles sont le plus souvent sourdes a priori. Il s'agit de rééquilibrer le rapport de forces.



Extrait de la bande dessinée « Les Aventures d'Ultra-Chômeur », d'Erich Origen et Gan Golan, éd. Presque lune, 2013.

© 2013 Presque lune pour l'édition française (BD rééditée le 21 octobre 2016).

La diminution du nombre de jours de grève, au moins telle qu'elle apparaît dans les données disponibles (en France, pour 1 000 salariés au sein des entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, 79 jours de grève en 2013 contre 168 jours en 2005), traduit moins un apaisement des relations sociales que la difficulté des salariés à s'exprimer dans un contexte de chômage de masse. Le nombre de jours de grève décroît, mais l'antagonisme entre employeurs et salariés s'accentue. La violence économique transite simplement par d'autres voies : parfois paisibles (comme les débrayages ou les pétitions), parfois plus extrêmes (violences physiques, suicides, menaces...).

Prenant acte de la position de faiblesse des salariés, l'État impose aux dirigeants d'entreprise l'obligation de négocier ; il limite les concessions que les salariés peuvent être contraints d'accepter sous la menace de suppressions d'emplois. La loi encadre davantage la négociation entre partenaires sociaux qu'elle ne s'y substitue. Mais pour combien de temps ?

## Une conception de la négociation qui s'apparente à un chantage à l'emploi

L'appel récurrent à la « responsabilité des partenaires sociaux » suggère que l'État et, plus généralement, la législation ne devraient pas interférer dans les compromis construits par les syndicats patronaux et les représentants des salariés. Certains vont jusqu'à suggérer que, pour être efficace, ce « dialogue »

devrait se mener « au plus près des salariés ». Entendre : en contournant leurs représentants. Un exemple. En septembre 2015, alors que les syndicats majoritaires du constructeur automobile Smart sont hostiles à un accord de compétitivité, les salariés de l'entreprise votent à 56 % le retour aux trente-neuf heures, sans augmentation de salaire, en échange de la promesse du maintien de leur emploi. Mais une telle conception du dialogue social s'apparente dans les faits à un chantage à l'emploi.



Au rassemblement des salariés de Goodyear devant le tribunal d'Amiens, décembre 2013.  
Photographie de Jean-Pierre Sageot. Sortir des clous du « dialogue social » autorisé peut coûter cher. Le 12 janvier 2016, pour la première fois sous la Ve République, la justice a infligé une peine de prison ferme à des syndicalistes pour leur participation à des actions visant à empêcher la fermeture de leur usine. Deux ans plus tôt, huit salariés de Goodyear à Amiens avaient retenu pendant trente heures deux dirigeants, avant de les laisser partir sans violence. Ultime étape d'une longue lutte pour préserver 1 143 emplois, la séquestration n'aura pas empêché l'entreprise de pneus de fermer quelques jours plus tard.

© Jean-Pierre Sageot / Signatures.

Dans le rapport inégal qui les oppose aux chefs d'entreprise, les salariés ne disposent que d'un atout : le nombre. Toute initiative visant à les diviser les fragilise donc. C'est tout le sens des mesures favorisant les accords d'entreprise et la contractualisation individuelle au détriment des négociations de branche.

Précisément l'esprit de la réforme du code du travail soumise au Parlement au printemps 2016 par la ministre Myriam El Khomri. Son propos ? Le renversement de la « hiérarchie des normes » : hormis dans certains domaines, les accords de gré à gré devraient l'emporter sur les conventions collectives ou sur la loi, dès lors qu'ils sont majoritaires dans une entreprise.

**Julie Valentin**

Maîtresse de conférences en économie à l'université Paris-I. A contribué au *Dictionnaire critique de la RSE*, Presses universitaires du Septentrion, 2013.

AVANT, AILLEURS

## Bons sentiments à la rescoufse de l'esclavage

Dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, des voix commencent à exiger l'abolition de l'esclavage grâce auquel les colons français défrichent et cultivent l'Amérique du Nord et les Caraïbes. La réaction des esclavagistes ne se fait pas attendre. Après l'émancipation, disent-ils, cette main-d'œuvre par essence paresseuse tombera dans l'indigence, entraînant avec elle la ruine de l'industrie.

---

PAR CAROLINE OUDIN-BASTIDE & PHILIPPE STEINER

---



Marcellus, alias Dessalines, et Adrien, alias Charlotin Marcadieu, membres du Mouvement pour le succès de l'image des héros de l'indépendance, Croix-des-Bouquets, Haïti, 2013.

Photographie de Nicola Lo Calzo, de la série *Ayiti*. La révolution haïtienne constitue la plus grande révolte d'esclaves de l'histoire, et la seule qui ait réussi. En 1791, en pleine Révolution française, une insurrection de cent mille esclaves noirs éclate à Saint-Domingue, la plus prospère des possessions françaises d'outre-mer, sous la conduite de l'affranchi Toussaint Louverture. Alors que le mouvement aboutit en 1793 à l'abolition par la Convention de l'esclavage sur l'île puis dans toutes les colonies, Bonaparte envoie en 1802 une expédition militaire pour imposer son rétablissement, suscitant un soulèvement général des anciens esclaves. Après la capture de Toussaint Louverture, le général Jean-Jacques Dessalines reprend le flambeau, dans une guerre qui mène en 1804 à la naissance du premier État noir indépendant.

© Nicola Lo Calzo / L'Agence à Paris.

En 1748, le philosophe Charles de Montesquieu soulève la question de l'émancipation des esclaves. Dominé par des considérations morales, le débat français s'enrichit d'arguments économiques : « *Le sucre serait trop cher si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves* », avance Montesquieu de façon provocatrice. Certains abolitionnistes s'emploient à l'époque à démontrer l'inefficacité du travail servile par rapport au travail libre : ses coûts élevés et sa faible productivité rendent l'esclavage préjudiciable au bien-être des esclaves, à la fortune des colons et plus largement à la prospérité de la métropole.

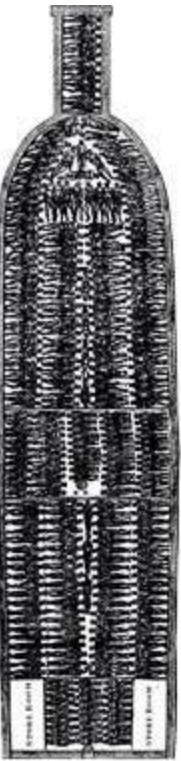
Pour contrer ces attaques, les auteurs esclavagistes développent leur argumentaire autour de deux thèses, celle de l'inanité et celle de l'effet pervers, typiques, selon le sociologue américain Albert Hirschman, de la rhétorique réactionnaire.



Peinture murale de Nuxuno Xän, Fort-de- France, 2013.  
© Hank Willis Thomas / Jack Shainman Gallery.

Selon la première, il serait inutile de procéder à une réforme qu'une loi plus générale – la domination des riches sur les pauvres – rend impuissante : « *Je fais avec [le nègre que j'achète]*, affirme ainsi le colon Pierre-Victor Malouet en 1788, *un nouveau marché, semblable à celui qui lie tous les propriétaires aux gens sans propriété*. “*Travaille pour moi, et je te nourrirai*” : voilà le pacte universel des riches avec les pauvres. Dans toutes les sociétés, celui qui a n'accorde sa subsistance à celui qui n'a rien qu'en disposant de ses bras et de sa sueur. Quelle différence y a-t-il entre ce marché tacite et celui par lequel j'ai acquis la propriété d'un nègre, si ce n'est qu'il m'en a coûté quinze cents francs de plus qu'à vous pour avoir le droit de faire travailler un homme en le nourrissant, comme vous nourrissez votre journalier ? Mais mon intérêt m'impose encore d'autres obligations dont vous êtes dispensé. Je soigne mon nègre dans ses maladies ; je le soulage dans sa vieillesse ; j'éduque et je nourris ses enfants, quoiqu'ils ne me rendent aucun service. Aucun de ces nègres, estimés par vous si misérables, ne manque du nécessaire, tandis que les journaliers indigents, que vous ne plaignez pas, bordent les rues, les grands chemins, tâchent en vain d'exciter notre commisération. » Les deux arguments de Malouet seront repris par nombre d'auteurs esclavagistes : l'universalité de l'oppression sociale est inéluctable car naturelle ; l'esclave est plus heureux que le journalier ou le paysan pauvre car son propriétaire a intérêt à le conserver en bonne santé.

## Le mieux, ennemi du bien



## **ABSOLUT POWER.**

Absolute Power, de Hank Willis Thomas, 2003.

L'artiste américain détourne un dessin technique en coupe d'un navire négrier construit à Liverpool en 1781, dessin que les abolitionnistes avaient diffusé afin de dénoncer les conditions de transport des captifs.

© DR.

L'abolition de l'esclavage, affirme quant à elle la thèse de l'effet pervers, aura inévitablement des conséquences contraires à celles que les abolitionnistes recherchent. Paresseux par essence, les nègres ont peu de besoins. Devenus libres dans des régions où la nature est généreuse, ils abandonneront les plantations pour vivre de cueillette, de culture vivrière, de pêche et de chasse. Privés de main-d'œuvre ou contraints de la payer très cher, les planteurs feront faillite. L'effondrement de la culture du sucre, du café, etc., entraînera la ruine des colonies et l'affaiblissement du commerce et de l'industrie de la France. Livrés à eux-mêmes, les Noirs verront leur condition se dégrader : « *Nous ne voulons pas accuser*

*ou avilir l'esclave*, explique en 1843 le conseiller colonial Bovis. *Nous le mettons à sa place : pour nous l'esclavage devient une fonction sociale, la fonction sociale la plus en rapport avec les aptitudes du nègre, car chez lui il n'y a pas aptitude d'intelligence égale à la nôtre.* » En abolissant l'esclavage, les soi-disant philanthropes provoqueront, au bout du compte, le malheur de tous.

« J'ai déjà croisé le mensonge, le fieffé mensonge. Mais avec le ministère de l'économie, je découvre le stade ultime : la statistique. »

Benjamin Disraeli , premier ministre britannique (1868 et 1874-1880)

« *Le mieux est ennemi du bien.* » Placée en exergue d'une brochure anonyme qui présente, en 1791, le point de vue des planteurs des colonies françaises d'Amérique, cette maxime résume l'opinion des esclavagistes face aux abolitionnistes : en défendant le maintien du statu quo favorable à leurs intérêts, ils prétendent œuvrer pour le bien public.





## UNE PANACÉE : LA CANICULE

Peu après la canicule d'août 2003 qui venait d'occasionner quinze mille décès en France, l'avocat Olivier Debouzy prend la plume (*Les Échos*, 25 août 2003). Le désastre, explique-t-il, résiderait surtout dans l'augmentation des dépenses de santé et la réduction du temps de travail. Avant d'en venir au fait : « *Face à cette dérive budgétaire colossale, la canicule devient presque bénéfique. Elle constitue en effet le contrepoint bienvenu à l'acharnement thérapeutique dont font preuve certains médecins pour maintenir en vie des déments séniles et des malades en phase terminale. Ensuite, et par conséquent, l'augmentation du taux de mortalité remplit les caisses de l'État à travers la collecte de droits de succession parmi les plus élevés d'Europe, contribuant ainsi à réduire le déficit budgétaire. En troisième lieu, la libération d'un nombre plus élevé d'habitations contribue à faire baisser les prix de l'immobilier, stabilisant ainsi le marché et favorisant l'accès à la propriété des gens modestes, vraisemblablement électeurs socialistes.* » La médecine économique qui tue le patient n'est pas une vue de l'esprit.

**Caroline Oudin-Bastide & Philippe Steiner**  
Docteure en histoire et civilisations de l'EHESS.  
Coauteure de *Maîtres accusés, esclaves accusateurs. Les procès Gosset et Vivié*

*(Martinique, 1848)*, Presses universitaires de  
Rouen et du Havre, 2015.

## **Pourquoi la démocratie s'arrête aux portes de l'entreprise**

Associer les salariés aux bénéfices de leurs entreprises, les consulter à l'occasion des décisions importantes... comment ne pas approuver ces démarches participatives ? Pourtant, cette « démocratie » spécialement calibrée pour la sphère économique reste encore très restrictive si on la compare à la citoyenneté, conquise dans le champ politique.

---

PAR SOPHIE BÉROUD

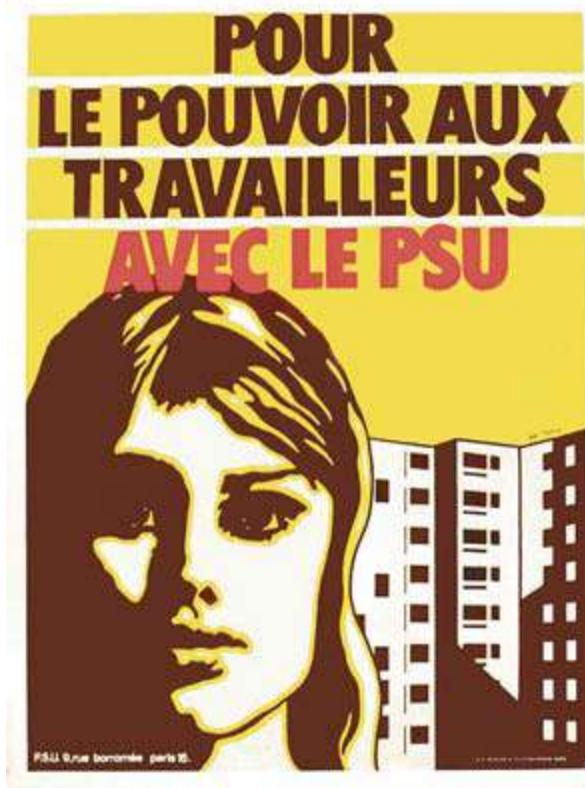
---



Charles Piaget, syndicaliste CFDT, au milieu des ouvriers de l'usine Lip en grève, en août 1973 à Besançon.

Pur produit du christianisme social, Charles Piaget, syndicaliste d'une CFDT alors très militante et pleine d'imagination, fut l'un des piliers de la grève des ouvriers de l'usine Lip de Besançon. Au printemps 1973, les 1 200 ouvriers de l'horlogerie Lip condamnés au licenciement par la multinationale suisse Ébauches et SA déclenchent une grève pour défendre leur outil de travail. Pendant plusieurs mois, ils font vivre l'idéal autogestionnaire, résumé par le slogan « C'est possible : on fabrique, on vend, on se paie », avant d'obtenir la réembauche de tous les Lip en mars 1974. Mais le patronat et ses alliés politiques feront tout pour couler l'entreprise, appliquant la doctrine Rockefeller : « Ne pas les laisser penser que la lutte, ça peut marcher ! »

© Gamma / Gamma-Rapho



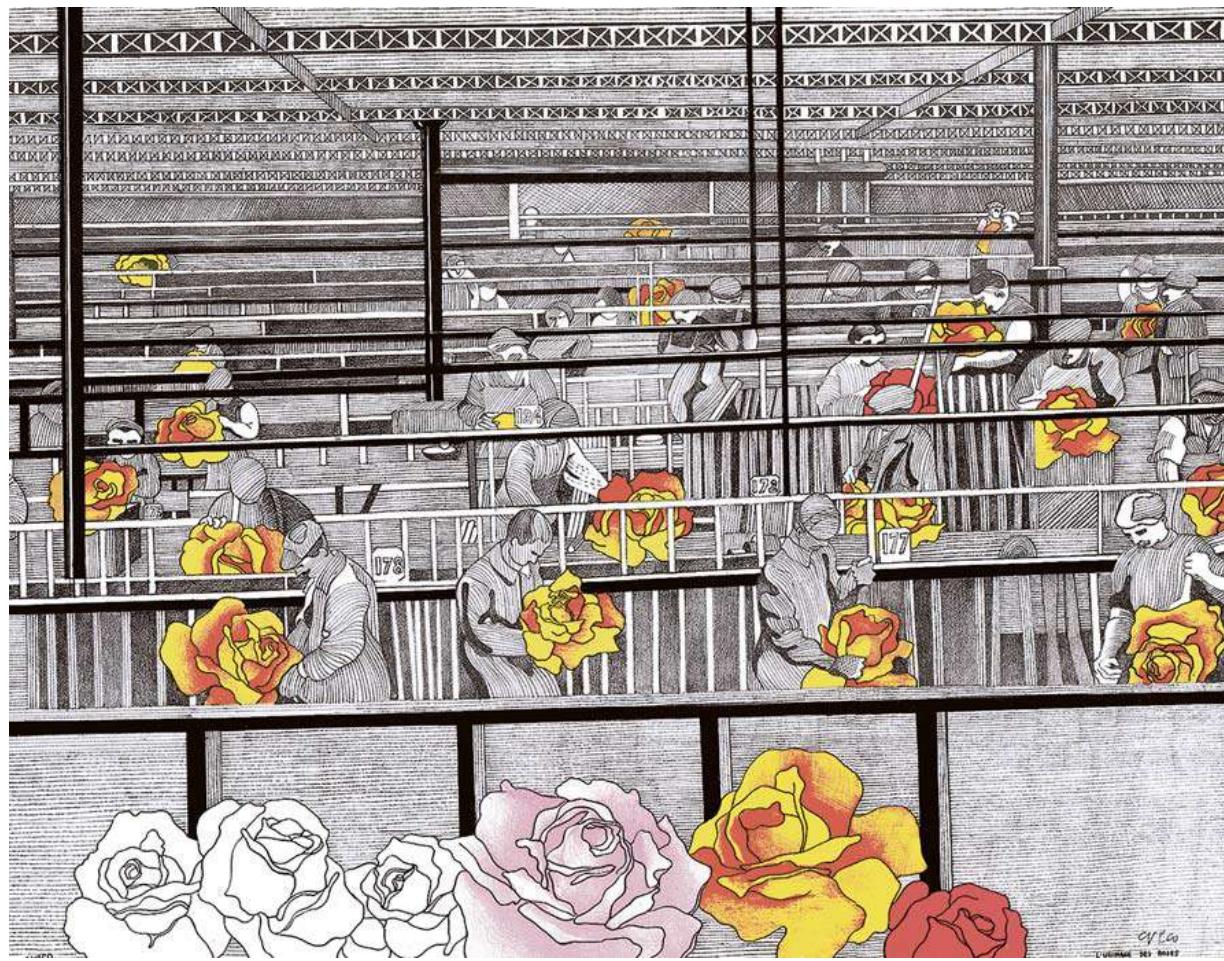
Affiche du Parti socialiste uniifié, par Claude Picart (alias Ed Tracip), 1974.

Né en rupture avec le PCF et la SFIO en 1960, le Parti socialiste uniifié (PSU) tente de réunir tous les courants « antiautoritaires » d'une « deuxième gauche » partisane d'un socialisme autogestionnaire se démarquant du socialisme bureaucratique des pays de l'Est. L'autogestion concerne la production dans l'entreprise, mais constitue également un modèle politique et social d'organisation de la société tout entière.

© Claude Picart alias Ed Tracip.

« *Il nous faut renouer avec cette belle idée de la participation* », s'enflammait en mars 2016 le ministre de l'économie et des finances Emmanuel Macron en évoquant le monde de l'entreprise. Dans l'esprit de l'ancien banquier, il s'agit surtout de développer « *l'actionnariat salarié* », selon une logique déjà présente au sein du courant gaulliste dans les années 1960 : loin de l'idée d'un affrontement « mécanique » entre capital et travail, il conviendrait au contraire de trouver une troisième voie de conciliation passant par l'intéressement des salariés aux résultats des entreprises.

Restrictive, une telle conception de la participation suppose que les salariés ne se préoccupent que du montant de leur fiche de paie. Or la place accordée aux travailleurs dans l'entreprise renvoie à des enjeux plus larges, comme l'exercice du pouvoir dans l'entreprise, la possibilité de discuter et de décider des formes prises par l'organisation du travail, les façons de produire, la répartition des bénéfices, etc.



« L'Usinage des roses », de la série « Hommes rouges », par Henri Cueco, de la coopérative des Malassis, 1969.

© Henri Cueco.



Affiche du syndicat IG Metall pour l'application des trente-cinq heures hebdomadaires dans l'industrie métallurgique, 1984.

L'Allemagne ne connaît pas de durée hebdomadaire légale du travail : les partenaires sociaux la négocient dans le cadre de conventions collectives signées au niveau de chaque branche. En 1984, après sept semaines de grève, le puissant syndicat de la métallurgie IG Metall a obtenu le passage progressif aux trente-cinq heures, mais a échoué à les étendre à l'est du pays en 2002.  
© Daimler AG / mercedes-benz-publicarchive.com

Dans son ouvrage *Gouverner le capitalisme ? Pour le bicamérisme économique* (PUF, 2012), la sociologue Isabelle Ferreras montre que, si la sphère du politique a connu un mouvement de démocratisation au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles avec la fin des régimes absolutistes et l'élargissement progressif du droit de vote, la sphère économique y a échappé. Dans l'entreprise, le pouvoir souverain du capital (et de ses propriétaires) continue à s'exercer pleinement. En dépit de la conquête de droits spécifiques, les travailleurs délaissent leur statut de citoyen une

fois passées les portes de l'entreprise : dans le cadre de leur contrat de travail, ils se voient contraints d'accepter une relation de subordination à leur employeur.



Image diffusée par la CGT pour soutenir la lutte des salariés de Goodyear.

« Démocratiser l'entreprise », « reconnaître que le travail est à l'origine de la production de valeur »... De telles revendications, qui traversent le mouvement ouvrier depuis la deuxième moitié du XIXe siècle, ont pris des expressions diverses en fonction des sensibilités. La première a consisté à demander l'extension de la démocratie politique à la sphère de la production par le biais de l'élection par les salariés de leurs représentants dans l'entreprise. En France, le patronat consent à l'élection de délégués du personnel dans l'industrie d'armement durant la première guerre mondiale. Mais il faut attendre les grèves de 1936 pour que cette institution soit reconnue dans toutes les entreprises de plus de onze salariés. En 1944, le programme du Conseil national de la Résistance réclame une « *véritable démocratie économique et sociale* ». Prise en charge par le mouvement syndical, la participation des travailleurs à la direction de l'économie se trouve cependant vite canalisée : les comités d'entreprise instaurés par une loi de 1946 n'obtiennent qu'un rôle consultatif. Les lois Auroux de 1982 leur permettent d'avoir recours à la contre-

expertise (lors d'un plan de licenciements par exemple), mais leur capacité à orienter les décisions stratégiques de la direction de l'entreprise demeure limitée.

Ne pas se contenter d'aménager le pouvoir au sein de l'entreprise, mais le transformer



Paquet de thé produit par la coopérative 1336.

Ainsi nommées en hommage aux 1 336 jours de lutte des « Fralib », les boîtes de thé « 1336 » de SCOPTI, coopérative lancée par les anciens salariés de cette société, sont arrivées en septembre 2015 sur les rayons des supermarchés. Après que le groupe Unilever eut décidé, en 2010, de délocaliser la production en Pologne, les « Fralib », qui produisaient les thés Lipton et les tisanes Éléphant, ont occupé l'usine pour empêcher le déménagement des machines, et ont finalement obtenu de reprendre à leur compte l'activité de production dans le cadre d'une société coopérative de production.

© Wostok Press / Maxppp.

On oppose souvent au modèle français celui de la « cogestion » allemande. Outre-Rhin, les syndicats n'ont pas accès aux lieux de travail : les salariés élisent des représentants qui siègent au sein d'un comité d'établissement et participent à la marche de l'entreprise dans certains domaines. Pour les « affaires sociales » (questions disciplinaires, aménagement du temps de travail,

organisation des congés payés, hygiène et sécurité, barèmes des primes...), l'employeur doit obtenir l'accord du comité d'établissement. Dans d'autres domaines (licenciements, restructurations, réduction de l'activité...), ce dernier est simplement consulté. On ne peut ainsi parler véritablement d'un pouvoir partagé, les décisions stratégiques restant aux mains des directions d'entreprise.

Sceptique envers le « modèle allemand », une partie du mouvement ouvrier défend l'autogestion : l'organisation du travail et la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes. Il ne s'agit donc plus d'aménager le pouvoir au sein de l'entreprise capitaliste, mais d'en transformer le fonctionnement. Les coopératives représentent un pas dans cette direction puisqu'elles proposent une forme de participation égalitaire. Elles sont cependant contraintes par leur insertion dans l'économie de marché (*lire « Coopératives : destin d'une utopie »*).



Manifestation à Paris en faveur du travail dominical, mai 2013.

Loin de représenter un mouvement spontané, le collectif « Yes week-end » était conseillé par une agence de communication rétribuée par les directions de Castorama et de Leroy Merlin.

© ADAGP, Paris 2016.

### **Sophie Béroud**

Maîtresse de conférences en science politique à l'université Lumière-Lyon-II. Coauteure de *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, La Dispute, 2009.

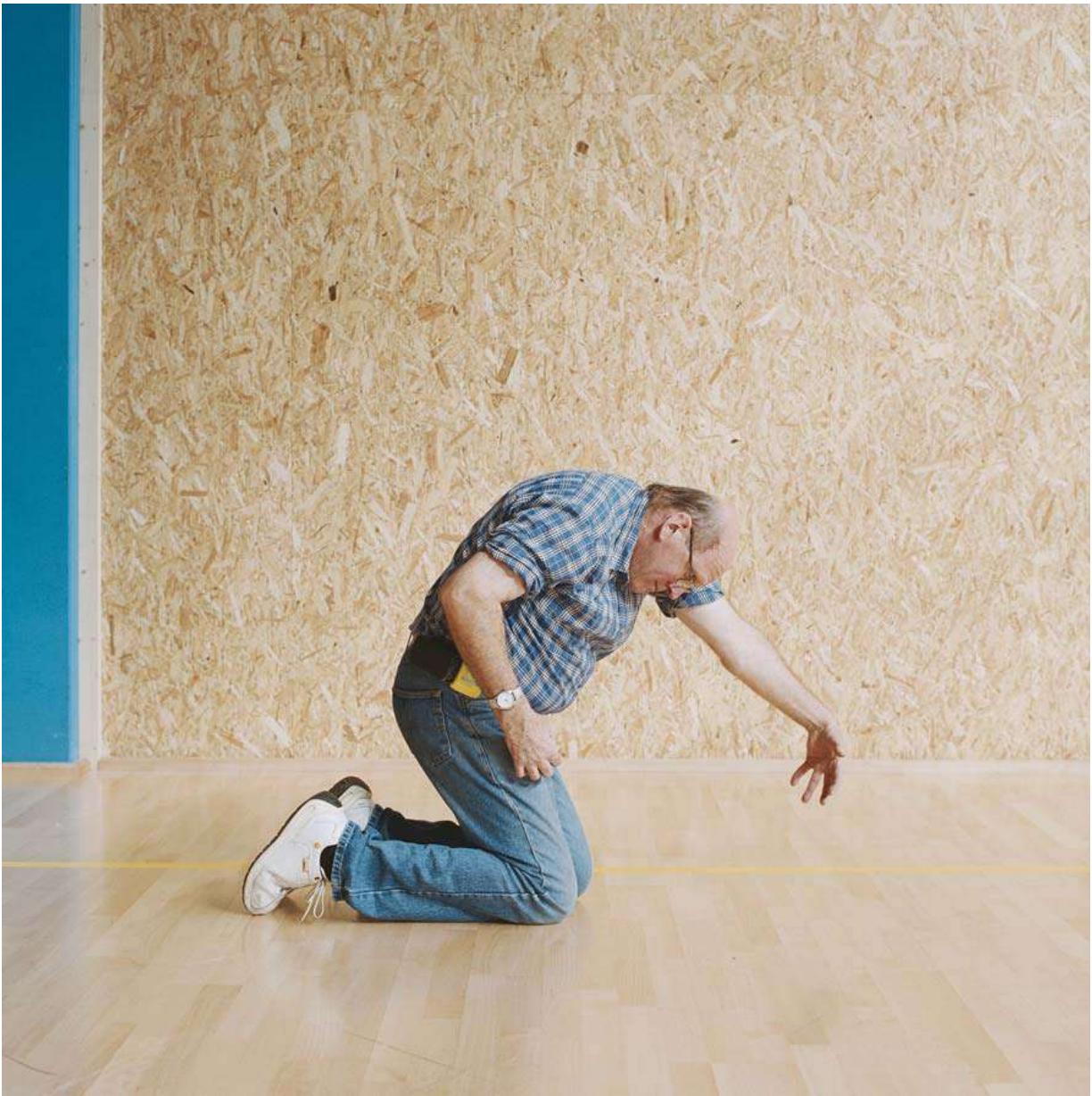
## Le travail à la chaîne est-il mort ?

Le Charlie Chaplin des « Temps modernes » appartiendrait à un passé révolu. Pas sûr : la thèse selon laquelle le travail répétitif et totalement subordonné est en voie de disparition mérite d'être nuancée. En dépit des promesses du « nouveau capitalisme », tertiarisation de l'économie ne rime pas toujours avec autonomie, et les emplois subordonnés ont été délocalisés, pas supprimés.

---

PAR ÉMILIE SAUGUET

---

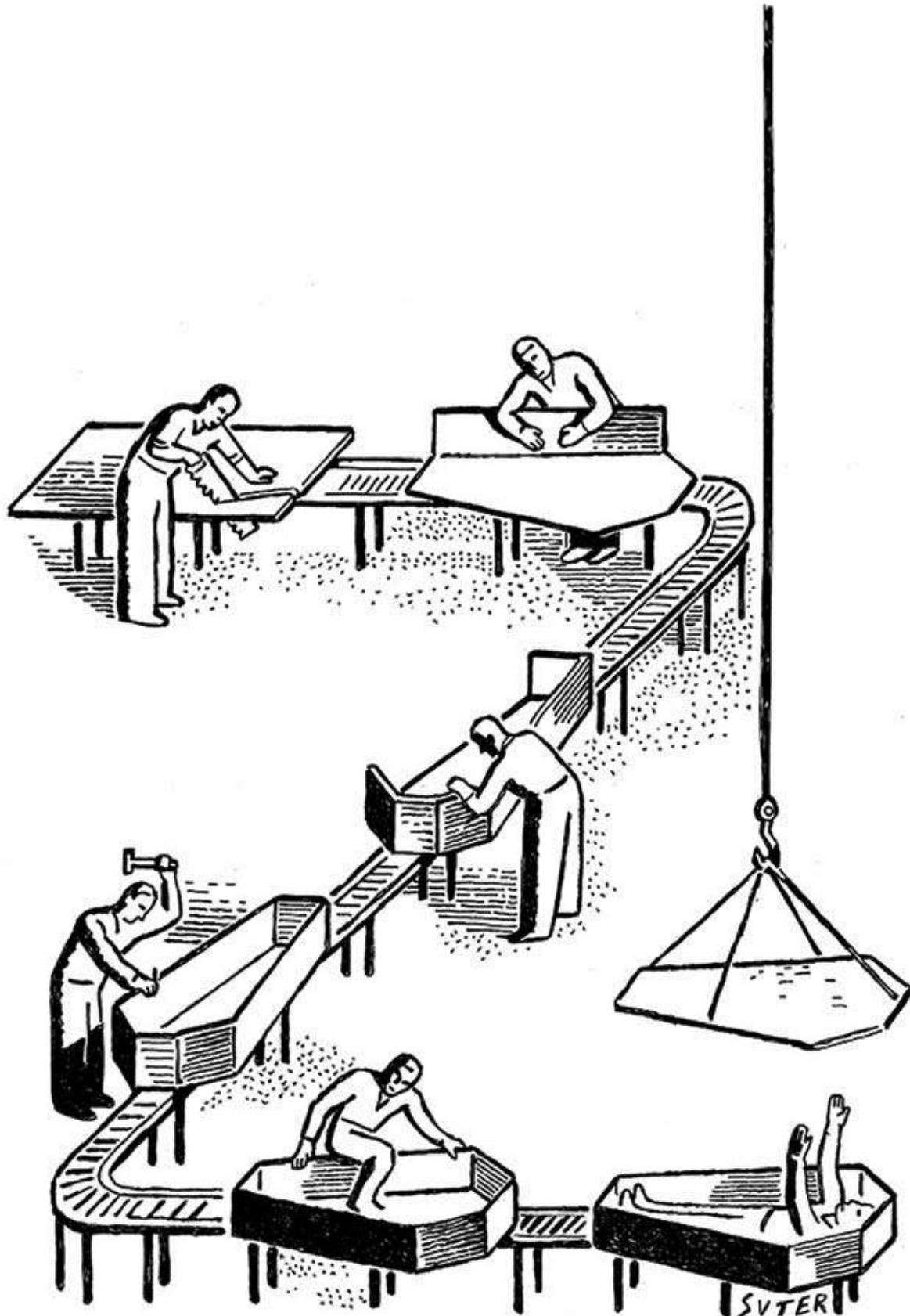


Portrait d'un agent d'entretien qui mime les gestes de son travail. Photographie de Marion Poussier, de la série « Corps de ballet », 2014.

© Marion Poussier.

En 2015, l'université de Saint-Étienne lançait une formation en management bienveillant, en partenariat avec le groupe Casino. L'objectif, selon le directeur des ressources humaines du cinquième groupe de grande distribution français, est de rendre les salariés « *plus optimistes et, si possible, plus heureux* ». Depuis

le milieu des années 1970, un « nouvel esprit du capitalisme », mis en lumière par les sociologues Luc Boltanski et Ève Chiapello (1999), aurait pénétré les organisations productives, liant les performances de l'entreprise non plus à la contrainte et à la surveillance, mais à l'implication des salariés. Cette tendance, qui édulcore les relations de pouvoir dans l'entreprise, est loin d'épuiser l'ensemble des situations de travail, parmi lesquelles persistent les formes d'organisation qui ont caractérisé le capitalisme du siècle dernier.



SUTER

« Assemblage final », dessin de David Suter pour « Harper's Magazine », 1985.  
© David Sutter.

À la fin du XIXe siècle aux États-Unis, alors que l'industrie se développe rapidement, l'ingénieur Frederick Winslow Taylor (1856-1915) élabore l'organisation scientifique du travail (OST). Aucun doute, selon lui : cette méthode – incontestable puisqu'elle ressort de l'observation minutieuse du travail des ouvriers ! – permettra de réaliser de spectaculaires gains de productivité. L'OST repose sur une division verticale des tâches : le travailleur ne décide plus s'il doit utiliser une pince ou une tenaille ; ce sont les ingénieurs du bureau des méthodes qui déterminent pour lui le *one best way*, c'est-à-dire des consignes à appliquer à la lettre portant sur les gestes à accomplir, les temps d'exécution et les objectifs à réaliser.

## Promesse d'un monde nouveau

Au début du XXe siècle, toujours aux États-Unis, Henry Ford revisite les principes tayloristes pour penser l'organisation du travail dans ses usines automobiles. Tout en accentuant la décomposition des tâches en gestes simples, il ajoute un élément déterminant de ce qu'on appellera le fordisme : la chaîne mobile de production.



Bureaux de la société Ticketmaster à Londres, 2013.

Convaincues qu'un salarié heureux est un salarié performant, de plus en plus d'entreprises aménagent leurs bureaux de manière à mélanger travail et plaisir et à fournir un cadre propice à la créativité et à l'innovation. Ticketmaster a ainsi imité Google, pionnier en la matière, en installant un toboggan permettant d'accéder à la cafétéria, où le personnel peut jouer au baby-foot et au flipper.

© Ticketmaster.

La mise en application des principes tayloristes et fordistes a très tôt suscité de nombreuses critiques. Outre que ces méthodes déshumanisent le travail ouvrier, elles ne tiennent pas toujours leurs promesses en termes de gains de productivité. Les mutations de l'économie mondiale ont accéléré, depuis les années 1970, la recherche d'autres modèles d'organisation du travail, comme le toyotisme (du nom de la société nippone Toyota), dans lequel les ouvriers participent davantage à la conception du travail et où les tâches sont plus diversifiées. De plus, les innovations technologiques ont permis de robotiser, dans certains secteurs,

une grande partie des opérations simples. Au début des années 1980, certains économistes annoncent que taylorisme et fordisme appartiendront bientôt au passé.

## Associer la surveillance d'hier à l'exigence de « créativité » et de « motivation »

L'affirmation s'avère discutable. D'abord, l'automatisation concerne seulement les industries reposant sur des processus de production faisant une utilisation intense de la technologie (aéronautique, automobile). Dans le textile ou l'électronique, où la main-d'œuvre constitue le facteur de production principal, les postes demeurent parcellisés, strictement définis et contrôlés par la hiérarchie. Or ces secteurs figurent parmi les premiers concernés par les délocalisations vers les pays à faibles coûts salariaux. En ce sens, le taylorisme a moins disparu qu'il n'a été exporté vers les pays du Sud.

Contrairement à ce qu'on affirme souvent, la tertiarisation de l'économie – la forte croissance du secteur des services depuis les années 1960 – n'entraîne pas l'abandon des principes tayloristes. Dans les centres d'appels par exemple, le travail des téléconseillers repose sur des « scripts », c'est-à-dire des guides de conversation élaborés par la hiérarchie, qu'il s'agit de respecter scrupuleusement. Les managers écoutent régulièrement les conversations et contrôlent en temps réel, sur leurs écrans d'ordinateur, le nombre d'accords de vente réalisés.

« L'inflation, c'est comme l'alcoolisme.  
Lorsqu'un homme se livre à une beuverie,  
le soir même cela lui fait du bien. Ce n'est  
que le lendemain qu'il se sent mal. »

Milton Friedman « Prix Nobel d'économie »  
1976

Signe d'une forme d'hybridation des modes d'organisation du travail, le salarié doit toutefois pouvoir concilier ces éléments proches des principes tayloristes avec la nécessité de s'adapter à son interlocuteur. Bref, de se montrer en partie autonome. Chez AOL, par exemple, une case « créativité-initiative » fait partie des critères d'évaluation des téléconseillers, ce que le taylorisme traditionnel n'aurait jamais envisagé...

# ÉCONOMICOCIRCUS

## BERNARD MADOFF

Crédit et crédulité partagent la même racine latine : *credere*, « croire ». Tout Wall Street a cru Bernard Madoff, dont la fraude, souvent qualifiée de « *plus grande arnaque de tous les temps* », a fonctionné durant plus de vingt ans. Les plus grandes banques internationales, des investisseurs institutionnels prestigieux, des

milliardaires distingués se sont laissé berner par une rudimentaire « pyramide de Ponzi ». L'affaire éclate le 11 décembre 2008, lorsque le financier new-yorkais avoue n'avoir jamais investi un centime des sommes qui ont été confiées à sa société, Bernard L. Madoff Investment Securities (BMIS), et qu'il finançait leurs prétendus rendements mirobolants avec l'argent des nouveaux entrants. Le 29 juin, à l'âge de 71 ans, Madoff est condamné à cent cinquante ans de prison pour ce « *crime incroyablement diabolique* », dira le juge Denny Chin. Le courroux du gratin fut d'autant plus vif que Madoff, jeune homme du Queens parti de rien qui fut maître-nageur à Long Island avant de créer son entreprise avec 5 000 dollars de mise initiale, incarnait le rêve américain. Avant sa chute, il se trouvait à la tête d'un petit empire et au faîte de la respectabilité financière. Tous le courtisaient ; tous le piétinèrent.

### **Émilie Sauguet**

Professeure agrégée de sciences économiques et sociales au lycée Paul-Éluard de Saint-Denis.

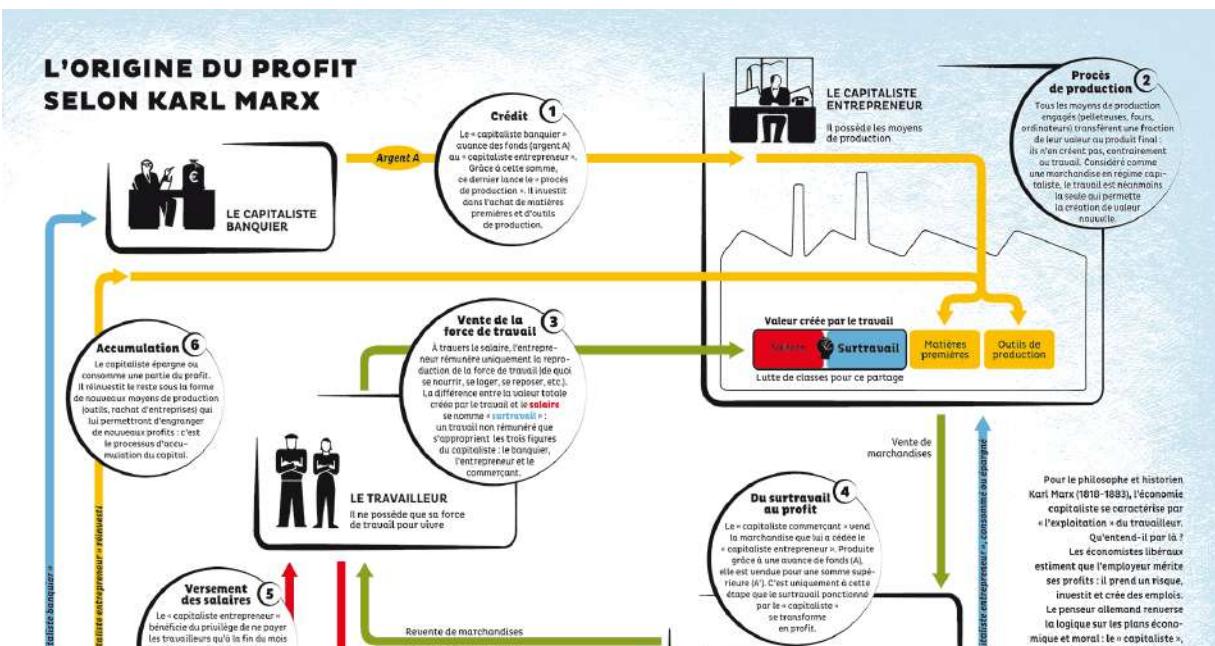
## L'origine du profit selon Karl Marx

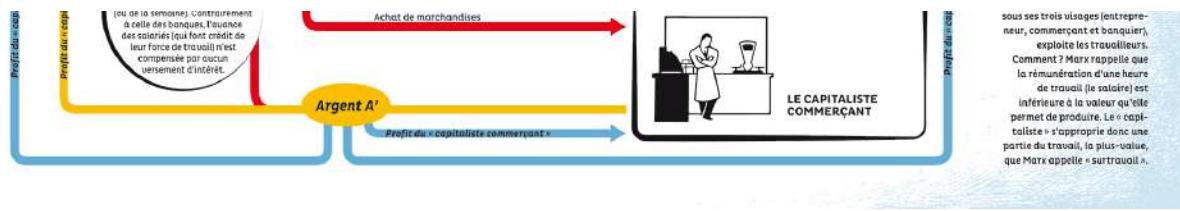
Pour le philosophe et historien Karl Marx (1818-1883), l'économie capitaliste se caractérise par « l'exploitation » du travailleur. Qu'entend-il par là ? Les économistes libéraux estiment que l'employeur mérite ses profits : il prend un risque, investit et crée des emplois. Le penseur allemand renverse la logique sur les plans économique et moral : le « capitaliste », sous ses trois visages (entrepreneur, commerçant et banquier), exploite les travailleurs. Comment ? Marx rappelle que la rémunération d'une heure de travail (le salaire) est inférieure à la valeur qu'elle permet de produire. Le « capitaliste » s'approprie donc une partie du travail, la plus-value, que Marx appelle « surtravail ».

---

PAR CÉCILE MARIN

---





Cécile Marin

## Les mille et une justifications du profit

L'existence du profit est communément admise comme nécessaire à tout processus économique. Sans lui, nul investissement, et une économie atone qu'aucun entrepreneur intrépide ne se donnerait la peine d'aiguillonner. Le profit repose en fait sur diverses justifications idéologiques qui cherchent toutes à se présenter comme des évidences.

---

PAR MICHEL HUSSON

---



« Érase una vez » (« Il était une fois »), peinture du collectif valencien Equipo Realidad, 1965-1966.

© Cardells Aleman Joan, Érase una vez, œuvre de collaboration (Equipo Realidad) perteneciente a la Colección ENAIRE de Arte Contemporáneo © ADAGP, Paris 2016. © Ballester Bonilla Jorge, Érase una vez, œuvre de collaboration (Equipo Realidad), perteneciente a la Colección ENAIRE de Arte Contemporáneo © ADAGP, Paris 2016.

Pour les économistes néoclassiques (*voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*), le profit serait la rémunération d'un facteur de production, le capital, de la même manière que le salaire rétribue le travail. Chacun de ces facteurs de production recevrait donc un revenu proportionnel à sa contribution.

L'idée soulève une première difficulté. Le capital n'est pas une grandeur physique homogène : un bâtiment n'est pas un ordinateur, un mois d'approvisionnement en électricité se compare difficilement à du mobilier, etc. De plus, les outils qui permettent de lever les fonds auprès d'investisseurs pour financer ce capital – les actions, par exemple – n'ont pas de valeur fixe : celle-ci dépend de mouvements spéculatifs, des résultats de l'entreprise et... de son taux de profit. Rapidement, donc, le serpent se mord la queue.

## Moins de garanties

Deuxième difficulté : s'il va de soi que toute production nécessite du travail humain et (sauf rares exceptions) des équipements, le profit n'est évidemment pas versé aux machines et revient à leurs propriétaires. À ce paradoxe l'économie dominante offre plusieurs réponses. La première consiste à dire que c'est l'avance de fonds nécessaire pour acheter les équipements qui est rémunérée. Or le taux de profit des entreprises dépasse en général les

rémunérations versées à leurs financiers (banques ou actionnaires). Une seconde consiste à dire que le profit rémunère de surcroît une qualité spécifique des capitalistes : l'esprit d'entreprise, la capacité d'innovation et, surtout, la prise de risques. C'est, en substance, la logique qu'a défendue le ministre de l'économie français Emmanuel Macron lorsqu'il a déclaré, sur RMC, le 20 janvier 2016 : « *La vie d'un entrepreneur est souvent plus dure que celle d'un salarié. Il peut tout perdre, lui, et il a moins de garanties.* » Mais cette justification tient-elle encore alors que les transformations récentes du capitalisme tendent à transférer le risque sur les salariés (attaques contre le contrat à durée indéterminée, contre les conseils de prud'hommes, contre le code du travail, etc.) ?

## Faut-il vraiment voir le profit comme la rémunération bien méritée de l'effort consenti ?

Une autre justification commune du profit est connue sous le nom de « théorème de Schmidt », énoncé par le chancelier allemand Helmut Schmidt le 3 novembre 1974 : « *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.* » L'observation du capitalisme contemporain suggère cependant que c'est de moins en moins vrai : l'accroissement des profits dans la richesse produite s'accompagne non seulement d'une réduction des salaires, mais aussi d'une flambée du chômage (*voir*

*graphique*). En d'autres termes, le taux d'investissement n'augmente pas puisque le surcroît de profit est distribué aux actionnaires : le « mauvais » profit chasse ainsi le « bon ».

Pour les marxistes, le profit découle de la nature inégale de la relation entre détenteurs de capitaux et travailleurs. Les seconds sont contraints de se mettre au service des premiers, mais la valeur du travail qu'ils accomplissent dépasse la rémunération qu'ils perçoivent (*voir « L'origine du profit selon Karl Marx »*). Dans ces conditions, la question de la justification du profit laisse la place à une autre interrogation, portant sur la justification d'une situation où certains détiennent seuls la propriété des moyens de production. S'agit-il là de la meilleure façon de garantir l'efficacité sociale ?

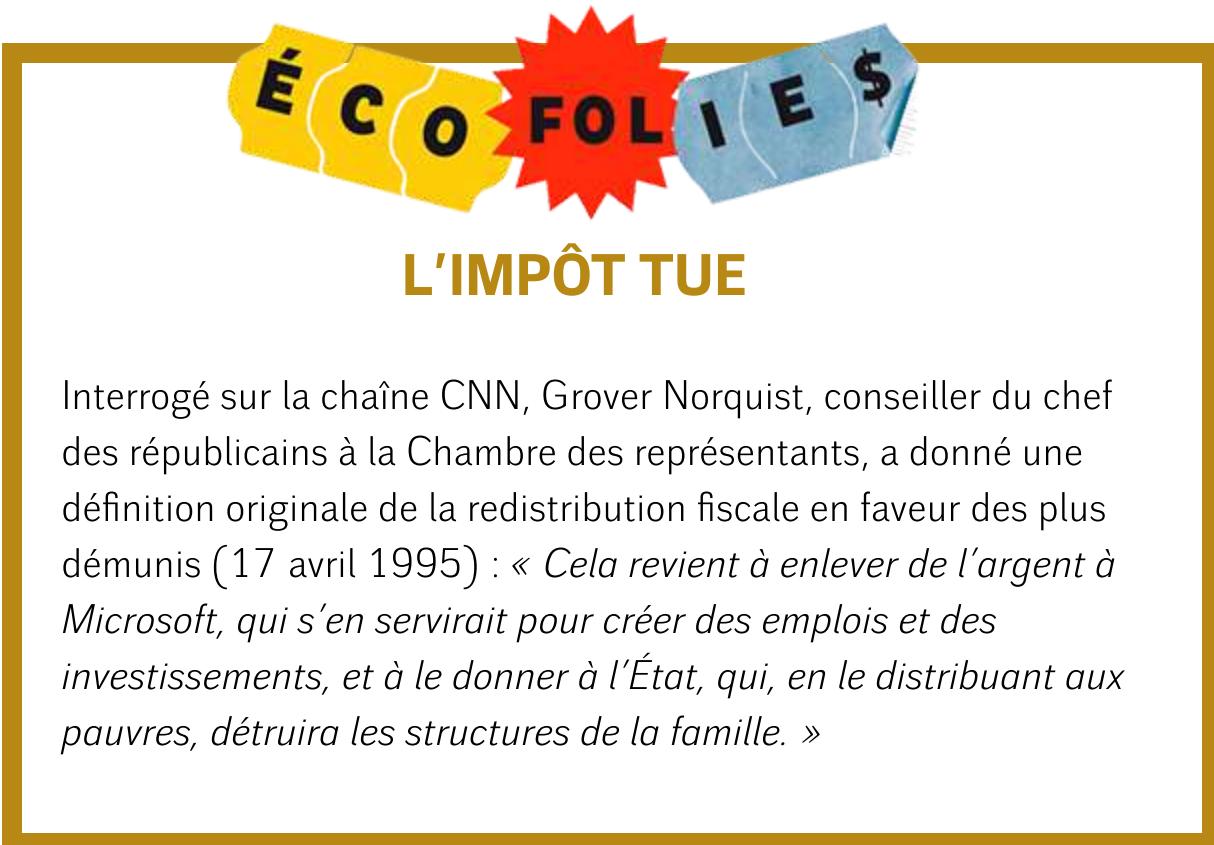
**Part des salaires dans la production française de richesse,  
en pourcentage**



Source : Michel Husson, 2014.

Si les théories dominantes n'expliquent pas l'origine du profit, c'est qu'elles peinent à dissimuler qu'il n'a pas de justification strictement économique. Les revenus dont bénéficient les capitalistes ne reposent ni sur le risque ni sur le talent, mais sur le

droit de propriété privée. Alors que les travailleurs sont rémunérés pour leur contribution directe à la production, les actionnaires ou les chefs d'entreprise le sont parce qu'ils détiennent les moyens de production, hérités ou acquis. À ce titre, ils embauchent, licencient, bref, exercent un pouvoir sur les travailleurs. Le profit est davantage un tribut prélevé sur la production sociale, depuis une position dominante, qu'une rémunération bien méritée de l'effort consenti. Si le profit est ponction, pourquoi considérer la rentabilité du capital comme une mesure de l'efficacité économique ? Ou, dit autrement : la société doit-elle s'en remettre aux décisions privées pour la définition de ses priorités ?



Interrogé sur la chaîne CNN, Grover Norquist, conseiller du chef des républicains à la Chambre des représentants, a donné une définition originale de la redistribution fiscale en faveur des plus démunis (17 avril 1995) : « *Cela revient à enlever de l'argent à Microsoft, qui s'en servirait pour créer des emplois et des investissements, et à le donner à l'État, qui, en le distribuant aux pauvres, détruira les structures de la famille.* »

**Michel Husson**

Économiste et statisticien à l’Institut de recherches économiques et sociales. Auteur de *Créer des emplois en baissant les salaires ?*, Éditions du Croquant, 2015.

## Les patrons ont-ils lu Marx ?

Consciente de ses intérêts, la haute bourgeoisie se distingue par la sophistication de ses modes d'organisation... Ce groupe social pratique l'entre-soi et les échanges de bons procédés. Mais ce collectivisme pratique se dissimule derrière un discours faisant passer pour du talent individuel des positions transmises de génération en génération.

---

PAR MICHEL PINÇON & MONIQUE PINÇON-CHARLOT

---



Messe de la Saint-Hubert à l'abbatiale de Saint-Jean-aux-Bois (Oise), où l'on fait bénir la meute de chiens avant une chasse à courre, 2014. Photographie de Gwen Dubourthoumieu.

Le reportage « La crise ? Quelle crise ? », inspiré du travail des sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot, s'intéresse au monde de la haute bourgeoisie et montre ce qui constitue en classe sociale un groupe apparemment composite. Plus spécifiquement, il illustre en images les stratégies mises en place au sein du groupe pour préserver l'entre-soi.

© Gwenn Dubourthoumieu.

Les Portes-en-Ré, une île dans l'île. À la pointe extrême de l'île de Ré, cette commune est devenue un des lieux de ralliement des familles de la bourgeoisie. Chacun se salue, tout le monde bavarde longuement sur le parvis à la sortie de la messe, des groupes se forment à la terrasse du café Bazenne pour l'apéritif dominical. Une société enjouée, ravie d'être rassemblée et de pouvoir être elle-même à l'abri du regard des importuns.

Dans un entre-soi toujours soigneusement contrôlé, les membres de la haute bourgeoisie fréquentent les mêmes lieux. Les salons

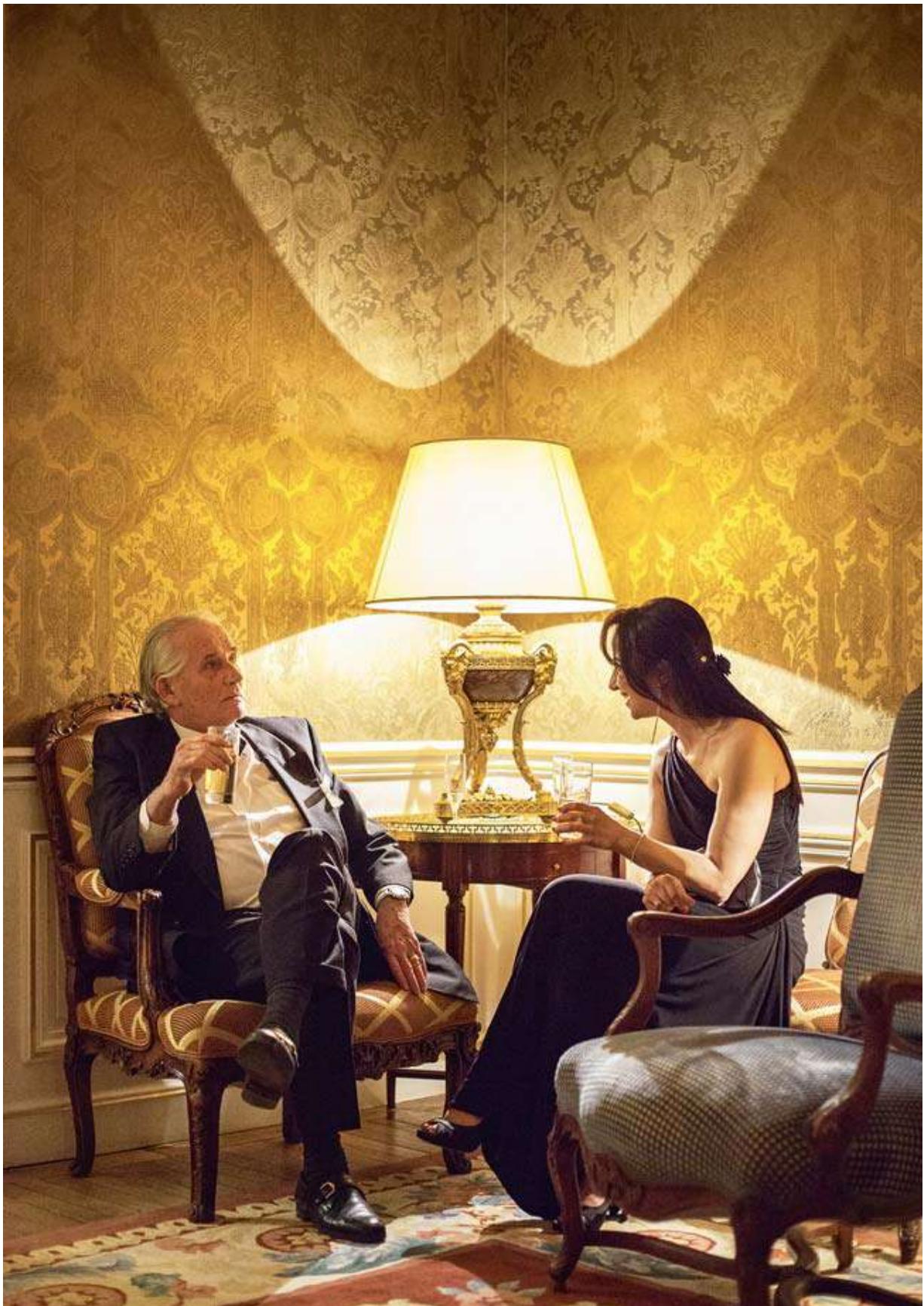
parisiens, les villas des bords de mer, les chalets de montagne constituent un vaste espace quasi public pour la bonne société, qui y goûte le même plaisir qu'elle a à se retrouver dans des cercles comme, à Paris, l'Automobile Club de France, place de la Concorde, ou le Cercle de l'Union interalliée, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

## On transforme les « exploiteurs » d'hier en « créateurs de richesses »

À observer la bourgeoisie, on pourrait la croire collectiviste tant elle est, en apparence au moins, solidaire. Mais ce collectivisme n'est que pratique. Il prend la forme d'échanges, de dons et de contre-dons, avec non seulement les autres patrons mais également tous ceux qui occupent des positions de pouvoir dans les domaines financier, politique ou médiatique.

Les détenteurs des moyens de production vivent et agissent au cœur des rapports sociaux sans avoir à recourir à l'analyse marxiste : les patrons n'ont pas à théoriser leur position dominante, dont d'ailleurs, le plus souvent, ils ont hérité. Pierre Gattaz en est un exemple révélateur. Président du Mouvement des entreprises de France (Medef), premier syndicat patronal, dénommé autrefois Conseil national du patronat français (CNPF), il dirige Radiall, une société leader mondial des connecteurs électriques et électroniques. Il a pris la succession de

son père, Yvon Gattaz, qui fut président du CNPF. Il est des héritages prometteurs qui assurent l'avenir...





L'un des salons du cercle de l'Union interalliée, 2014. Photographie de Gwen Dubourthoumieu.  
© Gwenn Dubourthoumieu.

Le rapport social qui fonde sa classe, l'exploitation du travail d'autrui, en fait d'abord une « classe en soi » : ses conditions objectives de vie contrastent par leurs richesses avec celles des classes moyennes et des classes populaires. De surcroît, c'est une classe consciente de ses intérêts et mobilisée pour les défendre, notamment par l'intermédiaire de syndicats patronaux. On parle alors de « classe pour soi ».



Image de couverture de « L'Internationale des riches », « Manière de voir », n° 99, 2008.  
Photographie de Gérard Paris-Clavel.

© Gérard Paris-Clavel.

Les associations d'employeurs apparaissent sous le premier Empire. Des regroupements se forment tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle pour aboutir à la formation de la Confédération générale du patronat français en 1936, ancêtre du CNPF. À la fin des années 1990, le patronat cherche à devenir un acteur politique : le sigle de son organisation abandonne la référence au « patronat » au profit du terme plus

flatteur d'« entrepreneur ». À sa tête, le baron Ernest-Antoine Seillière de Laborde, descendant de la famille Wendel, dont la fortune fut construite par les travailleurs de la sidérurgie, lance la « refondation sociale », un programme de « modernisation » du droit du travail et de la protection sociale. Au programme, le contrat (contre la loi) et l'individualisation des droits sociaux (contre les accords collectifs).



Rallye dansant, Paris, 2015. Photographie de Gwen Dubourthoumieu.  
© Gwenn Dubourthoumieu.

L'entre-soi grand-bourgeois permet cette offensive idéologique. Comme par magie rhétorique, la lutte des classes marche sur la tête : on transforme les « exploiteurs » d'hier en « créateurs de richesses » et les « exploités » en « coûts ». De leur côté, les patrons s'abritent derrière le paravent idéologique de la concurrence libre et non faussée – que les meilleurs gagnent ! –,

une vulgate de l'économie libérale qui permet de légitimer une position sociale souvent héritée et collectivement protégée.

Les armes utilisées sont des mots comme « compétitivité », « déficit public », « trou de la Sécurité sociale », « chômage ». Assénées sur tous les canaux d'information, ces notions, devenues naturelles, s'inscrivent dans une guerre des classes que les plus riches mènent à l'échelle de la planète. « *Il y a bien une guerre des classes* reconnaissait le milliardaire américain Warren Buffett en 2005, *mais c'est ma classe qui est en train de la gagner.* »

**Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot**

Sociologues, anciens directeurs de recherche au CNRS. Auteurs de l'ouvrage *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, La Découverte, 2010.

AUTRES POSSIBLES

## Coopératives : destin d'une utopie

Les entreprises ont-elles vraiment besoin de dirigeants pour fonctionner ? Dès le XIXe siècle, le mouvement coopératif ose soulever la question... et y répondre. L'association ouvrière, c'est la promesse de voir ceux qui travaillent s'émanciper de la tutelle du contremaître et se réapproprier les fruits de leur travail. Mais, de cet idéal, que reste-t-il ?

---

PAR CYRILLE FERRATON

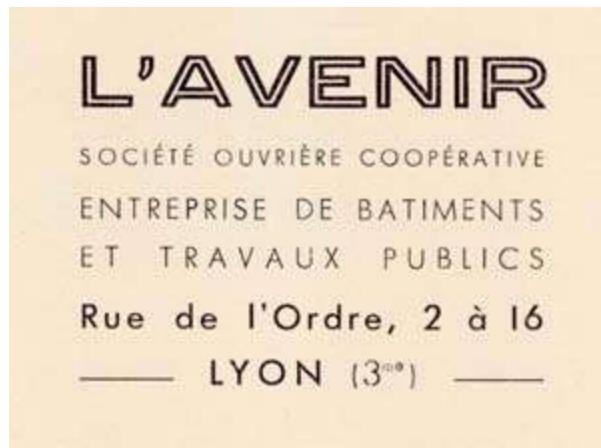
---



La Bellevilloise, coopérative ouvrière fondée à Paris en 1877, vers 1910.

La Bellevilloise était plus qu'une simple coopérative de consommation. On pouvait y apprendre l'espéranto, pratiquer un sport, s'initier au théâtre, emprunter des livres ou encore assister à la projection du *Cuirassé « Potemkine »*, interdit par la censure.

© Roger-Viollet.



La coopérative ouvrière de maçonnerie L'Avenir a été fondée en 1919 par des ouvriers maçons qui viennent alors d'être démobilisés. Tous les animateurs de L'Avenir sont d'anciens militants syndicaux qui croient au modèle coopératif comme alternative au capitalisme et à la guerre. L'Avenir a joué un rôle important dans le développement urbain de l'agglomération lyonnaise ; elle

a existé jusqu'en 1992.

CG SCOP

*« Par la suppression du profit capitaliste, par l'identité de l'acheteur et du vendeur, par la gestion collective et démocratique substituée à la direction capitaliste, la coopérative (...) est une leçon vivante de socialisme »,* s'enthousiasmait Jean Jaurès en 1910. À l'orée du XXe siècle, bon nombre d'intellectuels, comme Charles Gide ou encore Marcel Mauss, pensent que la classe ouvrière doit maîtriser la conduite de son travail et peut se passer des intermédiaires commerciaux pour acheter les produits dont elle a besoin. À l'époque, la « République coopérative » semble un horizon crédible pour une partie du mouvement ouvrier. On croit à l'avènement prochain d'une économie qui mettrait fin au salariat, où les moyens de production et les fruits du travail ne seraient plus possédés par des capitalistes, mais à la disposition des travailleurs.



L'entreprise Ethiquable, Fleurance, Gers, 2012.

Cette société coopérative ouvrière de production (SCOP) créée en 2003 est devenue l'un des leaders français du commerce équitable. Photographie de Jean-Robert Dantou.

© Jean-Robert Dantou / CG SCOP / Picturetank.



Bannière de la Société de secours des tramways de Bordeaux, constituée en 1906.

L'idée, proposée notamment par le socialiste chrétien Philippe Buchez, consiste à verser une partie des bénéfices au capital « *inaliénable, indissoluble* » d'associations ouvrières, lequel devient la propriété collective des travailleurs associés. Dans les années 1830-1850, ce dispositif est envisagé comme une arme contre la propriété privée du capital. Certaines sociétés de secours mutuel, surtout en ville, développent même des activités parasyndicales, soutiennent financièrement les grévistes. L'association ouvrière s'étend peu à peu à la consommation, surtout à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment sous l'influence de la société des Équitables Pionniers de Rochdale (1844). Les travailleurs se regroupent pour réaliser des achats et,

ainsi, lutter contre la cherté de la vie. Fondée sur le principe démocratique « Un coopérateur, une voix », l'association ouvrière s'oppose aux règles de l'entreprise traditionnelle, qui distribue le pouvoir proportionnellement aux capitaux investis. Son succès économique, en dépit des limites que l'organisation impose à ses perspectives lucratives, constitue encore aujourd'hui une source d'inspiration pour les acteurs du monde de la coopération.

## Les spécificités des acteurs du secteur social et solidaire disparaissent parfois peu à peu

En France, les coopératives sont reconnues une première fois par la loi de 1867 sur les sociétés commerciales. Quelques années plus tard, la loi Waldeck-Rousseau (1884) protège la liberté syndicale, alors que les mutuelles – dont les membres s'entraident pour faire face à des risques comme la maladie, le chômage ou les accidents du travail – prennent leur essor à l'ombre d'une charte (1898). Protecteur, ce cadre juridique éclaté comporte une ambiguïté. Il constitue certes un progrès car les coopérateurs peuvent exercer librement leurs activités, mais il contribue, dans le même temps, à normaliser leurs pratiques : offrir des services aux adhérents en oubliant, un peu, le projet émancipateur originel qui les lie.



Portrait des membres de la coopérative de peintres de Reggio Emilia, Italie, 1890. Photographie d'Augusto Mussini.

Aujourd'hui rebaptisée Tecton, cette coopérative spécialisée notamment dans la conservation et la restauration d'œuvres d'art et de monuments existe toujours.

DR.

**On regroupe aujourd’hui sous le label « économie sociale et solidaire » les coopératives, les mutuelles et les associations, auxquelles ont été ajoutées plus récemment les fondations privées. Ce secteur représente 10,4 % de l’emploi total en France.**

Innovant, il peut répondre à des besoins mal identifiés ou peu pris en compte par les entreprises classiques et par les pouvoirs publics. Son développement résulte aussi du reflux de l’État-providence, qui a préféré sous-traiter à moindre coût certaines politiques sociales au secteur associatif.

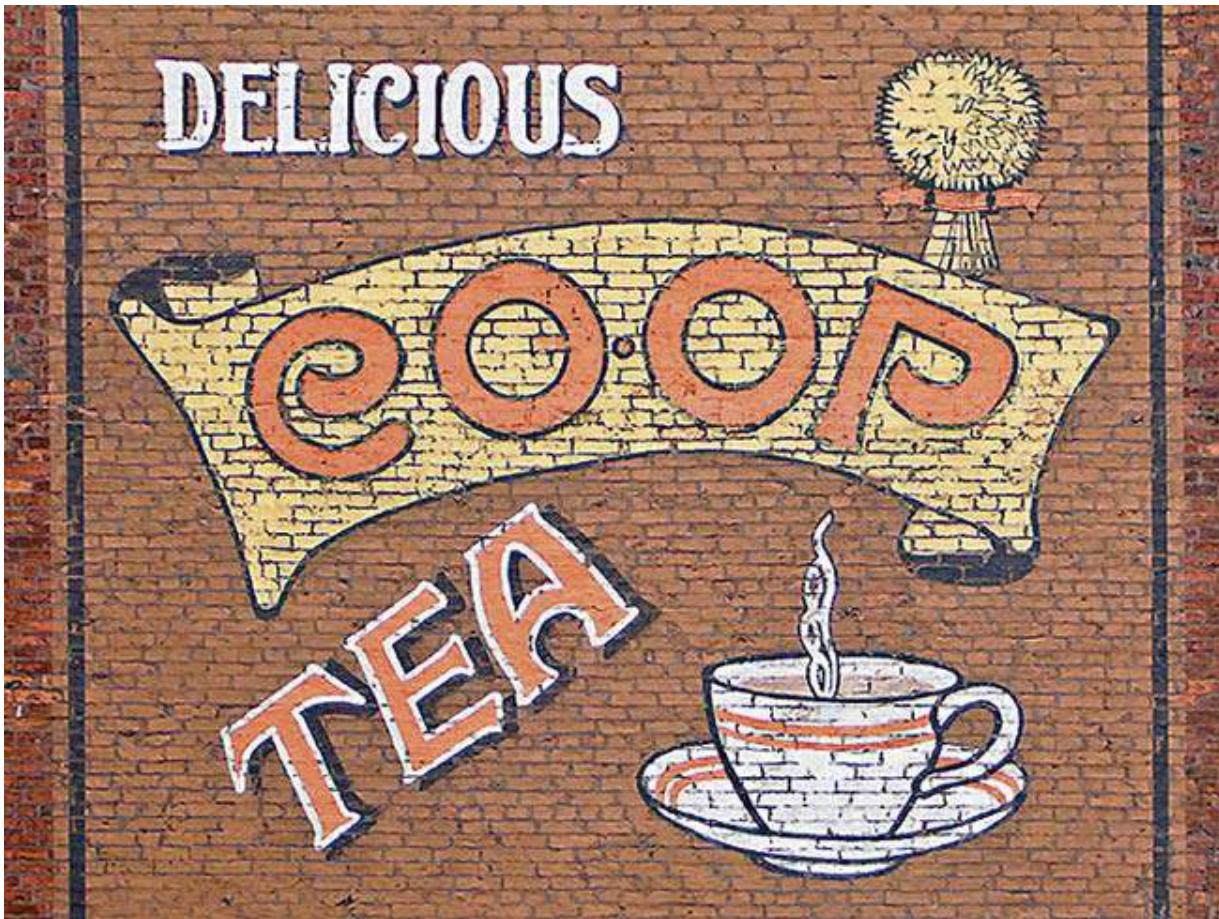


La SCOP Evosens, start-up spécialisée dans l'ingénierie optique, Plouzané, Bretagne, 2012.

Photographie de Jean-Robert Dantou.

© Jean-Robert Dantou / CG SCOP / Picturetank.

Il est devenu difficile de cerner ce qui distingue certains acteurs de l'économie sociale et solidaire des organisations capitalistes. Le Crédit agricole, par exemple, créé sous la IIIe République pour apporter un soutien financier aux agriculteurs sur une base mutualiste, a pris un tournant majeur en 2001 avec l'introduction en Bourse de Crédit agricole SA, filiale des caisses régionales du Crédit agricole.



Réclame murale pour le thé de la coopérative Équitables Pionniers de Rochdale, Manchester, 1844.

Fondée en 1844 en Angleterre par vingt-huit tisserands, The Rochdale Society of Equitable Pioneers est considérée comme fondatrice du mouvement coopératif.

© Collection Dagli Orti / Mondadori Portfolio / Electa / Aurimages.



« Monnaie de nécessité » de la coopérative ouvrière La Paix, Roubaix, vers 1920.

Les promoteurs contemporains de l'économie sociale et solidaire entendent renouer avec les pratiques associationnistes originelles, dont l'objectif était explicitement la transformation politique.

Alors que les premières associations ouvrières comptaient sur la réforme de la propriété privée, les pratiques contemporaines de l'économie sociale et solidaire utilisent le marché pour atteindre des fins politiques : ainsi, les partisans des circuits courts ou du commerce équitable espèrent participer à la transformation du monde en généralisant des comportements de consommation responsables.

**Cyrille Ferraton**

Maître de conférences en économie à l'université Montpellier-III. Auteur d'*Associations et coopératives. Une autre histoire économique*, Érès, 2007.

## IV. Le marché ou la construction d'une évidence • Manuel d'économie critique

---

IDÉE REÇUE

### « La pauvreté, voilà le fléau ! »

Au centre des priorités des organisations internationales, des discours de l'immense majorité des partis politiques occidentaux, d'innombrables recherches, rapports et analyses, la « lutte contre la pauvreté » semble faire consensus. En dépit de cette apparente unanimité, celle-ci ne diminue guère et oscille autour de 15 % depuis vingt ans dans les pays industrialisés. Comment expliquer cet apparent paradoxe ?

---

PAR DANIEL ZAMORA

---



Portrait de Superbarrio par Italo Rondinella, 2011.

Les super-héros existent vraiment. Ancien lutteur, maçon et commerçant ambulant reconvertis en défenseur des laissés-pour-compte, Superbarrio en est la preuve vivante. Sa vocation militante naît après le tremblement de terre qui ravage Mexico en 1985. Face à la passivité du gouvernement, les habitants des quartiers organisent des équipes de sauvetage et luttent pour la reconstruction de logements. Visage masqué et maillot rouge, Superbarrio devient leur mascotte, luttant contre les promoteurs et les expulsions à coups de pétitions et d'actions contre les banques. En 1987, il se porte candidat à la présidentielle avec pour slogan : « Peuple ! Vote pour toi ! Vote pour Superbarrio ! »

© Italo Rondinella.

Pour comprendre la stagnation de la pauvreté au cours des vingt dernières années, il convient de s'intéresser à la façon dont les autorités publiques ont décidé d'aborder le problème au tournant des années 1980. Inspirés par les théories économiques de Milton Friedman (*voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*), nombreux de gouvernements vont progressivement s'opposer à l'héritage idéologique de l'après-guerre. Jusque-là, les politiques sociales visaient ouvertement une plus grande égalité au moyen

d'institutions comme la sécurité sociale et les services publics. Elles visaient à fournir à l'ensemble de la population des « droits sociaux » collectifs pour s'attaquer aux causes de la misère en intervenant directement dans la sphère économique et en régulant, notamment, le marché du travail (*voir « Droit du travail en vigilance orange »*). Bref, moins de pauvreté signifiait à l'époque moins d'inégalités.



Deux gravures de Gustave Doré tirées de sa série « London : A Pilgrimage », 1872.  
Des travailleurs se pressent aux aurores pour prendre le train à vapeur à la station de métro Gower Street.  
© Collection Christophel.



Des enfants des rues jouent dans Dudley Street tandis qu'un taxi tente de se frayer un chemin parmi eux.

© Collection Christophel.

Avec Friedman, cette perspective se voit remise en question. L'État social ne serait qu'une gigantesque machine bureaucratique, décourageant l'effort et nuisible au dynamisme de l'économie. L'État ne devrait donc pas intervenir dans l'économie, mais se borner à créer un cadre dans lequel puissent se déployer l'activité économique et la libre entreprise. Pas de système de sécurité sociale ou de services publics, mais des allocations minimales destinées aux seuls « pauvres » : au-dessous d'un certain seuil de revenus, chacun recevrait ainsi un complément du

gouvernement (ce que Friedman appellera un « impôt négatif »). Les pauvres jouissant ainsi d'un revenu minimal garanti, pourquoi maintenir les protections sociales à visée universelle existantes ? Aux yeux des néolibéraux, l'idée présente deux avantages fondamentaux : elle ne limite pas les inégalités (supposées doper l'esprit d'initiative) et elle flexibilise le marché du travail.

« Si j'étais chômeur, je n'attendrais pas tout de l'autre »

Si le système de Friedman n'a jamais vu le jour de manière intégrale, il a inspiré la logique des politiques sociales européennes des dernières décennies : réduire les dépenses publiques, circonscrire les droits sociaux en n'en garantissant que certains, résiduels, pour les plus démunis.



« Pauvre France », reportage de Marie-Paule Nègre, réalisé avec le Secours populaire, consacré à une famille relogée par Emmaüs, Crêteil, 1996.

© Marie-Paule Nègre / Signatures.



« Pour des rues plus larges, votez conservateur », affiche de Klaus Staech, 1974.

© Klaus Staech / DR.

Les effets de cette politique sont connus. Les richesses ont considérablement augmenté, mais elles sont de moins en moins bien réparties (*voir « Aux États-Unis, les riches creusent l'écart »*). Et l'ambition de lutter contre les inégalités a cédé la place à celle de réduire la pauvreté. Simple variation lexicale ? Loin de là...

Déconnectée de l'inégalité, la pauvreté n'est plus pensée comme la conséquence de l'inégale répartition des richesses. Elle devient l'attribut de « publics cibles », dits « fragilisés », supposés faire l'objet de mesures individuelles. En parallèle, on insiste sur les « efforts » que devraient accomplir les allocataires sociaux pour « réussir ». Le ministre français de l'économie Emmanuel Macron a ainsi expliqué : « *Si j'étais chômeur, je n'attendrais pas*

*tout de l'autre. J'essaierais de me battre d'abord* » (BFM TV, 18 février 2015). Les mesures contre la pauvreté se déploient aujourd’hui en marge des politiques économiques et sociales globales, sans les remettre en cause ni les affecter.

« Tous les hommes politiques appliquent sans le savoir les recommandations d'économistes souvent morts depuis longtemps et dont ils ignorent le nom. »

John Maynard Keynes, économiste britannique (1883-1946)

En réalité, seule l'idéologie néolibérale, qui est au cœur de notre imaginaire politique actuel, a permis d'alimenter le fantasme d'une lutte contre la pauvreté sans redistribution des richesses et d'oublier que l'une des principales causes de la pauvreté des uns, c'est la richesse des autres.

**Daniel Zamora**

Docteur en sociologie à l'Université libre de Bruxelles. A dirigé *Critiquer Foucault. Les années 1980 et la tentation néolibérale*, Aden, 2014.

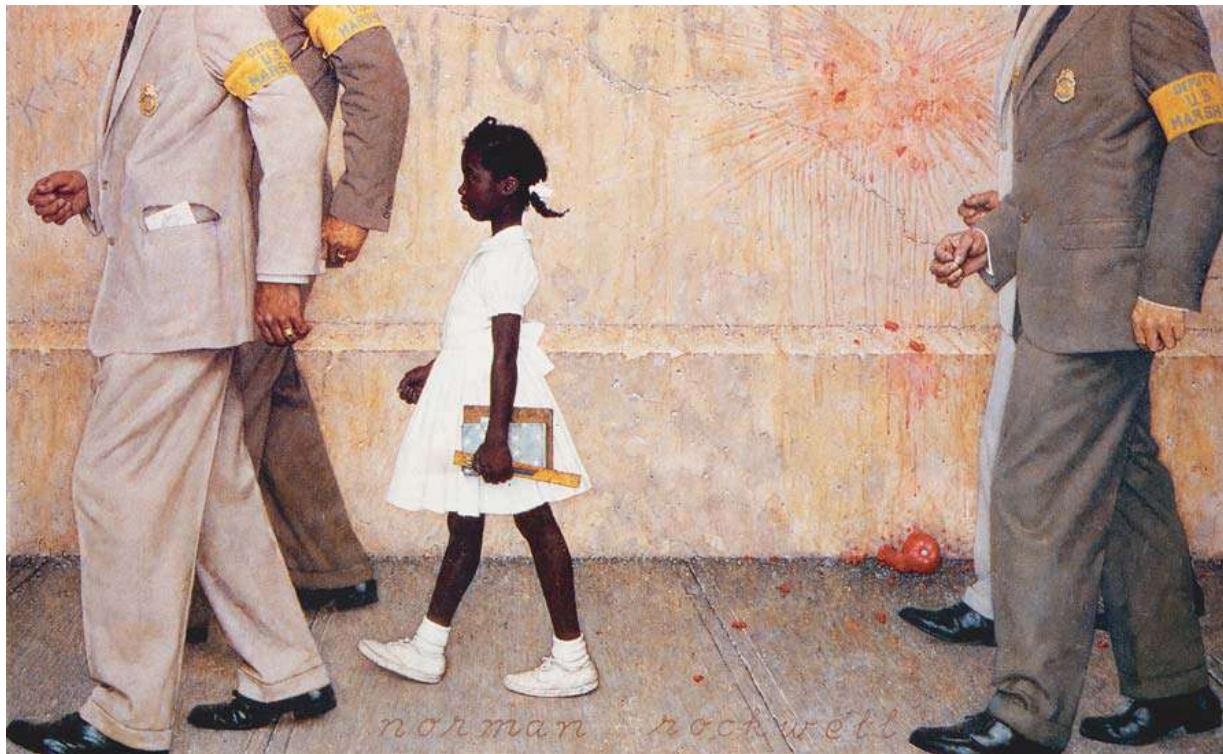
## Équité, l'égalité en trompe-l'œil

La Commission européenne entrée en fonction en 2014 a très vite rendu publiques ses priorités : l'« emploi », la « croissance », le « changement démocratique » et l'« équité ». Ce dernier objectif (qui remplace l'« égalité » promue par la République) connaît un très large succès, qu'il s'agisse de temps de parole lors des campagnes électorales ou de discrimination positive. Mais que signifie vraiment ce terme ?

---

PAR EVELYNE PIEILLER

---

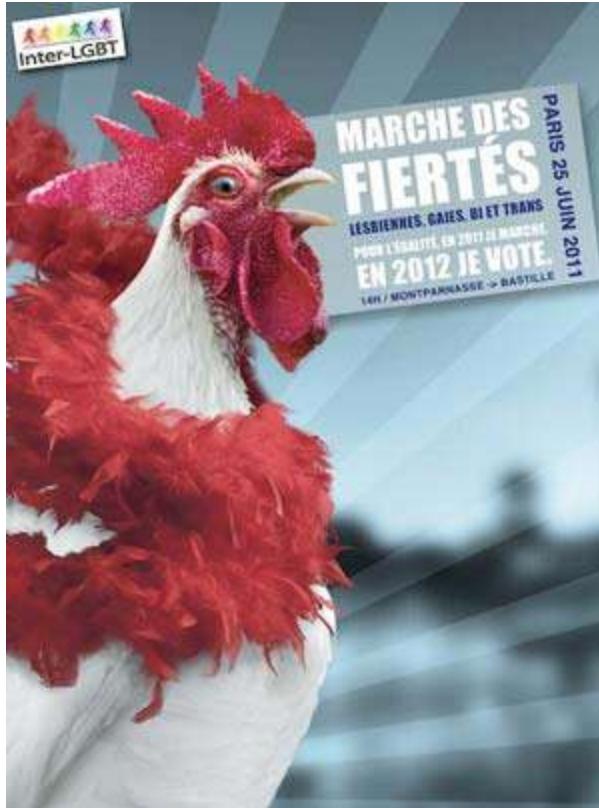


« The Problem We All Live With », peinture de Norman Rockwell, 1964.

La fillette s'appelle Ruby Bridges Hall. Elle fait partie des premiers enfants noirs à avoir intégré, en 1960, une école pour enfants blancs en Louisiane. Quatre agents de police doivent l'accompagner pour la protéger contre les attaques. Six ans auparavant, l'arrêt de la Cour suprême Brown v. Board of Education avait déclaré anticonstitutionnelle la ségrégation raciale dans les écoles publiques, consacrant la première conquête majeure du Mouvement des droits civiques aux États-Unis. Il faudra attendre 1964 pour que le Civil Rights Act instaure la mixité raciale dans tous les lieux publics.

© Norman Rockwell / DR.

**La notion d'égalité, affirmée par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1789, établit que tous les individus ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Généralement considérée comme assez peu discutable sur le plan politique, elle soulève davantage de questions sur le plan social. L'égalité « républicaine » inscrite dans la Constitution apparaît formelle, voire fallacieuse, puisque tous ne jouissent pas des mêmes positions au sein de la société.**



Affiche de la Marche des fiertés à Paris, 2011.

Lancée à l'appel du Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (Cuarh), la première Gay Pride se déroule en France en 1981. L'année suivante, les députés dépénalisent l'homosexualité.  
DR.

Pour certains, il importe de neutraliser ces inégalités objectives en prenant en considération, dans le sillage de la pensée du philosophe américain John Rawls, auteur de *Théorie de la justice* (1971), les empêchements à l'égalité. La lutte pour l'égalité prend à leurs yeux la forme d'un combat pour l'« égalité des chances ». Une façon de tenir compte des différences, des particularités, afin de les compenser. Un couple de cadres gagne plus qu'un couple de chômeurs ? On proposera par exemple de réserver les allocations familiales aux seconds.

Lutte contre l'exclusion, contre les discriminations, soutien aux groupes minoritaires... au nom de l'équité se met en place une

forme de « discrimination positive » : parité en politique, quotas dans certaines grandes écoles, chartes pour la diversité, pour la représentation des « minorités » dans les médias, etc. On déroge au droit commun... mais pour le bien des plus défavorisés.

Paradoxalement, en imposant que tous les citoyens ne soient plus traités de façon identique, l'équité promet de faire advenir, enfin, l'égalité réelle. Vraiment ?

## Comment accepter l'existence d'allocations dont on ne bénéficiera peut-être pas ?

Avec la notion d'équité, on quitte le registre mathématique de l'égalité pour celui de la philosophie morale. Le dictionnaire de philosophie Lalande la définit ainsi : « *Sentiment sûr et spontané du juste et de l'injuste, en tant surtout qu'il se manifeste dans l'appréciation d'un cas particulier.* » Plus de principe, un sentiment, une appréciation...

Mais qu'est-ce qui détermine que telle différence est plus digne d'attention qu'une autre ? On peut se demander dans quelle mesure la « discrimination positive » au nom de l'équité ne relève pas, sous couvert de compassion, d'une certaine condescendance. Car ce sont les autorités, les décideurs, qui choisissent les méritants, leur assignant ainsi une place de citoyens victimes d'injustice. Rien de fixe, d'ailleurs, dans ces choix, puisqu'ils ne sont justifiés que par une lecture des faits orientée par l'émotion.



Internat d'excellence de Sourdun (Seine-et-Marne), lancé en 2009 par Nicolas Sarkozy dans le cadre du plan « Espoir banlieues ». Photographie de Mat Jacob, avril 2012.

Quarante-quatre internats d'excellence ont été ouverts au nom de l'équité pour offrir à des élèves méritants issus de milieux défavorisés un environnement favorable à l'étude. Le coût par élève étant deux fois plus élevé que dans un internat ordinaire, le gouvernement socialiste a mis fin à l'expérience.

© Mat Jacob / Tendance Floue.

Tel groupe sera perçu comme discriminé à la faveur d'un mouvement d'opinion plus ou moins organisé, jusqu'à ce qu'un autre devienne plus émouvant. Se créent ainsi, sous couvert de démarche vertueuse, plusieurs catégories de citoyens, qui risquent d'entrer en opposition, au nom précisément de la justice. Certains vont interroger le bien-fondé de ces « corrections », perçues comme autant d'avantages dont la justification peut se contester : pourquoi le couple de cadres évoqué plus haut consentirait-il à l'existence d'allocations familiales généreuses s'il n'en bénéficie pas ? Ne revient-il pas plutôt à un impôt véritablement progressif

de limiter les différences de revenu et de patrimoine entre les uns et les autres ? Bref, d'œuvrer à l'égalité... mathématique ?

## Transformation ou adaptation ?

Communs dans les sociétés anglo-saxonnes, les discours sur l'équité tendent à transformer les citoyens en bénéficiaires de droits spécifiques, les étiquetant comme « infériorisés » et contribuant à transformer la nation en autant de communautés. Ils entérinent de surcroît l'injustice sociale comme une fatalité : il ne s'agit pas de transformer un système, mais de le rendre plus « humain » en gommant les dysfonctionnements de surface et l'injustice profonde. Tandis que le principe de l'égalité, précisément parce qu'il postule des droits égaux pour tous, porte en lui-même l'aspiration à sa réalisation effective, pour tous. Et c'est au nom de l'égalité de ces droits, et non plus du respect des différences, que peut être souhaitée l'élaboration d'un système politique et social qui la donnera pleine et entière, commune à tous les citoyens.



### LA CULTURE DU PAUVRE

« Si le travail des enfants doit rester illégal là où il est aberrant, comme dans les pays riches, a expliqué Kaushik Basu, distingué professeur d'économie à l'université Cornell, aux États-Unis, il faut

*envisager une autre approche quand il représente un phénomène de masse. (...) Mis dans l'impossibilité d'exporter les produits fabriqués par des enfants, les pays du tiers-monde risquent d'interdire ce type de labeur. Or ce serait un désastre pour nombre de familles menacées de périr si leurs enfants n'ont plus le droit de travailler »* (*International Herald Tribune*, 30 novembre 1994). En général, ce discours humanitaire est accompagné de considérations – assez insolites dans la presse d'affaires – sur le respect des « différences culturelles » entre pays riches et pauvres : aux uns l'exploitation des mineurs, aux autres les dividendes qu'elle procure. Si, comme l'exige l'hebdomadaire américain *Business Week*, personne ne s'avise de « troubler les eaux du libre-échange » par de funestes pleurnicheries sociales ou écologiques, les pauvres seront un jour tous riches... Paru le 9 avril 1994 avec en couverture la photo d'un gamin de 4 ou 5 ans transportant de lourdes briques, un autre hebdomadaire, *The Economist*, a d'ailleurs tranché avec réalisme ce type de débat : « *La subordination du commerce aux droits de l'homme aurait un coût supérieur aux bénéfices escomptés.* »

### **Evelyne Pieiller**

Journaliste au *Monde diplomatique*. Coauteure (avec Edgard Garcia) d'*Une histoire du rock pour les ados*, Au diable Vauvert, 2013.

## Aux États-Unis, les riches creusent l'écart

Première puissance mondiale, les États-Unis s'illustrent également par le niveau des inégalités à la fois territoriales et sociales. La pauvreté frappe davantage l'État du Mississippi que New York, les Afro-Américains bouclent plus difficilement leurs fins de mois que les Blancs. Parallèlement, au sommet de l'échelle, les ménages ont vu leurs revenus s'envoler depuis les années 1980. Le centile le plus riche capte désormais près d'un quart des revenus, comme dans les années 1920, avant l'apparition de l'État-providence.

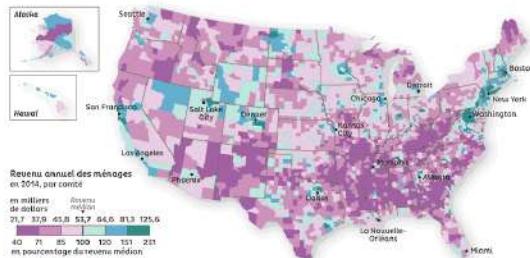
---

PAR CÉCILE MARIN

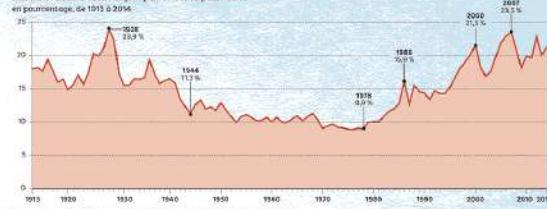
---

## AUX ÉTATS-UNIS, LES RICHES CREUSENT L'ÉCART

Première puissance mondiale, les États-Unis s'illustrent également par le niveau des inégalités à la fois territoriales et sociales. La pauvreté frappe davantage l'Etat du Mississippi que New York, les Afro-Américains bouclent plus difficilement leurs fins de mois que les Blancs. Parallèlement, au sommet de l'échelle, les ménages ont vu leurs revenus s'envoler depuis les années 1980. Le centile le plus riche copte désormais près d'un quart des revenus, comme dans les années 1920, avant l'apparition de l'État-providence.



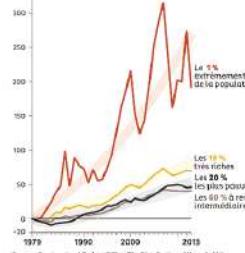
Part du revenu total capté par le 1% le plus riche



Évolution du revenu moyen<sup>1</sup>

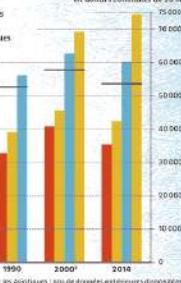
de 1979 (base 100) à 2013, pour chacune des tranches de revenus

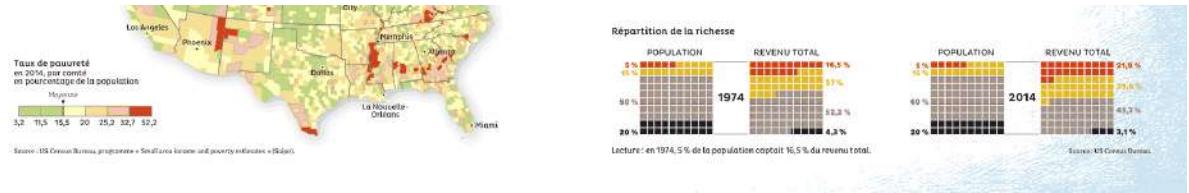
Légende : position et conte de la tranche de revenus



Revenu moyen par origine ethnique

en dollars constants de 2014





**Cécile Marin**

## IV. Le marché ou la construction d'une évidence • Manuel d'économie critique

---

# Petite histoire de l'impôt

« Un contribuable, c'est quelqu'un qui travaille pour l'État, mais qui n'a jamais eu besoin d'être recruté », expliquait volontiers l'ancien président conservateur américain Ronald Reagan. Il s'inscrivait ainsi dans la longue tradition du dénigrement de l'impôt, presque aussi vieille que son instauration, il y a maintenant plusieurs siècles.

---

PAR JEAN-MARIE MONNIER

---



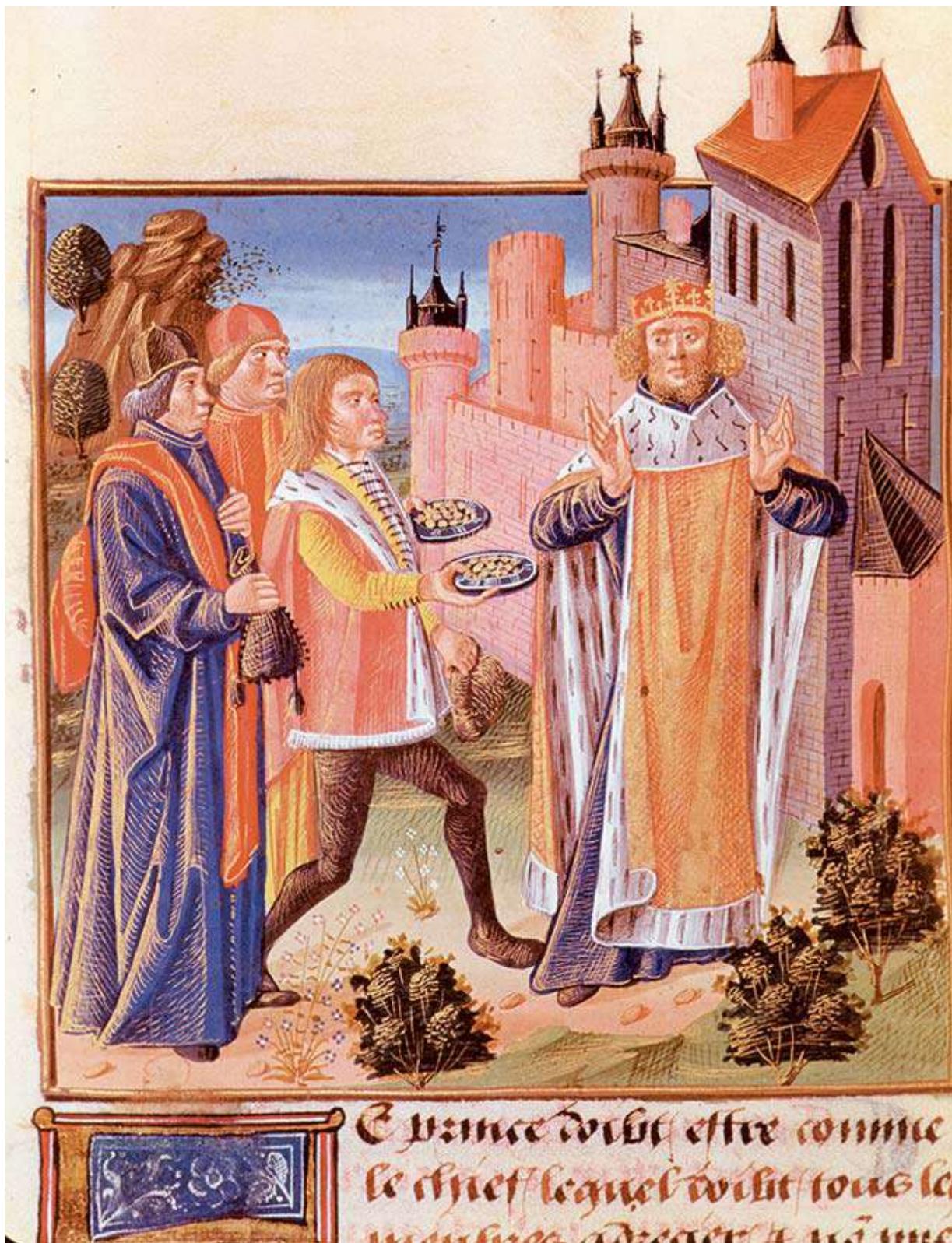
Esquisse pour « Le Serment du Jeu de paume », de Louis David, 1791.

Inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, le droit de « consentir librement » à l'impôt confère à celui-ci une nouvelle légitimité. Les impositions indirectes – les plus détestées sous l'Ancien Régime –, comme la gabelle sur le sel, disparaissent progressivement, tandis que les prélèvements seigneuriaux et ecclésiastiques sont supprimés, instituant un monopole fiscal au profit de l'État. À la recherche de nouvelles formes d'impôt, l'Assemblée constituante vote en 1790-1791 la contribution foncière (sur la propriété des terrains), la contribution mobilière (sur la rente et le profit) et la patente (sur les bénéfices commerciaux et industriels). Le Directoire ajoute en 1798 la taxe sur les portes et fenêtres, achevant ainsi un système d'impôts directs connu sous le nom des « quatre vieilles », qui perdurera jusqu'en 1917.

© Photo Josse / Leemage.

Au tournant de l'an mil, la fiscalité ne ressemble en rien à celle d'aujourd'hui. Il n'existe que des droits féodaux attachés à la terre. Le cens, impôt versé au propriétaire foncier, offre l'expression la plus manifeste du rapport de soumission de celui qui ne possède rien envers le propriétaire. Le roi capétien tire ses ressources de son propre domaine et peut, à titre exceptionnel, faire appel à l'aide de ses sujets pour financer une guerre, par exemple.

En France, les rois ont systématiquement cherché à prélever l'impôt sous forme monétaire (et non en nature) et à se soustraire aux contraintes imposées par les états généraux (la réunion, convoquée par le roi, des représentants des trois ordres composant le royaume : la noblesse, le clergé et les élus de certaines villes). En effet, il arrivait que ceux-ci refusent d'accorder au roi ce qu'il demandait, comme ils le firent en 1356, en pleine guerre de Cent Ans, pour payer la rançon de Jean II le Bon, alors retenu en otage à Londres.



Le Prince doit estre comme  
le Christ lequel t'oulit tous les  
hommes a devoire a n'unc

Un prince reçoit l'impôt or de ses sujets. Miniature tirée du « Livre de bonnes mœurs », de Jacques Legrand, France, XVe siècle.

© Collection Dagli Orti / Musée Condé, Chantilly / Gianni Dagli Orti / Aurimages.

Les monarques ont donc œuvré à rendre l'exceptionnel permanent. En 1439, Charles VII instaure un impôt annuel, la « taille de lance », finançant l'armée royale, en échange de la suppression de l'obligation du service armé. L'année 1614 voit quant à elle l'ultime convocation des états généraux avant celle de 1788, prélude à la Révolution. Avec l'émergence et la consolidation de l'impôt d'autorité, la charge fiscale augmente rapidement, engendrant des révoltes fiscales durement réprimées. L'injustice et l'arbitraire dominant, accentués par la gestion privée de la fiscalité entre les mains de financiers s'acharnant sur les plus faibles.

1789 associe étroitement le principe du juste partage de la charge fiscale à proportion des facultés contributives des contribuables (l'une des dimensions de l'égalité républicaine) et le consentement à l'impôt adossé au vote de la représentation nationale. De cet ensemble émerge un espace démocratique de liberté et de solidarité, condition de l'autonomie des citoyens et de l'avènement de l'État social.

## Volonté de spoliation

Pourtant, durant le XIXe siècle, l'immobilisme fiscal paralyse ces avancées démocratiques, et la fiscalité participe au maintien de très fortes inégalités. La contestation de l'impôt se développe rapidement. À gauche, la méfiance antifiscale est la règle, et l'anarchiste Pierre-Joseph Proudhon l'exprimera sans détour : « *L'État, par l'impôt proportionnel, se fait chef de bande. (...) C'est*

*lui qu'il faut traîner sur le banc des cours d'assises.* » À droite, le discours libéral dominant, comme celui de Frédéric Bastiat, voit dans l'État une volonté de spoliation qui « *peut s'exercer d'une multitude infinie de manières : (...) subventions, impôt progressif, instruction gratuite, Droit au travail, (...) Droit à l'assistance* ».

**SI LE CARTEL  
ARRIVAIT AU POUVOIR...**

**...CE SERAIT  
LA CHUTE DU FRANC  
ET LA MONTÉE  
DES IMPÔTS!**

**IMPÔTS**

ANTONINNE  
DEHANGETTE 52

**VOTEZ  
CONTRE LE CARTEL!**

Affiche du Centre de propagande des républicains nationaux dénonçant le Cartel des gauches, 1932.

La fiscalité est un élément clé du clivage gauche-droite depuis le début du XXe siècle. À partir de 1918, les socialistes défendent l'idée d'un impôt sur le capital pour faire contribuer les grandes fortunes à l'absorption de la dette publique liée à la première guerre mondiale. Mais lorsque le Cartel des gauches, une coalition électorale dominée par les radicaux, arrive au pouvoir une première fois en mai 1924 et envisage ce prélèvement, il renonce face à ce que le président du conseil Édouard Herriot nomme le « mur de l'argent ».

© Coll. Dixmier / Kharbine-Tapabor.



Affiche satirique combinant les visages de David Cameron et de Margaret Thatcher, Londres, 2010.

« *Le problème avec le socialisme, c'est que, tôt ou tard, l'argent des autres vient à manquer* », disait la Dame de fer, qui allégea considérablement la fiscalité sur les hauts revenus durant ses trois mandats (1979-1990) en tant que première ministre.

© Stephen Simpson / LNP

**En 1914, l'adoption de l'impôt sur le revenu progressif, qui consiste à augmenter proportionnellement le poids de la fiscalité à mesure que l'on monte dans l'échelle des revenus, donne un**

nouvel élan à la fiscalité démocratique. Elle ne s'exprime plus seulement dans le consentement annuel lors du vote du budget par le Parlement, mais s'incarne concrètement dans la réduction des inégalités et la redistribution des revenus.

La méfiance envers l'impôt n'a cependant pas disparu. Le renforcement de la pression fiscale et la permanence d'importantes inégalités entretiennent un sentiment diffus d'arbitraire. Cette défiance se voit en outre attisée par la fraude, qui ampute les budgets publics, et par l'accumulation des allégements fiscaux dérogatoires et des niches sociales (*lire « Niches, fraude, paradis fiscaux : de l'ardoise au coup d'éponge »*). Cette stratégie a un impact délétère sur l'acceptation individuelle de l'impôt et mine les fondements démocratiques du consentement. Or, expliquait le secrétaire au Trésor sous la présidence de Franklin Delano Roosevelt (1933-1945), Henry Morgenthau, « *les impôts sont le prix à payer pour une société civilisée* ».

**Jean-Marie Monnier**

Professeur d'économie à l'université Paris-I. Auteur de *Parlons dette en 30 questions*, La Documentation française, 2013.

## IV. Le marché ou la construction d'une évidence • Manuel d'économie critique

---

AVANT, AILLEURS

# Fiscalité sur le revenu, la peau de chagrin

« C'était mieux avant » : telle est l'une des figures obligées de la pensée conservatrice, que l'avenir inquiète et le changement angoisse. Pourtant, dans de nombreux domaines, un regard rétrospectif justifierait une forme de nostalgie. Dans celui de la fiscalité notamment, où les dernières décennies ont favorisé les contribuables les plus riches.

---

PAR ALEXIS SPIRE

---



Un boucher devant sa boucherie, 1970. Photographie de René Maltête.

« Ras le bol du fisc qui engrasse un État injuste. » C'est sous ce slogan que l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA), du papetier Pierre Poujade, envoie 52 députés à l'Assemblée nationale en 1956. Mais la pression fiscale fustigée par ce « Robin des Bois des impôts » sert aussi de prétexte à une révolte plus générale émanant des petits travailleurs indépendants ruraux, confrontés à l'essor de la grande distribution et à l'urbanisation. Le poujadisme est ainsi l'expression d'une crise profonde d'une petite bourgeoisie bousculée et déclassée par la modernisation de l'économie pendant les « trente glorieuses. »

© René Maltête / Rapho.



Couverture de « Radar », mars 1955.  
© Collection Kharbine-Tapabor.

La justice sociale et l'impôt sont étroitement associés. Au début du XXe siècle, l'objectif de justice fiscale a pris la forme, dans la plupart des pays industrialisés, d'un projet d'[impôt progressif consistant à taxer davantage ceux qui gagnent le plus. En France, cela s'est traduit par l'instauration d'un impôt progressif sur les successions en 1901 et d'un autre sur le revenu en 1914.

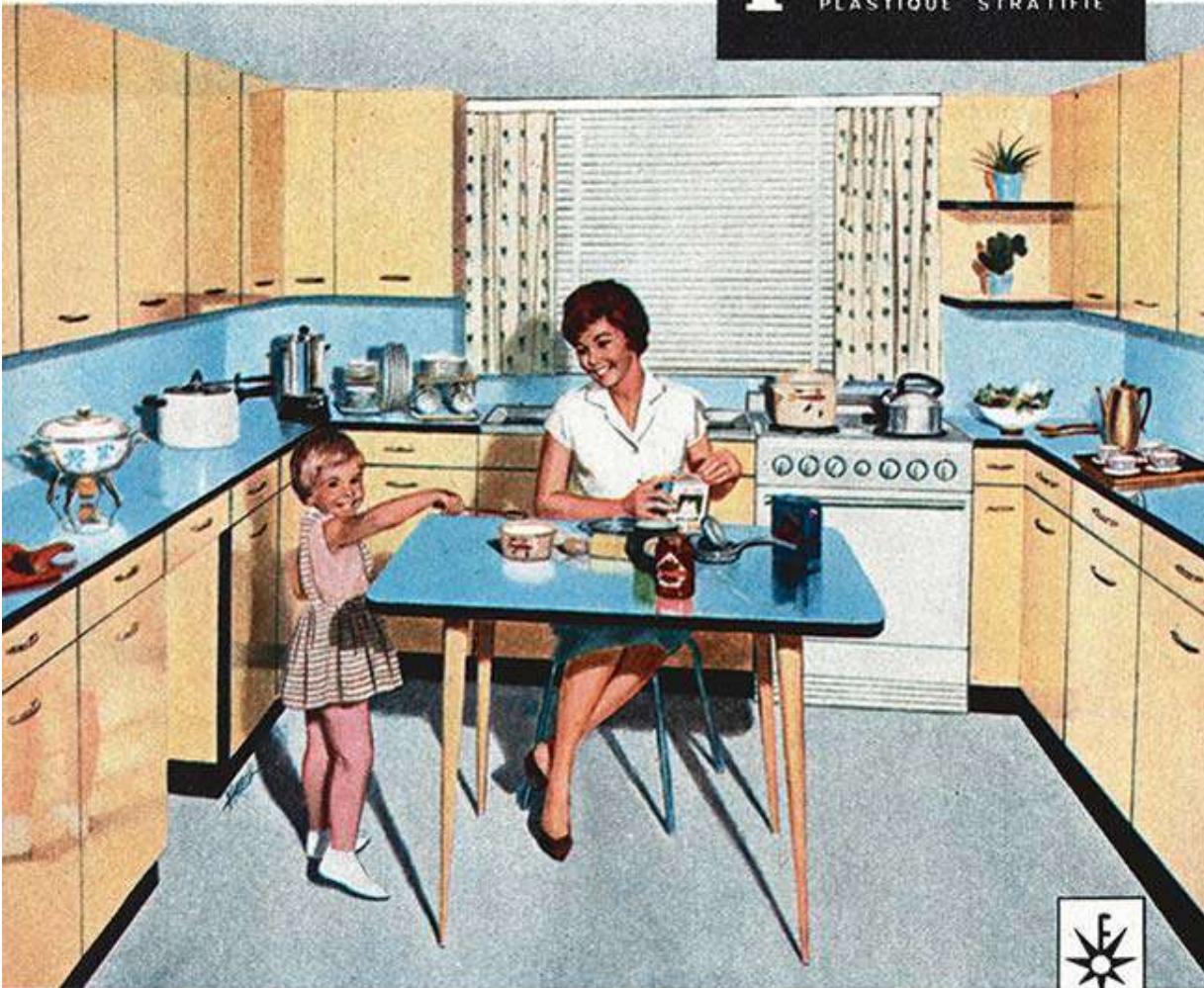
Cependant, la tolérance de l'administration fiscale vis-à-vis de la fraude – d'autant plus répandue qu'elle est considérée comme une contrepartie facilitant l'acceptation de l'impôt par les plus fortunés – limite cet effet progressif. Étonnamment, c'est une majorité de droite, incarnée par le Bloc national, qui, par la loi du 25 juin 1920, a donné une dimension véritablement progressive à l'impôt sur le revenu, en instaurant une taxe de 50 % sur tout

franc gagné au-delà de 550 000 francs. Plusieurs raisons expliquent ce revirement des parlementaires de droite.

Tout d'abord, rétablir les comptes publics pour combler les dépenses engagées pendant la première guerre mondiale était à l'époque une nécessité cruciale. De plus, la bourgeoisie française avait très peur que la contestation révolutionnaire, victorieuse en Russie, ne gagne la France. Enfin, les ménages concernés par ce taux n'étaient que quelques centaines. Mais, dès la fin des années 1920, la droite et l'extrême droite renouent avec l'antifiscalisme en fédérant les mécontents autour de la « défense du contribuable ». Sans parvenir à obtenir gain de cause.

**Pas de cuisine moderne sans**

**FORMICA**  
PLASTIQUE STRATIFIÉ



**Avec Formica, une gaieté nouvelle, un confort nouveau  
une ambiance nouvelle... entrent dans votre cuisine !**

Publicité pour les cuisines en Formica, au cœur des « trente glorieuses », 1959.

© coll. privée / Kharbine-Tapabor.

Après la seconde guerre mondiale, à mesure que les besoins de l'État se développent, les taux d'imposition des plus riches augmentent, sans que la croissance économique s'en trouve freinée et sans que l'opinion publique s'en émeuve. De 1949 à

1972 se met en place – par étapes – un barème avec huit tranches, allant de 0 à 60 %. La progressivité de l’impôt sur le revenu est alors effective et permet au système fiscal d’être relativement redistributif. Si l’on prend en compte les majorations exceptionnelles, le taux marginal d'imposition des plus fortunés a pu alors atteindre 70 % durant la période des « trente glorieuses » et concernait à la fin des années 1970 environ 200 000 ménages.

## Des classes aisées grisées par les victoires successives de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan

Pourtant, on ne trouve guère de trace de contestation de cette conception de la progressivité : à l’époque, elle ne faisait pas débat. Bien sûr, il y eut d’importants mouvements de révolte fiscale, notamment celle de Pierre Poujade dans les années 1950, qui, dénonçant la « Gestapo fiscale », empêcha physiquement le contrôle fiscal de petits commerçants. Mais ces mouvements se recrutaient essentiellement au sein des classes moyennes indépendantes et se focalisaient sur le caractère intrusif des contrôles, jamais sur les taux d'imposition des plus riches.

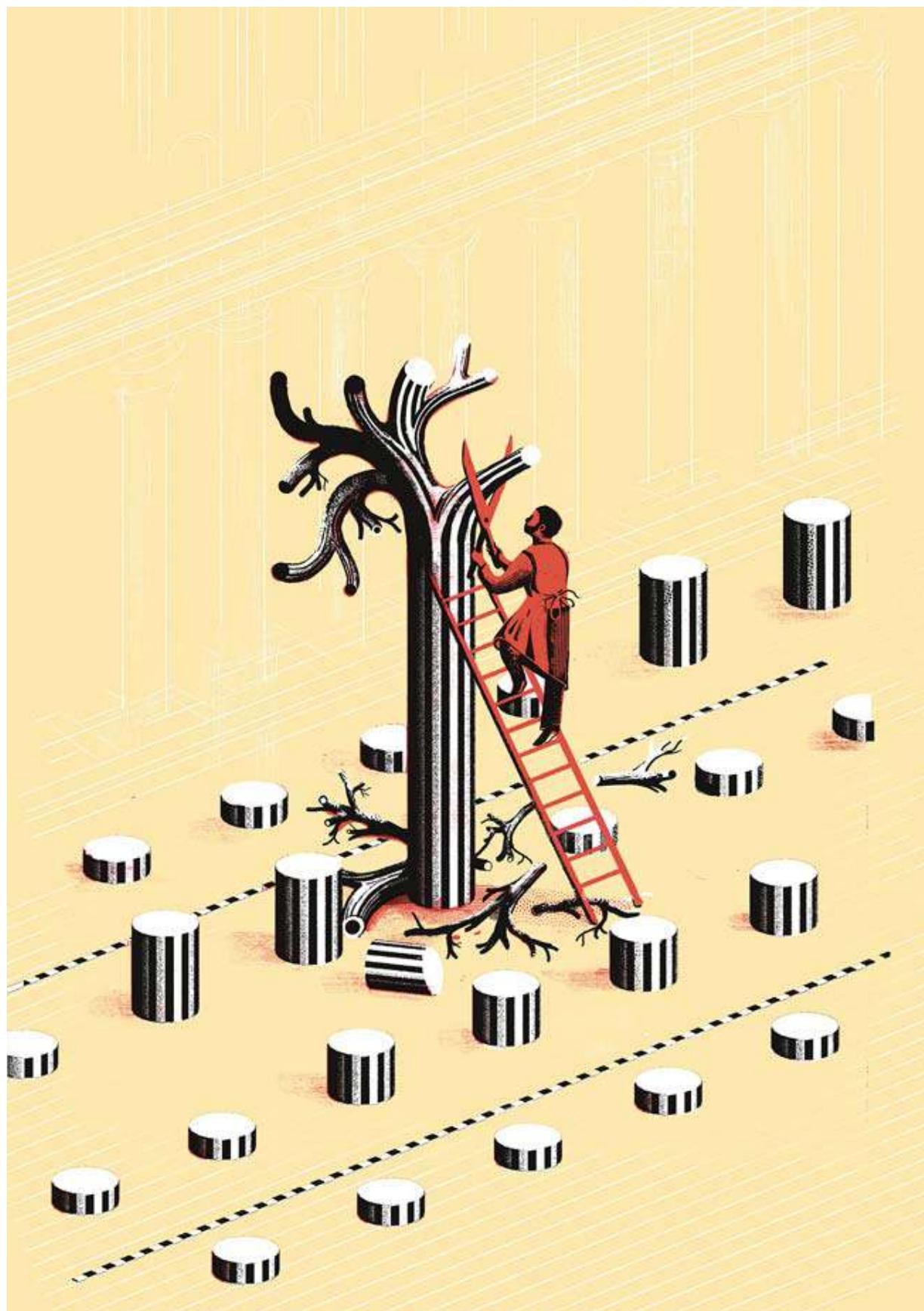


Illustration d'Icinori pour le livre « The Parisianer », en hommage au magazine « The New Yorker » et aux colonnes de l'artiste Daniel Buren.

Honné par la droite, l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), successeur de l'impôt sur les grandes fortunes instauré en 1982 par François Mitterrand, est pourtant très en retrait par rapport au projet initial : les biens professionnels ont été retirés du calcul, de même que les antiquités et surtout les objets d'art, sous l'effet du lobbying exercé par le ministre du budget d'alors – et fervent collectionneur – Laurent Fabius. Finalement, il s'agit surtout d'un impôt sur les biens immobiliers des ménages, qui épargne largement les véritables grandes fortunes. Liliane Bettencourt, qui a déclaré 80 millions d'euros de revenus en 2015, a payé... 0 euro d'ISF.  
© Icinori.



Affiche du film « Gare au percepteur ! » de Walter Lang, 1950.  
DR.

Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, le taux marginal supérieur est augmenté par la loi du 29 décembre 1982, atteignant alors 65 % pour les plus hauts revenus. Mais, grisées par les victoires de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de

Ronald Reagan aux États-Unis, les classes aisées ne sont plus prêtes à verser ce qu'elles doivent à la solidarité nationale. Dans les années 1990, le poids des prélèvements proportionnels, donc non progressifs, tels que la contribution sociale généralisée (CSG), augmente. Le taux marginal supérieur passe de 56,8 % en 1990 à 54 % en 1998, puis à 40 % en 2009. Et, alors que les plus fortunés contribuent beaucoup moins que par le passé, il est devenu courant de parler d'« impôt confiscatoire » pour stigmatiser ce qu'il reste du principe de progressivité.

Ainsi, lorsque François Hollande promet en 2012 de créer une taxe à 75 % sur la part des salaires dépassant 1 million d'euros, il s'empresse ensuite de faire machine arrière ; et lorsqu'il restaure une tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu à 45 %, on l'accuse de spolier les talents. En réalité, il n'a fait que revenir à un niveau d'imposition des plus riches très en deçà de ce qu'il avait été par le passé.



« En 2015, votre salaire était de 20 millions d'euros. (...) C'est beaucoup.

– C'est quoi "beaucoup" ? Je ne sais pas ce que c'est, "beaucoup". Pour moi, on achète des joueurs sur le marché qui ne devraient même pas s'y trouver. Mais c'est le marché qui décide des prix et non la passion ou les médias. Et si c'est "beaucoup" ou

*pas, ce n'est pas mon problème. Mon souci, c'est de voir ce que dit le marché. Le marché dit : "Ça, c'est votre prix." Voici ce que dit le marché. Si un autre joueur gagne tant, et que moi je suis dix fois meilleur que lui, combien ça fait ? Dix fois plus. »*

Interview du footballeur Zlatan Ibrahimović dans *Le Monde* du 7 juin 2016.

### Alexis Spire

Sociologue, directeur de recherche au CNRS.  
Auteur de *Faibles et Puissants face à l'impôt, Raisons d'agir*, 2012.

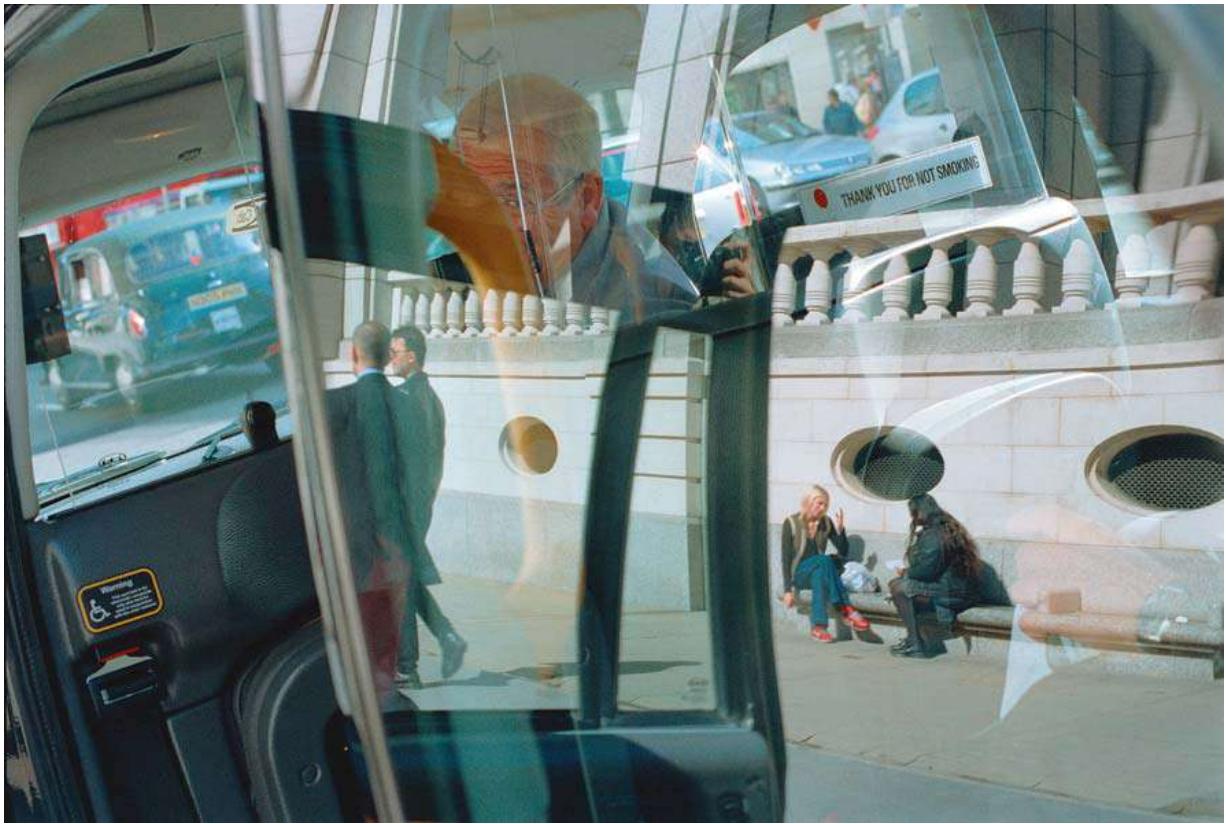
## **Niches, fraude, paradis fiscaux : de l'ardoise au coup d'éponge**

En France, il existe un écart considérable entre les taux d'imposition en apparence élevés qu'affiche la législation fiscale et les sommes effectivement versées par les contribuables. Cet écart tient aux différentes possibilités – légales ou non – qui s'offrent aux ménages et aux entreprises de contourner l'impôt. À commencer par les niches fiscales qui se sont récemment démultipliées.

---

PAR ALEXIS SPIRE

---



Conducteur de taxi londonien dans la City, 2000. Photographie de Ian Teh. Les traders de la City ont voté « Remain » au référendum de juin 2016.

Mais le « Brexit » l'a emporté, déclenchant la dégringolade des valeurs bancaires britanniques. Car c'est tout le modèle économique de la première place financière européenne qui est ébranlé par la perspective de sortir de l'Union européenne. Londres propose en effet aux multinationales du monde entier un accès au marché européen, tout en étant au cœur d'un réseau de paradis fiscaux offshore, constitué des territoires de la Couronne ou d'anciennes colonies.

© Ian Teh / agence VU.

C'est dans le contexte du consensus antifiscal des années 1980, incarné aux États-Unis par Arthur Laffer, pour qui « trop d'impôt tue l'impôt », que le législateur a démultiplié les mécanismes de réduction d'impôt visant à permettre aux grandes entreprises et aux plus fortunés d'abaisser leur niveau de prélèvement. En France, le nombre de niches fiscales est passé de 320 en 1981 à 449 en 2012, pour un montant annuel d'environ 83 milliards d'euros.

Si l'impôt sur les sociétés s'élève en principe à 33 % des bénéfices, les plus petites entreprises versent 39 %, les entreprises de plus de 5 000 salariés 25 % et celles du CAC 40... 8 %. Un tel écart s'explique en grande partie par la possibilité offerte aux grandes entreprises de déduire de leurs impôts leurs charges financières (les dépenses en recherche et développement, par exemple). Les ménages les plus riches bénéficient également de niches fiscales et parviennent, pour les mieux conseillés d'entre eux, à ne plus payer d'impôt sur le revenu.



Carte postale de Wilmington, Delaware, États-Unis.

Nul besoin de s'évader aux îles Caïmans pour alléger sa facture fiscale. D'après un classement de Forbes, le « meilleur » paradis fiscal est le Delaware. Deux tiers des 500 plus grands groupes du pays possèdent une boîte aux lettres dans ce petit État américain qui compte désormais plus de sociétés (1,2 million) que d'habitants (950 000). Echappant aux contraintes imposées récemment aux autres paradis fiscaux, l'anonymat y est mieux garanti qu'au Panamá.

© Lake County Museum / DR.

Pourtant, en 2008, une commission parlementaire (à laquelle participait l'ex-ministre du budget Jérôme Cahuzac, qui fut mis en examen pour fraude fiscale en 2013) avait établi que de nombreuses niches fiscales, portant sur plusieurs dizaines de milliards d'euros, pouvaient être supprimées parce qu'elles ne favorisaient ni l'emploi ni la croissance tout en aggravant l'endettement de l'État.

L'évitement fiscal correspondrait à environ 1 000 milliards d'euros au sein de l'Union européenne

À ces moyens d'alléger légalement son impôt s'ajoute un accès simplifié aux paradis fiscaux. En effet, à partir des années 1980 et surtout 1990, la dématérialisation des flux financiers a ouvert ce type de fraude aux contribuables fortunés, notamment avec l'explosion du nombre de professionnels se consacrant à ce filon (à commencer par les avocats fiscalistes). Si les estimations de la fraude fiscale ont toujours prêté à discussion, les ordres de grandeur sont éloquents : son montant était évalué à environ 80 milliards de francs en 1982, alors qu'elle s'élèverait aujourd'hui à environ 80 milliards d'euros, soit une multiplication par plus de six en trois décennies.



Bellevue, Genève, Suisse, 2005. Photographie de Christian Lutz.  
© Christian Lutz / agence VU.

La conjonction de ces deux phénomènes a contribué à élargir considérablement les possibilités d'évitement de l'impôt, terme qui englobe à la fois l'optimisation fiscale – les multiples façons de recourir à des principes légaux pour contourner l'impôt – et la fraude fiscale – qui suppose la transgression de la loi. D'après un rapport du Parlement européen de mai 2013, les pertes de recettes dues à l'évitement fiscal se montent à 1 000 milliards d'euros au sein de l'Union.

## « Promis, c'est terminé »



« Corporate Corruption », affiche de Luba Lukova, 2008.  
© Luba Lukova.

Quelle a été la réponse des pouvoirs publics face à cette érosion continue de leur pouvoir d'imposition ? En apparence, la plus grande fermeté est de mise. En 2009, le président de la République Nicolas Sarkozy n'avait pas peur de déclarer : « *Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est terminé.* » En réalité, les édens de la finance ne se sont jamais aussi bien portés. Gabriel Zucman évalue à 4 700 milliards de dollars les sommes détenues par des ménages sur des comptes non déclarés, soit 6 % du PIB mondial. En dépit d'annonces toujours plus fracassantes contre la fraude fiscale, l'action des pouvoirs publics reste timorée.

La découverte en 2008 d'une liste de fraudeurs possédant des comptes dissimulés dans la banque HSBC, deuxième groupe bancaire mondial, impliquée dans l'évasion de presque 200 milliards d'euros entre 2005 et 2006, en est la meilleure illustration. La réaction du ministre Éric Woerth a été de créer une première cellule de régularisation, qui a profité à 4 700 contribuables : du 20 avril au 31 décembre 2009, ceux-ci ont réglé 1,2 milliard d'euros de droits et de pénalités, moyennant des remises au cas par cas des majorations et amendes prévues pour absence de déclaration de comptes. La circulaire de juin 2013 a institutionnalisé la procédure en créant le service du traitement des déclarations rectificatives. Pour 2014, les résultats sont significatifs : 222 millions d'impôt sur le revenu, 461 millions de droits d'enregistrement et 827 millions d'impôt de solidarité sur la fortune ont été récupérés. Mais les poursuites pénales contre les contribuables fortunés restent rarissimes. Dans ce domaine, la souveraineté de l'État se borne au recouvrement... d'une partie des sommes détournées.

**Alexis Spire**

Sociologue, directeur de recherche au CNRS.  
Auteur de *Faibles et Puissants face à l'impôt*,  
Raisons d'agir, 2012.

## IV. Le marché ou la construction d'une évidence •

### Manuel d'économie critique

---

## **La charité contre l'État**

Depuis trente ans, les gouvernements occidentaux usent de multiples artifices pour réduire la fiscalité et leurs dépenses. L'un d'eux consiste à sous-traiter les services sociaux que l'on ne souhaite plus financer à des bénévoles et à des organisations caritatives, tout en encourageant la charité privée et la philanthropie. Bref, à solliciter l'aumône de ceux que l'on a renoncé à imposer.

---

PAR BENOÎT BRÉVILLE

---

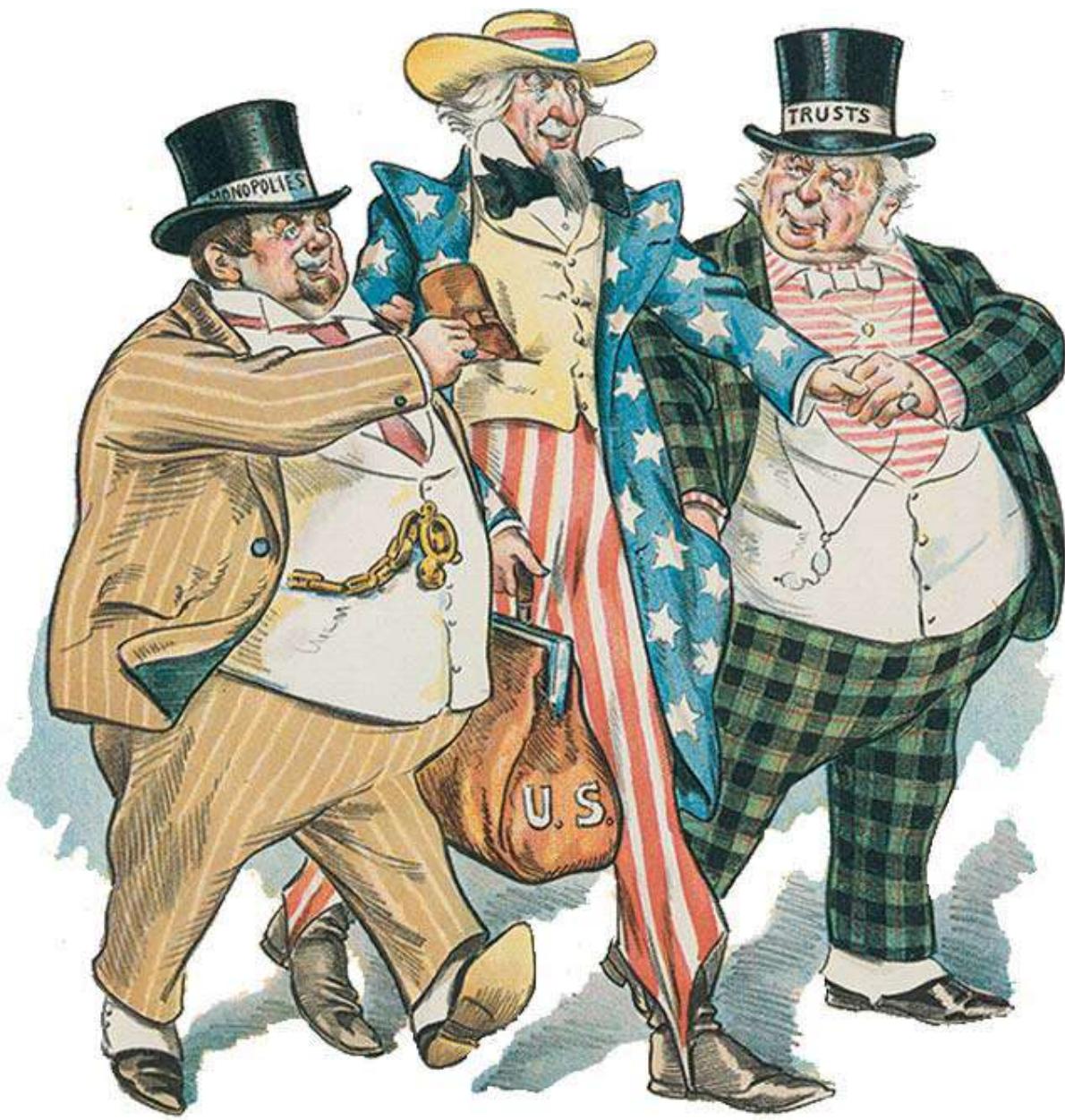


Le parc industriel de Caracol, Haïti, géré par la Sonapi, 2013. Photographie de Corentin Fohlen.  
Les bénéficiaires de l'« aide » au développement ne sont pas toujours ceux qu'on croit. Financé par la Banque interaméricaine de développement, le parc industriel de Caracol est supposé favoriser le développement économique d'Haïti. Non seulement il fournit une main-d'œuvre à bas prix surtout à l'industrie textile coréenne vendant sa production sur le marché américain, mais il a provoqué le déplacement d'un millier d'agriculteurs.  
© Corentin Fohlen / Divergence.



Hôtel Best Western Premier, Pétionville, Haïti, 2013. Photographie de Corentin Fohlen.  
© Corentin Fohlen / Divergence.

Le concept de philanthropie émerge aux États-Unis à la fin du XIXe siècle, tandis que le nombre de millionnaires explose dans le pays – ils étaient une centaine en 1870 et presque 40 000 en 1916. Pour donner une image généreuse d'eux-mêmes et légitimer leur opulence, les riches investissent alors dans de nobles causes : ils construisent des bibliothèques, des hôpitaux, des universités, etc.



« Dans les mains de ses amis philanthropes » : l'Oncle Sam guidé par les monopoles et les trusts.  
Illustration de Charles Taylor pour la couverture du numéro 41 de la revue « Puck », New York, 1897.

© Charles Jay Taylor / Library of Congress.

À l'époque, l'idée que l'argent privé puisse œuvrer au bien commun ne va pas de soi. « *Voler en grand et restituer en petit, c'est la philanthropie* », ironise en 1887 l'économiste et écrivain Paul Lafargue. Les travailleurs se méfient quant à eux de ces

industriels, généreux et altruistes quand il s'agit d'art, de santé ou de science, mais avares et brutaux dans leurs usines. Au début des années 1890, alors que les lock-out agressifs se multiplient dans les usines sidérurgiques de Pennsylvanie, de nombreux ouvriers refusent de fréquenter les établissements construits avec l'argent du magnat de l'acier Andrew Carnegie, et vingt des quarante-six villes de l'État sollicitées par l'industriel déclinent son offre de construction de bibliothèques.

## Au profit des églises

Quelles municipalités songeraient aujourd'hui à refuser le cadeau d'un milliardaire ? Sûrement pas Paris, qui a déroulé le tapis rouge pour accueillir, en 2014, un musée d'art contemporain entièrement financé par la société LVMH, propriété de Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France. Et encore moins Detroit, où, depuis la faillite de la ville en 2013, les fonds de pension des employés municipaux sont en partie financés par les fondations Ford, Knight et Kresge. Dans la plupart des pays occidentaux, la contraction des dépenses publiques a rendu la générosité privée en apparence indispensable. Fortement médiatisées, les largesses des riches et des entreprises ne constituent pourtant que la partie émergée de l'iceberg philanthropique. Il existe également une « philanthropie de masse », encouragée par les pouvoirs publics, qui ont mis en place des systèmes de dons défiscalisés, au risque de dépouiller l'État de certaines de ses recettes.



Campagne 2012 d'Action contre la faim.

Les photographies d'enfants africains affamés fournissent son iconographie au mouvement humanitaire moderne, dont le moment fondateur est le conflit qui, entre 1967 et 1970, à opposé la province sécessionniste du Biafra au pouvoir nigérian. A alors émergé, notamment avec la création de Médecins sans frontières, une solidarité internationale reposant sur l'interpellation culpabilisante des opinions publiques.

© Campagne Action contre la faim 2012 © Marc Gouby / agence Toy / DR.

Chaque année, les ménages français versent plus de 4 milliards d'euros (soit 0,2 % du PIB) à des organismes sans but lucratif. Un chiffre inférieur à celui du Canada (6 milliards d'euros, 0,5 % du PIB), du Royaume-Uni (11 milliards d'euros, 0,7 % du PIB) et surtout des États-Unis. En 2013, plus de neuf foyers américains sur dix ont fait un don, pour un montant total de 241 milliards de dollars (175 milliards d'euros), soit 1,4 % du PIB. Une bonne partie de ces dons revenait aux Églises.

# Washington, premier client du quasi-million d'organismes sans but lucratif à vocation sociale du pays



Lancement de la 31e campagne des Restos du cœur, Paris, 2015. Photographie d'Alain Guilhot. Alors que l'État tend à se décharger des services sociaux, le monde associatif a de plus en plus de mal à faire face à l'augmentation, depuis la crise de 2007-2008, du nombre de pauvres en France. En 2014, les Restos du cœur ont ainsi distribué 130 millions de repas à 1 million de personnes – un record – et accusé un déficit de 7 millions d'euros.

© Jérôme Brézillon / Tendance Floue.

Contrairement à l'image que ses promoteurs se plaisent à donner de lui, le secteur associatif et communautaire n'est pas seulement le fruit de l'engagement spontané des citoyens. Il est également le résultat d'une stratégie des gouvernements visant à se désengager des services sociaux à moindres frais : outre qu'ils embauchent leurs salariés sous des statuts peu protecteurs – en France, les contrats précaires et les temps partiels subis sont par exemple

deux fois plus nombreux dans le secteur associatif que dans le secteur marchand –, les organismes du tiers secteur dépendent des millions de bénévoles qui fournissent du travail gratuit.

La pauvreté, par exemple, fait l'objet d'une prise en charge largement associative et bénévole, via de grosses structures, comme Emmaüs ou les Restos du cœur, ou de petits organismes locaux. De son côté, l'État américain est le premier client (sous forme de contrats) et le premier mécène (sous forme de subventions) du quasi-million d'organismes sans but lucratif œuvrant dans le domaine du social.

« La récession, c'est quand votre voisin perd son emploi ; la dépression, c'est quand vous perdez le vôtre. »

Harry S. Truman, président des États-Unis  
(1945-1953)

Pourtant, la solidarité locale et communautaire peut avoir des effets pervers, comme le montre le cas de Woodside en Californie : entre 1998 et 2003, l'unique école élémentaire de cette bourgade cossue a reçu 10 millions de dollars de la part de parents, de voisins, d'anciens élèves, etc. Grâce à ces dons, les cinq cents enfants de l'établissement ont pu suivre des cours de musique, d'art ou d'informatique. À quinze kilomètres de là, les écoles du district de Ravenswood n'ont, elles, rien récolté : les

revenus des ménages y étant quatre fois inférieurs à ceux de Woodside, elles ne peuvent pas offrir de cours de violon à leurs enfants... Les déductions fiscales proposées par l'État alimentent un tel système inégalitaire.

**Benoît Bréville**

Rédacteur en chef adjoint au *Monde diplomatique*.

## IV. Le marché ou la construction d'une évidence • Manuel d'économie critique

---

AUTRES POSSIBLES

### **La cotisation, une ambition à ranimer**

Nichées dans l'imaginaire, les utopies désespèrent autant qu'elles enthousiasment, car leur mise en œuvre impliquerait l'existence... d'un autre monde. Or, explique Bernard Friot, les luttes sociales des XIXe et XXe siècles ont implanté dans ce monde-ci de puissants outils capables de subvertir le système et de le remplacer. Ce « déjà-là » porte un nom qui ne fait pourtant guère rêver : la cotisation sociale.

---

PAR PIERRE RIMBERT

---



« The Planetarium », d'Öyvind Fahlström, 1963.

Les formes découpées et aimantées de cette « peinture variable » peuvent être orientées au gré des spectateurs.

© Centre Pompidou, MNAM-CCI, dist. RMN-Grand Palais / Philippe Migeat © ADAGP, Paris 2016.

Le principe de la cotisation, institué après la seconde guerre mondiale sous l'impulsion du mouvement ouvrier, consiste à mutualiser une partie de la richesse produite dans les entreprises pour financer les retraites, la sécurité sociale, l'assurance-chômage, etc. Concrètement, l'équivalent de 40 % de la masse des salaires est collecté et versé dans les caisses de « sécu », de

retraite, etc. Les montants sont faramineux : 476 milliards d'euros en 2014 (en ce compris la contribution sociale généralisée et les remboursements par l'État – qui les verse aux caisses – des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises), un chiffre très supérieur à celui du budget de l'État et qui représente plus de 22 % du PIB.





Un employé de restaurant manifeste avec un parapluie où sont accrochées ses feuilles d'imposition et ses fiches de paye avec prélèvement des cotisations sociales. Il participe ainsi à la « Journée sans immigrés, vingt-quatre heures sans nous » visant à montrer combien les travailleurs immigrés contribuent à la richesse du pays, Paris, mars 2010. Photographie de Vincent Nguyen.

© Vincent Nguyen / Riva Press.

Les cotisations sociales ne procèdent pas d'une accumulation marchande et ne génèrent aucun profit : elles sont transformées en salaires pour les soignants, en pensions pour les retraités, en services. Contrairement à l'impôt, leur produit n'est pas géré par l'État et le ministère des finances, mais par les administrations des différentes caisses. Avant que les pouvoirs publics imposent le paritarisme dans les années 1960, les organismes de sécurité sociale étaient dirigées par trois quarts de représentants syndicaux et un quart de représentants patronaux. Ainsi les travailleurs géraient-ils eux-mêmes une part de la richesse qu'ils produisaient, indépendamment de l'État et du marché.

## Découpler salaire et emploi pour abolir le marché du travail

Cet acquis inscrit dans les institutions de nombreux pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Pays-Bas, Luxembourg...) ouvre d'intéressantes perspectives si l'on se donne les moyens d'en pousser la logique un peu – puis beaucoup – plus loin. « *Sur la base de ce "déjà-là"*, explique le sociologue Bernard

*Friot, on peut envisager la socialisation de l'intégralité du salaire par une cotisation qui se substituerait à la paie versée par un employeur. Dès lors, il n'y aurait plus de patrons payant "leurs" salariés, mais des directions d'entreprise qui verseraient une cotisation et recruteraint des salariés qu'elles n'auraient pas à payer. » La caisse de salaires, qui collecterait la cotisation du même nom, s'en chargerait. Découpler salaire et emploi reviendrait à abolir le marché de l'emploi. Si le travail n'était plus une marchandise que vend le salarié à son employeur contre une rémunération, la relation d'assujettissement qui lie le premier au second disparaîtrait. Utopie ? Que nenni : près de quatorze millions de retraités vivent actuellement en France sous ce régime.*

## **Un salaire socialisé**



Au déjeuner mensuel des membres de la Maison des Babayagas, Montreuil, 2014. Photographie de Vincent Nguyen.

Comment « bien vieillir », sans être une charge pour ses enfants ni pour autant sombrer dans la solitude ? Composée de 25 logements, cette « anti-maison de retraite » autogérée, solidaire et écologique réservée aux femmes est la réponse toute concrète imaginée par la féministe Thérèse Clerc.

© Vincent Nguyen / Riva Press.

**La cotisation pourrait également socialiser l'investissement. Dans le système actuel, seuls les propriétaires et les dirigeants décident de l'usage des profits générés par les entreprises (distribution aux actionnaires, investissements). La création d'une cotisation spécifique permettrait de financer les projets d'avenir, sans remboursement ni taux d'intérêt, mais surtout de les soumettre à la délibération collective. Son montant abonderait des caisses gérées par des élus salariés qui, dès lors, auraient voix au chapitre sur les grandes décisions économiques : ce que les entreprises**

produisent, comment elles le produisent et dans quelles conditions.



Pochoir de Miss. Tic, 2009.

Les résistants se sont autant attachés à libérer la France de l'occupant nazi qu'à inventer son avenir politique. La Sécurité sociale, la retraite par répartition, l'assurance maladie, les allocations familiales, les comités d'entreprise ou encore la médecine du travail... Toutes ces réalisations sont la concrétisation des idées utopiques du programme adopté en 1944, dans la clandestinité, par les représentants des divers mouvements de droite comme de gauche réunis au sein du Conseil national de la Résistance. Intitulé « Les jours heureux », ce texte pose en effet les grands principes de la politique sociale que mènera dès l'année suivante le ministre du travail, Ambroise Croizat, et qui façonne encore, malgré les attaques néolibérales depuis trente ans, notre système de protection sociale.

© Miss Tic / ADAGP 2016.

Ce mécanisme s'appliquerait tout aussi bien aux services publics, actuellement financés par l'impôt, au logement, à l'énergie, aux

communications, au crédit. « *À terme, conclut Friot, affecter l'intégralité de la richesse produite à la cotisation, et donc au salaire socialisé, constituerait un acte politique fondamental : la définition de la valeur, sa production, sa propriété d'usage et sa destination reviendraient aux salariés, c'est-à-dire au peuple souverain.* »



## CATASTROPHES ET BONNES AFFAIRES

« *La nature est un temple où de vivants piliers laissent parfois sortir de confuses paroles* », dit le poète. Et des pluies de dollars, ajouteraient les banquiers d'affaires qui, au milieu des années 1990, ont inventé les « obligations catastrophe ». Leur principe ? Un État (souvent appauvri) ou une compagnie d'assurances propose à des investisseurs de souscrire un emprunt à haut rendement et à court terme – moins de trois ans – basé sur les catastrophes naturelles : tremblements de terre, ouragans, tsunamis, etc. Si la calamité n'a pas lieu, l'investisseur est remboursé de son prêt avec en sus un plantureux intérêt ; si, en revanche, le désastre survient dans les conditions prévues par le contrat, l'investisseur perd sa mise (mais il touche l'intérêt). L'idée consiste donc à transposer dans le domaine météorologique et géologique des mécanismes testés avec le succès qu'on sait dans l'immobilier américain. Ces « obligations catastrophe » sont évaluées par des agences de notation et s'échangent sur des marchés. Après le krach immobilier, le krach des catastrophes ?



**Pierre Rimbert**

## V. L'emploi, à quel prix ? • Manuel d'économie critique

---

IDÉE REÇUE

### **« Ce sont les entreprises qui créent l'emploi »**

Depuis le début des années 1980, le terme de « patron » a peu à peu disparu des discours, au profit de l'expression « créateur de richesse » – qui, il est vrai, correspond mieux au statut de héros modernes accordé aux entrepreneurs. L'idée selon laquelle « ce sont les entreprises qui créent l'emploi » suggère en effet que le bien-être collectif dépend en grande partie d'eux. Mais une telle croyance est-elle fondée ?

---

PAR FRÉDÉRIC LORDON

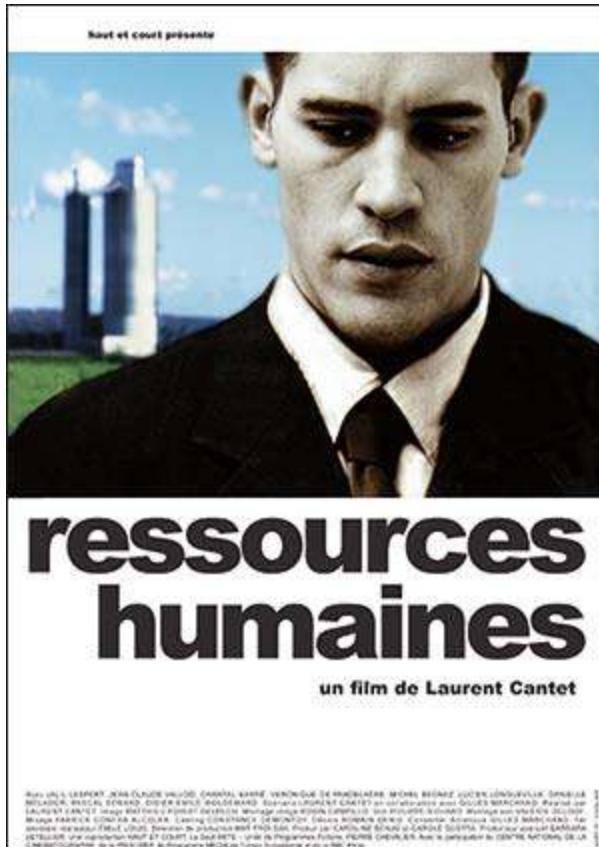
---

C'est sans doute la phrase la plus répétée de tout le discours économique médiatique et politique, la mieux bénie par le sens commun : « Ce sont les entreprises qui créent l'emploi. »

osser tes  
par  
sa DIRECTION



Installation dans une usine en grève, banlieue parisienne, juin 1936.  
© Coll. Philippe Doublet / Adoc-photos.



Affiche du film « Ressources humaines », de Laurent Cantet, 1999.  
DR.

N'est-ce pas le patron qui décide d'un recrutement supplémentaire ? Le pire dans cette histoire, c'est que les principaux intéressés, ceux que la tenue de ce discours favorise le plus évidemment, savent eux-mêmes, mais d'une connaissance à la fois honteuse et inavouable, que cet énoncé est faux ! Les plus empotés ont parfois la maladresse de vendre la mèche ! Ainsi Jean-François Roubaud, alors président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), en janvier 2014, lors de l'élaboration du pacte de responsabilité. La question en discussion est celle des contreparties aux 50 milliards

de ristournes fiscales : le patronat s'engage-t-il sur un volume global de créations d'emplois ? Évidemment, refus complet, mais assorti d'un argument : « *Encore faut-il que les carnets de commandes se remplissent...* »

Et voilà le roi nu : le souverain créateur d'emplois ne crée rien du tout. Il n'ouvre de nouveaux postes à pourvoir que s'il fait face à un volume présent ou futur de commandes qui le justifie. Mais jusqu'à plus ample informé, les entreprises ne font pas elles-mêmes leurs perspectives de chiffre d'affaires – sinon ça se saurait, et la vie d'entrepreneur serait particulièrement simple.



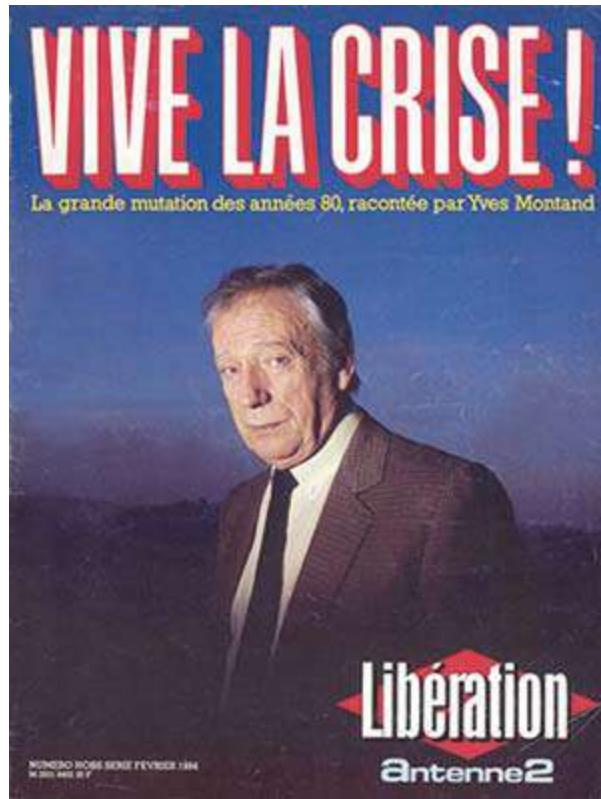
Extrait de l'album d'André Franquin « Lagaffe mérite des baffes », 1979.

© Franquin, Gaston Lagaffe, tome 17, éditions Dupuis, all rights reserved / [www.dupuis.com](http://www.dupuis.com)

En première approximation, les entreprises enregistrent passivement un certain flux de commandes, dont les déterminations leur sont extérieures, et le convertissent en emplois nécessaires étant donné les tendances internes de la productivité. On pourrait objecter que l'entreprise dispose au contraire d'un pouvoir propre d'attirer à elle plus de clients, soit

en développant l'innovation, soit en réduisant ses coûts – en vendant de meilleurs produits moins cher. Au niveau microéconomique, c'est incontestable. À ceci près que, à court terme, le jeu est finalement à somme nulle : les clients qui viendront à elle auront été soustraits à ses concurrents. Elle ouvrira en conséquence davantage de postes, mais les concurrents en ouvriront moins. Le jeu de la concurrence ne fait qu'opérer des redistributions sous contrainte du revenu disponible global à dépenser dans l'économie.

Accorder aux entreprises des allègements de charges ou d'impôts n'a conduit qu'à une hausse du chômage



Le chômage de masse, une « opportunité » formidable ? Relayée par ce supplément de « Libération », l'émission animée par Yves Montand se chargeait d'expliquer dès 1984 la nécessité de renoncer aux archaïques conquêtes syndicales pour enfin épouser la « solution libérale ».

Au total, et au travers de toutes les réfractations sectorielles et concurrentielles, les entreprises ne font qu'opérer localement la conversion en emplois du volume d'activité déterminé par le processus global de la conjoncture. À l'opposé de l'imagerie du chef d'entreprise héroïque démiurge, la conjoncture d'ensemble est donc ce processus sans sujet qui est le vrai « créateur » de l'emploi. Cette confusion – idéologiquement intéressée – des causes aura donc conduit à la constance dans l'erreur depuis trente ans de politiques économiques qui aident le mauvais « agent créateur » : les entreprises, au lieu de la conjoncture. Soit : accorder aux entreprises des allègements de charges ou d'impôts qui sont de pures aubaines pendant que la politique

macroéconomique s'enferme dans le carcan des règles européennes. Étonnons-nous que le chômage n'ait pas cessé de croître...

Mais n'y a-t-il pas quand même un sens à donner à l'énoncé « Les entreprises créent l'emploi » ? Oui, à condition de considérer en effet « les entreprises » non pas séparément mais comme totalité. Les décisions d'investissement qu'elles prennent toutes ensemble constituent, *agrégées*, une sorte de pari macroéconomique sur l'avenir aux propriétés fortement autoréalisatrices. Car ces décisions d'investissement sont des décisions de dépense qui vont donner une impulsion à la conjoncture générale et valider *ex post* les paris, c'est-à-dire les anticipations de demande, formés *ex ante*. Malheureusement, cette coordination des anticipations et des paris d'investissement par lesquels en effet les entreprises vont faire, mais *toutes ensemble*, leur propre conjoncture, cette coordination est hautement improbable. C'est que nous célébrons un merveilleux système qui se définit précisément par le fait que les agents individuels y prennent leurs décisions en toute indépendance et sans se coordonner avec les autres : le marché !

**Frédéric Lordon**

Économiste et philosophe, directeur de recherche au CNRS. Auteur d'*On achève bien les Grecs. Chroniques de l'Euro 2015*, Les Liens qui libèrent, 2015.

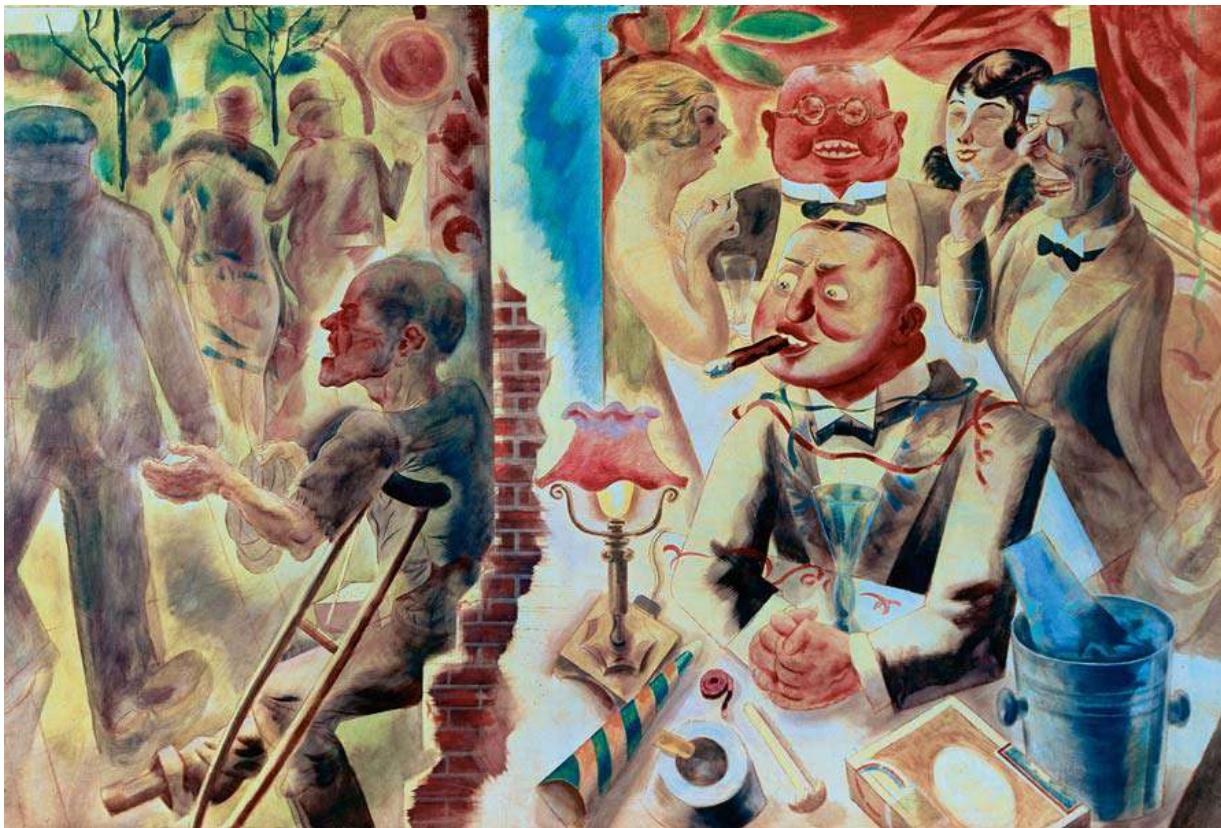
## Le travail, droit ou devoir ?

Un travailleur pauvre n'est-il pas préférable à un chômeur ? Équivalent politique du proverbial dilemme opposant peste et choléra, la question peut sembler saugrenue. Elle n'en est pas moins implicite dans de nombreux discours politiques suggérant qu'il faudrait réduire les prestations dont jouissent les personnes privées d'emploi. Quelles sont les implications d'une telle logique ?

---

PAR FRANÇOIS-XAVIER DEVETTER

---



« Pauvres et Riches », peinture d’Otto Dix, 1926.

© Alinari Archives, Florence, dist. RMN-Grand Palais / Fratelli Alinari © ADAGP, Paris 2016.

L’idée sous-jacente dans cette proposition est la suivante : le chômage serait parfois volontaire. Dans cette perspective, les aides sociales présenteraient l’inconvénient de favoriser des comportements opportunistes conduisant des personnes sans emploi à préférer toucher des aides plutôt que travailler. Une logique qui renvoie à la distinction ancienne entre bons et mauvais pauvres...

Au XIX<sup>e</sup> siècle, on recommandait de mettre les vagabonds « profiteurs » au travail au sein de *work houses* (littéralement « maisons de travail ») ; il s’agirait désormais de leur imposer des « tâches collectives »... La logique n’a pas changé. « *Le pauvre doit être placé dans une situation moins enviable que celle du*

*travailleur indépendant de la plus basse classe* », avançait une commission royale au Royaume-Uni en 1834. Il convient de « *plafonner le cumul de tous les minima sociaux à 75 % du smic maximum, pour s'assurer que, quels que soient les cas de figure, il y ait une vraie différence entre celui qui travaille et celui qui est aux minima* », martelait, comme en écho, M. Laurent Wauquiez alors qu'il était ministre chargé des affaires européennes (2011).



Portrait de Jeremy Tange, musicien de fanfare et employé aux Ateliers du Woestoeck, une entreprise spécialisée dans le recyclage du pain, Dunkerque, 2013. Photographie de Marie Genel.  
© Marie Genel / Picturetank.

Les approches économiques qui étayent ces raisonnements font l'hypothèse que le travail n'a qu'une seule vertu : il rapporte de l'argent. Plus généralement, elles soulignent les effets négatifs de l'obtention de sommes qui ne sont pas rémunératrices d'un effort,

d'un investissement, d'un engagement, d'une épargne... La priorité ? Rompre avec des mesures jugées « désincitatives ».

## Le travail, élément fondamental de l'identité sociale dans nos sociétés

Sortir un instant du registre de la morale et de son corollaire, le devoir de charité, conduit à dissocier lutte contre la pauvreté et obligation de mise au travail. Ne peut-on, au contraire, considérer que l'appartenance à une communauté produisant une richesse collective justifie certains « droits », dont celui d'échapper à la misère ? Prise sous cet angle, la question initiale perd son sens : qu'elle soit associée ou non à un travail, c'est d'abord la pauvreté qui pose problème.

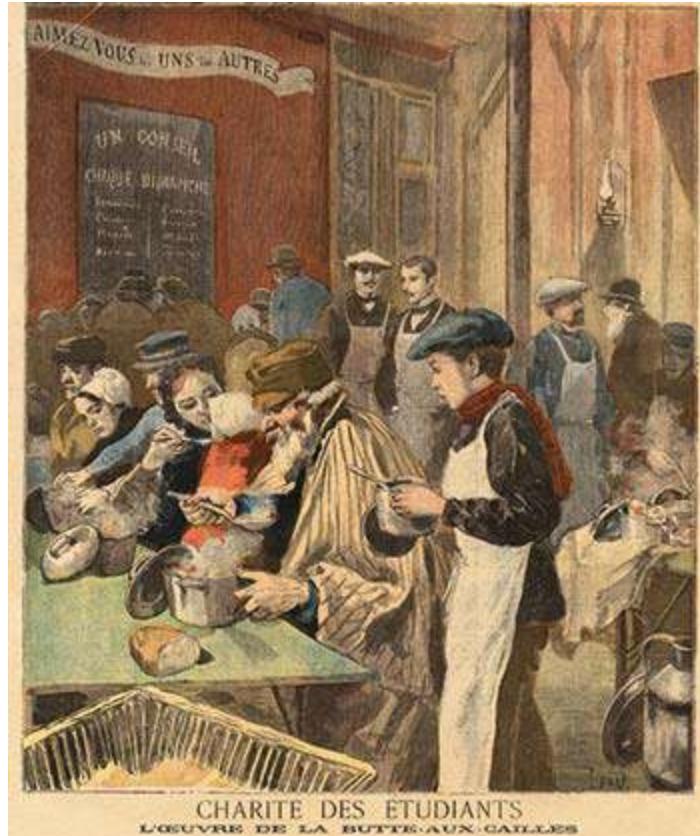


L'équipe du Samu social 93 à l'écoute, Aubervilliers, 2015. Photographie de Thierry Arduin.  
Le Samu social est une structure départementale d'aide aux sans-abri. Le premier a été créé en 1993 à Paris par le médecin Xavier Emmanuelli, dans l'idée de réaliser dans le domaine social ce qui avait été accompli par le Samu dans le domaine sanitaire, en transposant ses principes opérationnels : urgence, mobilité et permanence.

© Thierry Arduin / Tendance Floue.

Cette observation conduit à imaginer un « revenu garanti » pour tous (*lire « Un revenu garanti pour dépasser le salariat »*). Mais le travail n'est pas uniquement quelque chose de pénible dont la principale vocation serait de fournir un revenu. Il constitue également un élément fondamental de l'identité sociale, en donnant accès à des formes de reconnaissance, à un réseau de relations, à la formation, etc.

## Responsabilité collective



« Charité des étudiants. » « L'œuvre de la Butte-aux-Cailles, » à Paris. Illustration parue dans « Le Petit Journal » le 5 février 1894.

© Tofani / Adoc-photos.

L'attribution d'un revenu de subsistance n'apporterait donc que l'un des éléments de réponse au problème de la pauvreté et de l'exclusion. Le « droit au travail », plus vaste, impliquerait que les chômeurs puissent légitimement revendiquer l'accès à des formes d'emploi leur garantissant un statut à part entière. Le travail qu'il « vaut mieux » avoir, chacun peut aisément l'imaginer : un emploi de qualité, enrichissant et créateur de liens humains agréables avec les autres – certains de ces éléments pouvant être apportés dans d'autres cadres que l'emploi au sens strict, des formations par exemple.

Dès lors qu'obtenir un emploi ne relève pas uniquement de la motivation individuelle (qu'une aide sociale jugée trop généreuse pourrait émousser), il s'agit d'une responsabilité collective. On retrouve ici le concept des ateliers nationaux créés après la révolution de février 1848 pour fournir du travail aux chômeurs parisiens, ou plus récemment des dispositifs comme les contrats emploi-jeune ou les « territoires zéro chômeur » : permettre à chacun d'effectuer des tâches utiles et valorisantes représente un devoir pour la collectivité, et priver les individus de cette possibilité constitue un atteinte au droit au travail que proclame la Constitution. Le postulat de départ se trouve renversé : un chômeur indemnisé n'est pas un profiteur en puissance, mais une personne compensée pour la privation dont elle souffre – celle de ne pas participer à la production collective.



## DES LUNETTES POUR AVEUGLES

Obsédée par la maximisation de « l'utilité », l'économie classique obéit-elle à ses propres préceptes ? Soient deux articles scientifiques. L'un, signé en 2008 par le chercheur Michel Husson, met en rapport la financiarisation de l'économie et le taux de chômage. La corrélation est si parfaite que la tendance qu'on soupçonne être la cause semble danser le tango avec l'autre qu'on soupçonne être l'effet. Ce graphique était sans doute la chose la plus importante à dire en macroéconomie durant ce dernier quart de siècle. Le second article s'intitule « Up or down ? A male

economist's manifesto on the toilet seat etiquette » (Levée ou baissée ? Manifeste d'un économiste masculin relatif à l'usage bienséant de la lunette des toilettes). L'auteur, Jay P. Choi, discute en langage mathématique des conditions qui permettraient d'instituer la règle de bienséance qui consiste à rabattre la lunette des toilettes après son passage aux commodités. Le premier article n'a jamais franchi le filtre des revues scientifiques ; son score, mesuré par l'Agence d'évaluation de la recherche, est de zéro. Le second a été publié en mars 2010 dans la très sérieuse *Economic Inquiry*, une publication classée A par les évaluateurs. Vous avez dit « utilité » ?

### François-Xavier Devetter

Maître de conférences en économie à l'université Lille-1. Coauteur de *Du Balai. Essai sur le ménage à domicile et le retour de la domesticité*, Raisons d'agir, 2011.

## Lutte contre le chômage : rustines et chausse-trapes

Comment l'État peut-il aider les personnes sans emploi à retrouver du travail ? À cette question il existe trois grandes familles de réponses, chacune adossée à une analyse distincte de la question du chômage. Ce dernier résulte-t-il d'un problème individuel, d'un dysfonctionnement général de l'économie ou d'une organisation absurde de la société ?

---

PAR FRANÇOIS-XAVIER DEVETTER

---



Lutte contre le projet de réforme des retraites, Le Grand-Quevilly, 20 octobre 2010. Photographie de Jean-Pierre Sageot.

Malgré la mobilisation de millions de personnes en 2010, soit le mouvement social le plus large depuis Mai 68, l'âge légal de départ à la retraite a été repoussé de 60 à 62 ans sous la présidence de Nicolas Sarkozy. La « réforme » a contribué à aggraver le chômage des plus de 50 ans, qui a augmenté de 70 % en quatre ans.

**Les économistes néoclassiques considèrent le travail comme une marchandise s'échangeant librement entre employeurs et salariés, considérés comme des acteurs égaux sur un « marché du travail ».**

Dans ce cadre d'analyse, le chômage peut découler du choix d'individus qui préfèrent bénéficier de revenus hors travail (provenant du conjoint, du patrimoine, des aides sociales, etc.) plutôt qu'accepter un emploi. Les keynésiens considèrent de leur côté qu'améliorer le niveau de l'emploi implique d'accroître les débouchés pour la production des entreprises, et non de baisser les salaires. D'autres économistes hétérodoxes encore voient dans le travail une relation sociale fondamentale définissant la place des personnes dans la société (revenu, droits sociaux, reconnaissance sociale, etc.). On s'en doute, les politiques publiques qui découlent de ces trois visions diffèrent radicalement.



Extrait de la bande dessinée « Les Aventures d'Ultra-Chômeur », d'Erich Origen et Gan Golan, éd. Presque lune, 2013.

Dans le premier cas, les politiques de l'emploi s'organisent autour de la notion de prix (en l'occurrence, le salaire) : il s'agit de laisser les mécanismes du marché fonctionner le plus librement possible pour déterminer le « juste salaire », celui qui égalise l'offre et la demande de travail, autrement dit celui qui abolit le chômage. Ni

les rémunérations ni les modalités d'embauche (nombre d'heures de travail, organisation des emplois, etc.) ne doivent être régulées par quelque forme d'intervention publique que ce soit (salaire minimum, droit du travail protecteur, etc.). Tout se négocie individuellement.

## Le droit du travail pour civiliser le monde de l'entreprise

Une telle vision des choses conduit à trois types de mesures : 1. réduction du « coût du travail », le chômage étant censé s'expliquer par des salaires trop élevés, pour lesquels l'offre d'emplois excède la demande. Si la réduction du salaire direct n'est pas possible (car il est déjà trop faible par rapport au niveau de vie considéré comme minimal), les baisses visent le « salaire indirect », à savoir les cotisations sociales ; 2. incitations encourageant les chômeurs à accepter plus facilement des propositions d'embauche qui ne leur conviennent pas (contrôles variés, conditionnement des aides sociales à l'acceptation d'une offre, etc.) ; 3. facilitation de la mise en relation des offreurs et des demandeurs, notamment par le biais de politiques de formation des travailleurs et de flexibilisation des horaires (travail dominical) et des contrats (CDD, intérim, etc.).



Affiche du film « Le Chômeur de Clochemerle », de Jean Boyer, avec Fernandel, 1957.

Cette première approche a été adoptée dans les pays anglo-saxons depuis une trentaine d'années, en Allemagne au début des années 2000 avec les lois Hartz, avant d'être mise en œuvre dans la plupart des pays européens. Elle inspire aussi les exigences de « simplification du code du travail » formulées par le patronat français.

Dans la deuxième façon d'envisager le chômage, le problème ne découle pas d'un coût trop élevé du travail, mais de l'insuffisance des offres d'emploi. En bref, suggère-t-on dans ce cas, on ne peut pas trouver un emploi qui n'existe pas... Le rôle de l'État revient alors à favoriser la création de postes par le biais de politiques de soutien à la croissance (*voir « Dépenser pour relancer : des flux et des fuites »*). Comment ? En stimulant l'activité économique par la

consommation des ménages ou l'investissement public et privé, en vue de créer davantage de débouchés pour les entreprises. Une autre piste, qui peut être combinée à la première, consiste à réduire le temps de travail. Une troisième, à soutenir des filières de production spécifiques (liées à la transition énergétique, par exemple).



Anne Charlotte, en service civique dans une agence Pôle emploi, aide les demandeurs d'emploi dans leurs démarches, Darnétal, 2016. Photographie de Jean-Pierre Sageot.

Plutôt que d'embaucher des conseillers supplémentaires pour faire face à l'augmentation du nombre de chômeurs, Pôle emploi recrute des jeunes en service civique, payés moins de 600 euros par mois.

« Si nous nous proposons de libéraliser,  
l'expérience montre qu'il faut y aller

carrément. »

Michael Blumenthal, secrétaire américain du  
Trésor (1977-1979)

Dans la troisième perspective, enfin, les enjeux du travail dépassent la « simple » question de l'offre et de la demande. Ils renvoient au fonctionnement plus global du rapport salarial. Cette dernière famille d'analyses rejette l'idée selon laquelle travailleurs et employeurs seraient en position d'égalité. Dès lors, il revient à l'État d'intervenir pour compenser la subordination à laquelle les salariés se trouvent soumis. Le renforcement du droit du travail permet ainsi de « civiliser » le monde de l'entreprise, pour reprendre l'expression du juriste Alain Supiot, professeur au Collège de France. Parallèlement, le travail n'est plus seulement perçu comme un revenu mais comme un élément clé de l'insertion de chaque citoyen dans la société.

**François-Xavier Devetter**

Maître de conférences en économie à l'université Lille-1. Coauteur de *Du Balai. Essai sur le ménage à domicile et le retour de la domesticité*, Raisons d'agir, 2011.

V. L'emploi, à quel prix ? • Manuel d'économie critique

---

## Le bonheur est dans la courbe

L'économie néoclassique repose sur trois totems : un arc de cercle, une croix, une colline. Cette religion préside aux destinées d'Éolibéralie, une contrée dont les habitants sont sur le point d'accéder au bonheur universel. Suivons l'un d'eux, Max, actuellement à la recherche d'un emploi.

---

PAR GUILLAUME BAROU & HÉLÈNE RICHARD

---

## LE BONHEUR EST DANS LA COURBE

Avec :  Max le maximisateur

 La main visible du marché

 Le poing archaïque de la lutte



Dans son hamac... Max le maximisateur ne fait rien. C'est à ce que nous, les néoclassiques, appelons le « bœuf ».



La sieste n'est pas gratuite. Chaque heure qu'il y consacre prive Max du salaire qu'il pourrait gagner sur le marché du travail. C'est ce que nous appelons le « coût d'opportunité » du repos.



Coup de Téléphone : le Pôle emploi a proposé du travail à Max.



En théorie, la loi de l'offre et de la demande détermine des rémunérations pour éradiquer le chômage, mais en réalité, il n'en est rien, encore en Économie classique : nos indénombrables chômeurs demeurent trop généralement...



C'est ce que nous appelons des « trappes d'associalité ». Ainsi Max refuse une offre d'emploi qui lui offre plus d'heure, car il reçoit des allocations chômage de 7 euros par heure.



La proposition de rester à chômage : Max est juste à l'inverse : pas pour l'intérêt du poste - il travaille n'a aucun intérêt et nous parlons de « désintérêt » - mais pour consommer.



Max n'aime qu'une chose : les hamburgers. Ses biens dans la vie ? Il aime aussi les vacances, mais il préfère une chaise longue toucher la mer qu'en peu moins de satisfaction que la précédence. Nous disons que son « utilité marginale » est décroissante.



Max veut bien travailler quatre heures, mais son patron Pierre Gâteau ne souhaite l'enboucher que trois heures, ou-déjà, Max n'est plus assez productif.

Graphique de l'offre et la demande

Graphique Utilité marginale décroissante

Graphique Productivité marginale décroissante

L'économie néoclassique repose sur trois totems : un arc de cercle, une croix, une colline. Cette religion préside aux destinées d'Écolibéralie, une contrée dont les habitants sont sur le point d'accéder au bonheur universel. Suivons l'un d'eux, Max, actuellement à la recherche d'un emploi.



Pourquoi ? Parce qu'il existe un salaire minimum imposé par le Conflit des classes : le salaire de rémunération, les travailleurs les moins qualifiés ne sont pas rentables, donc pas employables. Voilà la cause du chômage !



Mais NON ! Les entreprises n'embuchent que le leur combat de commandes débordé. Abîme le smic aggrave le problème en réduisant la consommation : qui achètera vos produits ?



À la fin de sa demi-journée de travail, Max a englouti deux kilos de boeuf, dont l'hamburger produit du méthane, consommé énormément d'eau, pousse à la déforestation. Il se sent coupable : que faire ?



Attendez ! L'« effet revenu » imprime un effet de levier au profit de cette théorie de salaire pour travailler moins en gagnant plus.



Max verse 10 hamburgers par mois au Trésor public, mais il gagne 12 euros par mois. Il va au bar Focal : Max s'offre les services d'un avocat pour frauder - pardon ! optimiser sa fiscalité. « Trop d'impôt sur l'impôt », explique notre ami Arthur Laffer.

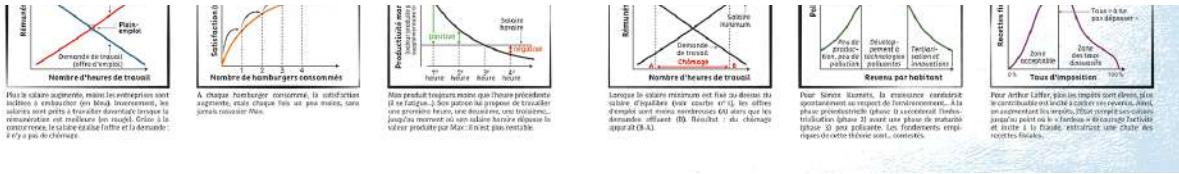


Tout fonctionne donc à merveille en Écolibéralie. Mais si notre contrée irait encore mieux sans syndicats ni droit du travail.

Graphique Chômage insécurisé

Graphique Courbe de Kuznets

Graphique Courbe de Laffer



Pour le salaire augmente, mais les entreprises sont incitées à embaucher (en bleu). Inversement, les salariés sont privés de travailler davantage lorsque la rémunération diminue (en bleu). Mais lorsque le salaire diminue, le salaire établit l'offre et la demande : il n'y a pas de décalage.

A chaque hamburger consommé, la satisfaction augmente, mais plus un peu moins, sans jamais toutefois être finie.

Un produit toujours moins que l'heure précédente (il ne fatigue). Ses parents lui proposent de travailler une heure de moins, une heure de plus, une heure... jusqu'à ce qu'il ne puisse plus produire que la moitié de la valeur produite par Max : il n'est plus rentable.

Lorsque le salaire diminue, il faut au moins de salaire d'équilibre (aux couleurs en bleu), les offres d'emploi sont moins nombreuses (dans les couleurs en rouge) : le chômage - ou chômage apparu (S.A.)

Pour Sir John Hume, la croissance contribue spontanément au respect de l'environnement... A la place, progressivement, devant la nécessité d'entreprendre des réformes, on voit apparaître de nouvelles idées : 30% de préférence aux énergies renouvelables et 100% de recyclage à la finale, extrait une partie des ressources finales.

**Guillaume Barou & Hélène Richard**  
Respectivement responsable du site Internet et  
journaliste au *Monde diplomatique*.

## V. L'emploi, à quel prix ? • Manuel d'économie critique

---

AVANT, AILLEURS

### **L'embauche à la veille de la révolution française**

En émancipant le prolétariat urbain de la tutelle des corporations, la Révolution française pose les bases d'un marché du travail libéral. Ambiguë, elle favorise l'esprit d'indépendance tout en interdisant les syndicats ouvriers. Un siècle plus tard, les salariés sont parvenus à s'organiser en de puissants syndicats. Leur statut n'en rime pas moins avec subordination au travail.

---

PAR HÉLÈNE RICHARD

---



Sarah est boulangère, elle se prépare à quitter son petit village de 43 habitants pour entreprendre la traditionnelle « Wanderschaft », un voyage de trois ans. Allemagne, 2011. Photographie de Chiara Dazi.

Les *Wandergesellen* allemands sont des artisans voyageurs qui observent un rite de passage vieux de huit cents ans. À la fin de leur période d'apprentissage, les jeunes partent avec un peu d'argent en poche. Ils voyagent grâce aux rémunérations qu'ils perçoivent en pratiquant leur artisanat, sans revenir à moins de 50 kilomètres de chez eux. À leur retour de ce périple de trois ans et un jour, ils sont devenus des compagnons de plein droit.

© Chiara Dazi.

L'affaire est conclue ! À l'issue de l'entretien d'embauche, le directeur des ressources humaines de l'entreprise Equity décide de recruter Christine M. comme chef de produit. Son contrat de travail détaille sa rémunération et les tâches que devra effectuer la future salariée, sous l'autorité d'un directeur d'agence. Le marché du travail n'a pourtant pas toujours existé sous cette forme.



Reproduction par Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879) d'un des vitraux du XIII<sup>e</sup> siècle de la cathédrale de Chartres illustrant l'histoire de la construction au Moyen Âge. On y trouve plusieurs symboles maçonniques.

© Selva / Leemage.

Sous l'Ancien Régime, l'entrée dans un métier s'effectue à l'issue d'un long parcours, plus social qu'économique. Pour exercer une profession, tout individu doit passer sous les fourches Caudines des corporations. Ces groupements rassemblent des artisans ou des marchands spécialisés qui s'unissent pour réglementer leur profession, défendre leurs intérêts et limiter la concurrence sur les marchés urbains. En vertu d'autorisations appelées « lettres de patente » (ou « de maîtrise »), le pouvoir monarchique leur octroie un monopole, en échange de quoi les corporations

assurent le contrôle de la qualité des produits, certaines fonctions de police et la formation des apprentis. En 1785, jusqu'aux deux tiers de la population adulte masculine sont regroupés dans plus de cent vingt communautés de métier. Les « six corps » sont les plus prestigieuses : drapiers, épiciers, merciers, pelletiers, bonnetiers, orfèvres. Mais les horlogers, les marchands de vin, les corsetiers, les selliers ont aussi leur jurande (corps de métier disposant d'une personnalité juridique propre).

## Célébrations de Saint Paul

« *Être artisan était bien plus qu'un travail, c'était une identité* », souligne l'historien David Garrioch en se penchant sur le parcours du cordier Étienne Binet. Après quatre ans d'apprentissage chez un maître, celui-ci acquiert une expérience en province comme compagnon. Pour prétendre aux rares places de maître qui sont ouvertes chaque année, il peaufine son chef-d'œuvre, un ouvrage élaboré et décoratif qui établit sa compétence. S'il passe l'épreuve, il doit s'acquitter des droits d'entrée de 124 livres : une fortune ! Ce n'est qu'après ce parcours du combattant que Binet peut s'installer à son compte en promettant de ne pas appliquer des tarifs inférieurs à ceux des autres cordiers et de participer aux cérémonies religieuses organisées par sa corporation, notamment aux funé-railles et aux célébrations de saint Paul, leur saint patron.

## Au XIX<sup>e</sup> siècle, le contrat de travail prend appui sur le statut des gens de services

Si les maîtres sont égaux entre eux, la corporation organise leur domination sur les compagnons. Elle pousse ces derniers à améliorer indéfiniment leurs chefs-d'œuvre, extorque des droits d'entrée prohibitifs et des dépenses somptuaires – comme des dîners offerts aux dirigeants de la corporation. On entend déjà gronder contre les priviléges des maîtres... « *Non contents d'avoir amassé des fortunes énormes aux dépens des pauvres manœuvres, ces avides oppresseurs, liqués entre eux, font courir contre nous d'atroces libelles* », écrivaient en juin 1791 des ouvriers du bâtiment dans le journal *L'Ami du peuple*.



Portrait de Shehada, luthier à l'école de musique d'Al-Kamandjati, Ramallah, Palestine, mai 2014.  
Photographie de Didier Bizet.

Crée par le violoniste palestinien Ramzi Aburewan, l'association Al-Kamandjati vient en aide à des écoles de musique en Cisjordanie, notamment à travers l'envoi d'instruments récupérés. Elle a par ailleurs récemment permis à Shehada Shelaldeh, un jeune de 24 ans, de séjourner auprès du maître luthier Patrick Robin et de devenir le premier luthier palestinien spécialisé dans les violons et violoncelles.

© Didier Bizet / Hans Lucas.

**La Révolution française accouche finalement de la loi Le Chapelier de 1791, une législation fort ambiguë du point de vue de l'émancipation ouvrière.** Au prétexte d'abolir les corporations, elle interdit les syndicats ouvriers, ce qui lui vaut ces mots de Jean Jaurès : « *Voilà cette loi terrible (...) qui, sous une apparence de symétrie entre les entrepreneurs et les ouvriers, ne frappe en réalité que ceux-ci.* » Néanmoins, « *l'abolition de toutes les instances de régulation corporative (...) [fut vécue] intensément comme une émancipation ouvrière effective* », nuance l'historien Alain Cottreau. Un vent frondeur soufflera près d'un siècle sur le monde ouvrier français. Si un travailleur anglais risque la prison en quittant de manière irrégulière son poste de travail, ses homologues français jouissent d'une plus grande indépendance. La plupart des ouvriers qualifiés sont des « loueurs d'ouvrage » : le patron rémunère le *résultat* du travail de l'ouvrier et non leur conduite. Même s'il travaille dans l'atelier du patron, il n'est pas son subordonné. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que naît la notion de « contrat de travail » dans la doctrine juridique française. Prenant appui sur les statuts des « gens de service » (domestiques), cette nouvelle notion va durablement faire rimer salariat et lien de subordination... comme le découvrira bientôt Christine, la nouvelle recrue d'Equity.





## UN STAGE DE CAPITALISME

Passer de la Corée du Nord au Sud n'a rien d'un voyage touristique. Le principal danger est d'ordre physique, car il faut survivre à l'opération sans tomber dans les griffes de la police ou des réseaux de prostitution. Une fois franchi l'obstacle et affrontés les services secrets sud-coréens, qui vérifient qu'ils n'ont pas affaire à un espion, restera l'ultime épreuve : apprendre à penser capitaliste. Pendant douze semaines, les transfuges (c'est comme cela qu'on les appelle) sont rassemblés dans un internat aux allures de camp de rééducation, Hanawon, où ils apprennent les bienfaits de l'économie de marché. Comme le confesse le directeur du centre le plus tranquillement du monde, « *on leur enseigne le capitalisme* ». Par petits groupes dûment encadrés, les élèves vont jusqu'au marché local apprendre à acheter, en partant du principe que la consommation est le début de l'intégration, ce qui leur a forcément échappé dans leur pays d'origine. Hier ingénieur de haut vol, krach de l'informatique, ouvrier qualifié ou simple paysan, les nouveaux pensionnaires sont tous logés à la même enseigne, considérés comme des analphabètes du monde contemporain (entendez capitaliste). On leur apprend donc à ouvrir un compte en banque (jusque-là, tout va bien), à payer avec une carte bancaire (normal), à bien se comporter dans le travail (c'est déjà différent), à intégrer la culture d'entreprise (nous y voilà), enfin à apprécier le rôle essentiel de l'entreprise privée, car, selon la formule consacrée « l'État ne peut pas tout ». En Corée du Sud, on peut même dire qu'il ne peut pas grand-chose... Une fois la

rééducation achevée et les esprits bien formés, les trois quarts des nouveaux venus, quelle que soit leur formation d'origine, finiront dans les pires emplois. On appelle cela le retour sur terre.

**Hélène Richard**  
Journaliste au *Monde diplomatique*.

## V. L'emploi, à quel prix ? • Manuel d'économie critique

---

AUTRES POSSIBLES

### **Un revenu garanti pour dépasser le salariat**

Le modèle néolibéral n'offre guère que deux options : perdre sa vie à la gagner, pour les salariés ; rêver de pouvoir le faire, pour les chômeurs... La quête de sens, portée par une contestation grandissante de l'organisation actuelle de la société, a favorisé l'émergence d'une proposition : le versement d'un revenu garanti universel, indépendant du travail rémunéré, que chacun serait libre d'accepter ou non.

---

PAR MONA CHOLLET

---



« Private/State », installation d’Ole Häntzschel, graphiste spécialisé dans la mise en scène de données, dans le cadre de l’exposition « L’Argent par-delà le bien et le mal », Lenzburg, Suisse, 2016.

Le 5 juin 2016, en Suisse, l’initiative populaire « Pour un revenu de base inconditionnel » a été rejetée par 77 % des voix. Elle a néanmoins permis d’ouvrir un débat national sur des questions de fond : le travail n’occupe-t-il pas une trop grande place dans nos vies ? Peut-on encore espérer atteindre le plein-emploi ? Des interrogations que le rejet du texte n’a sans doute pas fait taire pour toujours...

© Steffen Schmidt / Epa / Maxppp.



Affiche annonçant une manifestation en faveur d'un revenu de base, Zurich, 2016.  
DR.

« Que voudrais-je faire de ma vie ? » « À quelle(s) activité(s) ai-je envie de me consacrer, à la fois pour le plaisir que j'y prends et pour la contribution que cela me permet d'apporter à la société ? » Ces questions, seule une infime minorité peut s'offrir le luxe de se les poser. Pour les autres, si le désir entre dans les critères qui déterminent le choix d'un gagne-pain, ce sera dans une toute petite part, parmi mille autres plus décisifs : impossibilité d'accéder à la formation rêvée chez les pauvres, pression familiale chez les riches, souci de repérer les filières censées préserver du chômage... Le postulat selon lequel l'être humain serait mû avant tout par l'appât du gain légitime ce renoncement. Or même des salariés vendant des crédits à la consommation éprouvent le besoin de se persuader que leur travail sert la collectivité ; besoin que le discours managérial ne se prive pas d'exploiter, alimentant le règne du simulacre généralisé.



« L’Illumination », sculpture de Jean Tinguely et Niki de Saint-Phalle, 1988.  
© Christian Beutler / Keystone / Maxppp.

Donner enfin droit de cité à ces questions existentielles, faire advenir le saut de civilisation que cela représenterait, c'est ce que se propose de faire l'utopie du revenu garanti tel que le conçoivent les progressistes. Chacun recevrait tous les mois une somme suffisante pour vivre, tout en étant libre d'y ajouter, s'il le souhaite, un travail rémunéré qu'il apprécie ou qui lui fournit des moyens plus substantiels.

À chacun le bénéfice de vivre dans une société enfin débarrassée de la pauvreté

Ainsi, il lui serait possible de réaliser – seul ou en groupe – des tâches qu'il juge gratifiantes et utiles, mais pour lesquelles le marché du travail ne le paiera jamais ; d'étudier, d'élever ses enfants, de soigner un parent ou un ami malade, de ne rien faire... ou encore – cas de figure le plus probable – d'alterner entre toutes ces options. Certains demeureraient sur le marché du travail, par intermittence ou en permanence. D'autres en sortiraient, mais n'en continueraient pas moins de participer à la vie sociale, ou y participeraient même bien davantage. Du reste, même si leur participation se réduisait au strict minimum, assurer leur subsistance à travers le revenu garanti procurerait à chacun le bénéfice de vivre dans une société sans pauvreté.

# LAHDEN X JULISTE BIENNALE

LAHDEN TAIDEMUSEO VESIJÄRVENKATU 11 AVOINNA PÄIVITTÄIN 11-16

HTI X POSTER BIENNALE 12.6.-12.9.1993

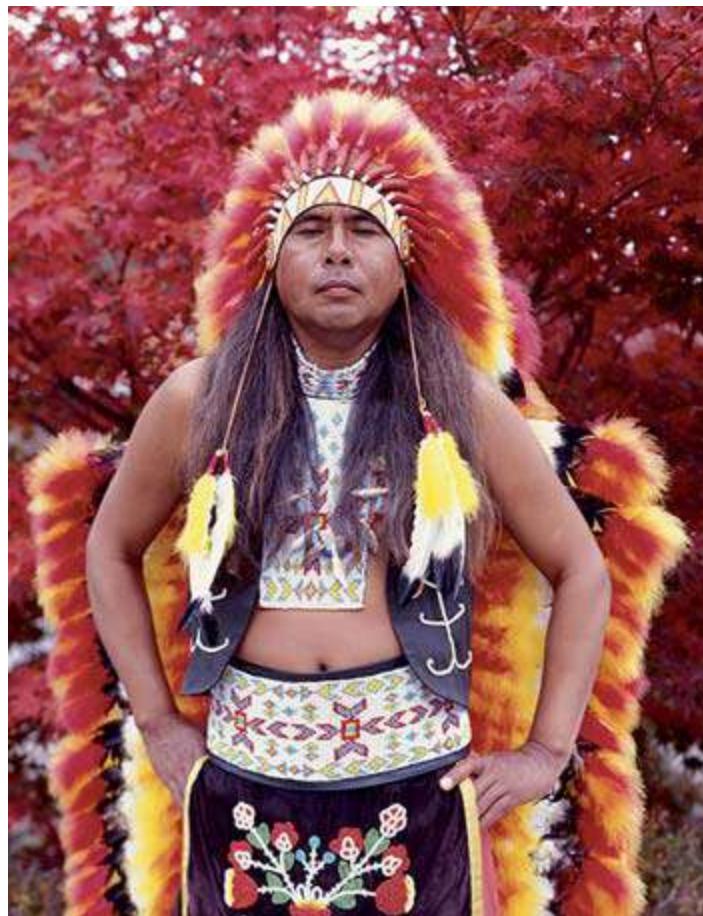
ART MUSEUM OPEN DAILY 11-16





Affiche de Martti Mykkänen pour la dixième biennale de l'affiche de Lahti, Finlande, 1993.  
Au pouvoir depuis avril 2015, le gouvernement finlandais de centre droit souhaite instaurer un revenu de base. Il en a toutefois une vision très éloignée de l'utopie des militants suisses. Il s'agirait avant tout de rationaliser le système de protection sociale dans un contexte d'austérité et de ramener les chômeurs vers le marché du travail. Cumulable avec un emploi, le revenu de base permettrait en effet de supprimer les trappes à inactivité, c'est-à-dire le risque de perdre des allocations, donc de voir son revenu baisser, lorsqu'on reprend un emploi. Tant la population que les partis d'opposition semblent largement acquis au projet. Une expérimentation de deux ans devrait être menée à partir de janvier 2017, avec un revenu de 550 euros – cumulable avec l'aide au logement – versé à dix mille personnes.

DR.



Portrait de Dennis Wolfe, Indien Cherokee, Caroline du Nord, États-Unis, entre 1980 et 1990.  
Photographie de Carol Highsmith.

En 1996, une tribu cherokee a instauré un revenu universel en y consacrant la moitié des profits du casino qu'elle exploite. Quinze mille personnes perçoivent désormais environ 10 000 dollars

(9 000 euros) par an. Chez les enfants, la mesure se serait traduite par de meilleurs résultats scolaires.

© Carol M. Highsmith / Library of Congress.

Le projet se heurte avant tout à une résistance des mentalités : d'un point de vue économique, il est parfaitement réalisable. Il impliquerait une remise à plat de la fiscalité et de la protection sociale, même si, dans ce second domaine, seules les prestations couvrant un même besoin que le revenu garanti disparaîtraient : les bourses étudiantes, par exemple, mais pas l'allocation aux adultes handicapés, qui n'a pas le même but.

En outre, on supprimerait les procédures et les contrôles – coûteux, mais aussi intrusifs et moralisateurs – que nécessite actuellement un dispositif comme le revenu de solidarité active (RSA). Cette perspective d'éradication d'un grand nombre de fonctionnaires fait d'ailleurs saliver les partisans d'un revenu garanti de droite, lesquels défendent, quoique sous le même nom, un projet antagoniste à celui décrit ici. Enfin, le simple abandon de l'objectif officiel du « plein-emploi » – ce Godot contemporain – permettrait de réaliser des économies considérables : que l'on songe seulement aux 30 milliards d'euros offerts au patronat en 2014 par M. François Hollande dans le cadre du « pacte de responsabilité »... sans le moindre résultat.

**Finlande, Namibie, Suisse...**



« Orchidée », sculpture de Justine Smith, 2012.

© Justine Smith.

À l'échelle d'un pays (Finlande, Namibie, Suisse), d'une ville (une trentaine de municipalités néerlandaises) ou d'une région (en France, l'Aquitaine), les projets d'expérimentation se multiplient. Non sans entretenir de dangereuses ambiguïtés : un revenu réellement suffisant libère du travail rémunéré ; à l'inverse, un montant trop bas oblige à accepter n'importe quel emploi pour subsister, et fonctionne donc comme une simple subvention aux entreprises, qui pourront payer moins leurs salariés. De quoi laisser songeur sur le potentiel destructeur d'une idée mise en œuvre trop vite, avant que les forces idéologiques et politiques

susceptibles de la porter sans la dénaturer soient parvenues à maturation.

**Mona Chollet**

Journaliste et cheffe d'édition au *Monde diplomatique*. Auteure de *Chez soi. Odyssée de l'espace domestique*, Zones, 2015.

## VI. Le marché ou la construction d'une évidence • Manuel d'économie critique

---

IDÉE REÇUE

### « La concurrence, gage d'efficacité »

« L'économie de marché est objectivement plus efficace que l'économie dirigée », expliquait l'éditorialiste français Guy Sorman dans un livre intitulé « La Solution libérale », en 1984. Avant de conclure : « Toute intervention extérieure au marché vient nécessairement diminuer sa performance. » Le marché comme gage d'efficacité : l'idée demeure puissante dans les discours publics. Cela invite à l'examiner.

---

PAR ÉLODIE BERTRAND

---



« Suspension », photomontage de Robert et Shana ParkeHarrison, 1999.

Le protocole de Kyoto (signé le 11 septembre 1997) jette les bases du marché du carbone. Celui-ci alloue aux entreprises des quotas d'émission : celles qui émettent moins peuvent revendre les droits dont elles n'ont pas fait usage. En 2008, le groupe ArcelorMittal a vu ses quotas accrus de 32 % (une hausse équivalant à 536 millions d'euros). Même si ses émissions en Europe ont crû entre 2005 et 2007, le groupe a perçu une plus-value de l'ordre de 800 millions d'euros en vendant ses quotas excédentaires. Ce qui ne l'a pas empêché de licencier six cents personnes en Belgique. Autre innovation du marché du carbone : les entreprises peuvent acheter des crédits d'émission dégagés par des projets de dépollution ailleurs dans le monde... au lieu de réaliser des efforts de réduction à la source. © Robert and Shana ParkeHarrison

*« La politique de concurrence contribue à stimuler l'esprit d'entreprise et la productivité, à élargir l'offre pour les consommateurs, à faire baisser les prix et à améliorer la qualité des biens et services », assure le site de la Commission européenne. La*

foi dans les vertus du marché se trouve au cœur de la construction européenne. Selon ce credo, la libre concurrence entre entreprises privées permettrait de laisser jouer la « loi de l'offre et de la demande » et de garantir ce que les économistes appellent l'« allocation optimale des ressources ».

Mettre un prix à ce qui n'en a pas, un moyen pour résoudre tous les problèmes

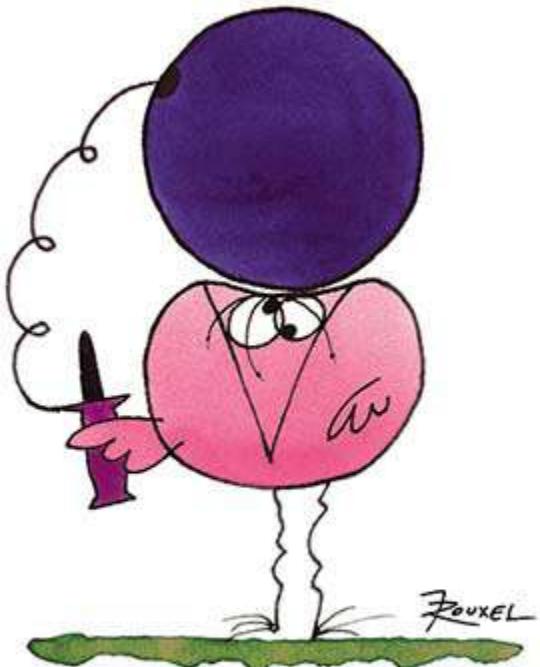
Les écoles classiques, puis néoclassiques (*voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*), ont pourtant admis qu'il existe trois domaines où les marchés dysfonctionnent et où une intervention active de l'État s'avère nécessaire : les biens collectifs, les monopoles naturels et les externalités. Définissons les termes. Le phare constitue l'archétype du bien collectif : tout bateau en bénéficie, même s'il n'a pas payé pour le service – une situation peu motivante pour le secteur privé.



Voie de chemin de fer désaffectée, La Arrocera, Chiapas, Mexique, 2009. Photographie de Toni Arnau.

En 1992, la Banque mondiale recommande au président mexicain Carlos Salinas de Gortari de privatiser les lignes de chemin de fer. Sans doute n'a-t-il pas fallu beaucoup insister : M. Salinas de Gortari fut l'artisan d'une immense braderie des sociétés et propriétés de l'État mexicain. Faute d'investissements, une partie du réseau est désormais inutilisée, sauf par les migrants en route vers les États-Unis.

© Toni Arnau / Ruido / Picturetank.



EN ESSAYANT CONTINUELLEMENT  
ON FINIT PAR RÉUSSIR. DONC:  
PLUS ÇA RATE, PLUS ON A  
DE CHANCES QUE ÇA MARCHE.

Dessin tiré de la série animée Les Shadoks, de Jacques Rouxel (1968-1973).  
© aaa production - Jacques Rouxel.

Exemple parfait de monopole naturel : le transport ferroviaire, qui nécessite des infrastructures importantes. Les coûts fixes (installation des rails, des barrières automatiques, etc.) s'avèrent trop élevés pour que diverses petites entreprises les engagent chacune de leur côté. Enfin, par externalités on entend les répercussions de l'activité d'un agent économique sur les autres sans que celles-ci donnent lieu à une contrepartie monétaire. Or les entreprises privées n'ont pas intérêt à produire des externalités positives, telles que la recherche fondamentale, puisqu'elles n'en perçoivent pas de bénéfices sonnants et trébuchants. Au contraire, elles sont incitées à dégager des externalités négatives en quantité (comme la pollution), puisqu'elles n'en supportent pas les coûts.



Phare de White Shoal, Mackinaw City, Michigan, États-Unis.

Le phare constitue a priori un bien collectif : chacun en profite sans avoir à le posséder. Il illustrerait donc le rôle de l'État dans l'économie. Pas pour l'économiste britannique Ronald Coase (1910-2013), lauréat du « prix Nobel d'économie » en 1991 : dans un article de 1974, il défend la propriété privée des phares, comme au XIXe siècle au Royaume-Uni. L'intérêt de la régulation de l'activité économique à ses yeux ? Aucun.

DR

Beaucoup d'économistes conviennent donc que, même en économie de marché, l'État doit d'une part subventionner ou prendre en charge les externalités positives et, de l'autre, taxer ou réglementer les négatives. Beaucoup, mais pas tous : pour les néolibéraux, les défaillances des États seraient plus graves encore que celles des marchés. Il faudrait donc compenser les échecs du marché par... plus de marché. Ainsi, depuis les années 1970, les politiques néolibérales visent à privatiser les biens collectifs, à ouvrir les monopoles à la concurrence et à instaurer des échanges marchands permettant de donner un prix aux externalités. Une des premières expériences modernes de privatisation accompagnée d'une ouverture à la concurrence a été celle des chemins de fer au Royaume-Uni, en 1996. Conséquence ? Une hausse des prix et une chute des investissements et des dépenses de maintenance. Quatre accidents ferroviaires graves se sont produits dans les années qui ont suivi. Autre exemple : soucieuse de réduire la pollution, l'Union européenne s'est dotée d'un marché du carbone, en 2005. Elle a fixé une quantité globale de pollution à ne pas dépasser, puis attribué des quotas aux industriels. Soumettre l'unité de CO<sub>2</sub> à la « loi de l'offre et de la demande » devait faire émerger un prix du carbone à la hauteur des objectifs de réduction des émissions. Or le nombre de quotas (les montants étant fixes) distribué s'est avéré trop élevé, conduisant le prix du carbone à tomber régulièrement à un niveau trop faible pour inciter à réduire les émissions. Les effets de la création d'un marché sont difficiles à prévoir, alors que ceux des

solutions réglementaires sont beaucoup plus sûrs. Si les émissions de CO<sub>2</sub> ont finalement diminué, on le doit davantage à la crise économique et aux incitations au développement des énergies alternatives.

Derrière ces politiques, on trouve la croyance selon laquelle mettre un prix à ce qui n'en a pas résoudrait les problèmes. Une notion contestée. L'universitaire Richard Titmuss a montré en 1970 que, dans les pays où le « don » de sang était rémunéré, l'offre se réduisait cependant que les épidémies liées aux transfusions augmentaient. En remplaçant la motivation altruiste par l'incitation financière, la création d'un marché avait dévalorisé le don et dissuadé des donneurs potentiels.

**Élodie Bertrand**

Chargée de recherche en économie au CNRS. A codirigé *The Elgar Companion to Ronald H. Coase*, Edward Elgar Publishing, 2016.

## L'extension du domaine du marché

Du groupe britannique The Beatles à l'auteur « beat » Jack Kerouac, on a souvent insisté sur les bienfaits de tout ce que l'argent ne peut acheter. Mais pendant que les artistes célébraient la supériorité des émotions sur le marché, ce dernier a discrètement conquis de nouveaux territoires. À tel point qu'il est devenu délicat de déceler les espaces qui lui échappent encore.

---

PAR LAURA RAIM

---



200 € • Paris • « Je vends mes bottes de fabrication italienne. Modèle unique taille 41 en très bon état. Élégantes, elles sont parfaites pour les concours. »

Dans sa série *Affaires privées*, le photographe Thierry Bouët a fait le portrait de vendeurs d'objets insolites sur le célèbre site Le bon coin. L'ensemble a été publié en 2015 sous le même titre.

© Thierry Bouët.



45 € • Paris • « Perruque quasi neuve ayant servi à un sosie professionnel. Elle reprend la coupe mythique de Michael Jackson de la période de ses albums « History » et « This Is It ». Taille unique, réglable avec un élastique à l'intérieur. »

© Thierry Bouët.

Tout s'achète, ou presque. Un chèque de 500 000 dollars permet d'offrir une carte de séjour aux États-Unis. Le droit de tuer un rhinocéros noir menacé d'extinction en Namibie coûte 350 000 dollars. Le recours à une mère porteuse indienne se paie 6 250 dollars. Tout se vend aussi : louer son front à un annonceur rapporte 777 dollars, servir de cobaye à une firme pharmaceutique, 7 500 dollars, et patienter toute la nuit dans une file d'attente à la place d'un lobbyiste souhaitant assister à une audience parlementaire, 15 dollars l'heure.

Certes, les marchés existaient bien avant le capitalisme. La société romaine du IIe siècle de notre ère disposait par exemple d'une économie commerciale très développée, tout en reposant sur un mode de production esclavagiste. Mais la marchandise connaît son plein épanouissement dans le cadre du capitalisme. Selon la thèse de Karl Polanyi, la nécessité, dans la seconde moitié du XIXe siècle, d'amortir le coût des nouvelles machines implique que l'industrie puisse se procurer un flux ininterrompu de travail, de terre et de monnaie, trois éléments qui doivent donc être organisés sur des marchés. Le problème, soutient l'économiste hongrois, c'est que ce sont des « *marchandises fictives* », n'ayant pas été « *produits pour la vente* ». « *Le travail n'est que l'autre nom de l'activité économique qui accompagne la vie elle-même (...), et cette activité ne peut pas non plus être détachée du reste de la vie, être entreposée ou mobilisée ; la terre n'est que l'autre nom de la nature, qui n'est pas produite par l'homme ; enfin, la monnaie réelle est simplement un signe de pouvoir d'achat.* » C'est dans ce mouvement de marchandisation que le capitalisme, en tant que « société de marché », voit le jour. Au terme d'un triple processus d'unification, d'extension et d'émancipation, le marché s'est alors « désencastré » du reste de la société au point de la dominer, les exigences économiques subordonnant pour la première fois de l'histoire toutes les autres.



32 000 € • Sartrouville • « Constructeur vend son avion : modèle Lucas L7 métallique, moteur Lycoming 0-320 à carburateur de 160 CV, triplace avec soute (largage possible) 650-930 kg, croisière 180-200 km/h. Primé RSA à Vichy en 2006. Tableau de bord bien équipé. »  
© Thierry Bouët.



6 000 € • Paris • « Vends très belle cage faite sur mesure par l'atelier Devineau (qui travaille pour Chanel et Hermès), de dimension 1,90 x 1,60 mètre. »  
© Thierry Bouët.

## Accélération dans les années 1980

UNE MAISON DE MACON..  
UN PONT DE MACON..



19 septembre 1987 - Droit de réponse.

Caricature de Francis Bouygues par Wiaz, réalisée pendant l'émission « Droit de réponse » du 19 septembre 1987.

Michel Polac, le producteur de l'émission, se fera renvoyer après avoir lu cette légende en direct. Lors des auditions préparatoires à la privatisation de TF1, en 1986, la société Bouygues (candidate victorieuse) présente son programme comme le « mieux-disant culturel ». Quelques années plus tard, son PDG Patrick Le Lay décrira autrement la mission de TF1 : vendre « *du temps de cerveau humain disponible* ».

Depuis ce coup de force inaugural, le développement historique du capitalisme se traduit par une extension continue du marché, la recherche de plus-value conduisant le capital à conquérir sans cesse de nouveaux territoires. La phase néolibérale, ouverte à partir des années 1970, se caractérise par l'intensification de cette logique. En témoignent, en France, la privatisation dans les années 1980 d'entreprises nationales considérées jusqu'alors comme relevant du service public, mais aussi la création de toutes pièces de nouveaux marchés supposés résoudre des problèmes parfois sans rapport avec l'économie.

C'est ainsi que, pour répondre à l'augmentation de la pollution, les États ont mis sur pied un marché permettant d'échanger des quotas d'émission de CO<sub>2</sub> (*lire « “La concurrence, gage d'efficacité” »*). La marchandisation a également commencé à pénétrer des sphères que l'on a longtemps crues réfractaires à sa

logique, notamment parce qu'elles concernent le vivant ou l'intime : des « biens immatériels » comme les idées (avec l'explosion du nombre de brevets), l'éducation, la culture, mais aussi la nature (titres financiers sur les gènes, la pluie, etc.).

Dans la recherche publique, des évaluations pour aiguillonner la concurrence entre chercheurs



Affiche du film « Jour de fête », réalisé par Jacques Tati, 1949.  
DR.

Existe-t-il des limites morales à ce que l'argent doit pouvoir acheter ? Le vote d'un citoyen ou un prix honorifique, par exemple, perdent leur valeur s'ils sont monnayés. D'autres choses ne sont pas dégradées par l'acte de vente, mais leur commerce pose néanmoins un problème éthique : dans les pays où il est légal d'acheter un rein, il s'agit d'exploiter la détresse économique du vendeur, qui n'est que très partiellement « volontaire ». Le philosophe américain Michael Sandel estime ainsi que certains biens ne peuvent faire l'objet d'une transaction sans être immédiatement dénaturés.

Mais cette marchandisation de la société s'étend aujourd'hui bien au-delà de la sphère monétaire, la logique de la concurrence étant érigée comme norme générale pour toutes les activités humaines et sociales. Comme l'ont analysé Pierre Dardot et Christian Laval, même là où il n'existe ni marché ni marchandise, comme par exemple dans la recherche publique en France, la pratique néolibérale introduit des dispositifs d'évaluation qui visent à créer de la concurrence entre chercheurs et à imiter la sanction du marché.



## DÉMOCRATIE MAIS PAS TROP

Économiste libertarien et chroniqueur pour le magazine *Business Week*, Robert J. Barro a couché ses réflexions sur le lien entre démocratie et croissance dans son livre *Getting It Right* (1996). Un lien « ambigu », estime-t-il. D'un côté, la démocratie stimule la

croissance par rapport aux autres régimes en apportant « *l'État de droit, le libre marché, de faibles dépenses publiques et un haut niveau de capital humain* ». Mais, une fois ces éléments acquis, les choses se gâtent : « *Un accroissement des libertés politiques provoque alors un effet globalement négatif (mais faible) sur la croissance* », car, en démocratie, « *la majorité a tendance à voter en faveur de programmes sociaux qui redistribuent les revenus des riches vers les pauvres* », lesquels impliquent une augmentation des impôts et donc « *une réduction des incitations à l'investissement, à l'effort, à la croissance* ». Plus ou moins résigné à subir ce fléau aux États-Unis et en Europe, Robert Barro se montre bien résolu à en juguler la contamination. « *Cette analyse a des implications sur l'opportunité d'exporter les institutions démocratiques. (...) Les pays occidentaux contribueraient davantage au bien-être des nations pauvres en exportant leur système économique, en particulier le droit de propriété et le libre marché, plutôt que leurs systèmes politiques.* »

### **Laura Raim**

Journaliste. Coauteure de *Casser l'euro pour sauver l'Europe*, Les Liens qui libèrent, 2014.

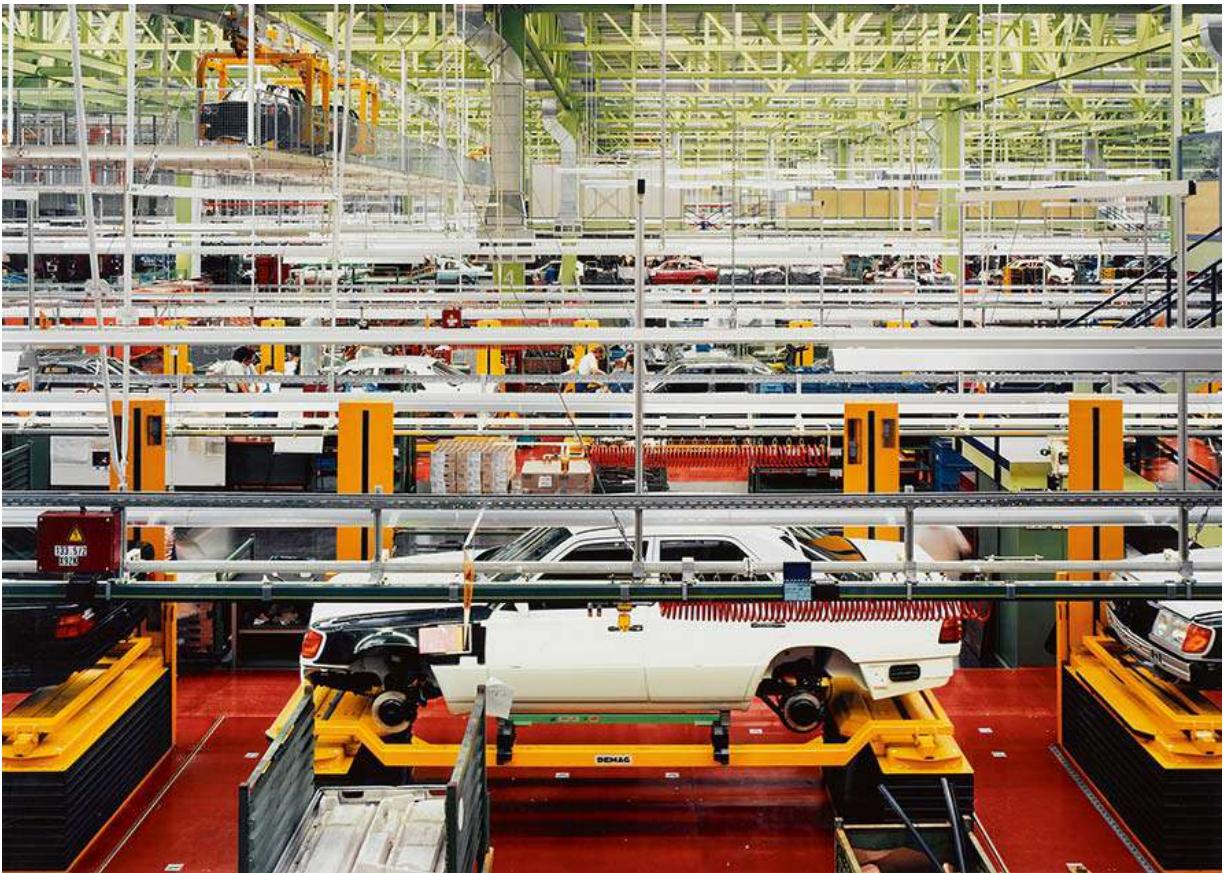
## **Le poing de l'État au service de la main invisible**

La promotion du marché s'opère en général sur la base d'une critique a priori de l'État, jugé pataud, dispendieux, voire corrompu. Il s'agirait de souffler dans les voiles du premier en contenant le second. Il en va cependant tout autrement : la concurrence repose sur une galaxie d'institutions façonnée par l'État, comme le souligne l'ordolibéralisme, le courant libéral allemand.

---

PAR FRÉDÉRIC FARAH

---



Site de production Mercedes à Rastatt, Allemagne, 2006. Photographie d'Andreas Gursky.  
© Andreas Gursky / Photo Centre Pompidou, MNAM-CCI, dist. RMN-Grand Palais / Bertrand  
Prévost / Courtesy Sprüth Magers Galerie, Cologne © ADAGP, Paris 2016 / Courtesy Sprüth  
Magers, Berlin London.

La Commission européenne a ouvert en février 2016 une enquête contre Intermarché. Le tort de l'enseigne ? S'être accordée avec sa concurrente Leclerc pour acheter le porc à un prix plancher, comme le réclamaient les éleveurs français. Cette décision serait « *discriminante vis-à-vis des pays tiers* », autrement dit une entrave à la concurrence étrangère. C'est par des interventions comme celles-ci que la concurrence « libre » et « non faussée » célébrée dans les traités européens est façonnée et préservée au quotidien.

Il s'agit là de l'héritage de l'ordo-libéralisme, une école de pensée née en Allemagne après la crise ouverte en 1929. Le libéralisme fait alors l'objet d'une entreprise internationale de refondation, qui se déploie sous l'appellation de « néolibéralisme ». Les deux principes fondamentaux du sous – courant « ordo » sont la concurrence libre et la stabilité monétaire. Mais il ne suffit pas de « laisser faire, laisser passer », comme le voulait le libéralisme classique du XIXe siècle. « *n a prétendu sérieusement que l'économie de marché réglée par la concurrence représentait un "ordre naturel" qu'il suffisait de libérer de toutes les entraves et de toutes les interventions pour qu'elle fonctionne normalement*, écrit en 1939 l'économiste Wilhelm Roepke, qui, après Walter Eucken, a formalisé les bases de ce courant. *Avec la foi naïve et caractéristique du siècle des Lumières, on prenait pour une plante naturelle ce qui n'était en réalité qu'un produit artificiel et combien fragile de la civilisation.* »

Gunst und Kultur im November:

Sonntag 18.11. „academixer“ - Leipzig

Montag 19.11. Lore Lorentz und Mathias Richling

Dienstag 20.11. Harald Schmidt  
Freitag 23.11. Herkuleskeule - Dresden

Samstag 24.11. Gerhard Polt

## 7 Tage Kabarett in Düsseldorf

# Immer nur hächeln!

Vorverkauf  
und an den bekannten Vorverkaufsstellen  
in der Komimadchen-Kunsthalle  
täglich ab 12 Uhr  
Telefon 32 54 28 und 32 94 43

## Düsseldorfer Kabarett-Tage

Eine Veranstaltung der Stiftung Kunst und Kultur  
des Landes Nordrhein-Westfalen  
in Zusammenarbeit  
mit dem Komimadchen Düsseldorf

## im Komimadchen

Vorstellungsbegrenzung

jeden Abend um 20.30 Uhr



Affiche d'Uwe Loesch pour « Continuez juste à peindre ! », un spectacle de cabaret politique et satirique, Düsseldorf, 1991  
© Uwe Loesch.

Le marché procède ainsi d'un choix politique fondamental. Pour neutraliser les cartels mais également éviter le chaos économique, il revient à un État – minimal mais suffisamment fort – d'aménager le cadre juridique, technique, social, moral, culturel, et de faire respecter aux opérateurs privés et publics les « règles du jeu » garantissant le bon fonctionnement d'un marché où prix et salaires sont flexibles. Une fois l'ordre concurrentiel constitué, l'action gouvernementale doit lui rester subordonnée.

## Préoccupations sociales ?

Après la seconde guerre mondiale, la théorie se trouve mise en pratique dans une Allemagne de l'Ouest traumatisée par l'hyperinflation des années 1920 et soumise à l'influence des États-Unis. L'ordolibéralisme y est constitutionnalisé sous la forme d'une « économie sociale de marché », mais l'adjectif « sociale » est ici trompeur : « *Son caractère social*, précise en 1948 l'économiste Alfred Müller-Armack, inventeur de la formule, *réside dans le fait qu'elle est en situation de proposer une masse diversifiée de biens de consommation à des prix que le consommateur peut contribuer à déterminer par la demande.* » Pas plus qu'ailleurs le marché ne s'encombre donc ici de préoccupations « sociales » (touchant à l'emploi, aux conditions de travail, etc.).

Veillant au respect de l'ordre concurrentiel,  
la Commission européenne jouit de  
pouvoirs exceptionnels



Logo du syndicat allemand de la métallurgie IG Metall (IGM).

Pierre angulaire du « modèle allemand », la cogestion institue un équilibre entre le pouvoir des salariés et celui des actionnaires. Les représentants du personnel ayant une place importante dans les conseils d'administration, cela n'a surpris personne que l'ancien président du puissant syndicat IG Metall Berthold Huber soit nommé président par intérim du conseil de surveillance de Volkswagen en 2015.

En réalité, l'influence de l'ordolibéralisme fluctue en Allemagne selon les périodes. Elle recule par exemple en 1969 avec l'arrivée du social-démocrate Willy Brandt (1969-1974), mais revient de nouveau en force à partir de 1998 sous Gerhard Schröder (1998-2005). L'idéologie imprime sa marque sur la construction européenne dès le traité de Rome de 1957, qui affirme « *l'établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le Marché commun* » et consacre la libre circulation

des marchandises, des personnes, des services et des capitaux. Une nouvelle institution, la Commission européenne, veille au respect de cet ordre concurrentiel. Principal moteur de l'intégration européenne, elle dispose d'un pouvoir exceptionnel, conforme à la logique ordolibérale consistant à donner à une instance « technique » le pouvoir d'imposer les règles du jeu et le cadre.

Les traités successifs prolongent cette logique en s'attaquant aux obstacles résiduels à la réalisation d'un ordre concurrentiel. L'euro s'inscrira dans l'exigence ordolibérale de stabilité monétaire, tout comme l'opiniâtre destruction de la politique agricole commune, dernier bastion subventionné qui entachait la toile concurrentielle, et la constitutionnalisation de la rigueur budgétaire (avec l'adoption de traités comme le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance [TSCG] en 2012).

### **Frédéric Farah**

Professeur de lycée en sciences économiques et sociales, chargé de cours à l'université Paris-I.  
Coauteur de Tafta. *L'accord du plus fort*, Max Milo, 2014.

## Droit du travail en vigilance orange

Entre des employeurs désireux de discipliner la main-d'œuvre et des salariés cherchant à limiter le pouvoir patronal dans les entreprises, le droit du travail est, dès sa naissance, un champ de bataille. Ce schéma vise à en suivre l'évolution en France au gré des rapports de forces. Il représente, du point de vue des salariés, les avancées sociales et les reculs dans cinq domaines de cette législation, du milieu du XIXe siècle à nos jours. La montée du chômage de masse au début des années 1980 a placé le salariat sur la défensive. Si quelques luttes continuent à porter leurs fruits (comme sur l'égalité professionnelle), les droits reculent ailleurs. Les dernières avancées sociales ont été décrochées devant les tribunaux, alors que les conquêtes de la période 1946-1975 sont peu à peu remises en cause par voie législative.

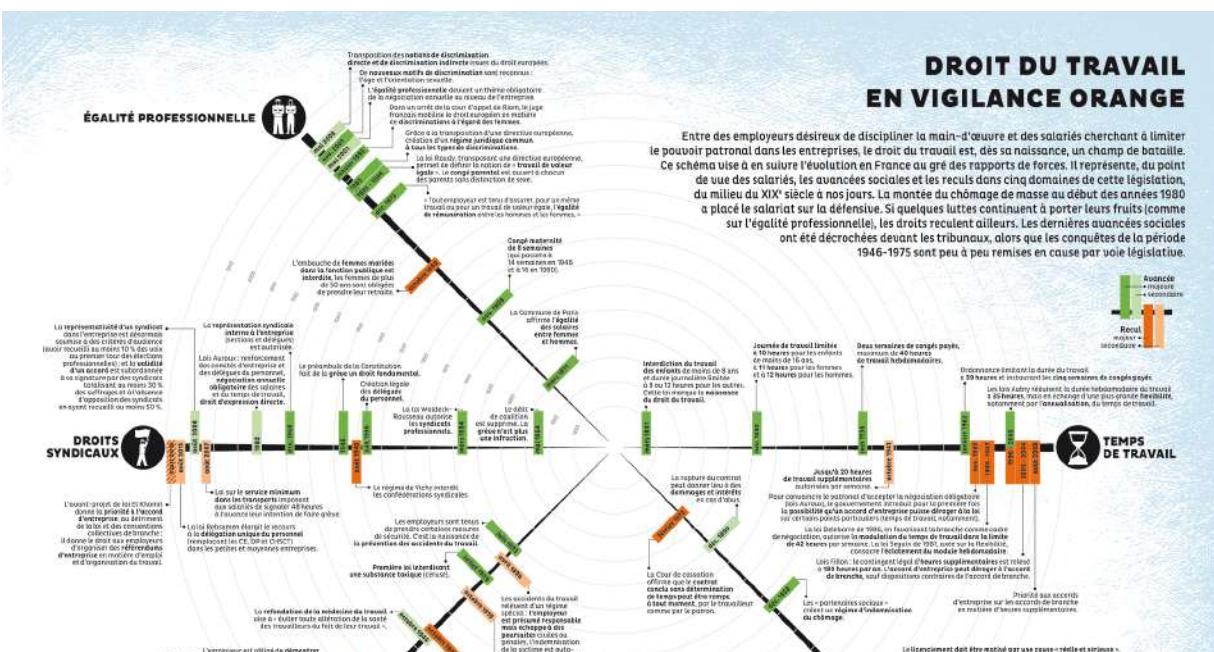
---

PAR CÉCILE MARIN

---

## DROIT DU TRAVAIL EN VIGILANCE ORANGE

Entre des employeurs désireux de discipliner la main-d'œuvre et des salariés cherchant à limiter le pouvoir patronal dans les entreprises, le droit du travail est, dès sa naissance, un champ de bataille. Ce schéma vise à en suivre l'évolution en France au gré des rapports de forces. Il représente, du point de vue des salariés, les avancées sociales et les reculs dans cinq domaines de cette législation, du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. La montée du chômage de masse au début des années 1980 a placé le salariat sur la défensive. Si quelques luttes continuent à porter leurs fruits (comme sur l'égalité professionnelle), les droits reculent ailleurs. Les dernières avancées sociales ont été décrochées devant les tribunaux, alors que les conquêtes de la période 1946-1975 sont peu à peu remises en cause par voie législative.





Cécile Marin

## VI. Le marché ou la construction d'une évidence • Manuel d'économie critique

---

AVANT, AILLEURS

### **L'URSS mise sur la planification**

Reléguée presque partout au rang d'épouvantail, la planification a longtemps fait figure d'évidence dans la plupart des pays. Nul n'imaginait alors les acteurs de l'économie capables d'organiser leurs interactions seuls. Un pays, l'Union soviétique, a tenté de pousser cette logique plus loin, afin de se libérer totalement du marché. Avec d'incontestables réussites, mais également bien des échecs.

---

PAR HÉLÈNE RICHARD

---



Touriste russe. Reportage de Colin Delfosse à Baïkonour, Kazakhstan, 2011.

Lorsqu'il se rend en URSS en 1966, le général de Gaulle est le premier homme d'État occidental à visiter le cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan. L'ancien site de lancement de missiles balistiques abrite désormais des installations spatiales.

© Colin Delfosse / Out of Focus



Couple de jeunes mariés russes.  
© Colin Delfosse / Out of Focus

À ceux qui avaient l'audace d'inviter les entreprises bénéficiant d'allégements de cotisations à créer un minimum d'emplois en contrepartie, le ministre de l'économie Emmanuel Macron a répondu en avril 2015 : « *Nous ne sommes pas dans une économie planifiée !* » La ficelle n'est pas neuve : l'économie planifiée, dont la forme la plus radicale a été mise en œuvre en Union soviétique

entre 1929 et 1991, sert régulièrement de repoussoir pour délégitimer toute intervention de l'État dans l'économie. Son apparition est pourtant née d'un constat et d'une question. Constat : le système capitaliste, sujet à de violentes crises, sert principalement les intérêts d'une classe possédant les moyens de production. Question : ne pourrait-on pas lui substituer un pilotage scientifique, débarrassé du profit ?

Au cœur du système soviétique, la commission étatique pour la planification – couramment appelée Gosplan – est chargée d'élaborer le plan tous les cinq ans (un document ajusté chaque année aux nouvelles conditions économiques). Elle reçoit des « objectifs préliminaires » du Politburo, le collège dirigeant du pays à la tête du Parti communiste. S'il a été décidé de produire deux millions de chaussures, les ingénieurs du Gosplan s'emploient à déterminer les moyens d'y parvenir : approvisionnement en caoutchouc, en cuir, en fil, mais aussi en travailleurs, en électricité et en machines à coudre. On imagine l'ampleur des données à traiter.

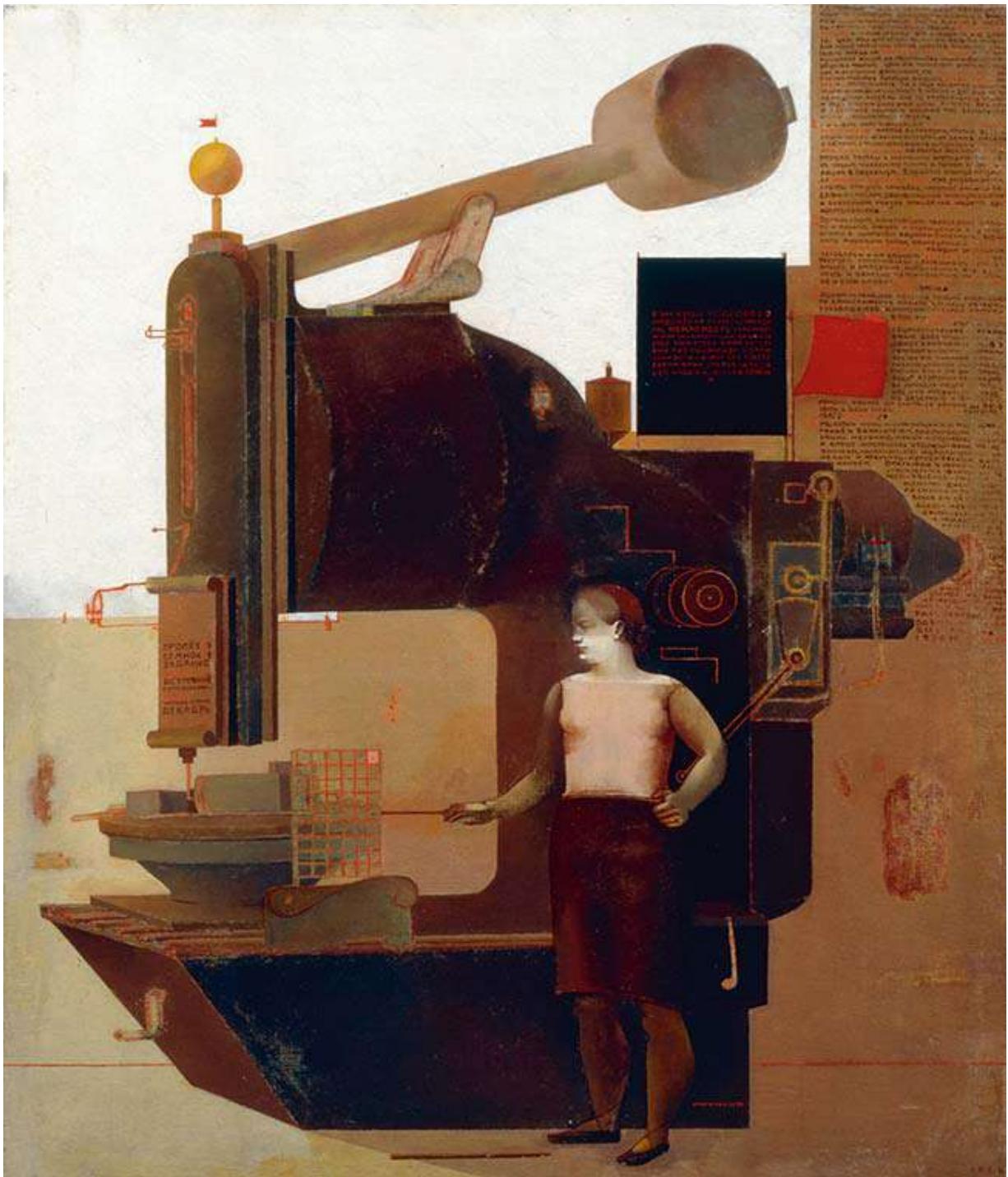
## Des bénéfices calculés par avance devant remonter vers la centrale planificatrice

L'information, voilà le principal problème de l'économie soviétique. Pour le comprendre, il faut revenir aux fonctions très différentes que jouent les prix et les taux de profit dans les économies capitalistes et planifiées. Dans les premières, les prix,

fixés librement par les entreprises, sont des signaux : si la demande en bottes augmente, le prix de chaque paire connaît une évolution similaire. Les fabricants anticipent alors des profits plus importants et, sans se concerter, décident de produire davantage de bottes. De la même manière, le taux de profit oriente la façon dont les investisseurs dirigent leurs fonds vers les branches d'activité les plus rentables. Dans les économies planifiées, les prix ne livrent pas d'information sur l'environnement économique, puisqu'ils sont fixés administrativement. Le bénéfice – la différence entre le prix de vente du produit et le coût de production – prend la forme d'un surplus, lui aussi calculé par avance et qui a vocation à « remonter » vers le centre. En retour, la centrale planificatrice effectue l'essentiel des investissements.

## Défauts de qualité

À court terme, le dispositif s'avère efficace pour diriger les efforts productifs vers des priorités économiques définies politiquement. Dans un contexte où la Russie ne pouvait plus compter sur l'afflux de capitaux étrangers, il a permis une industrialisation rapide, notamment au cours des années 1930 et 1940. Au prix de violentes méthodes répressives (réquisitions, déportations, travail forcé), la planification organise l'extraction de la valeur économique du secteur agricole vers l'investissement industriel. En quelques décennies, l'URSS se dote d'aciéries, de centrales électriques, d'un complexe militaro-industriel et, plus tard, d'un secteur aérospatial.



« Scène 17. Banc de travail 52 », peinture de Solomon Borissovitch Nikritine, Russie, 1930.  
© Fine Art Images / Leemage.

À long terme, les planificateurs prennent cependant des décisions erronées. Les chiffres deviennent un instrument de négociation

qu'on manipule. L'élaboration du plan, supposée scientifique, se transforme en campagne de marchandage entre le Gosplan, les ministères économiques (sectoriels) et les directeurs d'entreprise qui cherchent à obtenir un plan « lâche » en déclarant de faibles capacités de production et de forts besoins en main-d'œuvre.



Tableau d'honneur à l'usine de Novo-Kramatorsk, Ukraine, avec les noms et les records de production des meilleurs ouvriers, 1947.

Le stakhanovisme – du nom du mineur Aleksei Stakhanov, qui aurait extrait des quantités phénoménales de charbon – est une campagne lancée par Moscou dans les années 1930 pour doper la productivité.

© Rue des Archives / RDA.

L'économie planifiée se caractérise ainsi par des faiblesses structurelles. Les directeurs, craignant de manquer leurs objectifs, constituent des réserves de main-d'œuvre, de matières premières et exigent toujours plus d'investissements. Le système privilégie les biens de production (machines, bâtiments) au détriment des

biens de consommation. Jamais aiguillonnés par la demande des particuliers, les produits souffrent parfois d'un défaut de qualité. Les déboires de l'Union soviétique autorisent-ils pour autant à disqualifier toute intervention de l'État dans l'économie ?



## LE GLAS DU TERRORISME

Pourquoi bombarder la Syrie et l'Irak alors qu'il suffirait d'envoyer un représentant du patronat plaider la cause des entrepreneurs pour anéantir l'Organisation de l'État islamique ? Telle est l'audacieuse question posée par l'économiste péruvien Hernando de Soto (*Le Figaro*, 30 décembre 2015). « *Depuis l'effondrement du modèle économique communiste en Europe et en Asie, les populations s'intéressent avant tout à l'entrepreneuriat et non au terrorisme* », explique-t-il. D'ailleurs, « *le printemps arabe était en réalité un soulèvement populaire en faveur de la modernité et des marchés, aspiration encore insatisfaite. Rares sont ceux en Occident qui en ont pris conscience. Les terroristes tentent de combler ce vide, de détourner l'attention des pauvres en prônant l'extension des frontières d'États potentiels plutôt que d'étendre les droits de propriété des biens et commerces* ». La conclusion s'impose d'elle-même : « *Les Occidentaux et les Arabes épris de paix doivent transformer le combat de frontières lié à la souveraineté en une lutte pour les droits de propriété. Cela devrait sonner le glas du terrorisme.* » Et aussi, sans doute, du paludisme, des poux, des céphalées, des cors au pied...



**Hélène Richard**

Journaliste au *Monde diplomatique*.

## **Le continent ignoré de l'économie non marchande**

Vivons-nous véritablement dans une « économie de marché », comme on nous invite à le croire ? Auquel cas, comment expliquer le poids, toujours considérable, de l'intervention publique ? Et si notre environnement se caractérisait plutôt par sa nature mixte : du marché, certes, mais également du public ?

---

PAR CHRISTOPHE RAMAUX

---



Réunion mensuelle de la communauté paysanne de Cota Cota Baja, sur les rives du lac Titicaca, Bolivie, 2014. Photographie de Georges Bartoli.

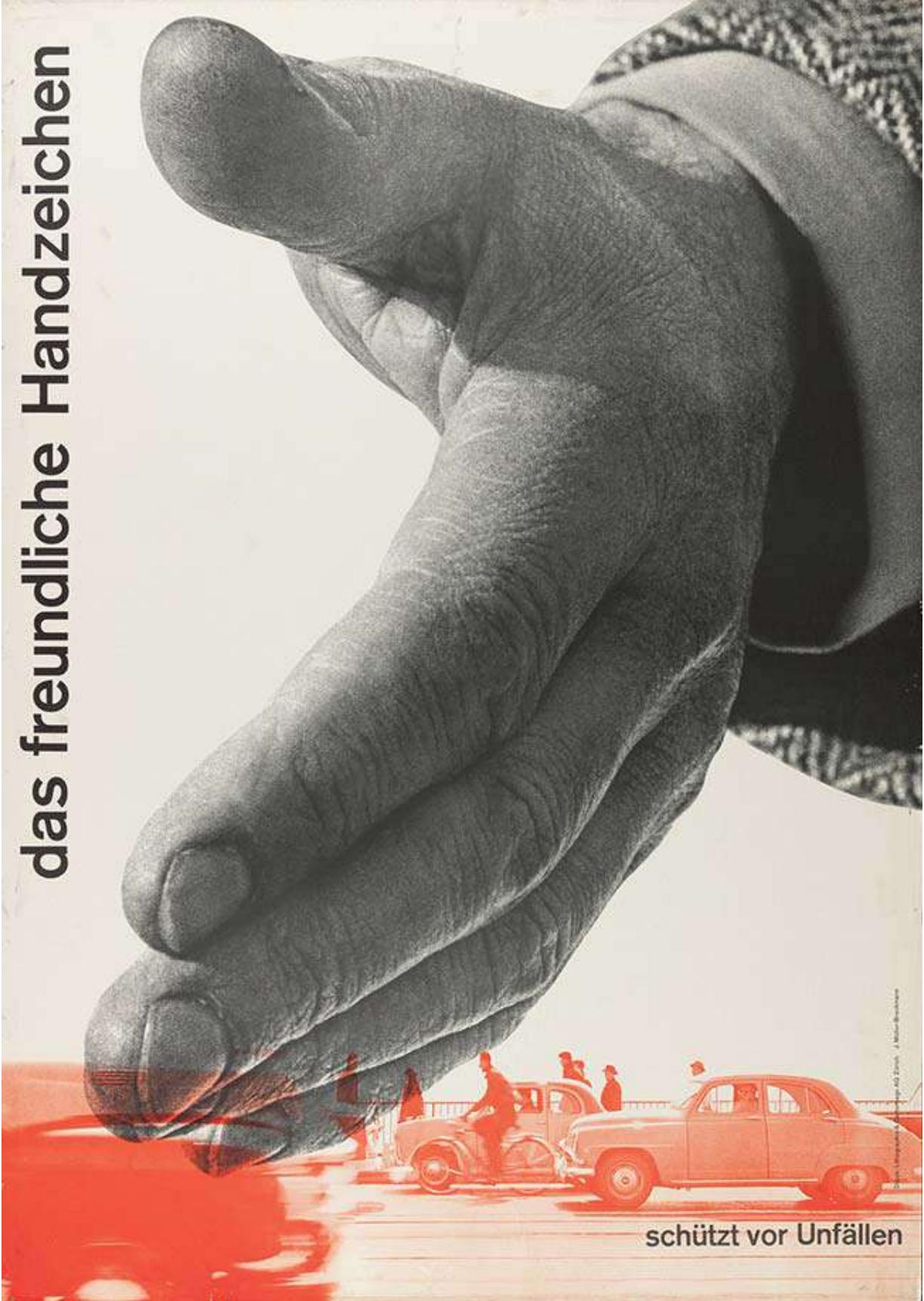
En octobre 2010, le gouvernement bolivien a abaissé l'âge de la retraite de 65 à 58 ans pour les hommes et de 60 à 55 ans pour les femmes ayant eu trois enfants et plus. Les mineurs sont autorisés à prendre leur retraite à partir de 56 ans.

© Georges Bartoli / Divergence.

L'intervention de l'État se déploie autour de quatre piliers : protection sociale, services publics, droit du travail et politiques macroéconomiques (budgétaire, monétaire, industrielle, réglementaire, commerciale, de redistribution des revenus...). Tous existent, aux côtés du marché, dans quasiment l'ensemble des pays, même si leur ampleur (et donc le degré de socialisation de l'économie) varie. Les États-Unis ou le Royaume-Uni, par exemple, plus libéraux que la France, ne sont pas pour autant des « économies libérales de marché ». La retraite publique occupe une place considérable aux États-Unis (même si les

complémentaires par fonds de pension jouent également un rôle important), de même que les services publics d'enseignement primaire et secondaire. L'eau y est aussi essentiellement publique, contrairement à ce qui se passe en France. Le Royaume-Uni jouit d'un système de santé très socialisé, le National Health Service (NHS). Tout comme Washington, Londres mobilise en outre des politiques budgétaires et monétaires beaucoup plus interventionnistes que celles de la zone euro.

das freundliche Handzeichen



schützt vor Unfällen

Affiche de Josef Müller-Brockmann pour l'Automobile Club de Suisse, 1955.  
© Photograph courtesy of the Museum für Gestaltung Zürich, Poster Collection © ZHdK.

Le néolibéralisme vise à affaiblir l'État social : privatiser la protection sociale et les services publics, flexibiliser le droit du travail. À la suite de sa victoire progressive à partir du début des années 1980, les quatre piliers ont été rognés de façon plus ou moins marquée selon les pays. L'État social n'a toutefois pas disparu. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la part des dépenses publiques de protection sociale, par exemple, dépasse son niveau des années 1980 : 24 % du produit intérieur brut (PIB) en moyenne en 2013 contre 17 % en 1980, soit une hausse de plus d'un tiers.

## Grignotage progressif des quatre piliers traditionnels de l'État social européen

Il en va de même pour l'indicateur global de dépense publique. En France, cette dernière équivaut à 57 % du PIB en 2014 (contre 46 % en 1980). On se méprend souvent sur le sens de ce chiffre : il ne signifie pas que les activités privées ne répondent que de 43 % des dépenses. En rapportant la dépense publique (1 226 milliards en 2014) au PIB, on la compare à une grandeur familiale, mais elle n'est pas une part du PIB. Quand une région finance la construction d'une piscine, elle achète les services d'un géomètre, d'un architecte, d'une entreprise des BTP, etc. En additionnant

les dépenses de la région et celles des entreprises privées qui ont participé à ce projet, on dépasse largement la valeur de la piscine. Ainsi, pour apprécier la contribution du secteur public à l'économie, il faut la rapporter à la dépense privée – qui équivaut, elle, à plus de 200 % du PIB.



Pancarte représentant Florence Nightingale tenue par des étudiantes en médecine lors d'une manifestation devant le ministère de la santé à Londres, 2016.

En 1942, William Beveridge évoque les « cinq grands maux » du Royaume-Uni : la misère, la maladie, l'ignorance, l'oisiveté et l'insalubrité. En 1948, les travaillistes créent le système public de santé (NHS) dans le but de les endiguer. Leur ambition : protéger les Britanniques « du berceau à la tombe ».

© Carl Court / Getty Images / AFP.

## Remboursement de médicaments

Les prestations sociales comptent pour la plus grande part de la dépense publique. En France comme ailleurs, ce sont principalement elles qui ont augmenté sur la longue période. À commencer par les « prestations sociales en espèces » : retraites, allocations familiales ou d'indemnisation du chômage (430 milliards d'euros en 2014, soit 34 % du revenu des ménages, contre 23 % en 1980). Il s'agit également des remboursements de médicaments et de consultations de médecine libérale et des allocations logement (les « transferts sociaux en nature de produits marchands »). Ces prestations sociales sont financées par des cotisations sociales\* et la contribution sociale généralisée (CSG). Elles sont versées aux ménages et soutiennent leur dépense privée. L'autre grande fonction de la dépense publique vise à payer les services publics non marchands. Les fonctionnaires, on l'oublie trop souvent, sont en effet productifs : ils contribuent au PIB. Leur valeur ajoutée s'élève à 360 milliards d'euros par an, un peu plus de la moitié pour les services publics individualisables (éducation, hôpital...) et un peu moins de la moitié pour les services collectifs (justice, police...).



Prison de Réau, Seine-et-Marne, 2015. Photographie de Sylvain Lefeuvre.

En 2008, la société de Martin Bouygues est choisie pour réaliser et exploiter trois prisons, à Nantes, Annœullin et Réau, dans le cadre de partenariats public-privé.

© Sylvain Lefeuvre.

Au total, la moitié de la consommation globale (laquelle représente 80 % de la demande globale) est alimentée par la dépense publique en France. Cette consommation, grâce à l'effet multiplicateur (*lire « L'introuvable New Deal européen »*), soutient largement l'investissement (20 % de la demande globale), lequel relève d'ailleurs à 20 % de l'État. Vous avez dit « économie de marché » ?

---

**Christophe Ramaux**

Maître de conférences en économie à l'université Paris-I. Auteur de *L'État social. Pour sortir du chaos néolibéral*, Mille et une nuits, 2012.

## **Comment la propriété privée a été imposée par la force**

Un individu, un lopin de terre, un titre de propriété : quoi de plus naturel ? Comme bien souvent, l'évidence s'avère trompeuse. Les travaux de l'historien britannique Edward P. Thompson ont montré comment, dans le domaine foncier par exemple, le concept de propriété privée découle d'un travail méthodique d'éradiation parfois violente des droits coutumiers.

---

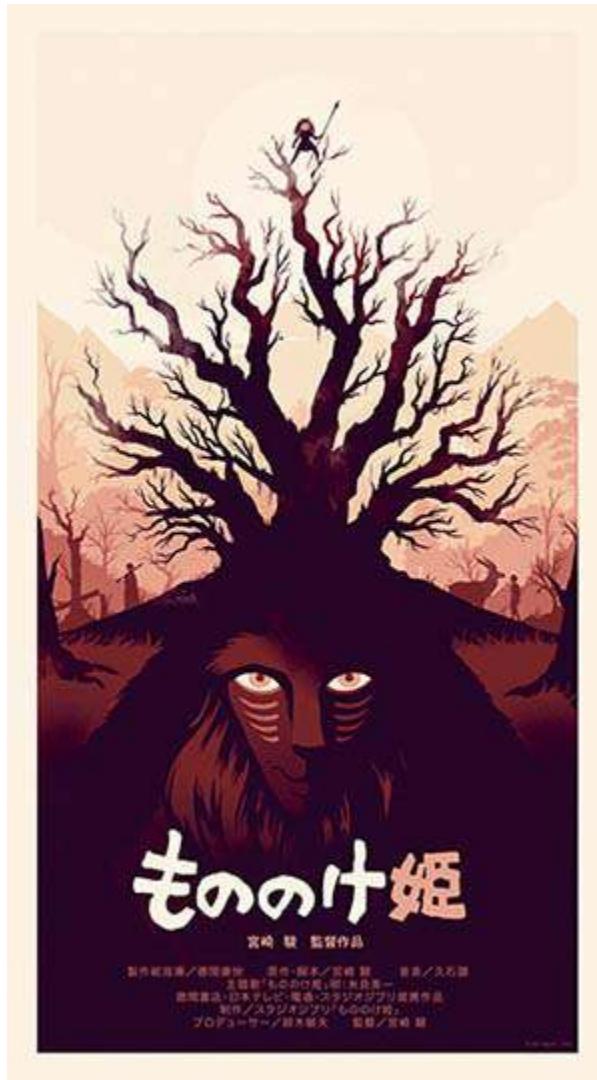
PAR HÉLÈNE RICHARD

---



« Sans titre », 2008. Installation de Kim Myeongbeom.  
© Kim Myeongbeom / [www.myeongbeomkim.com](http://www.myeongbeomkim.com)

« *Les hommes ont accepté que la terre soit possédée de manière inégale et disproportionnée lorsque, par un consentement tacite et volontaire, ils ont trouvé le moyen qu'un individu puisse posséder honnêtement plus de terres que ce dont il pouvait lui-même utiliser les produits en recevant en échange du surplus de l'or et de l'argent* », affirmait le philosophe anglais John Locke (1632-1704). L'histoire contredit toutefois cette idée selon laquelle la propriété privée foncière serait apparue « naturellement » en Angleterre. Elle fut au contraire imposée par la force, au détriment de droits coutumiers que, loin de céder de bonne grâce, les paysans tentèrent de défendre ardemment.



Affiche d'Olly Moss inspirée du dessin animé « Princesse Mononoké », de Miyazaki Hayao, 2012. La nature sacrée, incomprise et menacée par l'homme est un thème récurrent dans la filmographie du Japonais Miyazaki Hayao. Dans *Princesse Mononoké*, sorti en 1997, le conflit entre nature et civilisation moderne est symbolisé par la lutte opposant San, jeune fille élevée par les loups, au clan des forgerons responsables de la destruction de la forêt, qui est l'habitat des kamis, ces esprits de la nature hérités du shintoïsme.

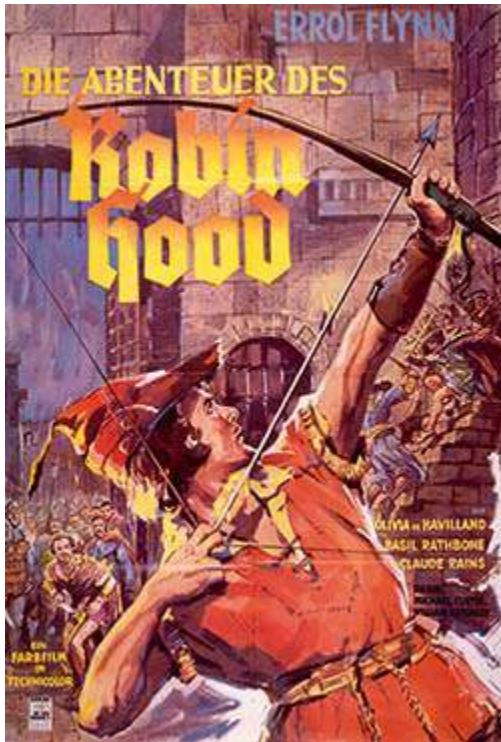
© Olly Moss.

Jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les forêts royales et diocésaines anglaises – des domaines comprenant espaces boisés, landes et champs cultivés – étaient soumises à une réglementation compliquée. Un droit féodal plaçait au centre de l'économie forestière le cerf, une proie réservée à l'aristocratie : de façon à

laisser l'animal prospérer, les tenanciers (des paysans qui exploitaient des terres seigneuriales contre le versement de redevances) ne pouvaient posséder d'armes, enclore leurs champs ni même abattre un arbre sans l'autorisation des gardes forestiers. Dans la pratique, toutefois, les paysans étaient parvenus à imposer leurs propres usages de la forêt, chassant le petit gibier, glanant les branchages ou ramassant la tourbe selon des règles séculaires, transmises oralement et opposables devant des tribunaux locaux.

Cet équilibre précaire se rompt au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. À cette époque, de nouveaux propriétaires, ayant fait fortune hors de l'économie agraire, acquièrent des portions croissantes des domaines royaux ou ecclésiastiques. Leur âpreté au gain bouscule les usages coutumiers. Ils clôturent leurs parcs privés, annulent les anciens baux pour imposer des redevances plus élevées, interdisent aux habitants de la forêt le ramassage du bois. Leur but : tirer un maximum de profit d'une forêt désormais exploitée pour la construction navale en pleine expansion.

## **Chapeaux de paille informes**



Affiche du film « Les Aventures de Robin des Bois », de Michael Curtiz et William Keighley, États-Unis, 1938.

Le légendaire brigand anglais du XIIIe siècle qui volait aux riches pour donner aux pauvres vivait caché dans la forêt de Sherwood, dans le Nottinghamshire.

Ces personnes peuvent compter sur le soutien du parti Whig, clan favorable à George Ier, le roi venu de Hanovre qui a chassé la dynastie des Stuart en s'appuyant sur le Parlement. Fortes de leurs appuis politiques, elles réactivent le droit féodal et son bras armé, l'ancienne bureaucratie forestière, pourtant tombés en désuétude.

En 1720, en guise de représailles, quatorze hommes à cheval et deux hommes à pied accompagnés d'un lévrier, portant « *chapeaux de paille et autres habits informes* » et le visage noirci de suie, menacent des gardes-chasse et abattent quatre cerfs à Bigshot Walk, dans la forêt royale de Windsor. Ces attaques se multiplient et prennent le nom de *blacking* (de *black*, « noir » en anglais). Pour l'historien britannique Edward P. Thompson,

*« l'enjeu était moins les venaisons en elles-mêmes que le cerf comme symbole d'une autorité qui menaçait leur économie ».*

D'abord individuelle, la résistance des habitants de la forêt – braconnage, destruction des viviers à poissons et des clôtures de parcs privés – prend un caractère organisé et séditieux.



« La chasse aux cerfs », image tirée du « Livre de chasse », de Gaston Phébus de Foix, France, 1387-1389.

© Bibliothèque nationale, Paris, France / Bridgeman Images.

Dans le Hampshire, un certain « roi Jean », à la tête de cavaliers armés, terrorise les gardes-chasse zélés et grassement rémunérés par divers avantages en nature en déclarant vouloir « faire justice, et (...) voir que le riche n'insulte ni n'opprime le pauvre ».

En réponse, sir Robert Walpole, premier ministre, et son beau-frère Charles Townshend, devenu le pilier du régime hanovrien, font adopter en 1723 le Black Act, une législation sanguinaire qui instaure plus de cinquante nouveaux crimes capitaux pour de simples faits de braconnage ou de destruction de biens. Pour la première fois, « *un vivier à poissons avait la même valeur que la vie d'un homme* », analyse Edward Thompson.

« L'expansion de l'économie internationale n'est pas une invasion étrangère : c'est un triomphe américain pour lequel nous avons travaillé dur. »

Ronald Reagan, président des États-Unis  
(1981-1989)

Les condamnations à mort pour *blacking* furent en vérité assez rares. Mais la portée de cette loi dépasse le nombre de pendaisons effectivement prononcées. Épée de Damoclès au service des possédants, elle contribua à consolider la propriété privée foncière, à l'exclusion de tout autre droit. Ce qu'offrait la nature à qui voulait bien le ramasser devint une source de jouissance exclusive et, surtout, de profit réservée à quelques-uns.

Hélène Richard

## VI. Le marché ou la construction d'une évidence • Manuel d'économie critique, 2016

---

AUTRES POSSIBLES

### **Hayek ou le bolchevisme néolibéral**

« Néolibéralisme » : le terme a été si souvent utilisé qu'il n'évoque plus aux yeux du public que l'appellation semi-savante de « pensée de marché ». Comme toutes les idéologies dominantes, celle-ci fait oublier ses origines pour se prétendre éternelle, naturelle. Or, à ses débuts, le néolibéralisme était en fait un courant d'après-guerre marginal, qu'un petit groupe d'évangélistes s'employa ensuite à populariser.

---

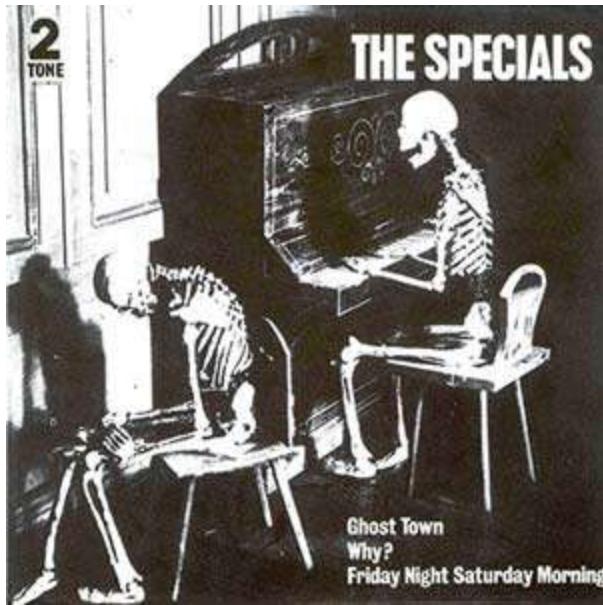
PAR PIERRE RIMBERT

---



Fresque murale de Blu dans le quartier de Friedrichshain-Kreuzberg, Berlin, 2007.

« *Un économiste qui est seulement un économiste, explique Friedrich von Hayek en 1956, est susceptible d'être un fléau si ce n'est un réel danger.* » Né en 1899 dans une famille de la noblesse viennoise, Hayek incarne le néolibéralisme tout comme John Maynard Keynes personnifie l'interventionnisme. Tous deux partagent une approche pluridisciplinaire de l'économie, une croyance en la toute-puissance des idées et un mépris aristocratique pour les peuples. Ils s'affrontent, et leurs thèses évoluent en opposition de phase : hégémonique au début du XXe siècle, le libéralisme est marginalisé dans le monde occidental en 1944 au profit de l'approche keynésienne.



Couverture du 45-tours « Ghost Town », du groupe The Specials, 1981.

Dès son premier mandat, Margaret Thatcher braque les musiciens en avançant l'heure de fermeture des pubs et des clubs à 2 heures du matin. « *Cette ville devient une ville fantôme, tous les clubs ont fermé. (...) Les groupes ne joueront plus, trop de bagarres sur la piste de danse* », chante le groupe de ska The Specials, dans son tube *Ghost Town*.

Cette année-là, Hayek affirme dans un pamphlet à succès, *La Route de la servitude*, que toute politique fondée sur la justice sociale et l'interventionnisme mène au nazisme ou au communisme. Pour lui, la société – il déteste ce mot – ne s'articule pas autour des classes sociales ni l'économie autour des grands agrégats (l'offre, la demande), mais repose sur la rationalité des comportements individuels, qui s'harmonisent dans l'« ordre spontané » du marché.

Dans cette conception, l'État joue un rôle non pas de redistribution mais de producteur de services (sécurité, infrastructures, statistiques, revenu minimum) inadéquatement assurés par le marché. Lequel garantit la liberté par la dispersion des pouvoirs. « *C'est la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché qui, dans le passé, a rendu possible le*

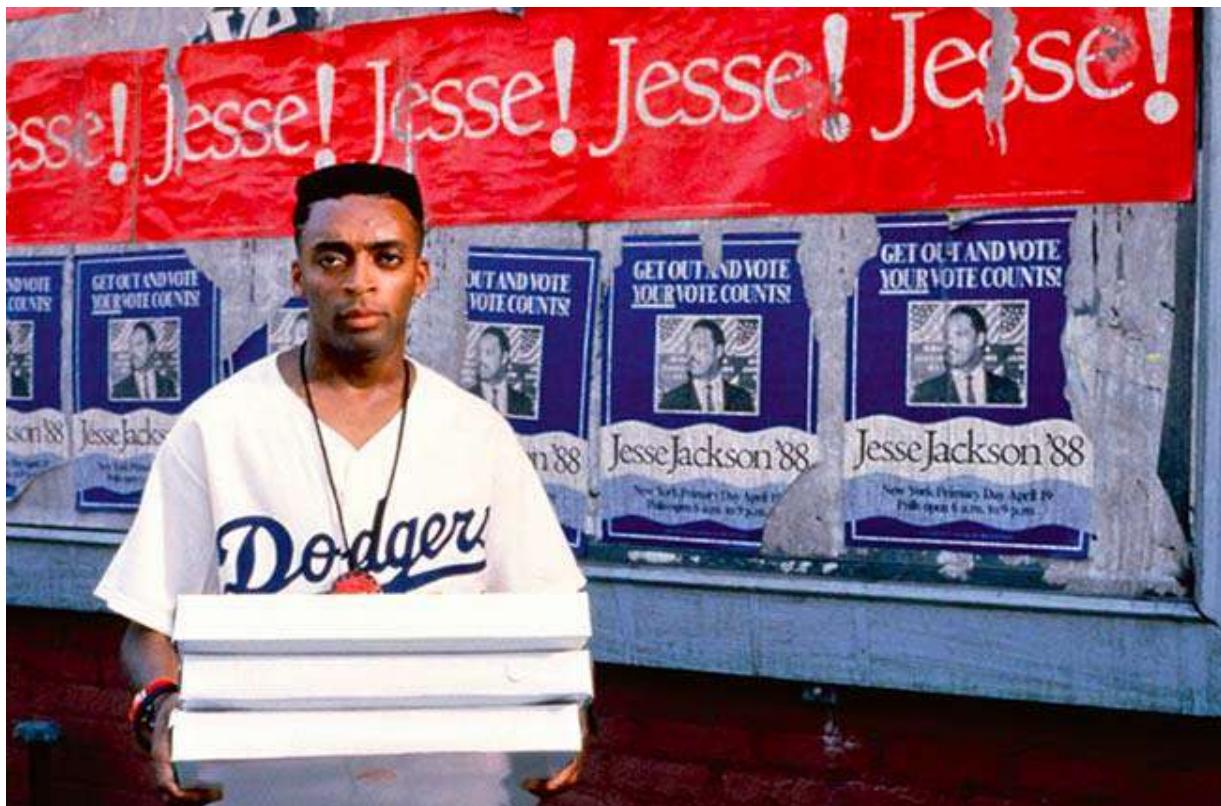
*développement d'une civilisation qui sans cela n'aurait pu se développer ; c'est par cette soumission quotidienne que nous contribuons à construire quelque chose qui est plus grand que nous ne pouvons le comprendre. »* Énoncés au moment où les gouvernements européens bâtissent les systèmes de protection sociale sous la pression populaire, ces principes apparaissent loufoques ou, aux yeux des libéraux, utopiques.

## Réunir un petit groupe d'individus convaincus, insensibles aux sirènes du compromis

Mais Hayek est opiniâtre. « *D'ordinaire, note-t-il, des idées neuves ne commencent à exercer de l'influence sur l'action politique qu'une génération au moins après avoir été formulées pour la première fois.* » Si leur mise en œuvre dépend d'un rapport de forces social et politique favorable, leur dissémination s'organise. En 1938, Hayek avait participé à Paris au colloque Walter Lippmann rassemblant des personnalités soucieuses de refonder la pensée libérale dans un contexte de faillite du libéralisme traditionnel et de succès du dirigisme. Après la guerre, il poursuit une stratégie de conquête intellectuelle qui rappelle celle des bolcheviks : réunir un petit groupe d'individus influents, triés sur le volet, insensibles aux sirènes du compromis et convaincus du succès à long terme d'idées pour le moment impensables.

## Influence dans les médias

Ce n'est pas un parti, mais une académie internationale, la Société du Mont-Pèlerin, que fonde Hayek en 1947. Puis un think tank britannique, l'Institute of Economic Affairs, créé en 1955 alors que, parti aux États-Unis, il enseigne à Chicago. « *Notre but, explique-t-il, n'est pas de trouver une solution permettant de gagner un soutien de masse en faveur d'un programme politique donné, mais au contraire de nous assurer le soutien des meilleurs esprits.* »



Photogramme du film culte de Spike Lee, « Do the Right Thing », 1989.

Aux États-Unis, les idées de Hayek influencent directement les politiques antisociales de l'acteur devenu président Ronald Reagan. Face à cette offensive, Jesse Jackson, candidat noir malheureux aux primaires démocrates de 1984 et 1988, fait campagne pour une couverture sociale universelle et une hausse d'impôts pour les riches. Des mesures que le candidat démocrate victorieux n'osera pas reprendre à son compte.



Ronald Reagan avec le singe Bonzo dans le film « Bedtime for Bonzo », 1951.

En cela la tâche des néolibéraux s'avère moins ardue que celle des communistes : il ne s'agit pas de renverser l'ordre économique, qui repose toujours sur la propriété privée, mais d'en corriger l'inflexion sociale-démocrate. La feuille de route exposée par Hayek en 1960 dans *La Constitution de la liberté*, et résumée par l'économiste Gilles Dostaler, n'en reste pas moins ambitieuse pour l'époque : « *déréglementer, privatiser, réduire et simplifier les programmes de sécurité sociale, diminuer la protection contre le chômage, supprimer les programmes de subvention au logement et les contrôles des loyers, abolir les programmes de contrôle des prix et de la production dans l'agriculture, réduire le pouvoir syndical* ».

Ses idées infusent dans la presse, les universités, la haute fonction publique, le patronat. Au milieu des années 1970, l'essoufflement du compromis social d'après-guerre lui fournit un terrain favorable. Hayek reçoit le « prix Nobel » (*lire « Quand une*

*banque distribue des médailles ») d'économie en 1974 et, l'année suivante, une jeune dirigeante du Parti conservateur britannique nommée Margaret Thatcher brandit l'un de ses livres lors d'un débat en expliquant : « *Ça, c'est ce que nous croyons.* »*

**Pierre Rimbert**

Journaliste au *Monde diplomatique*. Auteur de  
« *Libération* » de Sartre à Rothschild, Raison  
d'agir, 2005.

## VII. Mondialisation : la mise en concurrence des peuples • Manuel d'économie critique

---

IDEÉE REÇUE

### « Tout le monde profite du libre-échange »

Innombrables sont les intellectuels français ayant promis que la mondialisation, nécessairement « heureuse », déverserait ses bienfaits sur l'humanité. Pauvreté, chômage, corruption... trouvaient chez eux une même solution : davantage d'ouverture économique. Mais, comme les inégalités n'ont cessé de croître, une question se pose : tout le monde profite-t-il de la même façon du libre-échange ?

---

PAR FRANÇOIS RUFFIN

---



Dessin de Mathieu Colloghan, 2005.  
© Mathieu Colloghan.

Nous sommes en 1993. Les pays européens viennent de ratifier le traité de Maastricht, leurs frontières s'effacent, tout au moins douanières. Un an plus tard, de l'autre côté de l'Atlantique, l'Amérique du Nord s'unifie elle aussi, du Canada jusqu'au Mexique, sous le régime de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena). L'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) propulse l'agriculture dans la grande valse du libre-échange. L'objectif de toutes ces mesures ? « Notre bonheur à tous ! », répètent en chœur la plupart des économistes néolibéraux, souvent rétribués par les banques (*voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*).

Certains partisans du libre-échange, de l'« ouverture » des économies les unes aux autres, avancent toutefois d'autres raisons.

Ainsi du lauréat du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel (*lire « Quand une banque distribue des médailles »*), l'influent économiste néolibéral américain Gary Becker : « *Le droit du travail et la protection de l'environnement sont devenus excessifs dans la plupart des pays développés. Le libre-échange va réprimer certains de ces excès en obligeant chacun à rester concurrentiel face aux importations des pays en développement* » (*Business Week*, 9 août 1993).

Ainsi du célèbrissime Lawrence Summers, alors économiste en chef de la Banque mondiale, dans une note de service intitulée « Bonnes pratiques environnementales » : « *Juste entre vous et moi, la Banque mondiale ne devrait-elle pas encourager davantage la migration des industries sales vers les pays moins développés ?* » (12 décembre 1991).



« Pink Man Begins n° 7 », de Manit Sriwanichpoom, 1997.  
© Manit Sriwanichpoom / agence VU.

Ainsi, encore, d'Anne Krueger, directrice générale adjointe du Fonds monétaire international : « *Plus vite une économie est ouverte, mieux c'est. Parce que plus une économie est ouverte, plus il est difficile de revenir en arrière et de renverser les réformes* » (conférence à l'université de Nottingham, septembre 2004).

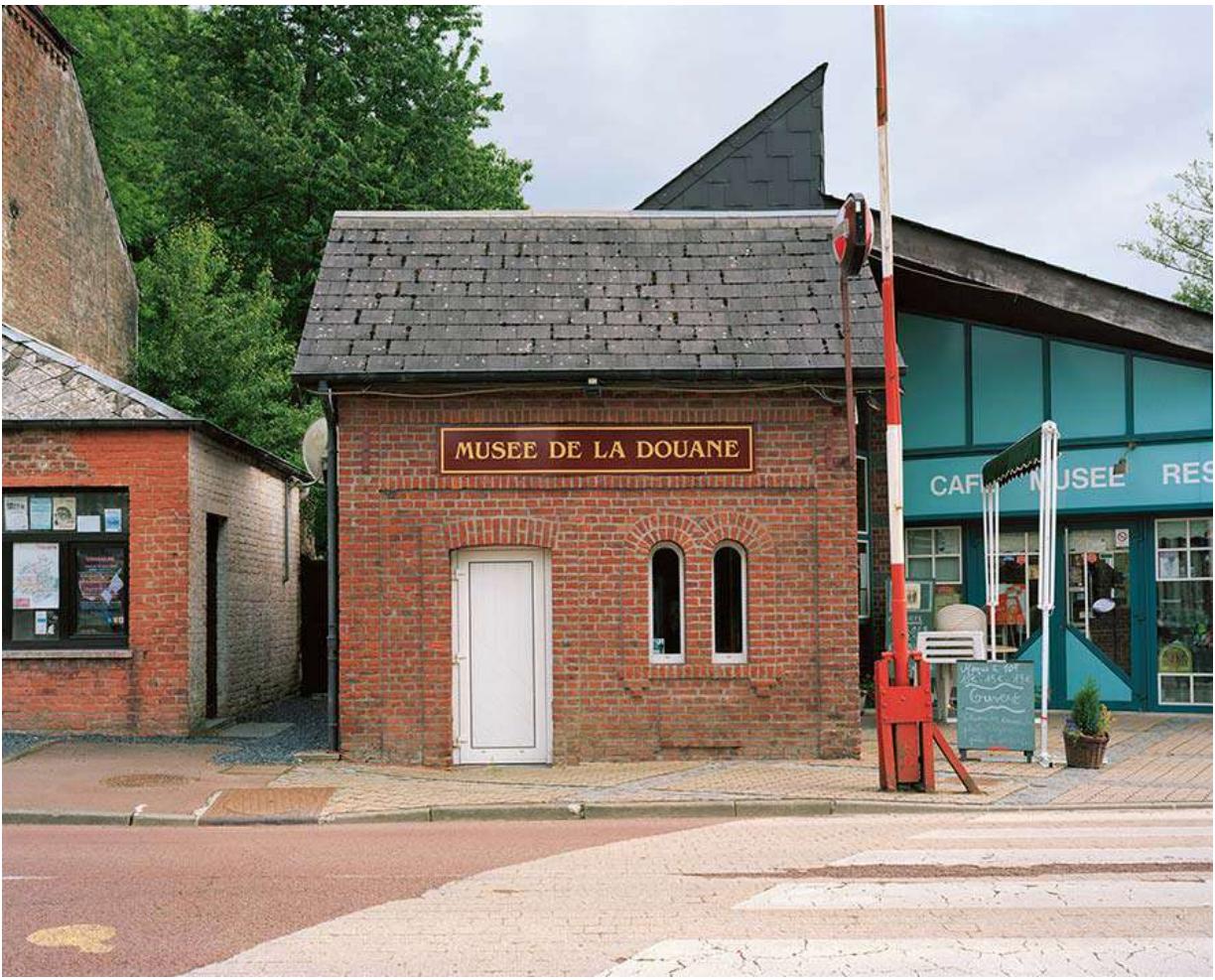
Et ainsi, bien sûr, de Bernard Arnault, PDG du groupe LVMH et homme le plus riche de France : « *Nous évoluons dans un système beaucoup plus mobile qu'il y a une quinzaine d'années. Face à cela, que peuvent faire les États ? Il leur est pratiquement impossible de s'opposer à une mobilité des entreprises à travers l'Europe.* » Et d'avertir : « *Toute velléité nationaliste est vouée à l'échec. À trop augmenter les charges sociales et imposer les trente-cinq heures à des entreprises qui n'en n'ont pas les moyens, le gouvernement*

*risque d'accélérer le processus de délocalisation d'un certain nombre d'usines. » (La Passion créative, 2000).*

## Une somme de contraintes internationales qui n'aiguise pas la combativité des salariés

Le libre-échange a transformé le monde en un supermarché pour les multinationales et l'oligarchie : législations environnementales laxistes ici, coûts salariaux pressurés plus loin, zones franches pour sièges sociaux là-bas et paradis fiscaux tout au fond... Dans le même temps, moins mobiles, les travailleurs subissent le chômage, la baisse des salaires, des fiscalités injustes, de façon à demeurer « compétitifs ». Une somme de contraintes qui n'aiguise pas leur combativité.

Le courant libre-échangiste estime que l'ouverture internationale entraîne une réduction des inégalités au sein de chaque économie. C'est tout le contraire : la mondialisation étire l'échelle des revenus par les deux bouts. Le plancher s'affaisse tandis que le plafond s'élève toujours davantage.



L'ancien poste-frontière d'Hestrud, entre la France et la Belgique, reconverti en Musée de la douane. Photographie de Nicolas Fussler, 2008.

© Nicolas Fussler.

Soit, rétorquent certains, mais le tiers-monde en a profité. Vraiment ? En 2003, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) évaluait les gains économiques liés à la libéralisation des échanges à 832 milliards de dollars, dont 539 pour les pays moins avancés, les plus pauvres. C'était considérable. Mais, deux ans plus tard, l'OMC ramenait le gain total à 200 milliards et la part des moins bien lotis à... presque rien.

Quelles nations gagnent au libre-échange ? Quelles autres y perdent ? Le débat tend à en masquer un autre, plus facile à

trancher : au sein de chaque nation, quelles classes sociales en bénéficient et lesquelles en pâtissent ?

**François Ruffin**

Rédacteur en chef du journal Fakir, cinéaste. Auteur de *Leur grande trouille. Journal intime de mes « pulsions protectionnistes »*, Les Liens qui libèrent, 2011.

AVANT, AILLEURS

## **Opium et canons font plier la Chine**

« Le libre-échange réunit l'humanité, écarte tout antagonisme de race, de credo et de langue, il est la condition d'une paix éternelle entre les hommes », proclamait le Britannique Richard Cobden (1804-1865). Le commerce offrirait ainsi le meilleur moyen de faire taire les canons. Cette vision des choses achoppe sur l'histoire : l'ouverture des marchés a bien souvent été imposée par la violence, comme en Chine.

---

PAR MARTINE BULARD

---



Fumeurs d'opium à Hongkong, vers 1910.

© Collection IM / Kharbine-Tapabor.

Heureuse époque où l'on pouvait ouvrir les marchés de ses concurrents à l'aide de la canonnière et protéger les siens à coups de droits de douane... C'est ainsi qu'en 1842, au terme d'une guerre de trois ans, l'Empire britannique s'empara de Hongkong et de cinq autres ports chinois – Canton, Shanghai, Amoy (aujourd'hui Xiamen), Ningbo et Fuzhou –, obligeant la Chine à s'ouvrir au commerce international sous domination étrangère. Objectif : vendre de l'opium cultivé en Inde par la Compagnie britannique des Indes orientales (interdit sur le territoire chinois depuis un siècle) pour payer ses importations, de thé notamment, et imposer ses propres produits. D'où le nom de « première guerre de l'opium ».

La seconde sera engagée en 1856 avec la participation militaire de l'Allemagne, de la France et des États-Unis. Au terme du traité de

Nankin (1842, fin de la première guerre de l'opium), de celui de Tianjin (1858, fin de la seconde guerre) et de celui de Pékin (après ce que l'on a appelé le « sac du Palais d'été »), la Chine se voit infliger des conditions drastiques qui vont ruiner son économie, tandis qu'une partie du pays passe sous contrôle occidental de fait. Pas étonnant qu'elle qualifie ces accords imposés de « traités inégaux ».

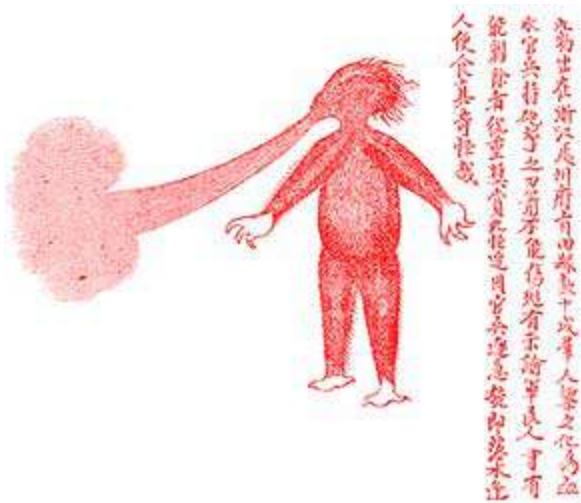


Capital Club, Pékin, Chine, 2012. Photographie de Sim Chi Yin.

Un membre du Capital Club avec un masque de cheval exécute la danse populaire du « Gangnam Style » lors d'une fête célébrant le vieux Pékin dans ce club réservé à la nouvelle élite chinoise. *Baofahu* signifie « nouveau riche » en chinois. Trente ans après la libéralisation de l'économie, le pays compte près de 600 milliardaires, soit plus qu'aux États-Unis. Mais peu d'entre eux sont de réels self-made-men : la vaste majorité des grandes fortunes est constituée d'enfants de hauts fonctionnaires.

© Sim Chi Yin / VII.

Depuis le XVIIe siècle et jusqu'au début des années 1830, elle occupait la première place dans l'économie manufacturière de la planète. « *La Chine*, écrivait Adam Smith en 1776, *est un pays bien plus riche que toutes les contrées d'Europe.* » Sa part dans l'ensemble de la production manufacturière mondiale s'élevait à près d'un tiers (contre moins d'un quart pour celle du continent européen), selon l'économiste Paul Bairoch. En matière d'acier, d'horlogerie mécanique, d'ingénierie (ponts à suspension, notamment), d'équipements pour forages profonds, etc., la Chine se trouvait en position dominante, comme l'a montré l'historien des sciences Joseph Needham. Toutefois, certaines de ses innovations (en matière d'armes à feu notamment) étaient tombées en désuétude, et l'empereur ne put faire face à la puissance de feu des nations occidentales – ses armes s'avérèrent obsolètes, ses militaires mal organisés.



Guerre de l'opium : caricature chinoise d'un marin anglais sous les traits d'une créature monstrueuse soufflant du feu, XIXe siècle.

© De Agostini / Leemage.

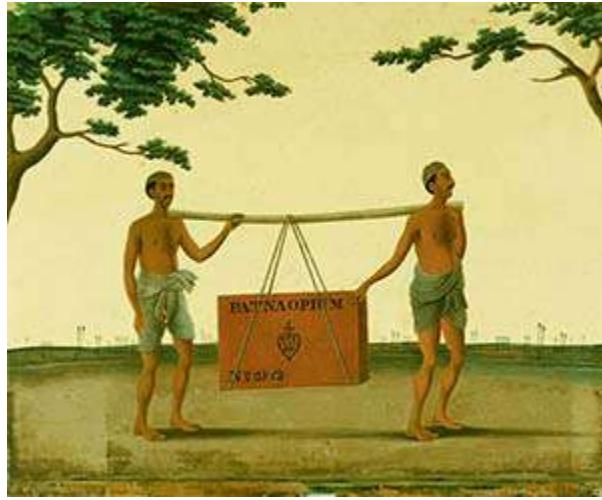
Les fameux « traités inégaux » exigent l'ouverture sans conditions au commerce occidental de six ports francs

supplémentaires, qui viennent s'ajouter aux cinq obtenus par le Royaume-Uni quelques années plus tôt. Dans ces grandes villes partagées en zones d'influence (comme la célèbre concession française de Shanghai), les Occidentaux échappent aux lois chinoises et imposent les leurs : l'extraterritorialité est actée dans les traités.

La Chine perd également sa souveraineté douanière et doit réduire ses tarifs à 5 % maximum et le plus souvent à un niveau encore plus bas, de 2 à 3 %. Mais les parangons de vertu libréchangistes de l'Occident ne vont pas jusqu'à s'appliquer les principes qu'ils imposent aux autres. Ils protègent leur marché intérieur.

Passée de 33 % de la production manufacturière mondiale en 1800 à 6,6 % un siècle plus tard

En 1875, les droits de douane atteignent 12 à 15 % en France, entre 20 et 25 % au Portugal, 40 et 50 % aux États-Unis, 25 et 30 % au Japon (chiffres de 1913). Seul le Royaume-Uni, en position temporaire de monopole technologique, a réduit à zéro ses propres tarifs, jusqu'à ce qu'il perde sa suprématie et retourne aux bonnes vieilles méthodes de protection.



Le transport de l'opium, peinture chinoise sur verre, XIXe siècle, dynastie Qing.  
© Eileen Tweedy / Aurimages.

Soumise à ce régime injuste, la Chine se dévitalise. Elle qui représentait 33 % de la production manufacturière mondiale en 1800 n'en totalise plus que 6,6 % un siècle plus tard. Dans le même temps, la part du Royaume-Uni bondit de 4,3 % à 18,5 % et celle des États-Unis, de 0,8 % à 23,6 %.

Si la Chine a recouvré l'intégralité de son territoire en 1945, après la défaite militaire du Japon, Hongkong n'est revenu dans son giron qu'en 1997, soit cent cinquante ans après sa capture. Dans la mémoire collective (savamment entretenue), perte d'autonomie territoriale et déclin économique restent à jamais conjugués. D'où la sensibilité exacerbée de nombre de Chinois dès que l'on parle d'une éventuelle indépendance du Tibet ou du Xinjiang. Exsangue à la sortie de la seconde guerre mondiale, isolée pendant le régime de Mao Zedong (1949-1976), la Chine est devenue la seconde puissance économique mondiale, retrouvant le rang qu'elle avait dû abandonner sous pression de l'étranger. Une performance au goût de revanche.

**Martine Bulard**

## **Immigration : comment le Sud subventionne le Nord**

Aux États-Unis comme en Europe, le regain des discours réactionnaires se caractérise par la dénonciation d'une immigration « incontrôlée » qui gangrènerait les dispositifs de protection sociale et entraverait le développement économique. L'arrivée massive de travailleurs étrangers représente au contraire une aubaine pour le pays d'accueil, comme l'illustre le cas des États-Unis et des migrants mexicains.

---

PAR RENAUD LAMBERT

---



« The Migration Series », peinture de Jacob Lawrence, 1940-1941.

Cette œuvre rappelle la grande migration des Afro-Américains vers le nord des États-Unis pendant la première guerre mondiale.

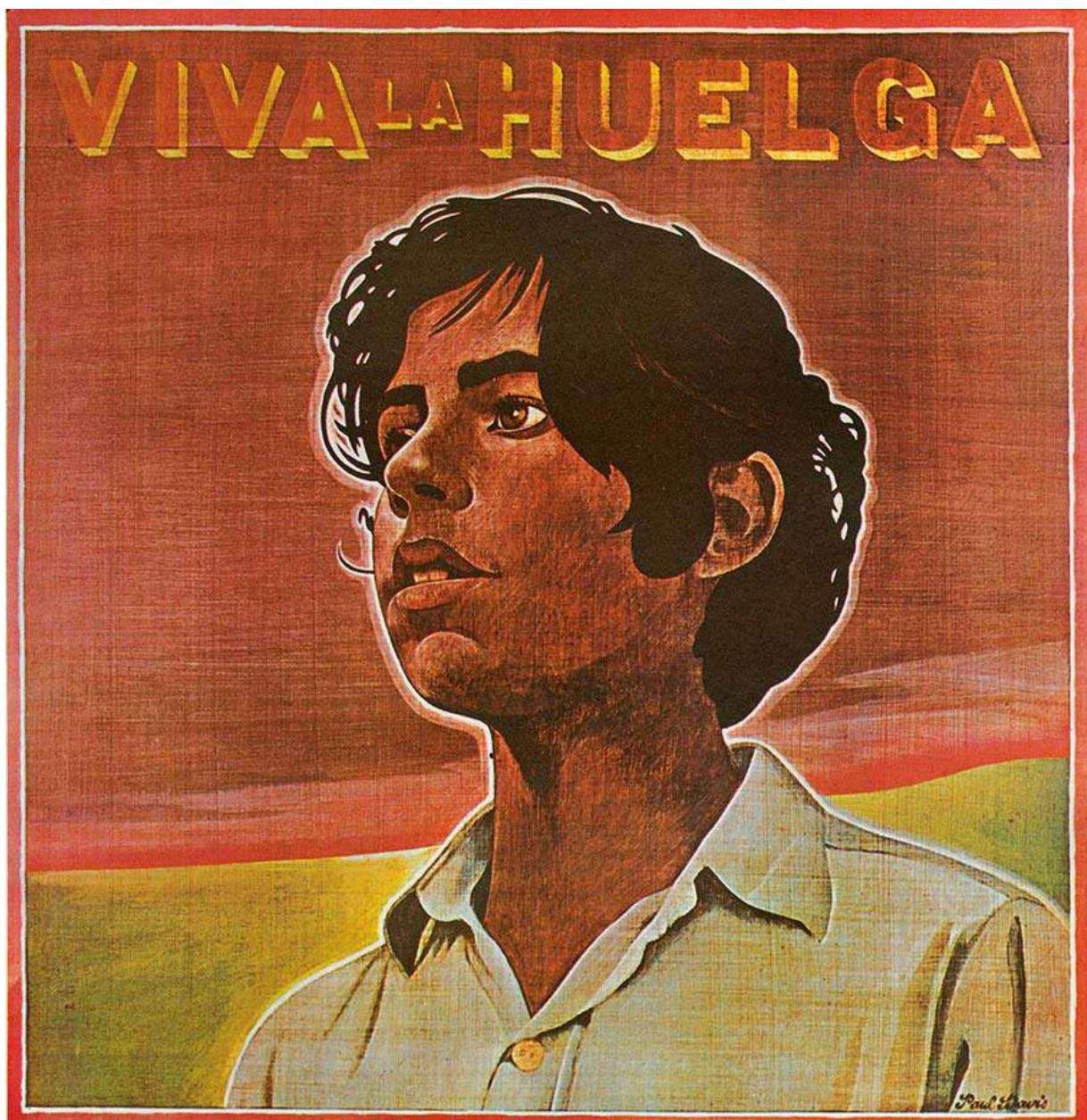
© The Phillips Collection, Washington, DC / Bridgeman Images.

Lors de la campagne présidentielle américaine de 2016, le candidat Donald Trump a avancé l'idée de construire un mur le long de la frontière entre le Mexique et les États-Unis pour lutter contre l'immigration mexicaine. À ses yeux, le phénomène constituerait un fléau pour l'économie américaine.

## Des sommes considérables

Dans leur livre *Mexico's Economic Dilemma* (2010), James M. Cyper et Raúl Delgado Wise, deux chercheurs américains, s'emploient à mesurer le « coût » réel de l'immigration mexicaine

pour les États-Unis. Leur conclusion ? Cette immigration ne constitue pas un coût, mais une manne qu'ils estiment à environ 340 milliards de dollars pour la période d'étude (1994-2008). Une « subvention » versée par le voisin le plus pauvre, le Mexique, au plus riche, les États-Unis...



« Vive la grève », affiche de Paul Davis pour un concert de soutien à la grève des cueilleurs de raisins en Californie, New York, 1968.

Héros de ces ouvriers agricoles, le syndicaliste chicano César Chávez fonde en 1962 la National Farm Workers Association et mène avec succès des grèves de la faim et des actions de boycott pour l'obtention de salaires décents, l'interdiction de pesticides dangereux ainsi que la légalisation de milliers de clandestins. Son cri de ralliement : « *Sí, se puede.* »

© Selva / Leemage.

Pour les auteurs, l'arrivée de travailleurs mexicains sur le marché du travail américain représente un transfert de ressources lié à la production de la main-d'œuvre. Des sommes avancées par le Mexique à travers ses systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale. « *L'immigration permet aux États-Unis d'économiser des sommes considérables*, expliquent les auteurs. *Notamment parce que l'âge moyen des migrants est en général celui de la participation maximale à la population active.* »



Sur le bateau entre Alger et Marseille, 1972. Photographie d'André Lejarre.

Pendant les « trente glorieuses », les usines recrutent massivement au Maghreb et au Portugal une main-d'œuvre réputée docile, peu chère et provisoire. La population d'Algériens vivant en

France passe de 211 000 en 1954 à 350 000 en 1962.  
© André Lejarre.



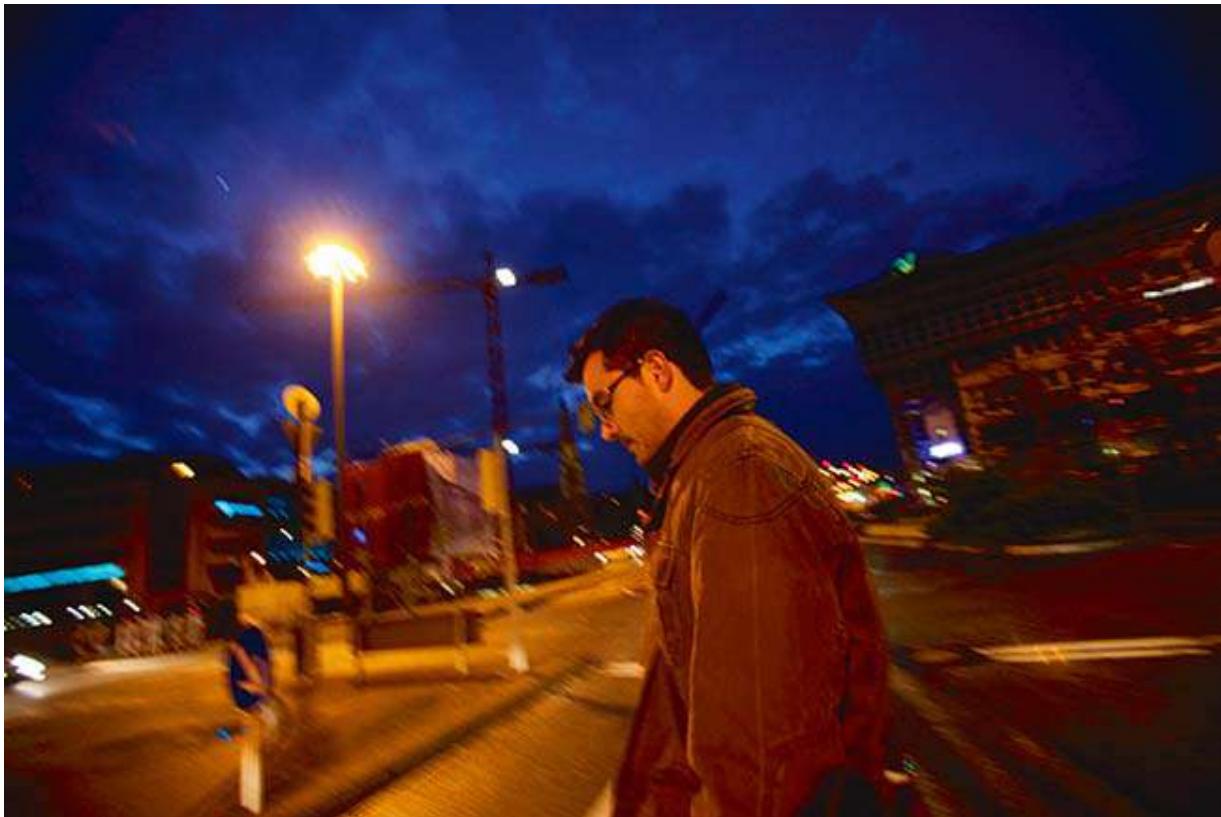
Val, née au Royaume-Uni, institutrice à Beyrouth, Liban, 2009. À gauche, les jardins de l'Université américaine ; à droite, son domicile. Photographies de Malene Nors Tardrup tirées de la série « Replacement Migration - Make Yourself at Home », des portraits d'Européens vivant dans le monde arabe et d'Arabes ayant élu domicile en Europe.

Ils sont présentés en diptyque : dans un lieu public qu'ils affectionnent et dans l'intimité de la sphère privée.

© Malene Nors Tardrup / [www.tardrup.com](http://www.tardrup.com)

En prenant en compte le niveau d'éducation des immigrés mexicains lors de leur arrivée sur le sol américain ainsi que le coût que cette formation a représenté pour le Mexique (sur la base de prix constants 2008), les auteurs suggèrent que, entre 1994 et 2008, le pays d'origine a transféré 83 milliards de dollars vers celui d'arrivée. En prenant comme base de calcul le coût de l'éducation aux États-Unis (plus onéreuse que dans le pays voisin), le chiffre s'élèverait même à 613 milliards de dollars pour la même période.

Les États-Unis épargnent 1,8 fois le montant des sommes renvoyées au pays par les Mexicains



Emilio García est l'un des « 100 de Stuttgart », un groupe de 100 ingénieurs espagnols arrivés en Allemagne pour des entretiens d'embauche. Photographie de Christoph Bangert.  
© Christoph Bangert / laif / RÉA.

Mais l'immigration implique par ailleurs un transfert de ressources lié à la reproduction sociale des travailleurs. En mesurant le coût moyen de la nourriture ayant permis la croissance des travailleurs arrivés aux États-Unis, on découvre que le Mexique aurait, toujours entre 1994 et 2008, versé une somme additionnelle de 257 milliards de dollars, soit 1,4 fois le

montant total des sommes envoyées par les Mexicains émigrés aux États-Unis à leurs familles et leurs proches. Lorsqu'on additionne le coût de l'éducation et celui de la reproduction sociale des travailleurs, on parvient au chiffre de 340 milliards, soit 1,8 fois le montant total des transferts réalisés par les immigrés mexicains à destination de leur famille restée au pays.

« Nous aurions dû exiger davantage des banquiers »

Ben Bernanke président de la Réserve fédérale (2006-2014)

**Renaud Lambert**

Rédacteur en chef adjoint au *Monde diplomatique*. Coauteur (avec Serge Halimi et Frédéric Lordon) de l'ouvrage *Les Économistes à gages, Les Liens qui libèrent – Le Monde diplomatique*, 2012.

## Plusieurs tours du monde pour un smartphone

Marchandise emblématique de ce début de siècle, les smartphones produits par Apple tirent parti des chaînes mondiales d'approvisionnement permettant d'acheter le travail humain au prix le plus bas, où qu'il se trouve. Cette division internationale du travail entre conception, fabrication des composants et assemblage garantit à l'entreprise une marge brute d'au moins 69 % sur le dernier modèle d'iPhone : l'appareil est vendu plus de trois fois le prix que coûte sa production.

---

PAR DARIO INGIUSTO & CÉCILE MARIN

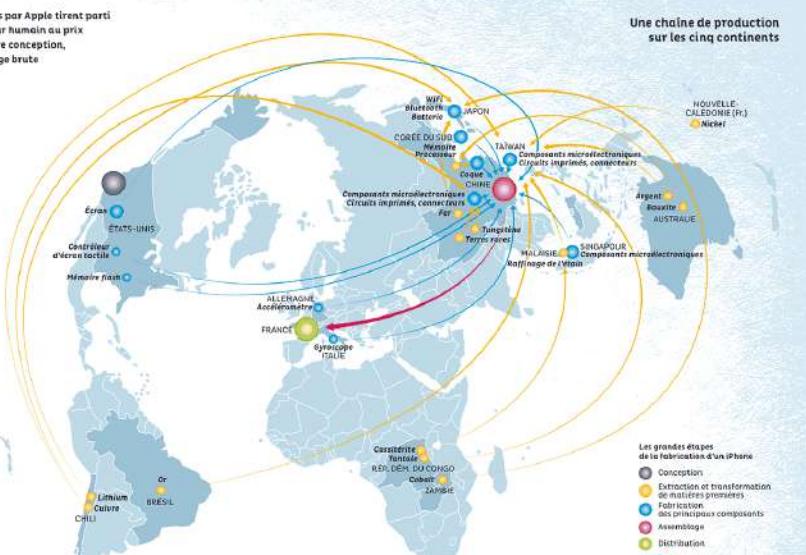
---

## **PLUSIEURS TOURS DU MONDE POUR UN SMARTPHONE**

**Marchandise emblématique de ce début de siècle, les smartphones produits par Apple tirent parti des chaînes mondiales d'approvisionnement permettant d'acheter le travail humain au prix le plus bas, où qu'il se trouve. Cette division internationale du travail entre conception, fabrication des composants et assemblage garantit à l'entreprise une marge brute d'au moins 69 % sur le dernier modèle d'iPhone : l'appareil est vendu plus**



Source : PRUE - Convention de Bâle, a Guidance document on the environmental management of used and end-of-life mobile phones, n° 2012.





En 2016, Apple construit et commercialise cinq modèles d'iPhone (SE, 6, 6 Plus, 6s, 6s Plus), dont les composants varient légèrement d'un modèle à l'autre. Plusieurs fabricants peuvent être chargés de produire un même module. Par ailleurs, Apple publie la liste de ses fournisseurs de matières premières, mais ces entreprises recourent elles-mêmes à des filiales qui, elles, ne sont pas identifiées. Ainsi, le rapport sur les minerais (« Conflict

minerals report 2016 (1 ») liste pas moins de cent une sociétés de transformation et de raffinage de l'or, mais n'indique pas la localisation des mines.

**Cette carte propose une configuration possible de la chaîne d'approvisionnement d'un de ces iPhone, conçu à Cupertino (Californie), assemblé à Shenzhen (Chine) et vendu à Paris, en faisant figurer pour les principaux métaux un des premiers sites mondiaux d'extraction, ainsi qu'un des sites de fabrication de chaque composant majeur.**

**Dario Ingiusto & Cécile Marin**

---

(1) « Conflict minerals report 2016 » (PDF), Johnson Controls.

## **Depuis soixante-dix ans, l'idée fixe qui guide les marchands**

Des centaines d'accords de libre-échange régissent les relations commerciales unissant des pays ou des régions. Un tel enchevêtrement suggère a priori une diversité d'objectifs, une multiplicité de moyens. En réalité, ce patchwork de textes se caractérise par une ambition unique : l'ouverture généralisée de l'ensemble des marchés sur la base de conditions définies par les pays du Nord.

---

PAR FRÉDÉRIC FARAH

---



Sur l'île d'Ometepe, au milieu du lac Cocibolca, se trouvent deux volcans, le Maderas, et le Concepción, qui est actif. Photographie d'Adrienne Surprenant tirée de la série « Canal Nicaragua », 2014.

Censé capter 5 % du commerce mondial, le futur canal inter-océanique du Nicaragua sortira le petit pays d'Amérique centrale de la pauvreté, assure le président Daniel Ortega. En réalité, le gouvernement ayant accordé – en toute opacité – une concession de cinquante ans à une société de Hongkong, pour la réalisation de ce chantier de 50 milliards de dollars, la compagnie chinoise récoltera l'essentiel des revenus du projet. Dénonçant la violation de souveraineté, les risques écologiques ainsi que les menaces d'expropriation, les Nicaraguayens multiplient les manifestations contre l'accord.

© Adrienne Surprenant / Hans Lucas.

« *J'estime que le libre-échange joue dans le monde moral le même rôle que le principe de gravitation dans l'Univers* », expliquait en 1846 le Britannique Richard Cobden, l'un des représentants de l'Anti-Corn Law League, une organisation luttant contre les taxes sur les céréales importées. Similaire à l'attraction entre les astres, la libre circulation des marchandises devait selon lui « *rapprocher*

*les hommes, les libérant des antagonismes de race, de croyance et de langue, avant de les réunir dans une paix éternelle ».*

## Pour éradiquer la guerre

Moins de vingt ans plus tard, l'évidence d'un lien entre commerce et paix échappera aux Paraguayens. Au nom du libre-échange, le Royaume-Uni convainc ses alliés locaux (Argentine, Brésil et Uruguay) d'envahir le petit pays qui se développait rapidement en protégeant son économie. Le conflit, dit de la Triple Alliance, décimera la population du Paraguay, dont neuf hommes sur dix seront fauchés – version latino-américaine de l'épisode de la guerre de l'opium du début des années 1840 (*lire « Opium et canons font plier la Chine »*).

En dépit de tels accrocs, la croyance que le « doux commerce » garantirait la paix entre les hommes n'a jamais manqué de prophètes. Parmi les « quatorze points » que le président américain Woodrow Wilson (1913-1921) avance en 1918 pour construire un monde de prospérité et de paix après la première guerre mondiale, le libre-échange figure en bonne place. En 1948, Cordell Hull, secrétaire d'État du président Franklin Delano Roosevelt (1933-1945) et Prix Nobel de la paix en 1945, assure qu'*« accroître les échanges commerciaux entre les nations (...) ferait beaucoup pour éradiquer la guerre »*.



Artillerie paraguayenne, peinture de Cándido López, vers 1891.

Londres parraine en 1865 la signature du traité de la Triple Alliance, par lequel l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay unissent leurs forces pour terrasser leur voisin, avec l'appui financier de la Banque de Londres, de la Baring Brothers et de la banque Rothschild. Le président argentin Bartolomé Mitre déclarera pendant cette guerre : « *Je lève mon verre aux efforts argentins et aux capitaux anglais.* »

© De Agostini Picture Library / G. Dagli Orti / Bridgeman Images.

Au nom de la paix – et sous l'influence des États-Unis –, les dirigeants politiques occidentaux s'entendent pour redonner vie à un libre-échange malmené par la crise des années 1930 et la seconde guerre mondiale : le 30 octobre 1947, ils signent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), visant une plus grande ouverture des économies. Une logique similaire préside à la construction européenne. En 1957, le traité de Rome

instituant la Communauté économique européenne (ancêtre de l'Union européenne) se donne pour objectif la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes. En période de reconstruction, toutefois, le libéralisme n'est pas échevelé mais « intégré », selon l'expression du politiste John Ruggie : il s'accommode de politiques sociales, notamment de réduction du chômage et de croissance interne. Cela ne durera pas.

## Derrière le Brésil, la Chine et l'Inde, les pays du Sud dénoncent un libéralisme à deux vitesses

Le dernier cycle de négociations du GATT, dit cycle de l'Uruguay, accouche de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le 1er janvier 1995. Mais les travaux de la nouveau-née s'embourbent et le processus de libéralisation se grippe.



M. Yechang Wang dans son usine de biscuits à Lagos ; elle peut en produire 70 tonnes par jour.  
Photographie de Paolo Woods, Nigeria, 2007.

Après avoir été le terrain de jeu des anciennes puissances coloniales, l'Afrique est désormais la proie des pays émergents. En quête de ressources énergétiques et alimentaires, la Chine est devenue en 2013 le quatrième investisseur en terre africaine, derrière la France, les États-Unis et le Royaume-Uni. Des milliers de Chinois s'installent ainsi partout en Afrique pour construire et commerçer. L'empire du Milieu a même commencé à y délocaliser ses usines, profitant d'une main-d'œuvre encore moins chère qu'en Asie.

© Paolo Woods / Institute.

Les pays riches souhaitent ouvrir tous les services (indépendamment de leur statut public ou privé) à la concurrence internationale en éliminant progressivement les spécificités locales ou nationales, à travers l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). De leur côté, certains pays du Sud, comme le Brésil, la Chine et l'Inde, reprochent à l'OMC un libéralisme à deux vitesses : l'ouverture exigée dans le domaine des services (favorables aux entreprises du Nord) ne s'accompagne pas d'un mécanisme similaire dans le secteur agricole, où une forme de protectionnisme prévaut toujours aux États-Unis et en Europe, au détriment des productions du Sud.

La stratégie multilatérale de l'OMC (et de son ancêtre le GATT), dont les accords sont censés s'appliquer à l'ensemble des pays membres, en pâtit au profit d'une nouvelle, privilégiant les accords entre pays ou entre régions. Parmi ceux-ci, l'accord de partenariat transpacifique signé le 4 février 2016 entre les États-Unis et onze partenaires, mais également les projets de grand marché transatlantique (GMT, en anglais Tafta) et d'accord sur le commerce des services (ACS) (*lire « Le grand marché transatlantique se fait justice lui-même »*).



## DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

Banquier à Vienne et ambassadeur de Bosnie auprès de l'Union européenne et de l'OTAN entre 1998 et 2000, Vitomir Miles Raguz a découvert comment « *résoudre les conflits territoriaux*

*contemporains* », notamment dans les Balkans : « *Il suffit de vendre le Kosovo* » (*Wall Street Journal Europe*, 15 octobre 2003). Rappelant que les États-Unis ont acheté l’Alaska aux Russes en 1867 et les îles Vierges au Danemark en 1916, il explique : « *Tous ces territoires furent vendus à cause de leur coût d’entretien excessif et / ou de leur valeur économique négligeable aux yeux des précédents souverains. De même, le Kosovo n’a qu’une faible valeur économique ou sécuritaire pour Belgrade.* » Les Kosovars pourraient donc simplement acheter leur pays. « *Le prix ne serait pas si élevé qu’il y paraît. Il serait vraisemblablement compris entre 50 millions et 1 milliard d’euros. Le bas de la fourchette estime la valeur de la terre nue de la province, et le haut représente le montant maximum de dette que pourraient vouloir supporter les habitants pour acheter leur pays : 500 euros par tête.* » Et l’auteur de conclure cet exercice de diplomatie économique : « *Voilà une réponse moderne et de marché au problème complexe du Kosovo, que l’Occident devrait soutenir.* »

### **Frédéric Farah**

Professeur de lycée en sciences économiques et sociales, chargé de cours à l’université Paris-I.  
Coauteur de Tafta. *L'accord du plus fort*, Max Milo, 2014.

## Tous les écrans du monde

Les avions de ligne ont davantage rapproché les continents que ne l'aurait permis la seule tectonique des plaques. Mais, en rétrécissant, le monde ne s'est-il pas également aplati ? On peut manger dans les mêmes restaurants, s'habiller dans les mêmes enseignes et visionner les mêmes films dans la plupart des pays de la planète. Le monde serait-il devenu un village ?

---

PAR EVELYNE PIEILLER

---



Photographie de Taryn Simon, archives de Lucasfilm, accessoires et éléments de décor entreposés au Skywalker Ranch, Marin County, Californie. Image tirée du projet « An American Index of the Hidden and Unfamiliar », 2007.

Les Archives des films Lucas ont été construites en 1991 pour stocker les objets utilisés pour tourner les films de l'auteur, metteur en scène et producteur George Lucas. La collection hébergée dans le ranch comprend des accessoires, des costumes et des éléments de décor de certains des films qui ont connu les succès commerciaux les plus retentissants de l'histoire du cinéma, dont *La Guerre des étoiles* et *Indiana Jones*. 95 % du Skywalker Ranch fait l'objet d'un acte de donation au profit du Marin Agriculture Land Trust, qui se consacre à la protection des terres agricoles.

© 2016 Taryn Simon. Courtesy of the Artist and Almine Rech Gallery.

En 2005, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) promeut une convention sur « *la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* ». L'attention à la diversité culturelle apparaît dans les années 1990 en réponse au processus de mondialisation, perçu à

la fois comme une « opportunité » (il permettrait, grâce à la circulation des produits culturels, une meilleure compréhension des autres) et comme une menace : celle de l'uniformisation.

Cette dernière semble spontanément peu discutable : parmi les dix albums de musique pop les plus vendus au monde, huit sont anglo-saxons. *Thriller*, de Michael Jackson, domine avec sa soixantaine de millions d'exemplaires, suivi par *Back in Black*, d'AC/DC, une cinquantaine, etc. Dans le domaine des jeux vidéo, *Grand Theft Auto*, créé par une entreprise écossaise et qui permet de parcourir des villes américaines, bat tous les records de la console PlayStation : 150 millions d'exemplaires vendus pour la série.

La part des films américains dans la programmation des cinémas est de 50 % en Europe, de 57 % en Allemagne et de 70 % en Espagne (chiffres de 2008). Elle représente 45 % des entrées en France, le cinéma extraeuropéen n'atteignant que 2 % (chiffres de 2005). L'anglais est la première langue traduite, le chinois n'arrive qu'en seizième position, mieux que le danois (dixième position) mais moins bien que l'arabe (dix-septième). Sur Internet, 90 % des langues existantes ne sont pas représentées. En bref, il semble bien que la mondialisation culturelle existe, et qu'elle soit sous domination américaine. C'est évidemment le moment de préciser que la convention de l'Unesco évoquée plus haut a été signée par tous ses membres sauf deux : Israël et... les États-Unis.

## 150 millions d'exemplaires du jeu vidéo « Grand Theft Auto » vendus à travers le monde

La protection de la diversité imaginée par les Nations unies porte sur la sauvegarde des « cultures de la tradition », la diversification de l'offre, l'éloge du métissage. Ce qui implique de muséifier ce qui sera considéré comme un « patrimoine », de proposer la découverte des cultures des « minorités », tout en soulignant que « *la culture d'une société n'est ni statique ni inchangeable, mais relève plutôt d'un flux constant entre États, influençant et influencés par la vision et les formes d'expression d'autres parties du monde* » (Unesco, Commission mondiale de la culture et du développement).

En réalité, la menace d'uniformisation n'est pas la même partout. Quelques exemples : en Pologne, le *top ten* demeure strictement polonais. Sur les dix films qui ont fait le plus d'entrées en 2015 en Finlande, cinq étaient finlandais. Le Nigeria écoute et regarde des productions autochtones. En Chine, 55 % du box-office provient... de Chine, et le gouvernement n'autorise qu'un nombre limité de films étrangers par an (vingt jusqu'en 2012, puis trente-quatre jusqu'en 2017). Mieux, il oblige Hollywood à coproduire avec des sociétés chinoises. L'Inde s'arroge la première place mondiale pour la production cinématographique ainsi que pour le nombre d'entrées vendues...

## Citoyen du monde ?...

Ce qui se traduit ainsi, c'est la reconnaissance par une population d'arts qui déclinent la réalité concrète qui lui est propre, d'une manière ou d'une autre. Une démarche qui peut tourner à la quête identitaire. En Hongrie, un courant proclame des caractéristiques culturelles communes aux « fils d'Attila » et développe une culture transnationale censée puiser dans ces origines. De façon plus générale, le développement de la distribution des produits culturels « mondialisés » tend à susciter l'émergence d'un fantasme national, voire nationaliste.

Il s'agit là d'un cercle vicieux, qui résulte du déni de l'enjeu tant commercial que politique de la mondialisation. Celle-ci vise moins l'« ouverture aux autres cultures »... que celle des marchés ; elle se soucie moins de voir chacun s'élever au statut de « citoyen du monde » que de le familiariser avec la langue, les modes et les valeurs du libéralisme anglo-saxon, présenté comme universel.

**Evelyne Pieiller**

Journaliste au *Monde diplomatique*. Coauteure (avec Edgard Garcia) d'*Une histoire du rock pour les ados*, Au diable Vauvert, 2013.

## **Le grand marché transatlantique se fait justice lui-même**

La crise financière de 2008 aurait pu fragiliser l'idéologie qui l'avait rendue possible. Elle a au contraire aiguillonné les libéraux. Une série de fuites a révélé les projets d'accords de libre-échange qui peuplent leurs rêves, et auxquels ils travaillent d'ores et déjà d'arrache-pied. Parmi ceux-ci, le grand marché transatlantique (GMT) et l'accord sur le commerce des services (ACS).

---

PAR RAOUL MARC JENNAR

---



La frontière entre Baarle Hertog (Belgique) et Baarle Nassau (Pays-Bas), 2011. Photographie de Valerio Vincenz.

© Valerio Vincenzo / Hans Lucas.

Jusqu'en 1994, la promotion du libre-échange visait à faciliter l'achat et la vente de biens par-delà les frontières. Il s'agissait de réduire les droits de douane (on parle de « tarifs ») et de simplifier les formalités administratives. Depuis 1948, le processus se négociait dans le cadre d'une organisation appelée

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, plus connue sous son sigle anglais GATT.

Une telle priorité politique a conduit la plupart des pays à chercher à exporter toujours plus et à doper leur compétitivité dans les secteurs les plus attrayants pour leurs partenaires étrangers. Or on vend d'autant mieux qu'on vend moins cher que ses concurrents... Exporter implique donc souvent de réduire les coûts salariaux et liés à la protection de l'environnement (pendant longtemps, en effet, on ne s'est guère soucié des effets de l'intensification des transports). Mais chaque État demeurait libre de participer ou non à la mondialisation libérale.



vando como le haga a su dinero para que va



« Le Banquet de Wall Street », peinture murale de Diego Rivera au ministère de l'éducation, Mexico, 1928.

En 2013, le Mexique a été condamné à verser 94,6 millions de dollars à Cargill. La société américaine s'est appuyée sur le chapitre 11 de l'accord de libre-échange unissant les États-Unis, le Canada et le Mexique (Alena) pour traîner Mexico devant un tribunal arbitral. La faute du pays latino-américain ? Avoir introduit une taxe de 20 % sur les boissons contenant un sirop de maïs riche en fructose.

© Danny Lehman / Corbis / VCG / Getty Images / Banco de México Diego Rivera Frida Kahlo Museums Trust, Mexico, D.F. © ADAGP, Paris 2016.

En 1994, des négociations internationales donnent naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec pour mission d'éliminer tous les obstacles à la concurrence à travers des accords contraignants. Pour l'OMC, il existe deux sortes d'obstacles : les droits de douane, appelés « barrières tarifaires », et les réglementations nationales, appelées « barrières non tarifaires ». Le processus d'élimination de ces dernières est également connu sous le nom de « dérégulation » : le rabotage de codes du travail jugés trop compliqués, de normes fiscales estimées trop sévères ou de dispositions liées à la protection de l'environnement réduisant « démesurément » la liberté des entreprises...

## Imposer ses normes



« The Vampire », affiche de film, 1957.

À l'instar du vampire transylvanien, les tractations secrètes résistent mal à la lumière du jour. On parle d'« effet Dracula ».

DR.

Le démantèlement fut jugé trop lent par les pays les plus riches. Lorsque leur tentative de l'accélérer se heurta au refus des autres capitales, ils décidèrent de sortir des négociations multilatérales (entre l'ensemble des pays) pour leur en préférer d'autres, bilatérales ou plurilatérales (entre deux ou plusieurs pays), dans l'espoir de constituer un bloc capable d'imposer ses normes au reste du monde.

En 2009, les États-Unis ont ainsi lancé une négociation avec onze pays riverains du Pacifique, le partenariat transpacifique (PTP) ; puis une autre avec les vingt-huit pays de l'Union européenne, le

partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI), aussi connu sous le nom de grand marché transatlantique (GMT) ou Tafta ; et une troisième concernant cinquante pays, dont ceux de l'Union européenne, visant à parvenir à un accord sur le commerce des services (ACS ou TISA en anglais).

## Que subsistera-t-il de la démocratie quand la possibilité de choisir en aura été soustraite ?

Ces accords (et bien d'autres), négociés par nos gouvernements dans le plus grand secret, poursuivent les mêmes objectifs :

1. rendre compatibles les normes démocratiques, sociales, sanitaires, alimentaires, environnementales et techniques en vigueur dans les pays concernés avant de les réduire à un minimum ;
2. accorder aux investisseurs étrangers les mêmes avantages que ceux dont disposent les investisseurs nationaux ou locaux, y compris dans le domaine des marchés publics ;
3. imposer aux pouvoirs publics en conflit avec une entreprise privée étrangère le recours à une justice privée (et non plus aux tribunaux officiels) ;
4. mettre les services en concurrence et faire disparaître les services publics ;

## 5. rendre ces transformations irré-versibles.

Si ces négociations aboutissaient, la puissance des entreprises privées deviendrait démesurée. Que resterait-il du pouvoir des États s'ils n'avaient plus le droit d'adopter, de supprimer, de modifier des lois ou des règlements ? Pour l'heure, toutefois, la perspective d'une conclusion des négociations s'éloigne : la mobilisation des citoyens américains et européens a porté ses fruits. En mai 2015, le président français François Hollande a ainsi expliqué qu'à ce stade des négociations « la France dit non ». Or, il suffit du veto d'un seul pays pour balayer le projet.



Pendant la nuit d'Halloween au fast-food Wendy's, Athens, Ohio, États-Unis, 2007. Photographie de Susana Raab.

Tant que la nocivité d'une pratique n'a pas été prouvée, les États-Unis l'autorisent : les éleveurs américains peuvent donc laver leurs poulets au chlore. Pour l'heure, ils ne peuvent pas exporter leur volaille en Europe, où le principe de précaution impose de démontrer l'inocuité d'une opération avant de l'autoriser. Grâce au GMT, les consommateurs européens pourraient enfin goûter à la gastronomie américaine.

© Susana Raab.



## L'ESCLAVAGE EFFICIENT

En 1993, l'Académie royale des sciences de Suède honore du « prix Nobel » les économistes Douglass North (université de Saint-Louis) et Robert Fogel (université de Chicago), ce dernier pour avoir su « *appliquer la théorie économique et les méthodes quantitatives* » – pompeusement baptisées « cliométriques » – à l'histoire. Dans une célèbre étude sur l'industrie du coton dans l'Amérique du XIXe siècle, Fogel avait défendu la « *rationalité économique de l'esclavage* » et conclu que c'était « *un système de production efficient* ». « *Grâce aux économies d'échelle, à la bonne gestion et à l'utilisation intensive des facteurs travail et capital, l'économie esclavagiste du Sud avait une productivité supérieure de 35 % à celle du Nord* » (*Time on the Cross - The Economics of American Negro Slavery*, 1974). Les calculs de Fogel permettent enfin de démolir les mythes : les historiens traditionnels exagèrent lorsqu'ils parlent d'exploitation puisque « *l'esclave type reçoit au cours de son existence 90 % des revenus qu'il produit* » ; il est aussi plutôt bien traité car, « *tout comme le bétail* », il est considéré par ses propriétaires comme un « *bien de*

*production économique* » (*The New York Times*, 13 octobre 1993).

### **Raoul Marc Jennar**

Politologue, chercheur auprès d’Oxfam et de l’Unité de recherche, de formation et d’information sur la globalisation (Urfig) ; auteur d’*Europe, la trahison des élites* (Fayard, Paris, 2004), qui a reçu le prix 2004 des Amis du *Monde diplomatique*.

AUTRES POSSIBLES

## **Le protectionnisme n'est pas l'autarcie**

Considérer le libre-échange comme l'une des causes de la crise qui chahute l'économie et plonge un nombre croissant de personnes dans la précarité conduit à s'interroger sur les vertus de la stratégie opposée : le protectionnisme. S'il a contribué au décollage des « dragons » asiatiques, celui-ci ne saurait garantir à lui seul le développement d'un pays.

---

PAR PIERRE SALAMA

---



Photographie de Zhang Kechun tirée de la série « Le Fleuve Jaune », 2011.

Si un savant mélange de libéralisme et de protectionnisme a permis une industrialisation rapide en Chine, cela n'a pas été sans effets néfastes sur l'environnement et la santé de la population. 40 % des rivières nationales sont gravement polluées et 20 % le sont à un niveau tel que leur eau a été jugée trop毒ique pour permettre le moindre contact. Le fleuve Jaune par exemple, qui fournit 20 % de la consommation d'eau de Shanghai, est pollué sur un tiers de sa longueur, en raison de l'augmentation des rejets toxiques des usines pétrochimiques.

© Zhang Kechu

Dans les années 1980, les économies latino-américaines sont dépassées par les « dragons » asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hongkong et Singapour). Pis, elles se marginalisent. Lors des décennies suivantes (1990-2000), l'Amérique latine renoue avec la croissance, mais à un niveau modéré : en 2012 le revenu par habitant des principaux pays (Argentine, Brésil, Mexique, Colombie...) s'établit à un peu plus de 25 % de son niveau aux

États-Unis, contre environ 70 % et 80 % pour, respectivement, la Corée du Sud et Taïwan. De son côté, la Chine – qui partait de très loin – atteint un revenu par habitant très proche de celui du Brésil (13 200 dollars PPA en 2014, contre 15 500 côté brésilien).

Déclin relatif de la croissance d'un côté, essor de l'autre : comment expliquer de telles évolutions ? Une première réponse s'appuie sur des justifications d'ordre culturel : on travaillerait « mieux », « plus efficacement », en Asie qu'en Amérique latine. Un tel raisonnement a souvent été évoqué pour expliquer la forte croissance du Japon au cours des années 1980, mais la stagnation économique du pays dans les années suivantes en affaiblit la pertinence... Reste le rôle des institutions et des politiques publiques. Les efforts des pays asiatiques pour protéger leurs industries naissantes (par des barrières aux importations, notamment), alors que l'Amérique latine opérait au contraire un « désarmement douanier », expliqueraient la forte croissance des uns et la croissance molle des autres.

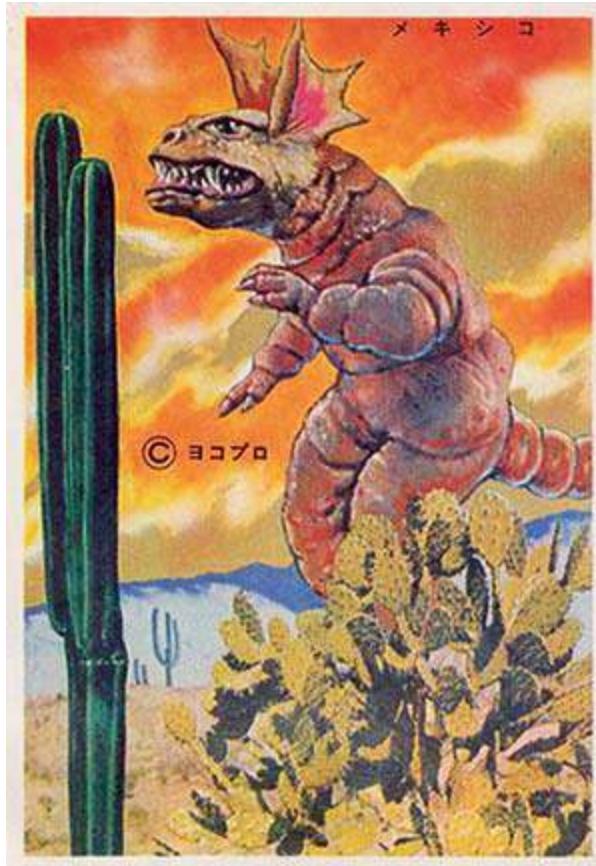


Photographie de Romain Champalaune.

Au cinquième étage de la tour Samsung Electronics sont organisés chaque week-end des mariages d'employés. Les cérémonies ne durent pas plus de quarante-cinq minutes et s'enchaînent tout l'après-midi selon un rituel bien rodé. Après le faste de la cérémonie à l'occidentale vient le temps d'une deuxième cérémonie plus confidentielle respectant les traditions coréennes. Séoul, juillet 2014.

© Romain Champalaune / RÉA.

## Besoin d'un état stratège



Carte postale japonaise des années 1970 montrant un « pachimon kaiju » (créature inspirée des monstres géants de séries télévisées).

© Pink Tentacle.

Séduisant, le raisonnement n'est pas entièrement satisfaisant. Pour être efficace, le protectionnisme doit s'appliquer de façon sélective et temporaire. Il doit surtout être assorti de politiques économiques d'accompagnement (sur les taux de change et d'intérêt, les subventions, les réglementations...). Bref, il requiert un État stratège, comme celui qui présida à l'envol de la Corée du Sud hier ou, dans un contexte différent, de la Chine ces dernières années. Les institutions internationales ont longtemps considéré que trop d'État tuait la croissance, que peu d'ouverture la ralentissait et favorisait des comportements rentiers parasites, voire le clientélisme et l'essor de la corruption. Les entrepreneurs préfèrent parfois faire pression auprès des gouvernants pour

obtenir les rentes produites par la protection de leurs marchés (par le biais de barrières aux importations) plutôt que prendre des risques et investir (thèse dite du *rent seeking*). Des parcours asiatiques, ces institutions n'ont retenu que leur ouverture au commerce international, invitant l'Amérique latine à s'en inspirer.

La vérité de notre époque est – et doit être – la suivante : le commerce ouvert et concurrentiel nous enrichira comme nation.

— William Clinton, président des États-Unis  
(1993-2001)

Idéologique, une telle approche sous-estime le rôle actif des États dans les pays asiatiques. Ouverture ne signifie pas nécessairement pouvoir accru du marché : le processus peut être à la fois important et contrôlé. Dans les années 1970-1990, par exemple, la Corée du Sud lançait des appels d'offres afin de favoriser l'émergence de secteurs industriels. L'entreprise choisie bénéficiait d'un niveau de protection qui diminuait graduellement en fonction du cahier des charges. Pour investir, elle bénéficiait de crédits à taux bas, octroyés par des banques qui obéissaient aux directives du gouvernement.



Au deuxième périphérique sud, le village des « plaignants », Pékin, 2007. La famille Qi s'est installée dans ce village précaire en espérant obtenir réparation auprès du gouvernement central après une expropriation abusive. Photographie de Bertrand Meunier.

© Bertrand Meunier / Tendance Floue\_ © Zhang Kechun.

On a souvent invité les économies à se spécialiser en fonction de leurs avantages comparatifs. Pourtant, un facteur de production relativement abondant, le travail par exemple, ne constitue pas une chance, mais un handicap qu'il s'agit de dépasser en accroissant le facteur rare, ici le capital. Or une telle opération ne peut se réaliser si on laisse œuvrer les forces du marché. Il est nécessaire que des industries naissantes (avides en capital) soient protégées, au moins temporairement. Comme il est nécessaire de choisir des politiques industrielles permettant d'éviter les comportements rentiers.

Pierre Salama

Professeur des universités, directeur scientifique de  
la revue Tiers-monde ; auteur de le défi des  
inégalités, Amérique Latine/Asie , une comparaison  
économique, La Découverte, Paris, 2006

## VIII. Monnaie, une énigme sonnante et trébuchante

- Manuel d'économie critique

---

IDÉES REÇUE

### « Rien ne se crée, tout se prête »

Qui tente de comprendre le fonctionnement du système monétaire et bancaire actuel se heurte à une réalité contre-intuitive : largement immatérielle, la monnaie est créée par les banques, notamment par le biais des crédits qu'elles octroient. Or l'essor de la finance à travers le monde a facilité les dérives spéculatives du système, au détriment de l'intérêt général.

---

PAR DOMINIQUE PLIHON

---



Une route en construction au milieu de la campagne italienne, Agnone, Italie, 2013. Photographie d'Angelo Antolino.

Dans une série intitulée *Le Pays inachevé*, le photographe italien fait l'inventaire des centaines de grands projets – barrages, hôpitaux... – jamais terminés qui jonchent le territoire national.

Certains ont servi aux banques à blanchir l'argent du crime organisé.

© Angelo Antolino / Cosmos.

**Les banques commerciales ont deux fonctions majeures dans l'économie : d'une part, elles financent les agents économiques (entreprises, ménages, administrations publiques...) en leur offrant des crédits ; d'autre part, elles créent la monnaie et font circuler les moyens de paiement. Une idée reçue – somme toute assez logique – voudrait que les banques ne prêtent que l'argent dont elles disposent dans leurs coffres. Or c'est faux : elles « créent » la monnaie qu'elles prêtent. En d'autres termes, ce sont les crédits qui font les dépôts.**



Dessin de Reiser en « une » du numéro 32 de « L'Hebdo Hara-Kiri », 1969.  
© Reiser / BDIC.

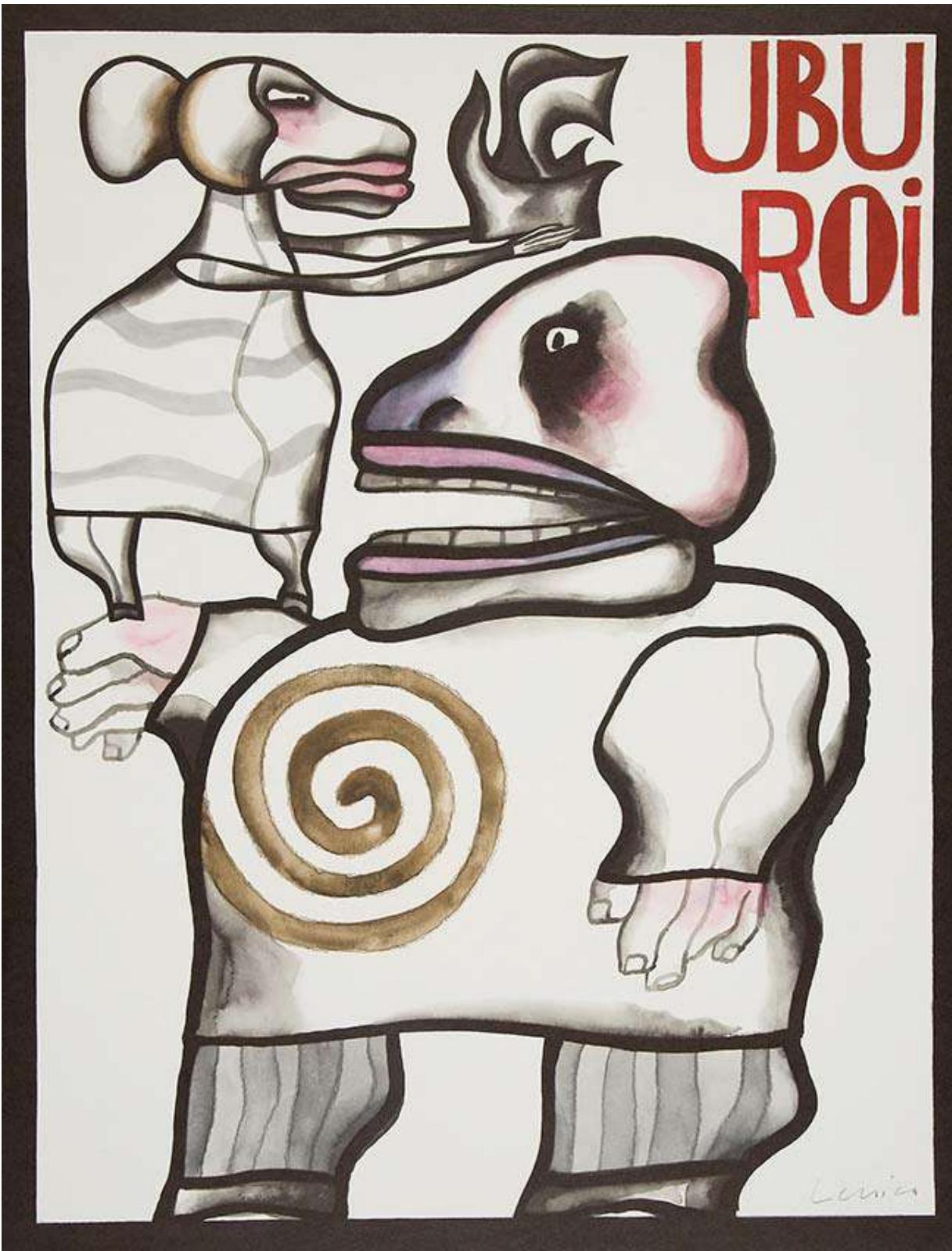
Les dépôts constituent la monnaie scripturale, la principale forme de monnaie. L'expression « scripturale » provient de ce que la création monétaire a lieu à la suite d'une double écriture au bilan de la banque. La monnaie scripturale correspond aux dépôts à vue (dont les fonds peuvent être retirés à tout instant) gérés par les banques, qui les font circuler à l'aide d'instruments de paiement tels que les chèques ou les cartes bancaires.

La monnaie fiduciaire (*fiducia* signifie confiance en latin), qui correspond aux pièces et aux billets de banque, est émise par la banque centrale. En France, la monnaie fiduciaire représente moins de 10 % de la monnaie scripturale.

Ainsi, les banques n'ont pas besoin de disposer de dépôts préalables pour consentir des crédits. Pour le comprendre, supposons qu'une entreprise obtienne un crédit de 100 euros de sa banque. Le mécanisme de la création monétaire se réalise par un accroissement simultané de l'actif et du passif de la banque et de l'entreprise :

Banque		Entreprise	
Actif	Passif	Actif	Passif
Crédit + 100	Dépôt à vue + 100	Avoir à la banque + 100	Dette + 100

Le bilan de la banque montre que, en accordant le crédit, la banque crée 100 euros que l'entreprise emprunteuse reçoit sur son compte de dépôt à vue. Le crédit de la banque a bien créé un dépôt équivalent. Le bilan de l'entreprise montre que, à la suite de son emprunt, l'entreprise bénéficie d'un avoir à la banque de 100 euros avec lequel elle pourra payer ses dépenses. Mais l'entreprise affiche également une dette de 100 euros envers la banque. Dette qu'elle devra rembourser (tout en s'acquittant des intérêts). Le crédit bancaire a pour fonction d'anticiper la création de richesse future en permettant à une entreprise de financer un investissement qui se traduira par une production de biens et une création d'emplois. Les crédits et la création de monnaie sont directement liés aux besoins de l'économie : les économistes disent que la création monétaire est « endogène » à l'économie.



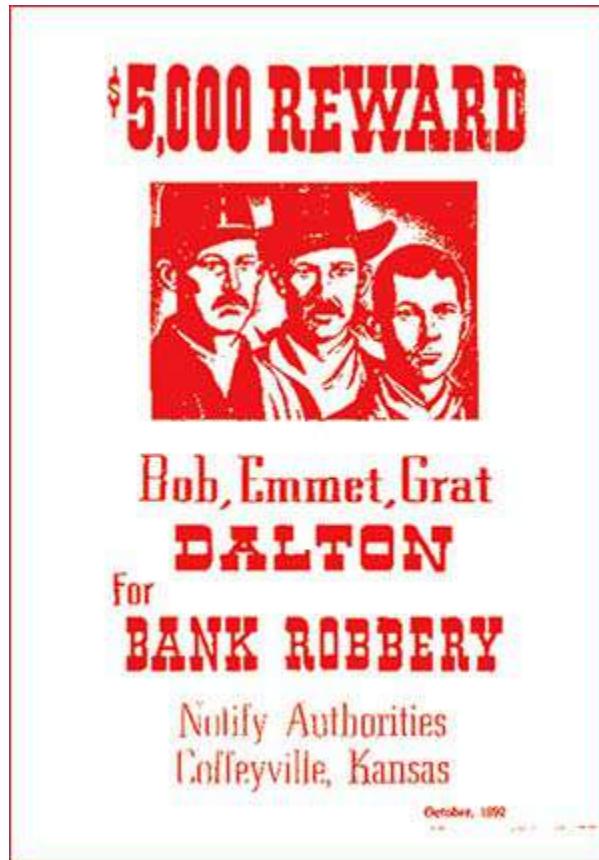
Affiche de Jan Lenica, 1976.

« *De tous côtés on ne voit que des maisons brûlées et des gens pliant sous le poids de nos phynances* », constate le père Ubu. Dans la farce d'Alfred Jarry de 1896, la « pompe à phynance » qu'active le despote pour asservir le peuple et s'enrichir est l'État fiscal. Mais de quoi Ubu serait-il la figure aujourd'hui ? Un siècle plus tard, la tyrannie parasitaire qui domine les vies et capte les fruits du travail n'émane plus de l'État mais de la puissance actionnariale et des marchés financiers.

© Jan Lenica, Achenbach Foundation for Graphic Arts Image, courtesy of the Fine Arts Museums of San Francisco.

L'organisation du système monétaire influe sur les modalités de la création monétaire. Au XIXe siècle, le régime monétaire dominant était celui de l'étalon-or. La monnaie en circulation se trouvait entièrement gagée sur le stock d'or détenu par la banque centrale. La création monétaire était alors « exogène ». La monnaie métallique a été remplacée par la « monnaie de crédit », dont l'émission est devenue de fait « endogène ». Elle n'est pas pour autant infinie : la banque centrale continue de réguler le crédit et la monnaie, mais elle le fait désormais par son action sur les taux d'intérêt et, accessoirement, par les règles prudentielles qu'elle impose aux banques commerciales. C'est la politique monétaire.

Un privilège bancaire qui relève de l'intérêt général, mais désormais largement privatisé



Avis de recherche des frères Dalton, accusés de bracages de banques, Coffeyville, Kansas, 1892. Les vrais frères Dalton étaient bien moins idiots que leurs cousins fictifs de la série *Lucky Luke*. Ces fils de bonne famille ont, entre 1890 et 1892, constitué un gang dans le Far West, l'argent volé aux banques leur permettant d'effacer les dettes des fermiers, qui, en échange, les renseignaient sur les cachettes des shérifs.

DR.

Les banques ne prêtent pas uniquement aux entreprises. Elles financent également les ménages, les administrations publiques et les agents extérieurs (crédits à l'exportation). Ces financements donnent lieu à de la création monétaire selon le même mécanisme que celui décrit plus haut. Il y a ainsi trois sources principales de création monétaire dans une économie. Celles-ci correspondent aux opérations de financement du système bancaire avec 1<sup>o</sup> l'extérieur (conversion des devises), 2<sup>o</sup> les administrations publiques, 3<sup>o</sup> les entreprises et les ménages. Ces derniers sont à

l'origine de la majeure partie des financements et de la création monétaire.

Le capitalisme contemporain, dominé par la finance libéralisée, a engendré un profond dévoiement du système monétaire et bancaire. En premier lieu, on a assisté à une privatisation des banques et de la monnaie, alors que le privilège bancaire de la création monétaire relève de l'intérêt général. En second lieu, par suite du processus de financiarisation de l'économie, les banques utilisent de plus en plus leur privilège pour financer l'achat de titres sur les marchés (actions, obligations), le plus souvent dans un but spéculatif, au détriment du financement de l'appareil productif et de la création d'emplois.

**Dominique Plihon**

Professeur d'économie financière à l'université Paris-XIII. Auteur de *La Monnaie et ses mécanismes*, La Découverte, 6e édition, 2013.

## VIII. Monnaie, une énigme sonnante et trébuchante

- Manuel d'économie critique

---

# À quoi sert la monnaie ?

En sautant du porte-monnaie du client au tiroir-caisse de l'épicier, la monnaie facilite le commerce. Si c'est là la plus évidente de ses fonctions, ce n'est toutefois pas la seule. Recenser les multiples rôles que joue la monnaie invite à plonger au cœur du fonctionnement des institutions qui structurent non seulement nos économies, mais également nos sociétés.

---

PAR DOMINIQUE PLIHON

---



« L'Archiduc Léopold-Guillaume dans sa galerie de peintures » à Bruxelles, par David Teniers le Jeune (1610-1690).

Contrairement à un poème ou à un concerto, un tableau est une forme d'art qui peut être achetée, possédée. Pour l'écrivain John Berger, auteur de *Voir le voir*, cette matérialité explique l'intérêt des premiers capitalistes pour les peintures à l'huile. Si les collections privées apparaissent au XVe siècle, c'est à partir du siècle suivant qu'elles commencent à être exposées. Aujourd'hui encore, les puissants de ce monde dépensent des sommes astronomiques pour s'entourer d'œuvres d'art uniques. Lorsque le World Trade Center s'est effondré le 11 septembre 2001, de nombreux Picasso, Hockney, Rodin, Lichtenstein et autres Klee ont été engloutis.

© Collection Dagli Orti / Aurimages.



Masque représentant le dieu de la richesse Daikoku (ou Daikokuten). Art japonais (shintoïsme), sculpture sur bois, 1868-1912.

© DeAgostini / Leemage.

On peut évaluer la valeur d'un bien par rapport à celle d'un autre : une paire de chaussures vaudrait par exemple trois paires de pantalons ou vingt-cinq kilos de carottes. Mais ce type de mesure – on parle de prix réels ou relatifs – n'est pas le plus pratique. La monnaie simplifie l'opération en ramenant le système de prix à un étalon unique. En tant qu'unité de compte, elle offre la possibilité de donner un prix nominal ou absolu. Il s'agit là de la première des trois fonctions essentielles de la monnaie.

Car celle-ci joue également le rôle de bien directement échangeable contre tous les autres. En tant qu'instrument de paiement, elle permet d'acquérir n'importe quel bien ou service. Nos économies sont dites « monétaires » dans la mesure où les produits s'échangent contre un « équivalent universel », la monnaie, qui, à son tour, s'échange contre des produits. Cela suppose évidemment qu'il existe un consensus social, une confiance partagée, dans la possibilité d'utiliser la monnaie pour ses emplettes. Dans nos sociétés, celle-ci repose sur les garanties qu'offrent l'État et la banque centrale.

## Un outil neutre

Mais la monnaie sert également de réserve de valeur. Non seulement elle peut être conservée, mais elle reste parfaitement liquide : elle garde sa valeur et demeure immédiatement utilisable pour l'échange de biens et services.

Pour la plupart des économistes libéraux, le rôle de la monnaie se réduit à une fonction purement économique et financière, celle de faciliter l'échange entre marchandises. Selon l'économiste classique Jean-Baptiste Say (1767-1832), la monnaie ne serait qu'un voile qui « *masque la réalité* ». En définitive, explique-t-il, « *les produits s'échangent contre des produits* » selon les lois de l'offre et de la demande.



Morceau d'un bas-relief représentant un recensement militaire et un sacrifice au dieu Mars, Rome antique, vers 100 avant J.-C.

Les citoyens romains étaient répartis en classes censitaires, qui servaient de base au calcul de l'impôt, aux levées militaires ainsi qu'à l'exercice du droit de vote.

© Photo Josse / Leemage.



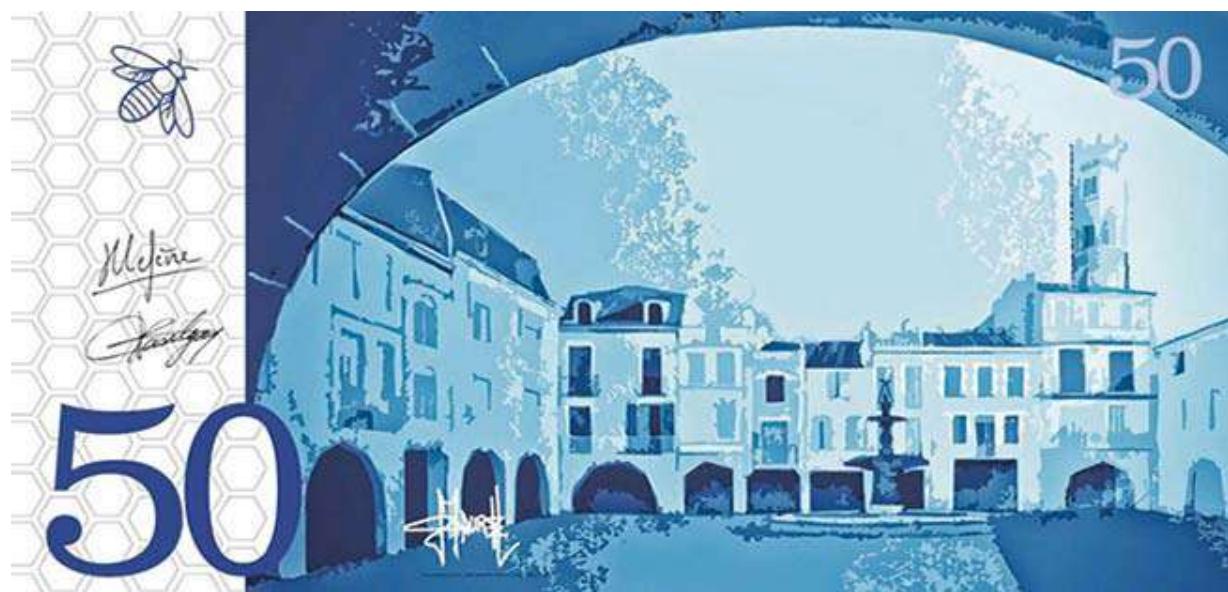
Fortuna, divinité du hasard ou de la chance, (mythologie antique), eau-forte de Jacques Louis Constant Lacerf, vers 1820.  
© Florilegius / Leemage.

Pour ces économistes, si la quantité de monnaie en circulation influence le niveau des prix, elle n'a pas d'effet sur l'économie « réelle ». La monnaie serait neutre et la politique monétaire\* n'aurait qu'un objectif : maîtriser l'inflation, en évitant un « trop-plein » de monnaie, c'est-à-dire en s'assurant que l'accroissement de la masse monétaire (la quantité de monnaie en circulation) ne dépasse pas la croissance de l'activité économique. Au contraire, les économistes keynésiens soutiennent que la gestion de la monnaie influence l'économie et ses acteurs.

Créer davantage de monnaie, par exemple, peut réduire les taux d'intérêt et doper l'investissement ainsi que la croissance, donc avoir des effets redistributifs. Bref, le pilotage de la monnaie constitue un levier « politique » fondamental.

## Dans la Rome antique, des positions sociales déterminées par la valeur monétaire des biens de chacun

La monnaie revêt également des fonctions sociales et politiques. Elle est, en premier lieu, un bien public : en facilitant les échanges et transactions, elle rend des services de nature collective, qui profitent à l'ensemble des membres de la communauté de paiement. Ce qui implique qu'elle ne peut être régulée par les seuls mécanismes de marché et doit être gérée par des autorités publiques, représentant l'intérêt de la collectivité. C'est la mission des banques centrales, gardiennes de la stabilité monétaire.

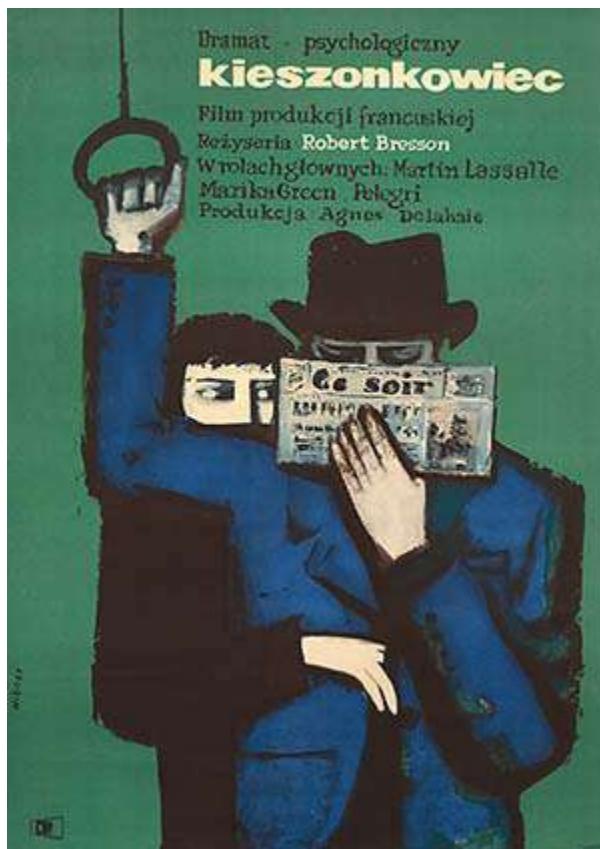


L'abeille, monnaie locale de la région de Villeneuve-sur-Lot.

Les monnaies locales visent à favoriser les circuits courts, à réduire l'empreinte écologique, à refuser la spéculation et à soutenir des projets locaux.

DR.

Mais le rôle de la monnaie ne se limite pas à la facilitation des échanges. Elle est également une institution sociale et politique dans la mesure où elle est destinée à réguler les relations sociales. L'argent crée des hiérarchies, permet d'acheter le temps des autres, etc. Dans la Rome antique, l'évaluation de la valeur en monnaie des biens des individus déterminait la position sociale, via le recensement censitaire.



Affiche polonaise du film « Pickpocket », de Robert Bresson, 1959.  
DR.

La mise en place d'une monnaie unique peut enfin faciliter l'intégration économique et politique au sein d'une même zone. L'histoire de la France montre qu'elle a été unifiée politiquement et s'est constituée en espace économique au moment où sont apparus une monnaie et un système de paiement uniques. La

monnaie renforce le développement des échanges marchands et constitue un élément de référence pour l'ensemble de la communauté qui l'utilise.

L'illusion qui caractérise la création de l'euro a consisté à estimer que les fonctions économiques d'une monnaie pouvaient engendrer les autres. Crée pour faciliter les échanges dans le cadre du marché unique européen sans qu'existent ni « communauté » européenne ni institutions politiques démocratiques à l'échelle de l'Union, l'euro demeure une monnaie « incomplète ». Comme l'a illustré la crise qui secoue les pays l'ayant adopté, et qui menace son existence.

**Dominique Plihon**

Professeur d'économie financière à l'université Paris-XIII. Auteur de *La Monnaie et ses mécanismes*, La Découverte, 6e édition, 2013.

## VIII. Monnaie, une énigme sonnante et trébuchante

- Manuel d'économie critique

---

# L'odeur de l'argent

Un billet de 10 euros en vaut-il un autre ? A priori, oui : si l'on exclut leur degré d'usure éventuelle, les deux coupures sont identiques et permettent d'acheter les mêmes quantités de marchandises. Pourtant, elles diffèrent sur un point : la façon dont elles ont été obtenues. Or celle-ci détermine l'usage qui en sera fait.

---

PAR PHILIPPE STEINER

---

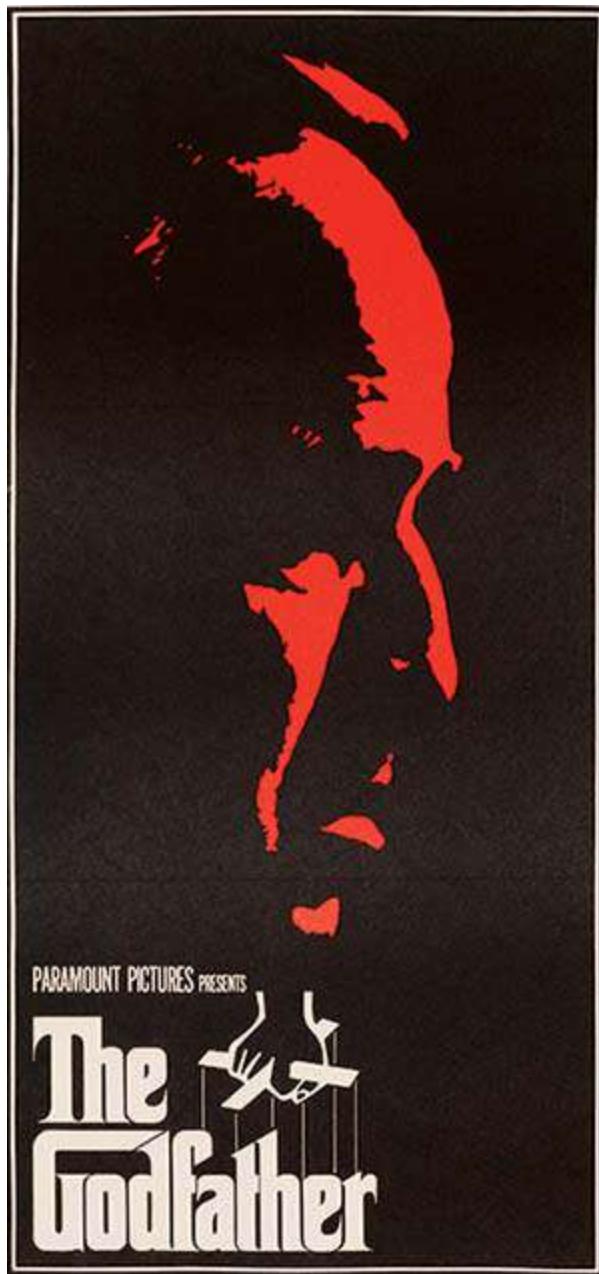


« Gang de Brooklyn », New York, 1959. Photographie de Bruce Davidson.

À l'époque jeune photographe ayant tout juste intégré l'agence Magnum, Bruce Davidson a passé plusieurs mois auprès des adolescents du gang des Jokers, immortalisant la rage et l'ennui de la jeunesse urbaine d'après-guerre.

© Bruce Davidson / Magnum Photos.

La plupart des économistes soutiennent que l'argent jouit d'une caractéristique spécifique : celui qui le détient se trouve en mesure d'acheter ce qu'il veut (bien ou service) par la vertu du fait que le vendeur est assuré de pouvoir en faire autant lorsqu'il aura la monnaie dans sa poche. Cette « liquidité » conférerait à l'argent le statut de bien « neutre » : non seulement l'argent serait un moyen de paiement universel permettant d'acquérir des biens utiles, mais une somme d'argent ne différerait d'une autre que par la quantité. On dit aussi que la monnaie est « fongible » : un euro est égal à un euro qui est égal à un autre euro, etc.



Affiche britannique du film « The Godfather », de Francis Ford Coppola, 1972.  
© Christie's Images / Bridgeman Images.

Les travaux de Viviana Zelizer ont conduit à interroger cette logique. « *Les choses sacrées se distinguent par le fait que les hommes ne les traitent pas comme des choses calculables, de manière utilitariste* », explique la sociologue. Ainsi l'argent, attribut de la sphère marchande, entre en tension avec d'autres

domaines de la vie sociale. Mélanger l'amitié, l'amour, la santé ou encore la mort avec l'argent suscite souvent des réactions de la société, de l'interdiction légale (commerce d'organes) à la réprobation morale (prostitution). Cela ne signifie pas que l'argent soit banni de ces sphères, simplement on lui ménage une place plus discrète qu'ailleurs. La sociologue Pascale Trompette a ainsi étudié ce marché « sous contrainte morale » que sont les pompes funèbres. Censée rendre un hommage désintéressé au mort, la famille du défunt est peu disposée à exiger des devis comparatifs. De leur côté, ceux qu'on appelle les croque-morts, dont la profession est fortement conditionnée par ce tabou, sont soupçonnés de vénalité. « *C'est comme bon vous semble, on ne vous impose rien* », rappelle un conseiller funéraire toujours à l'écoute qui, tout en guidant les familles endeuillées dans l'organisation du rituel, réserve à la fin de l'entretien l'information sur le prix global de la prestation.

D'un côté l'argent issu de la prostitution, de l'autre celui des services sociaux

Si l'argent peut être source de gêne, c'est aussi un objet plastique qui s'adapte aux situations sociales. Dans *La Signification sociale de l'argent* (2005), Viviana Zelizer a montré que les individus différencient la monnaie selon la manière dont ils l'ont reçue ou dont ils entendent la dépenser. C'est ce qu'elle appelle le « *marquage social de la monnaie* ».

La sociologue américaine prend l'exemple du budget d'une jeune mère prostituée : elle utilise l'argent de la prostitution pour acheter de l'alcool ou de la drogue, et réserve les sommes versées par les services sociaux aux soins dont son enfant a besoin.

L'exemple suggère que l'argent est donc « marqué » socialement : l'origine « moralement sale » de l'argent interdit de l'affecter à une dépense « noble » ; en revanche, une provenance jugée plus respectable pousse à une utilisation honorable.

## Remerciement ou paiement ?

L'étude de Nasser Tafferant (*Le Bizness. Une économie souterraine*, 2007), sur les jeunes qui se livrent à la revente de marchandises « tombées du camion », met en lumière un comportement similaire. « *Si par exemple tu touches à un truc qui n'est pas halal*, explique-t-on au sociologue, *cet argent-là, c'est pour les vacances ou autre chose. Je ne vais pas acheter un sandwich avec.* »

De nombreux autres exemples peuvent être trouvés dans la vie quotidienne : l'argent marqué socialement pour les achats de cadeaux de fin d'année ou celui destiné à acheter un vêtement désiré de longue date ne sera pas dépensé pour faire un bon repas. Il ne faut pas, évidemment, être naïf et croire que les marquages sociaux sont inflexibles : l'homogénéité de l'argent permet de changer son marquage, voire de l'éliminer.



« Ad vitam aeternam », funérailles en France, 1998. Photographie de Caty Jan.

Monopole des communes jusqu'en 1993, l'activité funéraire a été libéralisée avec la loi Sueur. Les prix moyens d'enterrement évoluent entre 2 500 et 4 500 euros, soit une hausse de 34 % entre 1998 et 2008, selon l'Insee.

© Caty Jan / Tendance Floue.

« Je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés. Je suis comme un paysan qui n'aime pas la grêle mais qui vit avec. »

— Alain Minc , intellectuel à tout faire (1949- )

Les conséquences de ce phénomène sont importantes. En effet, si l'argent n'a pas la caractéristique de fongibilité parfaite que lui prêtent les économistes, alors on comprend mieux pourquoi l'argent entre parfois dans des relations sociales qui, en apparence, l'excluent, sans que cela soit le signe d'un avilissement moral. Prenons l'exemple d'un grand-père qui laisse à son petit-fils la monnaie que le boulanger lui a rendue quand il est allé chercher le pain : dira-t-on que l'aïeul paye l'enfant, comme on dirait qu'il paye un employé de service d'aide à domicile ? Probablement pas : l'argent donné à l'enfant fait figure de cadeau, de signe de remerciement, pas de paiement.



## LE SENS DE LA VIE

Parmi les idées économiques géniales, la notion de « valeur de la vie statistique » se distingue par sa définition poétique : « *le consentement à payer par unité de réduction de risque de mortalité* », selon Nicolas Treich (*Futuribles*, Paris, janvier 2015). En d'autres termes, la valeur de la vie correspondrait à la valeur monétaire de l'évitement d'un décès. On l'établit en mesurant les dépenses consenties par les individus pour améliorer leur sécurité : combien paierait-on en plus pour une voiture munie de meilleurs freins, un habitat moins pollué, un casque de protection, etc. ? Les pouvoirs publics utilisent cet indicateur pour évaluer la pertinence de certains investissements. En 2012, la vie d'un Européen équivalait en moyenne à 3 millions d'euros. Compte tenu de leur

capacité à dépenser pour se préserver, les riches valent plus que les pauvres. Mais les jeunes valent-il plus que les vieux ? La question taraude les économistes. « *D'un côté, les jeunes ont relativement "plus d'utilité future" à perdre en s'exposant à un risque de mortalité. D'un autre côté, les vieux ont un coût d'opportunité de la richesse plus faible* [ils sont plus disposés à se séparer de leurs euros] *car leur probabilité de survie pour une période donnée est plus faible.* » On frissonne à l'idée que certains médecins apprennent l'économie classique...

### **Philippe Steiner**

Professeur de sociologie à l'université Paris-I. A codirigé *Marchés contestés. Quand le marché rencontre la morale*, Presses universitaires du Mirail, 2014.

## VIII. Monnaie, une énigme sonnante et trébuchante

- Manuel d'économie critique

---

# Le grand meccano de la création monétaire

Contrairement à une idée reçue, les banques ne se contentent pas de prêter l'argent qu'elles ont reçu en dépôt. En réalité, elles créent la monnaie ex nihilo, à la demande des entreprises et des ménages qui sollicitent des crédits. L'opération permet d'avancer les fonds nécessaires à la production future de richesse (par les entreprises) ou de revenus (les salaires à venir des ménages).

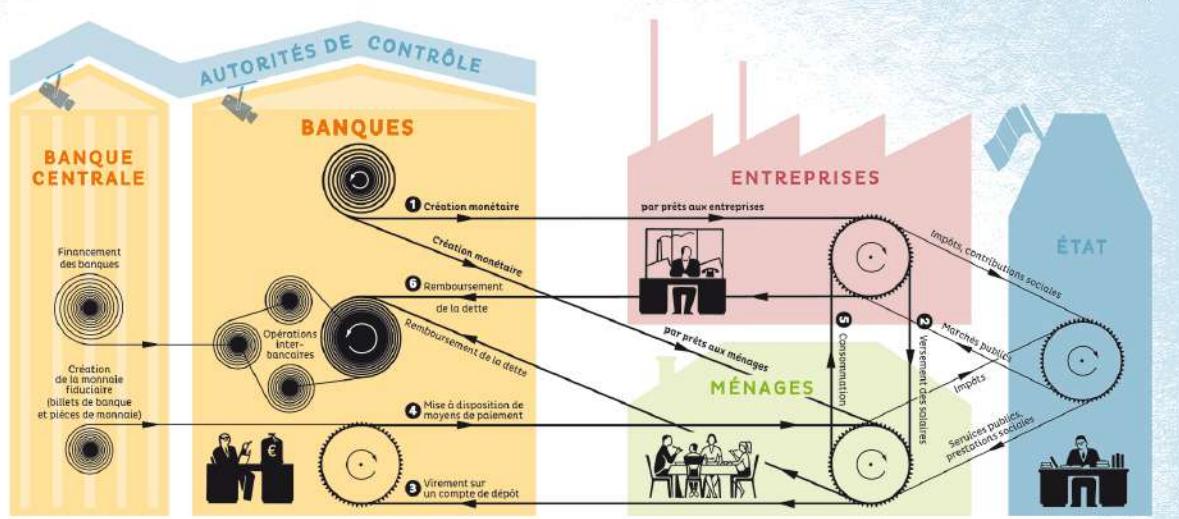
---

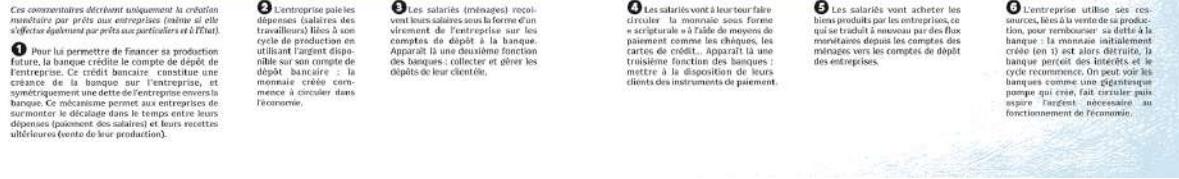
PAR CÉCILE MARIN

---

## LE GRAND MECCANO DE LA CRÉATION MONÉTAIRE

Contrairement à une idée reçue, les banques ne se contentent pas de prêter l'argent qu'elles ont reçu en dépôt. En réalité, elles créent la monnaie ex nihilo, à la demande des entreprises et des ménages qui sollicitent des crédits. L'opération permet d'avancer les fonds nécessaires à la production future de richesse (par les entreprises) ou de revenus (les salaires à venir des ménages).





Ces commentaires décrivent uniquement la création monétaire par prêts aux entreprises (même si elle s'effectue également par prêts aux particuliers et à l'Etat).

**1** Pour lui permettre de financer sa production future, la banque crédite le compte de dépôt de l'entreprise. Ce crédit bancaire constitue une créance de la banque sur l'entreprise, et supérieurement une dette de l'entreprise pour la banque. Ce mouvement va des entreprises de surmonter le décalage dans le temps entre leurs dépenses (paiement des salaires) et leurs recettes ultérieures (vente de leur production).

**2** L'entreprise passe les dépenses (salaires et travailleurs) liées à son cycle de production en utilisant l'argent disponible dans son dépôt bancaire ; la monnaie créée commence à circuler dans l'économie.

**3** Les salariés versent leur tour leur directeur la monnaie sous forme scripturale à l'aide du moyen de paiement des chèques, les cartes de crédit... Apparaît là une deuxième fonction des banques : collecter et gérer les dépôts de leur clientèle.

**4** Les salariés vont acheter les biens produits par les entreprises, ce qui se traduit à nouveau par des flux monétaires depuis les comptes des ménages vers les comptes de dépôt des entreprises.

**5** La entreprise utilise ses ressources, grâce à la vente de marchandise pour rembourser sa dette à la banque : la monnaie initialement créée (en 1) est alors détruite, la monnaie de dépôt créée, et le cycle recommence. On peut voir les banques comme une gigantesque pompe qui crée, fait circuler puis aspire l'argent nécessaire au fonctionnement de l'économie.

*Ces commentaires décrivent uniquement la création monétaire par prêts aux entreprises (même si elle s'effectue également par prêts aux particuliers et à l'État).*

**1. Pour lui permettre de financer sa production future, la banque crédite le compte de dépôt de l'entreprise. Ce crédit bancaire constitue une créance de la banque sur l'entreprise, et**

symétriquement une dette de l'entreprise envers la banque. Ce mécanisme permet aux entreprises de surmonter le décalage dans le temps entre leurs dépenses (paiement des salaires) et leurs recettes ultérieures (vente de leur production).

**2.**L'entreprise paie les dépenses (salaires des travailleurs) liées à son cycle de production en utilisant l'argent disponible sur son compte de dépôt bancaire : la monnaie créée commence à circuler dans l'économie.

**3.** Les salariés (ménages) reçoivent leurs salaires sous la forme d'un virement de l'entreprise sur les comptes de dépôt à la banque. Apparaît là une deuxième fonction des banques : collecter et gérer les dépôts de leur clientèle.

**4.** Les salariés vont à leur tour faire circuler la monnaie sous forme « scripturale » à l'aide de moyens de paiement comme les chèques, les cartes de crédit... Apparaît là une troisième fonction des banques : mettre à la disposition de leurs clients des instruments de paiement.

**5.** Les salariés vont acheter les biens produits par les entreprises, ce qui se traduit à nouveau par des flux monétaires depuis les comptes des ménages vers les comptes de dépôt des entreprises.

**6.** L'entreprise utilise ses ressources, liées à la vente de sa production, pour rembourser sa dette à la banque : la monnaie initialement créée (en 1) est alors détruite, la banque perçoit des intérêts et le cycle recommence. On peut voir les banques comme une gigantesque pompe qui crée, fait circuler puis aspire l'argent nécessaire au fonctionnement de l'économie.

**Cécile Marin**

VIII. Monnaie, une énigme sonnante et trébuchante

- Manuel d'économie critique

---

## **La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ?**

La crise économique européenne a placé sous le feu des projecteurs l'une des institutions les plus discrètes de l'Union : la Banque centrale européenne, sise à Francfort et chargée de piloter la stabilité de la monnaie unique partagée par les dix-neuf pays membres de la zone euro. Celle-ci se présente comme « indépendante » : que faut-il comprendre d'une telle définition ?

---

PAR SABINA ISSEHNANE

---



« M. Jones lisant son journal », Wolverhampton (Royaume-Uni), 2012. Photographie de Liz Hingley, de la série « The Jones Family ».

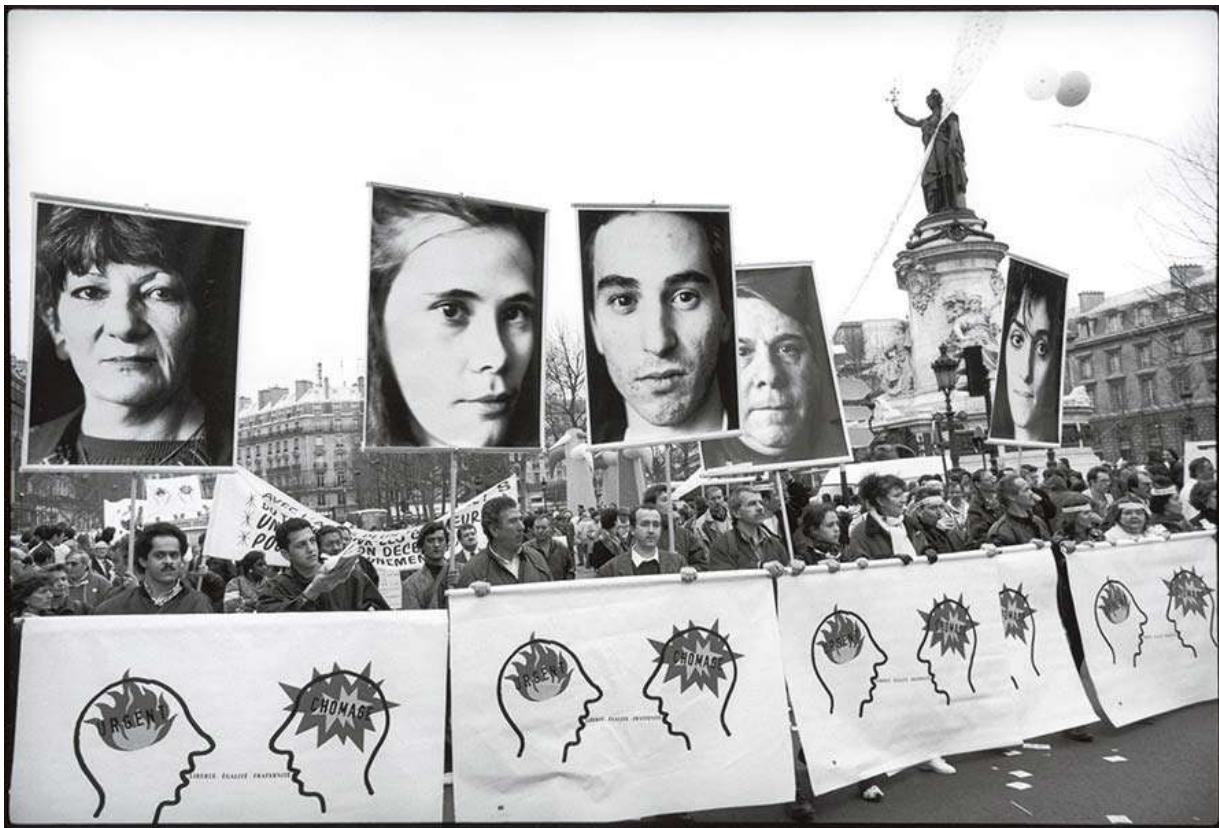
Qu'est-ce qu'être pauvre dans un pays riche ? Entre 2010 et 2012, la photographe a suivi le quotidien de cette famille modeste qui vit au Royaume-Uni dans l'ancien « pays noir » des mines de charbon, près de Birmingham. Les Jones vivent dans une maison en dur, mais à l'étroit : les parents – tous deux chômeurs de longue durée – et leurs sept enfants s'entassent à neuf dans trois chambres. Ils mangent à leur faim mais sont obligés de couper le chauffage l'hiver. L'aîné, le premier de sa famille à être allé à l'université, a monté sa petite entreprise et travaille dans sa chambre.

© Liz Hingley / agence VU

S'il est un principe illustrant la nature de la construction européenne, c'est sans doute celui de l'indépendance des banques centrales. Le traité de Maastricht, signé en 1992 et adopté par la France en 1993, en institue le principe, cependant que l'article 130 du traité sur le fonctionnement de l'Union stipule que la

Banque centrale européenne (BCE), basée à Francfort, le Système européen des banques centrales (SEBC) et les banques centrales nationales (BCN) « *ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme* ».

Depuis la création de la zone euro, le 1er janvier 1999, la BCE pilote seule la politique monétaire unique des pays de l'ensemble de la zone. On pourrait dire les choses autrement : en transférant leurs compétences aux grands argentiers de Francfort, les États membres se sont privés de la possibilité de conduire des politiques monétaires autonomes. La BCE fixe seule son taux d'intérêt directeur (le taux d'intérêt auquel les banques commerciales se refinancent auprès d'elle, qui a donc comme effet d'agir sur les taux des prêts octroyés par ces mêmes banques) en fonction d'un unique objectif : assurer la stabilité des prix dans la zone euro, définie à partir du taux d'inflation. Alors que d'autres banques centrales dans le monde se voient chargées d'au moins deux missions – lutter contre l'inflation et le chômage –, la BCE n'a d'yeux que pour la première de ces variables, qui ne doit pas dépasser 2 % par an.



« Droit à la vie, droit au travail », manifestation de l'Apeis (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires) à Paris, 1994.

Les manifestants brandissent des portraits de chômeurs. Photographie de Marc Pataut.

© Marc Pataut.

## Cercle vicieux de l'inflation



Les enfants jouent avec des billets de banque qui ont perdu leur valeur dans le contexte d'hyperinflation de la république de Weimar, 1923. Colorisation numérique.

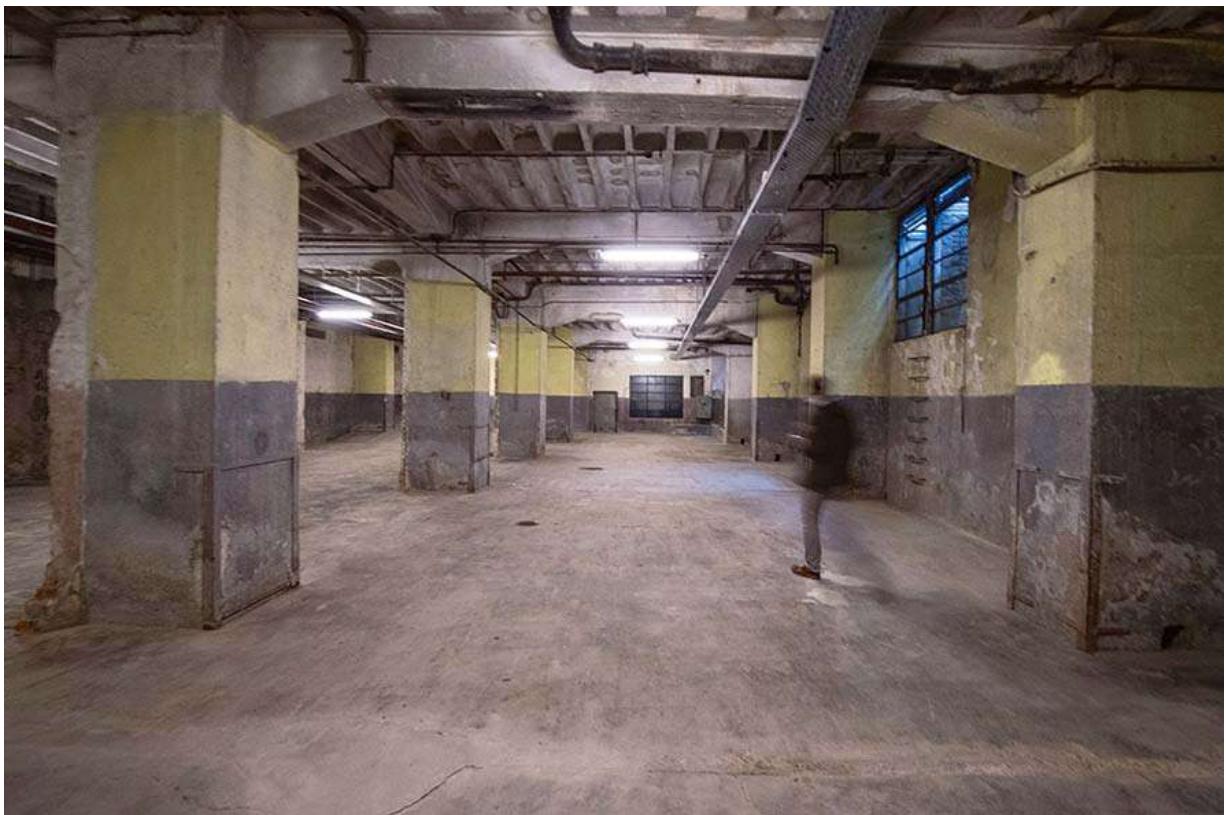
© Akg-images.

Une question se pose toutefois : même en convenant que l'objectif d'une banque centrale puisse se limiter à la stabilité des prix, celui-ci est-il mieux servi par une institution indépendante ?

La plupart des économistes qui répondent par l'affirmative adossent leurs analyses au modèle théorique de Robert Barro et David Gordon (1983). Selon eux, pour les besoins de leur propre politique économique, les gouvernements auraient tendance à maquiller leurs intentions en termes d'inflation en cherchant à créer des effets de « surprise » auprès des citoyens, qui n'accordent alors plus aucun crédit aux autorités monétaires. Résultat : les salariés vont exiger des augmentations de salaire

trop importantes, considérant que l'inflation sera plus forte que prévu, ce qui créera théoriquement du chômage.

L'école du choix public (*voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*) voit ce mécanisme à l'œuvre lorsque, à la veille de scrutins importants, les dirigeants politiques au pouvoir mènent des politiques expansionnistes – se traduisant par un accroissement des dépenses publiques – dans l'espoir d'être réélus. Les citoyens, s'habituant au phénomène, anticiperaient peu à peu les largesses de l'État lors des périodes électorales en engageant à leur tour davantage de dépenses. Se mettrait ainsi en place un cercle vicieux inflationniste (puisque toute hausse des dépenses publiques tend à doper la hausse des prix).



La cave de la Banque centrale européenne, lieu de mémoire de l'Holocauste, Francfort, Allemagne, 2015. Photographie de Boris Roessler.

Inauguré en 2015, le nouveau siège de la BCE a investi le site de la Grossmarkthalle, un bâtiment des années 1920 qui abritait l'ancien marché de gros de la ville jusqu'en 2004. Réquisitionnée par les nazis entre 1941 et 1945, sa cave a servi à parquer quelque dix mille Juifs, avant leur déportation dans les camps de la mort.

© Boris Roessler / Epa / Maxppp.

Selon Barro et Gordon, lutter contre l'inflation implique que la banque centrale fasse la démonstration de sa capacité à se fixer des objectifs de long terme indépendamment des « tactiques politiciennes ». Bref, qu'elle construise sa « crédibilité ». Cette vision des choses s'est diffusée en Europe à la suite d'une période de forte inflation au cours des années 1970 et 1980. Mais elle n'avait pas attendu les travaux des deux économistes américains pour convaincre aux États-Unis, où la Réserve fédérale est devenue indépendante en 1951. Quant à l'Allemagne, elle a garanti le statut d'indépendance de sa banque centrale la même année.

## Des dirigeants « indépendants » recrutés au sein de la banque d'affaires Goldman Sachs

Mais, si l'on considère que le terme de crédibilité décrit le caractère d'une personne digne de confiance, convient-il vraiment à l'institution de Francfort ? La zone euro est la région du monde industrialisé qui a le moins bien résisté à la crise de 2007-2008. Privée par les traités de la possibilité d'aider les États à financer leurs déficits, la BCE s'est révélée incapable de les protéger du

risque de défaut. Non seulement la déflation menace désormais, mais l'Union compte plus de vingt-deux millions de chômeurs. En prétendant protéger les institutions monétaires des « aléas démocratiques », l'« indépendance » des banques centrales ne les place-t-elle pas finalement au service du secteur financier ? La nomination de M. Mario Draghi à la tête de la BCE en 2011 pourrait le laisser penser : entre 2002 et 2005, il était vice-président de la branche européenne de la banque d'affaires Goldman Sachs...

**Sabina Issehnane**

Maîtresse de conférences en économie à l'université Rennes-II. Coauteur d'*Arrêtons les frais ! Pour un enseignement supérieur gratuit et émancipateur*, Raisons d'agir, 2015.

## VIII. Monnaie, une énigme sonnante et trébuchante

- Manuel d'économie critique

---

# Géopolitique des taux de change

Diplomatie, conflits, commerce, échanges culturels... les États interagissent de mille et une façons. L'une des plus quotidiennes, et des plus décisives, repose sur les valorisations respectives de leurs monnaies. « Forte », une monnaie facilite les importations ; « faible », elle dope les exportations. Mais tous les pays ne disposent pas des mêmes armes pour descendre dans l'arène de la concurrence monétaire...

---

PAR ARNAUD ZACHARIE

---

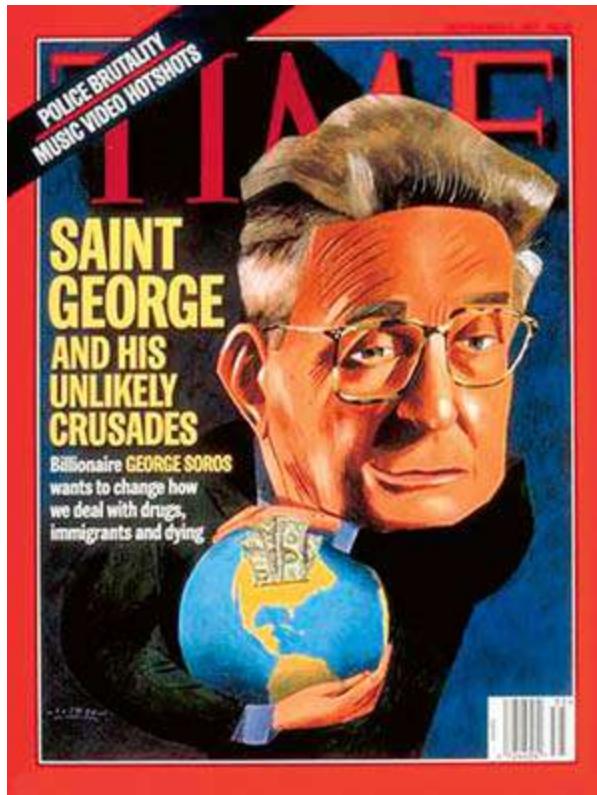


Au siège de Goldman Sachs à New York, 2014. Photographie de Stephen Wilkes.

Une petite manipulation du taux de change peut faire disparaître – temporairement – une grosse dette. C'est la spécialité de la banque Goldman Sachs, qui a confectionné un montage financier à partir d'un « swap (troc) de devises » pour permettre à la Grèce de camoufler 1 milliard d'euros de dette entre 2001 et 2004.

© Stephen Wilkes

Jusqu'au début de la première guerre mondiale, la parité de la plupart des monnaies reposait sur la possibilité d'une conversion directe (et garantie) en or. L'abandon de ce système appelé « étalon or » a conduit la plupart des grandes puissances à modifier la valorisation de leurs monnaies de façon à rendre leurs économies plus compétitives (on parle de « dévaluation compétitive »). Facteur d'instabilité, le phénomène a aggravé la Grande Dépression des années 1930 et précipité la seconde guerre mondiale.



Couverture du magazine « Time », septembre 1997.

Surnommé « l'homme qui a fait sauter la Banque d'Angleterre », l'investisseur George Soros a gagné 1,1 milliard de dollars en 1992 en spéculant contre la livre sterling. La banque centrale dépensera 50 milliards de livres pour défendre sa monnaie, en vain. Arrivée au bout de ses réserves, elle capitule : le Royaume-Uni se résout à sortir du système monétaire européen, après avoir opéré une dévaluation de 15 %.

DR.

En juillet 1944, les pays alliés signent les accords de Bretton Woods pour rétablir la fixité des taux de change et le contrôle des mouvements de capitaux internationaux. La période de faible turbulence monétaire qui s'ouvre alors prend fin avec l'abolition du dispositif, décidée unilatéralement en 1971 par le président américain Richard Nixon, cédant la place à une période de libéralisation totale des mouvements de capitaux internationaux et de fluctuation des taux de change – un système asymétrique et instable, qui demeure en place aujourd’hui.

Les États-Unis bénéficient du « privilège exorbitant » de disposer de la monnaie de référence internationale, le dollar, autour duquel fluctuent librement les autres monnaies. Un exemple : la plupart des pays connaissent un déficit commercial qui affaiblit la valorisation de la monnaie et donc érode la capacité à importer ; mais pas le pays détenteur du dollar, qui profite de l'indulgence particulière des investisseurs étant donné son statut. « *Le dollar est notre monnaie, mais votre problème* », expliqua ainsi John Connally (secrétaire du Trésor du président Nixon) à une délégation européenne en 1972.

En Europe, la monnaie unique vise à garantir la stabilité monétaire des États qui l'utilisent. Mais l'euro ne s'adosse à aucun mécanisme de redistribution budgétaire permettant des transferts monétaires des régions riches vers les plus pauvres (comme ceux qu'effectue régulièrement Washington entre les différents États américains à travers ses politiques fiscales fédérales). Dans ces conditions, la monnaie unique impose des « dévaluations internes », c'est-à-dire l'austérité, aux États en déficit (*lire « De la monnaie unique à la monnaie commune »*).

## Attaques spéculatives

Les devises des pays en développement se trouvent pénalisées par le fait que la majorité des capitaux privés internationaux proviennent des économies avancées. Les entrées de capitaux privés étrangers (qui entendent par exemple profiter de taux d'intérêt élevés) ont tendance à surévaluer les taux de change et donc, mécaniquement, le prix des exportations du pays... Comme les investisseurs attendent un retour, leurs placements se

traduisent nécessairement par des rapatriements, parfois soudains en cas de crise (*lire « “Grâce aux BRICS, un monde multipolaire” »*), un phénomène extrêmement déstabilisant. Les crises financières des années 1980 et 1990 en Asie et en Amérique latine ont toutes en commun d'avoir été le théâtre d'attaques spéculatives\* sur les monnaies, elles-mêmes provoquées par des taux de change surévalués et des déficits courants\* importants.

## Un monde en proie au « trilemme » de l'économie mondiale



Collages d'Alessandro Rabatti, 2013.  
© Alessandro Rabatti.

Seuls quelques pays émergents, comme la Chine, qui a conservé le contrôle de son taux de change pour se maintenir à un niveau compétitif, ont réussi à tirer profit de la mondialisation. Comme le résume l'économiste brésilien Luiz Carlos Bresser-Pereira, « *la principale raison pour laquelle certains pays à revenu moyen*

*enregistrent une croissance élevée et rattrapent leur retard alors que d'autres restent en arrière, c'est que les premiers neutralisent la tendance à la surévaluation du taux de change ». Comment ? En enrayant les entrées de capitaux spéculatifs par des mesures de contrôle.*

Mais cette compétition monétaire fait plus de perdants que de gagnants parmi les pays en développement et soumet les États à la volatilité des taux de change. C'est pourquoi Dani Rodrik postule que l'économie mondiale bute sur un « trilemme » : on ne pourrait combiner hyperglobalisation, démocratie et espace politique national autonome. Il propose donc de renoncer à l'hyperglobalisation en renouvelant l'esprit de Bretton Woods et en garantissant des marges de manœuvre politiques aux États.



## L'ART DU MARIAGE

Représentant français du courant libertarien, l'économiste Bertrand Lemennicier applique la théorie du choix rationnel (décider en fonction du seul calcul coûts / avantages) à l'ensemble des activités humaines. Notamment à la formation des couples, dont il détaille le mode d'emploi dans son ouvrage *Le Marché du mariage et de la famille* (1988) : « *Exactement comme pour le choix d'un yaourt ou d'une automobile, chacun consacre du temps et de l'argent pour inspecter, évaluer et expérimenter les caractéristiques d'un conjoint potentiel. Dans tout produit il existe des caractéristiques observables avant l'achat*

*et d'autres qui se révèlent uniquement lorsque le produit est acheté ou consommé. Il en va de même avec les individus. Si vous êtes un homme et que vous préférez les brunes aux yeux bleus sans tenir compte du reste, une simple inspection suffira. Certes, il vous restera à convaincre cette jolie brune de vous épouser puisque la décision ici n'est pas unilatérale, mais vous vous serez épargné bien des coûts de prospection. En revanche, si vous attachez de l'importance à l'intelligence, aux goûts de votre partenaire en matière vestimentaire, à l'harmonie sexuelle, et si en plus vous désirez une épouse d'une moralité irréprochable, honnête, capable de faire des enfants, alors une simple inspection sera insuffisante. Il vous faudra expérimenter le partenaire avant de prendre une décision définitive ; ou prolonger sérieusement la prospection si le coût d'expérimentation est trop élevé. » Si le produit ne convient pas, le client dispose de quatorze jours pour le renvoyer.*

### **Arnaud Zacharie**

Ex-porte-parole d'Attac, secrétaire général du Centre national de coopération au développement (CNCD) en Belgique.

## VIII. Monnaie, une énigme sonnante et trébuchante

- Manuel d'économie critique

---

AVANT, AILLEURS

### **Étrange « maladie hollandaise »**

« La découverte de l'or m'a ruiné », écrivait Blaise Cendrars en 1925. A priori paradoxal, le propos illustre parfaitement la « malédiction des ressources naturelles » qui accable parfois les pays riches en matières premières. Fatalité à laquelle il est impossible d'échapper ? Sans doute pas. Mais guérir la « maladie hollandaise » requiert des soins intensifs, coûteux politiquement.

---

PAR RENAUD LAMBERT

---



Burj Khalifa, actuellement la plus grande tour du monde avec ses 828 mètres de hauteur, Dubaï, Émirats arabes unis, 2010. Photographie de Thomas Ball.

Pour éviter le piège de la « malédiction pétrolière », les Émirats arabes unis ont créé des fonds souverains chargés de transformer la rente pétrolière en placements internationaux. Cela leur

permet de freiner l'appréciation de la monnaie nationale et de réduire la part des hydrocarbures dans l'économie, qui ne représentent plus que 34 % du PIB, contre 70 % au milieu des années 1970.

© Thomas Ball / Picturetank

En 1959, on découvre à Slochteren, dans la province de Groningue (nord des Pays-Bas), le plus grand gisement de gaz naturel du monde : 2 820 milliards de mètres cubes. Les autorités néerlandaises incitent particuliers et entreprises à orienter leur activité vers cette manne. Le premier contrat de vente du gaz de Groningue à l'étranger est signé en 1965, avec l'entreprise allemande Ruhrgas. Il porte sur plus de trois milliards de mètres cubes par an (environ la consommation annuelle de la Suisse en 2010). Les exportations se développent, les devises affluent. L'avenir s'annonce radieux pour les Pays-Bas. Et pourtant...

Dans le contexte de l'accroissement rapide des exportations, la valeur de la monnaie néerlandaise, le florin, s'apprécie rapidement (plus le volume de devises étrangères venues s'investir dans un pays grossit, plus la valeur de la monnaie locale augmente). Première conséquence : les exportations des autres secteurs perdent en compétitivité : libellées dans un florin qui lui-même vaut davantage, elles coûtent plus cher. Le secteur industriel voit donc ses commandes s'effondrer. Deuxième conséquence : le secteur du gaz – et ceux qui y sont liés – tend à vampiriser la plupart des investissements. Le reste de l'économie ralentit.



Champ pétrolifère dans le lac de Maracaibo, Venezuela, 2005. Photographie de Christopher Anderson.

© Christopher Anderson / Magnum Photos.

Rapidement, les richesses dégagées par l'exportation de gaz ne sont plus consacrées qu'à l'achat de tout ce que le pays consomme mais ne produit plus. D'où ce paradoxe : au milieu des années 1970, les Pays-Bas connaissent d'importantes difficultés économiques alors même que la production de gaz naturel atteint son pic (81,7 milliards de mètres cubes en 1976). Le 26 novembre 1977, *The Economist* consacre à cette situation un article intitulé « The Dutch Disease » (« La maladie hollandaise »). Mais le problème était connu depuis longtemps.

## Au XVIIe siècle, l'Espagne possédait la vache, mais d'autres pays buvaient le lait

Au XVI<sup>e</sup> siècle, la couronne espagnole organise le pillage du Nouveau Monde. L'or et les métaux précieux qui inondent le pays convertissent les capitalistes espagnols en opulents rentiers dont la richesse... profite avant tout aux industries naissantes du reste de l'Europe : « *L'Espagne possédait la vache, mais d'autres buvaient le lait* », résume l'intellectuel uruguayen Eduardo Galeano. Le secteur manufacturier espagnol recule, précipitant le déclin de l'Empire ibérique.

Même phénomène – à une échelle moindre – dans l'Australie du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment de la ruée vers l'or, ou, plus récemment, au Venezuela, dont un ancien ministre des mines et hydrocarbures – Juan Pablo Pérez Alfonzo (1959-1964), l'un des fondateurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) – a proclamé dans les années 1960 : « *Le pétrole provoquera notre ruine. Le pétrole, c'est l'excrément du diable.* »

## Mobiliser le secteur privé



« Combat entre Espagnols et Aztèques à Michoacán », illustration d'un fac-similé du codex colonial tlaxcaltèque « Lienzo de Tlaxcala », Mexique, 1892.

© Archives Charmet / Bridgeman Images.

Comment guérir de cette « maladie hollandaise » ? En 1936, l'intellectuel vénézuélien Arturo Uslar Pietri tente de répondre à cette question. Il invite son pays à « *semer le pétrole* ». Autrement dit, à utiliser la rente de l'or noir pour développer l'industrie et préparer une économie capable de fonctionner sans exploitation pétrolière.

La tâche n'a rien d'aisé, et le Venezuela a échoué sur ce plan. Car les obstacles sont multiples. Il faut tout d'abord limiter la valorisation de la monnaie locale, ce qui implique de réduire le pouvoir d'achat des populations : lorsqu'une monnaie est forte, elle permet de consommer beaucoup de produits provenant de l'étranger, ce qui déséquilibre la balance commerciale.

« Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées. »

— Winston Churchill premier ministre britannique (1940-1945 et 1951-1955)

Deuxième urgence : protéger la production industrielle nationale. Tout d'abord contre la concurrence étrangère, ce que facilite une certaine dose de protectionnisme, lequel a mauvaise réputation (*lire « Le protectionnisme n'est pas l'autarcie »*) ; mais également contre les préférences des consommateurs locaux, qui peuvent (dans un premier temps) préférer les productions étrangères, jugées meilleures et plus à la mode.

Il faut par ailleurs fournir aux entrepreneurs nationaux les technologies nécessaires au lancement de nouvelles lignes de production (par la formation d'ingénieurs, la signature de partenariats stratégiques avec d'autres pays, etc.), tout en suscitant leur désir d'orienter leurs efforts vers des secteurs en friche et probablement moins rentables. Or comment mobiliser le secteur privé sans sembler lui forcer la main ? On le voit, guérir d'une telle maladie peut s'avérer délicat...

**Renaud Lambert**

Rédacteur en chef adjoint au *Monde diplomatique*. Coauteur (avec Serge Halimi et Frédéric Lordon) de l'ouvrage *Les Économistes à gages, Les Liens qui libèrent – Le Monde diplomatique*, 2012.

## VIII. Monnaie, une énigme sonnante et trébuchante

- Manuel d'économie critique

---

AUTRES POSSIBLES

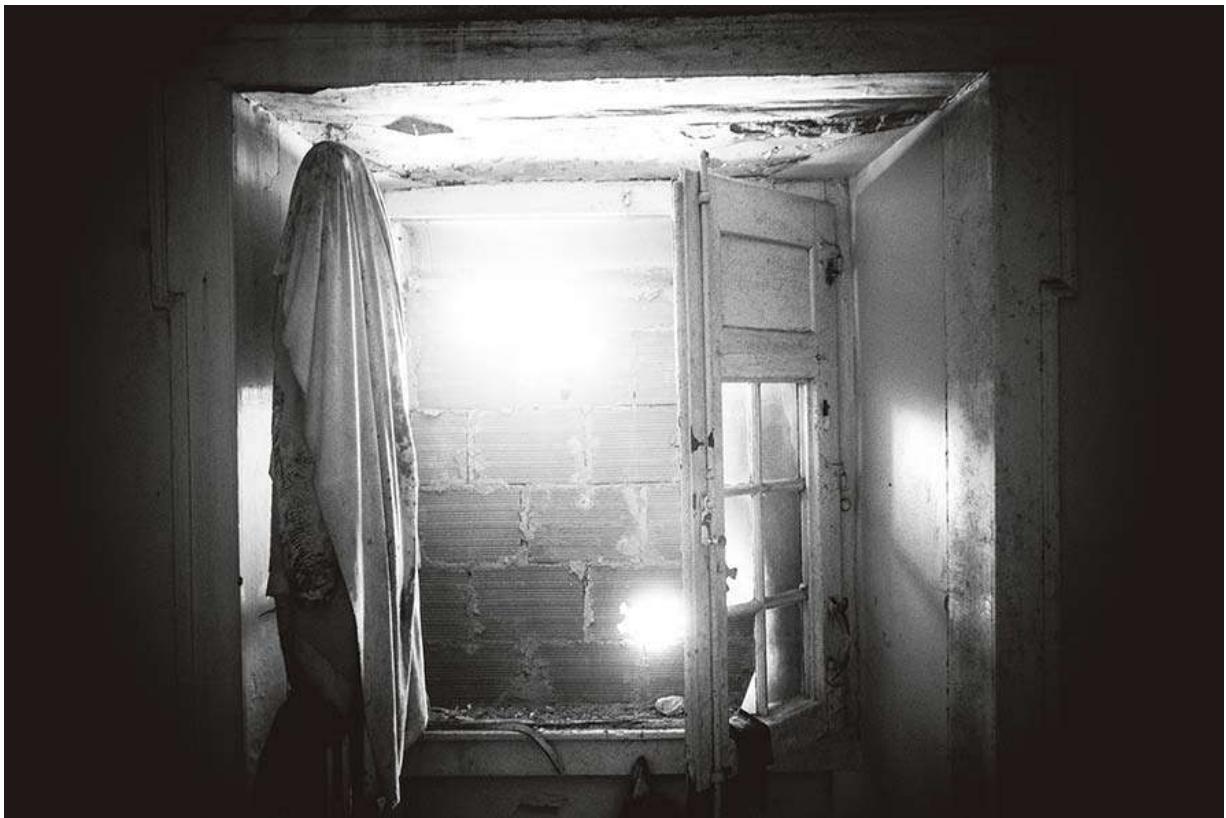
### **De la monnaie unique à la monnaie commune**

La crise de la zone euro a révélé les contradictions de la monnaie unique, loin d'avoir tenu ses promesses. Puisqu'un retour aux monnaies nationales risque d'exposer les États membres à davantage de spéculation financière, peut-être est-il temps de considérer une autre voie, élaborée par l'économiste John Maynard Keynes dès 1944 : la création d'une monnaie non plus unique, mais commune.

---

PAR LAURA RAIM

---



Fenêtre murée dans une villa abandonnée. Photographie de Mario Cruz.  
Lisbonne, Portugal, avril 2014.  
© Mario Cruz.

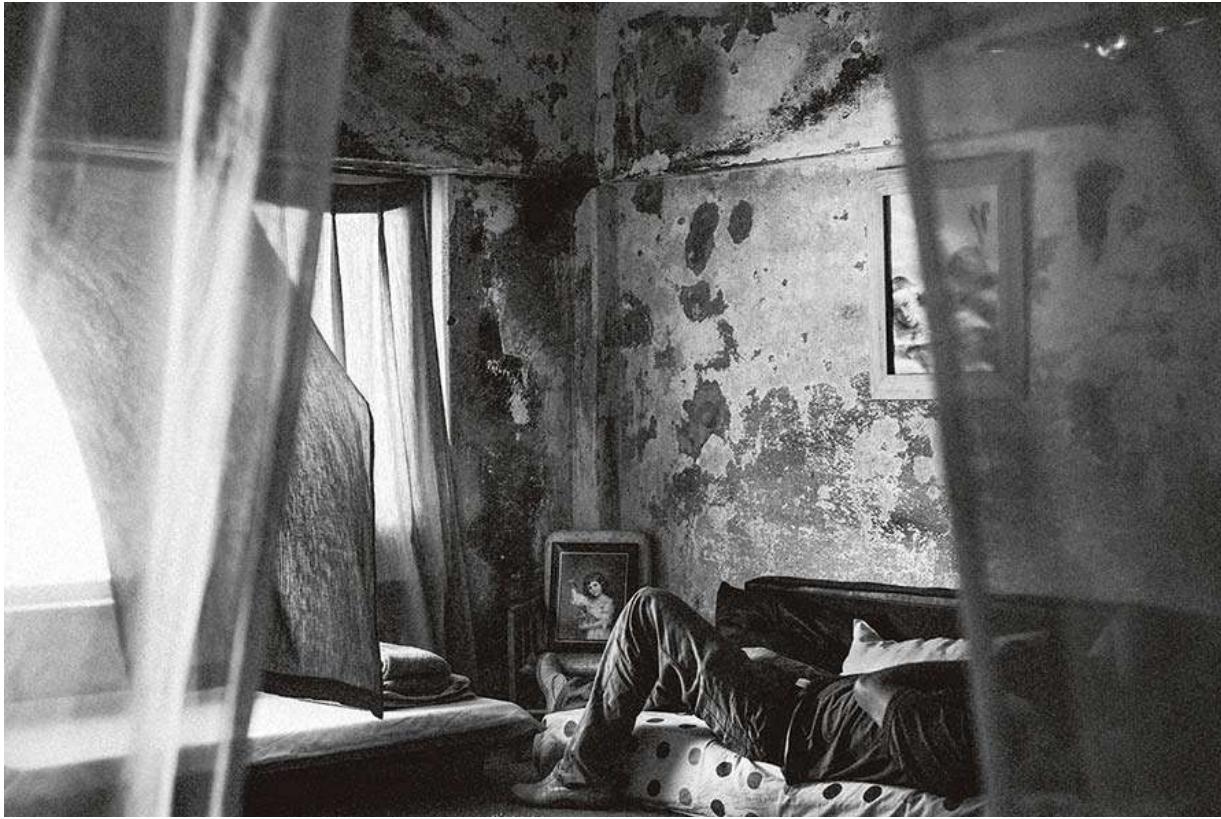


Paulo entre dans son salon. Photographie de Mario Cruz.

Il y a un an, sa maison a commencé à s'effondrer. Il vit sans électricité et presque sans eau.

Lisbonne, Portugal, juillet 2014.

© Mario Cruz.



M. Costa dans sa chambre, installée dans une usine abandonnée. Photographie de Mario Cruz.  
La capitale du Portugal compte 2 800 bâtiments « partiellement inoccupés » et  
1 800 « complètement abandonnés », mais ceux qui y vivent, le plus souvent dans des conditions  
insalubres, n'apparaissent dans aucune statistique. Lisbonne, Portugal, juillet 2014.  
© Mario Cruz.

*« La monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité », promettait en 1992 l'ancien premier ministre socialiste Michel Rocard, en pleine campagne pour le « oui » au traité de Maastricht. Quelque vingt ans et une crise historique plus tard, force est de constater que l'euro n'a pas tenu ses promesses.*



Affiche du collectif Grapus pour le Parti communiste français, 1979.  
© Grapus / BDIC.

L'Europe n'a jamais réuni les conditions nécessaires pour former une zone monétaire optimale (ZMO). Les États n'avaient donc pas intérêt à se priver de deux de leurs outils de gestion économique : la politique monétaire et la flexibilité du prix de leur devise. Qu'à cela ne tienne ! Les partisans de l'euro assuraient que l'union engendrerait d'elle-même les caractéristiques d'une ZMO. Mais, au lieu de converger, les économies européennes se sont polarisées (les unes dégageant des déficits commerciaux, les autres des excédents), même si l'endettement peu cher des ménages ou des États a masqué et retardé les effets d'une union monétaire réalisée sans union politique, sans budget commun et sans harmonisation fiscale.

La crise a fait voler en éclats cette architecture fragile. Les règles inscrites dans les traités ont obligé les États à mener des politiques d'austérité qui ont aggravé la récession et alourdi la dette publique. Privés de la possibilité de dévaluer leur monnaie, les pays du sud de l'Union ont cherché à renouer avec la compétitivité en baissant les rémunérations. Bref, en faisant payer

la crise aux salariés. Faudrait-il pour autant revenir aux monnaies nationales ? Ne présentaient-elles pas l'inconvénient d'être exposées à la spéculation financière (comme la livre sterling en fit la douloureuse expérience en 1992) ? Entre les deux écueils, une troisième voie se dessine : celle de monnaies nationales abritées par une monnaie non plus unique mais commune. Un dispositif qui s'inspire du projet de « bancor » conçu par John Maynard Keynes en 1944.

## Nouvelles convertibilités

Comme dans le système monétaire européen (SME), les monnaies nationales européennes seraient définies par rapport à l'euro, selon un taux de change fixe mais ajustable. Contrairement au SME, la convertibilité interne (entre monnaies nationales européennes) ne s'effectuerait pas sur les marchés de change entre agents privés, mais au seul guichet de la Banque centrale européenne, au taux de change en vigueur. La convertibilité externe, par exemple entre le franc et le dollar, s'effectuerait quant à elle en deux temps : 1. une conversion franc-euro « de guichet » via la BCE, à taux fixe, 2. une conversion euro-dollar de marché.

| Impossibilité de dépasser certains seuils  
| d'excédent commercial

Ce passage obligé par une conversion de type « guichet » supprimerait le marché des changes intraeuropéen, ce qui aurait un effet de stabilisation monétaire interne proche de celui que produit actuellement la monnaie unique. Les ajustements de change pourraient ainsi être opérés dans le calme à partir de compromis politiques négociés entre les États membres, et non sous l'emprise des forces de marché, comme c'était le cas dans le SME.



Peinture murale d'Escif, Italie, 2011.  
© Escif.

Ces compromis seraient encadrés par un système de règles ayant pour principe de partager symétriquement l'ajustement entre pays déficitaires et pays excédentaires. Ainsi, le dépassement de certains seuils de déficit courant autoriserait les États concernés à dévaluer leur monnaie par rapport à l'euro. Mais, symétriquement, le dépassement de certains seuils d'excédent obligerait les pays concernés à une réévaluation. Un tel système contraindrait par exemple l'Allemagne à réévaluer et donc à

soutenir par ses importations la demande dans le reste de la zone euro.

Au-delà de la possibilité de dévaluer à l'abri de la spéculation, et donc d'en finir avec une guerre des salaires aussi violente que vaine, la monnaie commune autoriserait chaque pays à déterminer librement sa politique monétaire et budgétaire, à décider du taux d'intérêt adapté à sa conjoncture et du niveau de dépenses publiques et de fiscalité nécessaire pour préserver son modèle social. Elle fournirait à la fois la stabilité d'une monnaie unique et la flexibilité des taux de change qui lui fait défaut. Elle laisserait enfin aux États la possibilité de mener souverainement la politique économique de leur choix sans pour autant abandonner l'idéal d'un commun monétaire européen.

**Laura Raim**  
Journaliste

IDÉE REÇUE

## « L'État doit gérer en bon père de famille »

Les discours publics sur la dette opèrent la réconciliation du lointain et du familier. D'ordinaire abscons et jargonneux, les raisonnements s'exposent alors dans la langue du quotidien : « budgets à boucler », « ceintures à serrer » et « bon sens ménager » invitent chacun à se reconnaître dans la figure de l'État endetté. Et à mieux consentir aux efforts que sa situation rendrait « nécessaires »...

---

PAR BRUNO TINEL

---



À Athènes, le 25 juin 2015. Photographie de Thomas Haugersveen.

Tandis que le premier ministre grec Alexis Tsipras bataille avec la « troïka » pour desserrer l'étau de l'austérité, l'élite politique et financière participe à une fête organisée par la chambre de commerce d'Athènes pour promouvoir une marque de vodka. © Thomas Haugersveen / agence VU.

« *Et si l'État se comportait enfin en bon père de famille ?* », interroge le député Hervé Mariton (Les Républicains) sur son blog (21 décembre 2013). Croyant faire œuvre de pédagogie, la morale populaire suggère que l'État devrait piloter son budget comme on gère un ménage. Chacun le sait, un foyer peine à remplir son Caddie lorsque son porte-monnaie est vide. Il en irait de même pour l'État, auquel il reviendrait d'adapter ses dépenses à ses recettes. C'est le principe qu'instaure la zone euro. Interdisant aux pays membres de laisser le poids de la dette dépasser 60 % du PIB, elle impose aux contrevenants (accusés de

« vivre au-dessus de leurs moyens ») une cure d'austérité. Ce que, dans les ménages, on appelle « se serrer la ceinture ».



« Nous respirons un vent de liberté », affiche de campagne du parti Syriza pour le non (« oxi ») au référendum du 5 juillet 2015.

Bien que le non l'ait effectivement emporté, l'Union européenne continue d'imposer ses politiques d'austérité à Athènes. © photo Thomas Lemahieu

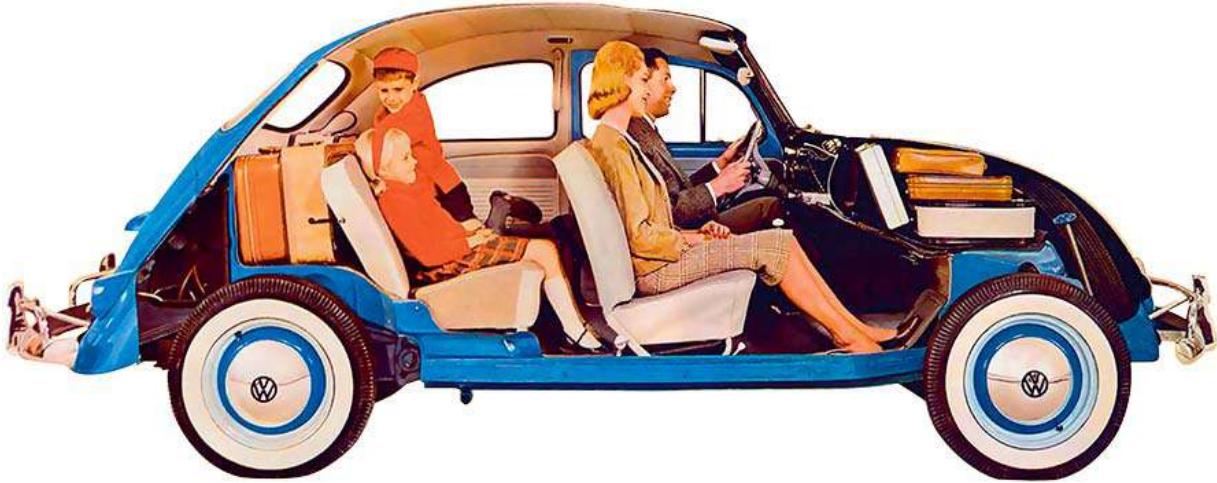
Contrairement à un ménage ou à une entreprise, un État ne fait pas faillite : il peut faire défaut – cesser de payer ses obligations – sans voir un huissier saisir ses biens ou subir une liquidation judiciaire. Ce fut par exemple le cas de l'Argentine en 2001. La situation n'a rien d'une panacée, mais elle offre à l'État la possibilité – interdite aux ménages – de « se refaire », par exemple en augmentant les prélèvements obligatoires (lire « Fiscalité sur le revenu, la peau de chagrin ») ou en renégociant

le fardeau de sa dette (lire « Les faibles paient, les autres négocient »).

Deuxième différence majeure : alors que ménages et entreprises disposent de recettes limitées (le niveau des salaires pour les premiers, le niveau de la demande pour les secondes), l'État et les administrations publiques contribuent à façonner l'environnement dans lequel ils évoluent. Autrement dit : le montant de leurs dépenses conditionne, au moins en partie, celui de leurs recettes.

## Quand les médecins se comportent en bourreaux

Pourquoi ? Selon la théorie keynésienne, à court terme, les dépenses publiques de toutes sortes (salaires, consommations intermédiaires, investissements, allocations-chômage, etc.) contribuent en effet à déterminer le niveau de la demande globale, qui s'adresse aux entreprises et à partir de laquelle sont effectués les choix en matière de production et d'emploi (voir « Dépenser pour relancer : des flux et des fuites »). Un exemple : à la suite de l'élection de l'ancien ouvrier métallurgiste Luiz Inácio Lula da Silva, en 2002, le Brésil a mis en place d'importants programmes sociaux qui ont permis à près de 30 millions de personnes de sortir de la pauvreté et de devenir, à leur tour, des consommateurs.



Publicité du début des années 1960 pour la « coccinelle » de Volkswagen.  
DR.

Sur le long terme, les dépenses publiques agissent également sur l'offre : les dépenses d'éducation et de santé augmentent la productivité de la main-d'œuvre, les dépenses de recherche contribuent à la découverte de nouveaux procédés et de nouveaux produits susceptibles d'améliorer le bien-être, les dépenses d'investissement permettent de développer des infrastructures utiles à l'activité dans l'ensemble des secteurs, etc.





Masques de Saul Steinberg, 1961. Photographie de Inge Morath.

Les sacs de courses en papier kraft font partie de la vie new-yorkaise des années 1960. L'artiste Saul Steinberg aimait les détourner pour y dessiner des masques. La photographe Inge Morath, en a fait une série de portraits.

© The Inge Morath Foundation / Magnum Photos. Masque de Saul Steinberg © The Saul Steinberg Foundation/ARS, New York

Les dépenses publiques jouent donc à la fois sur la demande et sur l'offre, c'est-à-dire sur le niveau d'activité économique, qui, à son tour, détermine les recettes sur lesquelles l'État peut compter – même s'il arrive que la stratégie échoue (voir « 1981, l'occasion ratée »). Lorsque l'activité s'améliore et que l'État parvient à lutter contre l'évasion fiscale, les recettes augmentent avec le revenu national, d'où un moindre recours à l'endettement : la dette publique s'accroît alors plus lentement que le PIB, et le ratio d'endettement (dette/PIB) diminue. Lorsque l'activité décroît, le PIB fond plus vite que la dette, et le ratio d'endettement augmente (lire ci-dessous).

Suggérer que l'État devrait, tel un ménage, « trancher » dans ses dépenses pour réduire le poids de sa dette revient donc à nier le poids des investissements publics dans la demande globale, laquelle détermine le PIB. Autrement dit, à risquer de tuer le malade en tentant de le soigner.

## Torchons et serviettes

Bien que communément utilisé, le ratio dette publique/PIB s'avère trompeur : il compare un stock (la dette) à un flux (le PIB, qui se renouvelle chaque année). Il serait plus logique de

mesurer les créances de la France par rapport à un autre stock : le patrimoine des Français, par exemple, un montant dont la dette ne représente que 10 %...

---

**Bruno Tinel**

Maître de conférences en économie à l'université Paris-I. Auteur de *Dette publique : sortir du catastrophisme*, Raisons d'agir, 2016.

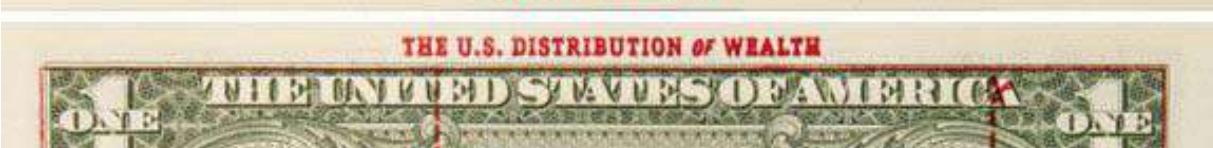
## Vertus oubliées de l'endettement

Érigée au rang de menace par l'entendement commun, la dette publique ne jouirait d'aucune vertu. Pourtant, en contribuant à l'enrichissement rapide des possédants, elle joue un rôle fondamental en régime néolibéral. Et adossée à d'autres options politiques, elle contribue à améliorer les capacités de l'État à réagir aux soubresauts de l'économie.

---

PAR LAURENT CORDONNIER

---



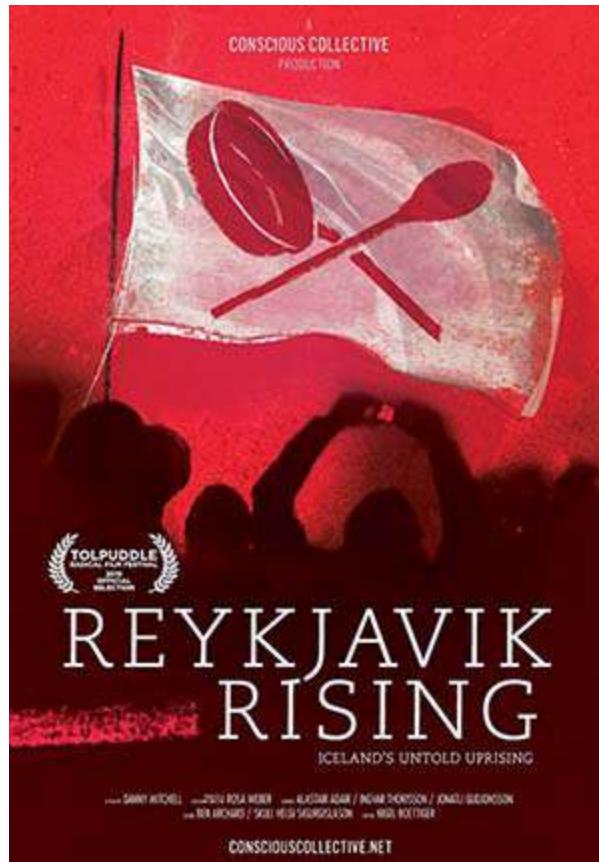


Le collectif d'artistes américains Occupy George a imprimé des messages subversifs sur des billets de 1 dollar et les a ensuite remis en circulation pendant le mouvement Occupy Wall Street, en 2011.

De haut en bas : salaire moyen d'un ouvrier (rectangle rouge) comparé au salaire moyen d'un PDG (rayures) ; l'inégalité des revenus aux États-Unis : les 400 individus les plus riches gagnent autant que les 150 000 000 du bas de l'échelle ; partage de la croissance des revenus entre les 1 % les plus riches (en rouge) et les 90 % du bas de l'échelle (rayures) dans les années 1920, 1960 et 2000 ; la répartition de la richesse aux États-Unis entre le 1 % des fabuleusement riches (part de gauche), les 19 % de riches (part centrale) et tous les autres.

© Occupy Georges.

Disons-le tout net, au risque de surprendre : il n'existe pas de raison suprême qui justifierait que l'État s'endette. Ce dernier, au même titre que les entreprises, les associations, les coopératives, les mutuelles, produit des biens et des services dont nous sommes juges de l'utilité ; et, si ces biens ont un coût, il faut payer d'une manière ou d'une autre. L'impôt doit donc servir à payer nos biens publics ou nos biens communs, au même titre que nos paiements à la caisse du supermarché doivent couvrir le coût de fabrication des produits achetés – dont l'utilité est parfois douteuse... Avec cet avantage pour les biens publics (dont la définition et l'extension sont toute l'affaire du débat démocratique) que leur coût n'est pas grevé d'un profit qui finira dans la poche des actionnaires.



Affiche du documentaire « Reykjavik Rising », de Danny Mitchell et Rosa Weber, 2014. Après l'effondrement, en octobre 2008, des banques islandaises, dont les dettes cumulées équivalaient à dix fois le PIB du pays, les citoyens ont refusé par référendum de rembourser les épargnants étrangers. Le seul pays à avoir refusé le plan de sauvetage de ses établissements financiers a ainsi pu renouer avec la croissance dès 2011.  
DR.

**Si l'endettement de l'État est justifiable, ce n'est pas uniquement en raison de la nature particulière des richesses produites par ses serviteurs, mais en raison de considérations de second ordre... lesquelles peuvent tout de même avoir leur importance.**

La première raison qui pourrait justifier le recours à la dette (plutôt qu'à l'impôt) découle d'une certaine préférence des citoyens pour l'étalement des paiements. Les citoyens, comme les consommateurs qui achètent des biens durables, peuvent souhaiter ne pas payer tout de suite, par le biais des impôts, la

production des infrastructures, des services d'éducation, des services de santé, de justice, de maintien de l'ordre, etc., dont les bienfaits s'échelonneront dans le temps. Le fait de payer par l'impôt différé les services ou les bienfaits générés par ces investissements publics au moment où ils se font sentir (en termes de bien-être, de revenu ou d'économies sur la dépense publique), même alourdis d'une charge d'intérêt, peut être jugé plus avantageux que le paiement immédiat.

空前のスケールとダイナミックなタッチで描いた恐るべきデザイン論

The book cover features the title 'THE CITY AND THE SEA' in large, blocky letters that resemble a city skyline with red roofs and white walls. A pink hand holds the letter 'A'. To the right, a green lizard with blue spots is perched on a building. At the top left, there's a small sun and some green vines.

物語の構造の問題 11



« The City and Design. The Wonders of Life on Earth », Isamu Kurita, de Tadanori-Yokoo, 1966. Héritière notamment de la reprise des dettes privées après l'éclatement de la bulle financière dans les années 1990, la dette publique nippone a explosé avec le plan de « relance » privilégiant les aides aux entreprises : elle atteint 247 % du PIB en 2016 – un record mondial. Pourtant, ni la sanction des agences de notation ni les (timides) rappels à l'ordre du Fonds monétaire international ne suscitent la moindre panique. Comment expliquer que les marchés épargnent Tokyo quand ils s'acharnent sur Athènes ? D'une part, la dette japonaise est hors d'atteinte car elle est détenue à 90 % par les Japonais eux-mêmes, qui ont un niveau d'épargne élevé (même s'il est à son niveau le plus bas depuis vingt ans). D'autre part, le Japon figure parmi les premiers créanciers mondiaux et sa dette nette tombe à 134 % du PIB.

DR.

**Cet étirement dans le temps sera d'ailleurs préféré par les riches (si tant est que les gouvernements fassent davantage reposer l'impôt sur eux que sur les pauvres) à la condition que l'augmentation annoncée de leurs impôts soit inférieure aux perspectives de rendement de leur épargne.**

## Surabondance d'épargne liée au financement des retraites et aux exigences des actionnaires

La seconde raison qui peut justifier un déficit public – et le recours à la dette qui s'ensuit – est la nécessité de réguler la conjoncture. En cas de récession ou d'activité insuffisante pour garantir le plein-emploi, le gouvernement est en effet fondé à engager tout de suite des dépenses d'investissement pour augmenter la demande adressée aux entreprises... sans faire diminuer celle-ci en prélevant immédiatement l'impôt. Si ces dépenses parviennent à redynamiser l'activité, avec un effet

multiplicateur désormais reconnu même par les tenants de l'orthodoxie la plus stricte (*lire « L'introuvable New Deal européen »*), leur paiement ultérieur par l'impôt en sera d'autant facilité.



Sans-domicile-fixe dans le quartier de Shinjuku, Tokyo, 2010. Photographie de James Whitlow Delano.

© James Whitlow Delano / Cosmos.



Extrait de « Sanctuary », d'Ikegami Ryoichi et Fumimura Sho, éd. Kabuto, Cambrai, 2004.

À la différence du premier motif, le besoin de réguler la conjoncture ne semble pas justifier a priori un endettement permanent... À moins que la demande globale soit constamment insuffisante pour faire tourner correctement les entreprises – une hypothèse tout à fait plausible et qui pourrait bien expliquer l'accroissement des dettes publiques depuis trente ans.

La surabondance d'épargne au niveau mondial, liée à la montée du financement des retraites par capitalisation (plutôt que par répartition) et aux taux de profit exorbitants réclamés aux entreprises par les actionnaires, génère de manière structurelle une sous-consommation qui n'est pas compensée par les dépenses d'investissement des entreprises. Pourquoi celles-ci investiraient-elles, d'ailleurs, alors que l'épargne surabondante a pour effet de restreindre leurs débouchés ? Depuis trente ans, l'État joue le rôle de « dépensier en dernier ressort », pour éviter aux entreprises de

s'effondrer et permettre aux épargnants – qui créent la dette publique – de trouver quelqu'un à qui prêter !

**Laurent Cordonnier**

Maître de conférences en économie à l'université Lille-1. Coauteur de l'ouvrage *Le Surcoût du capital : la rente contre l'activité*, Presses universitaires du Septentrion, 2015.

AVANT, AILLEURS

## Comment a été inventée la carte de crédit

C'est un simple morceau de plastique, que la plupart d'entre nous avons toujours en poche. Il permet d'aller chez l'épicier, au cinéma, à la piscine. Le perdre ? La catastrophe est telle qu'elle a donné naissance à des numéros de téléphone d'urgence.

Pourtant, la carte de crédit n'existe pas il y a quelques décennies, et il a fallu faire preuve de beaucoup d'inventivité pour convaincre de son utilité.

---

PAR HÉLÈNE RICHARD

---



American Excess, de Plastic Jesus, 2015.

© Plastic Jesus

« *L’Amérique a changé ce jour de la mi-septembre 1958, lorsque la Bank of America a “largué” ses soixante mille premières cartes de crédit sur la paisible ville de Fresno, en Californie* », affirme le journaliste Joseph Nocera. Des rectangles en plastique sont distribués ici et là, sans que personne les ait sollicités. Lorsque, neuf ans plus tard, plusieurs grandes banques de Chicago rééditent l’opération, elles inondent la ville de cinq millions de cartes. Certaines sont adressées à des personnes décédées, des détenus, des enfants et... un basset nommé Alice Griffin.

La lettre qui accompagne l'envoi félicite l'animal d'avoir acquis le statut de « client privilégié » de certains restaurants chics.

Rapidement, des milliers de clients sont tentés par cet argent immédiatement disponible, que certains peinent bientôt à rembourser. Les banques enregistrent alors des pertes considérables. À Chicago, la facture se serait élevée à 25 millions de dollars (valeur de 1967). L'opération s'avéra toutefois un immense succès. Pourquoi ?



Dream Home #5, de Jeremiah Johnson, 2013.

© Jeremiah Johnson.

À l'époque, les banques américaines cherchent à surmonter un problème de complémentarité. On dit de deux biens qu'ils sont complémentaires quand ils se consomment ensemble. Autrement dit, la demande de l'un dépend de la demande de l'autre. C'est le cas pour les cartes de crédit : un consommateur n'opte pour le

service qui si un nombre significatif d'enseignes l'acceptent ; réciproquement, les magasins ne se dotent de terminaux que s'ils enregistrent suffisamment de paiements par carte...

## Un « passage en force » des banques officiellement reconnu comme illégal

Selon le vice-directeur de Bank of America, la distribution non sollicitée de cartes « *était la seule manière de convaincre les commerçants qu'il y aurait assez de titulaires [de cartes de crédit] pour qu'ils estiment rentable d'accepter ce mode de paiement* ». En 1970, le « passage en force » des banques est officiellement reconnu comme illégal ; mais, dans l'intervalle, les cartes sont entrées dans les mœurs : elles circulent dans 49 Etats (sur 50), et 29 millions de personnes (soit 20 % de la population adulte) les ont utilisées au moins une fois.



Publicité pour des cartes de crédit, Moscou, 1995. Photographie de Claudine Doury, « Toujours avec vous ».

En Russie, l'introduction des cartes de crédit commence dès les années 1990 et concerne alors les élites, les « initiés » – clients importants de la banque ou personnalités. En effet, l'apparition d'un moyen de paiement autre que la monnaie liquide comporte alors de nombreux risques pour les banques, qui font face à une grande incertitude quant au comportement des titulaires de carte. Le marché des cartes de crédit en Russie postsovietique se développe ensuite rapidement, celles-ci étant imposées aux employés des entreprises clientes des banques à travers les salary projects, et concerne les crédits à la consommation dès les années 2000. En 2009, on dénombrait 125 millions de cartes de crédit dans les portefeuilles russes.

© Claudine Doury / agence VU.

**Le succès de ce mode de paiement s'explique aussi par le développement précoce de la consommation à crédit dans la société américaine. Depuis le milieu du XIXe siècle, les vendeurs de meubles ou de voitures, entre autres, offrent la possibilité d'effectuer des paiements échelonnés. Certains distribuent des cartes à leurs clients les plus fidèles, uniquement valables dans leurs magasins. L'ancêtre de la carte bancaire apparaît dès 1950.**

Il s'agit de la Diners Club Card, réservée aux achats de loisir et de restauration. Sa nouveauté : elle est acceptée par plusieurs enseignes et introduit entre le vendeur et l'acheteur un tiers financier.

Par la suite, Bank of America se contente d'élargir ce système à tous les magasins équipés d'un terminal, au prix d'une perte d'information sur les titulaires des cartes : si le commerçant peut décider d'arrêter d'inscrire de nouveaux achats sur l'« ardoise » électronique de son client lorsque ce dernier s'avère mauvais payeur, la banque ne connaît pas personnellement ses interlocuteurs. Pour répondre à cette difficulté, les établissements bancaires développent des techniques d'évaluation de la solvabilité des emprunteurs.

## Ancêtre du ciblage publicitaire

Au début des années 1960, la Fair Isaac and Company ouvre ses premiers credit bureaus. Ces agences spécialisées collectent le maximum d'informations sur un grand nombre d'individus afin d'attribuer une note (score) à chaque candidat en fonction de certaines caractéristiques (profil social, situation financière, antécédents de crédit). De cette note dépendent le montant, la durée et le taux d'intérêt du prêt auquel il aura droit. En réduisant l'incertitude à un risque calculé, ces agences ont joué un rôle central dans le développement du crédit aux États-Unis.

Mais la crise des subprime de 2007-2008 (lire « Capital fictif : l'ivresse et le vertige ») a montré les dangers de ce système. Les banques avaient attribué des prêts immobiliers à des ménages

pauvres, d'autres acteurs se chargeant de camoufler les risques associés à ces créances dans des produits dérivés. Les agences de notation, étroitement liées aux groupes financiers émetteurs de créances, attribuaient alors les notes les plus élevées à ces produits, dont on découvrit par la suite qu'ils étaient « pourris » : le problème n'était plus celui de l'incertitude, mais celui de l'indépendance de l'évaluation.

# ÉCONOMICOCIRCUS

## CARLO PONZI

C'est une arnaque vieille comme la finance. Mais, avant Carlo Ponzi, les promoteurs de chaînes pyramidales faisaient du Ponzi comme M. Jourdain de la prose. En 1919, cet immigré italien né à Parme découvre l'existence d'une sorte de timbre-poste universel et flaire la bonne affaire : ce coupon ne coûte en Espagne que l'équivalent d'un cent américain, mais il peut être échangé dans un bureau de poste des États-Unis contre un timbre valant 6 cents. Il en conclut que 1 million investi en Espagne, en Italie ou en France peut rapporter six fois cette somme de l'autre côté de l'Atlantique.

Le 26 décembre 1919, il fonde à Boston The Securities Exchange Company et émet des certificats qui « garantissent » un intérêt de 50 % pour un placement de quarante-cinq jours... Les échanges de timbres et de monnaie, jugés illégaux par les autorités postales, s'avèrent impossibles, mais Ponzi tient sa promesse : de nouveaux investisseurs étant recrutés en permanence, leur apport permet de

rémunérer les anciens. Les déposants se bousculent, Ponzi mène grand train et passe pour un génie de la finance.

En août 1920, le *Boston Post* révèle que Ponzi a déjà séjourné en prison pour fraude. L'arnaque est découverte et le financier arrêté. L'aventure, qui aura duré huit mois et coûté quelque 20 millions de dollars de l'époque, entre néanmoins dans les annales de la finance.

**Hélène Richard**

## **Victimes consentantes des marchés**

Pour les États, l'ampleur du problème que pose la dette publique découle de deux facteurs : les conditions auxquelles elle a été contractée et la capacité des créanciers à exiger leur remboursement. Or, au fil des siècles, les pouvoirs publics semblent s'être évertués à durcir les premières tout en renforçant la seconde...

---

PAR RENAUD LAMBERT

---



Bureaux d'une société de gestion de portefeuilles, dans le secteur bancaire, la Défense, 2010.  
Photographie de Raphaël Helle. © Raphaël Helle / Signature.

Chaque année, l'État prévoit les dépenses qu'il entend engager au cours des douze prochains mois et le montant des recettes sur lesquelles il peut compter pour les financer. De l'opération découlle, en France par exemple, une proposition de budget établie par le gouvernement et votée par le Parlement. Il arrive toutefois qu'en dépit de ces prévisions l'État dépense plus qu'il ne l'avait imaginé ou qu'il enregistre moins de recettes que prévu. Dans ce cas, son budget devient déficitaire (un déficit généralement mesuré par rapport au PIB). L'une des solutions permettant de combler ce déficit consiste à emprunter de l'argent contre la promesse d'un remboursement majoré d'intérêts. C'est ainsi que se forme la dette de l'État.

Qui sont ces « agents » qui prêtent à l’État ? Pendant longtemps, les monarques ont emprunté auprès des marchands, que l’essor du commerce international avait dotés de fortunes considérables. Plus tard, les États modernes se sont financés auprès de leurs banques centrales, les institutions notamment chargées d’imprimer la monnaie nationale. Pratique, l’opération permet à l’État de demander l’impression de sommes équivalant à son déficit. Seule difficulté : répétée trop souvent ou pour des montants trop importants, l’opération peut conduire à l’envol de l’inflation et, mécaniquement, à la réduction du pouvoir d’achat de la population.



« Un banquier et sa femme », de Marinus Claesz van Reymerswaele (v. 1490-1567), 1538. Les scènes de genre représentant les « hommes d’argent », financiers, banquiers et autres collecteurs d’impôts, se multiplient au XVI<sup>e</sup> siècle, répondant souvent à des commandes passées par des hommes de la bourgeoisie marchande, en pleine ascension. Les Pays-Bas connaissent à cette époque une vitalité économique exceptionnelle, avec la découverte de nouvelles routes

maritimes dans l'Atlantique ainsi que vers les Indes orientales et occidentales, mais aussi avec l'afflux de métaux précieux en Europe.

© Gianni Dagli Orti / Aurimages.

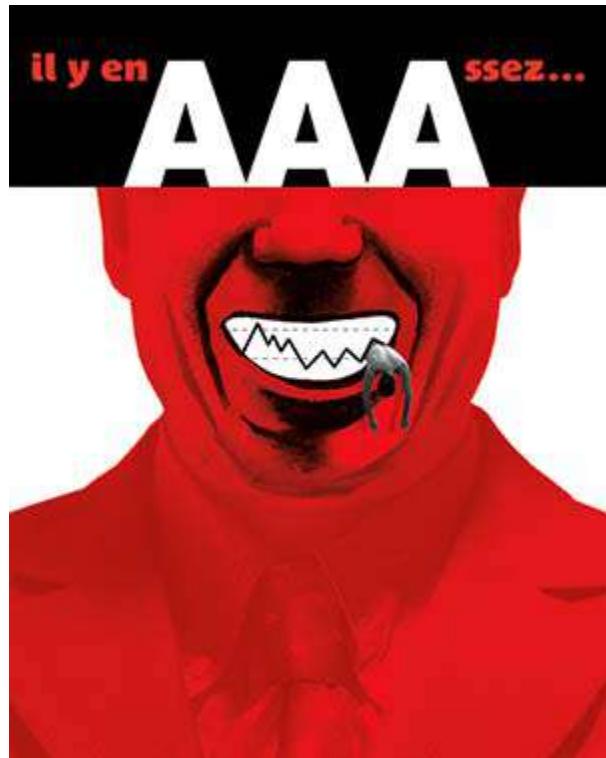


Image créée par Boris Sémeniako, pour l'association Attac en 2005.

Le risque de non-remboursement d'une dette notée triple A est supposé être quasiment nul.

© Boris Sémeniako.

L'inflation érode surtout le pécule des épargnants fortunés. Les grands opérateurs financiers ont donc insisté pour que les banques centrales deviennent « indépendantes ». À partir des années 1970, ils obtiennent gain de cause. L'État doit alors trouver d'autres agents économiques disposés à lui accorder des prêts : il les déniche sur les marchés, où de nombreux investisseurs cherchent à faire fructifier l'épargne privée qui leur est confiée. Certes, les bons du Trésor (les titres émis par l'État) leur rapportent peu ; mais ils leur permettent de compenser les risques qu'ils prennent en achetant des titres très rentables, ce qui alimente la spéculation.

Il existe deux marchés de la dette publique. Le marché primaire est celui où l'État « émet » ses obligations. Chaque obligation comporte un prix et un taux d'intérêt. Le prix correspond au montant prêté, disons 100 euros. Le taux d'intérêt fixe la rémunération de l'investisseur : un taux d'intérêt de 3 %, par exemple, correspond à un gain de 3 euros par an (on parle de « coupon »). Mais rares sont les investisseurs qui souhaitent conserver leurs titres jusqu'à leur maturité (entre deux et cinquante ans selon les titres). L'échange avant échéance s'effectue sur le marché secondaire.

## Refuser de financer l'État via l'impôt, mais lui « offrir » la possibilité d'emprunter

Tout l'intérêt de ces obligations d'État tient à leur liquidité c'est-à-dire à l'existence de ce marché secondaire sur lequel on peut à tout moment les céder. Si la demande est supérieure à l'offre, le titre prend de la valeur ; si au contraire les acheteurs se font rares, le titre se déprécie. Dans ce dernier cas, notre investisseur revend, par exemple, 60 euros le titre qu'il a acheté 100 euros. Mais le « coupon » versé par l'émetteur de départ (3 euros) ne varie pas dans l'absolu. Par contre, il correspond à un pourcentage beaucoup plus élevé du prix : 3 euros représentent 5 % de 60 euros, non plus 3 %. Cette variation du prix d'échange de l'obligation se traduit donc par une évolution du taux d'intérêt : si le taux s'accroît, c'est que le titre est moins désiré (donc moins cher).



Titre de l'emprunt russe de 1896.

Un siècle après, certains Français réclament encore un dédommagement. Afin de financer la modernisation de l'infrastructure et de l'industrie nationales, la Russie tsariste émet à partir de 1882 des obligations sur le marché français, suscitant un grand engouement populaire. « Prêter à la Russie, c'est prêter à la France ! », promettent les affiches publicitaires. Jusqu'à un quart de l'épargne des Français est ainsi mobilisée... en pure perte. En 1914, la guerre éclate, la Russie suspend le paiement des « coupons ». Puis lorsque la révolution bolchevique de 1917 balaye les Romanov, Lénine annule toutes les anciennes créances. Un règlement amiable est finalement trouvé en 1996, mais les 400 millions versés ne contentent pas les descendants des épargnants, qui exigent 100 milliards d'euros...

DR.

Pour les économistes libéraux, le coût de l'endettement, en hausse puisque les investisseurs exigent des taux d'intérêt élevés (en ce moment, ils sont historiquement bas, voire négatifs), garantit que l'État gérera mieux son budget et renoncera à s'endetter. On relèvera ce paradoxe : parmi les agents qui « prêtent » à l'État, on trouve les grandes fortunes qui ont au préalable exigé une réduction de la fiscalité. En d'autres termes, ils refusent de financer l'État via l'impôt, mais acceptent de l'aider à s'endetter... dès lors que l'opération leur rapporte.

**Renaud Lambert**

Rédacteur en chef adjoint au *Monde diplomatique*.  
Coauteur (avec Serge Halimi et Frédéric Lordon) de

l'ouvrage *Les Économistes à gages*, Les Liens qui libèrent – *Le Monde diplomatique*, 2012.

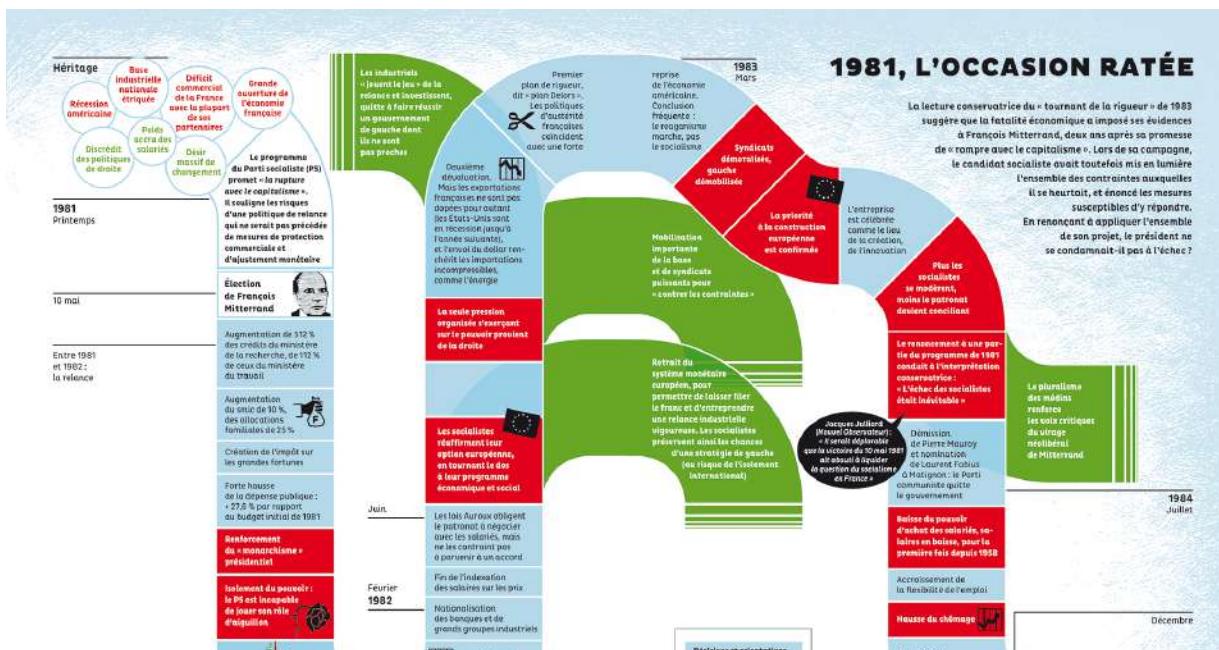
## 1981, l'occasion ratée

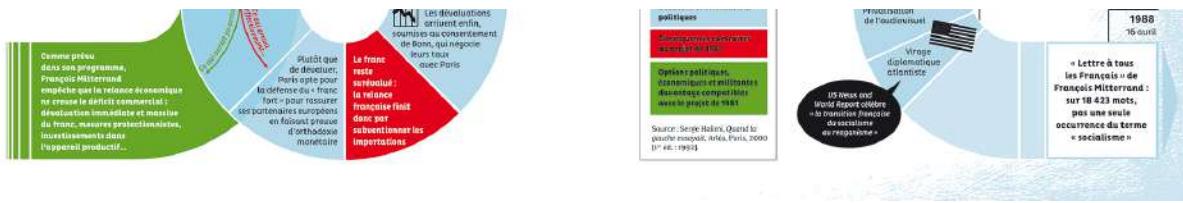
La lecture conservatrice du « tournant de la rigueur » de 1983 suggère que la fatalité économique a imposé ses évidences à François Mitterrand, deux ans après sa promesse de « rompre avec le capitalisme ». Lors de sa campagne, le candidat socialiste avait toutefois mis en lumière l'ensemble des contraintes auxquelles il se heurtait, et énoncé les mesures susceptibles d'y répondre. En renonçant à appliquer l'ensemble de son projet, le président ne se condamnait-il pas à l'échec ?

---

PAR CÉCILE MARIN

---





Version originale

**Cécile Marin**

## En Europe, la dette contre la démocratie

« Il y a deux manières de conquérir et d'asservir une nation : l'une par les armes, l'autre par la dette. » Exposé par le deuxième président des États-Unis, John Adams, il y a plus de deux siècles, le constat n'a guère changé. Après les pays latino-américains au cours des années 1980, le cercle vicieux de la dette place désormais les pays européens sous la contrainte de politiques que leurs populations n'ont pas toujours choisies.

---

PAR RENAUD LAMBERT

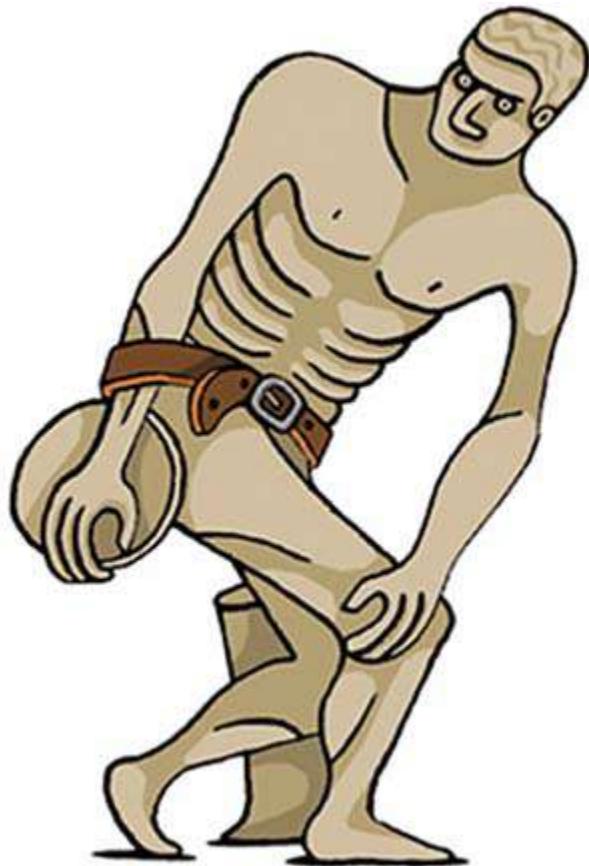
---





Montage réalisé à partir d'une affiche pour un spectacle de magie américain de 1910.  
© C. Alexander / Library of Congress.

La construction européenne s'accompagne d'une série de contraintes pour les gouvernements de la région. Contrainte monétaire, puisque les pays membres de la zone euro ne peuvent pas modifier la valeur de leur monnaie par rapport aux autres (voir « dévaluation »). Contrainte budgétaire pour l'ensemble des pays de l'Union, puisque le pacte de stabilité et de croissance adopté en 1997 (et révisé en 2005) plafonne les déficits publics à 3 % du PIB et la dette publique à 60 % du PIB.



Grèce, dessin d'Eneko, 2010.

DR.

Pourquoi ces chiffres-là ? Celui relatif aux déficits provient d'une décision de l'équipe d'économistes qui entourait le président français François Mitterrand en 1981. Parmi eux, Guy Abeille, qui raconte : « *On a imaginé ce chiffre de 3 % en moins d'une heure, il est né sur un coin de table, sans aucune réflexion théorique.* (...) Mitterrand [voulait] qu'on lui fournisse rapidement une règle facile, qui sonne économiste et puisse être opposée aux ministres qui défilaient dans son bureau pour lui réclamer de l'argent. » 1 % ? 2 % ? L'équipe opta pour le 3 : « *C'est un bon chiffre, un chiffre qui a traversé les époques, cela faisait penser à la Trinité.* » Le chiffre sera plus tard théorisé par des économistes, repris dans le traité de Maastricht de 1992 et érigé au rang de critère pour pouvoir

intégrer la zone euro. Celui qui porte sur la dette publique fut-il choisi avec autant de rigueur scientifique ?

En 2012, ces règles furent reprises dans le cadre du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), ratifié par Paris en octobre 2012. Entre autres mesures, celui-ci impose aux pays dépassant les seuils de 3 % et 60 % de soumettre à la Commission et au Conseil européens : 1. leurs programmes de réformes structurelles contraignants, c'est-à-dire les mesures d'austérité qu'ils s'engagent à mettre en œuvre ; 2. leurs projets d'émission de dette. Le TSCG prévoit par ailleurs l'inscription d'une « règle d'or » dans les Constitutions des pays de l'Union. Il s'agit d'un « mécanisme de correction automatique » des finances publiques déclenché lorsque le déficit structurel\* dépasse 0,5 % du PIB. Le TSCG précise que le dispositif « ne sera pas soumis à la délibération parlementaire ». Bref, ce ne seront plus les élus de la nation qui piloteront le budget du pays.

Pour François Hollande, « le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité »

Comme l'explique le politiste Raoul Marc Jennar, ces mesures « *brideront les investissements publics et, avec eux, les horizons du volontarisme politique. Accès égal à l'éducation, à la santé, à la culture, au logement, aux transports, à l'eau, à l'énergie ? "Oui, mais sans dépenser un euro !"* », répondra-t-on. Et quid de la

*transition écologique ou de la lutte contre le changement climatique ? L'obligation d'atteindre l'équilibre budgétaire fermera, dans les faits, la voie de l'emprunt – une autre manière de paralyser l'action publique et de s'en remettre au secteur privé pour presque tout ».*

En avril 2011, le TSCG n'avait pas encore été entériné. Dans un entretien accordé au quotidien irlandais Irish Times, l'ancien ministre des finances irlandais soulignait pourtant la tutelle sous laquelle l'envol de sa dette plaçait Dublin : « *Dès ma nomination en mai 2008, j'ai eu le sentiment que nos difficultés – liées au secteur bancaire et à nos finances publiques – étaient telles que nous avions pratiquement perdu notre souveraineté. Qu'est-ce que la souveraineté si ce n'est la possibilité de choisir entre des options ?* »



Affiche de campagne du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), mars 2015.  
Tous les grands principes européens ne se valent pas. Ainsi la libre circulation des personnes est-elle moins sacrée que celle des capitaux, surtout quand c'est le Royaume-Uni qui exige d'y déroger. Le premier ministre conservateur David Cameron a obtenu de Bruxelles la possibilité de suspendre le versement des allocations sociales aux immigrés européens. Mais le « Brexit » l'a néanmoins

emporté lors du référendum du 23 juin sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union.  
© Invicta Kent Media / Rex / Sipa.

Mais les règles ne s'appliquent pas à tous de la même façon. En 2003, par exemple, les déficits de la France et de l'Allemagne dépassent la barre des 3 % du PIB. La Commission européenne tente d'imposer ses exigences, mais le Conseil des ministres l'en empêche... Il arrive également que les critères s'évanouissent, comme à la suite du krach financier de 2008 ou à la fin de l'année 2015. Dans ce dernier cas, l'Europe fait alors face à une double crise : celle des réfugiés quittant principalement la Syrie et l'Irak ; celle liée aux attentats de djihadistes sur son territoire. Devant le Congrès français réuni à Versailles le 16 novembre, le président François Hollande explique : « *Le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité.* » La Grèce aurait-elle pu invoquer l'argument avec autant de succès ?



## TITRISER LES TORTUES

Protéger les espèces menacées : pour le moment, cette mission incombe aux puissances publiques. Mais les budgets alloués au maintien de la biodiversité se resserrent sous l'effet de l'austérité. Dans un article de 2010 sous-titré « Pourquoi l'environnement a besoin de la haute finance », trois théoriciens de l'assurance (James Mandel, Josh Donlan et Jonathan Armstrong) ont suggéré une solution de marché : mettre en place une forme de produit dérivé financier portant sur le risque de disparition des espèces,

des *species swaps*. Imaginons que l'État de Floride signe avec une entreprise un contrat de *species swap* ayant comme sous-jacent une variété de tortue menacée vivant dans les parages de la société contractante. Si le nombre de spécimens s'accroît du fait de l'attention prodiguée par l'entreprise, l'État verse à cette dernière des intérêts ; si, au contraire, les tortues se raréfient ou approchent du seuil d'extinction, c'est l'entreprise qui verse de l'argent à l'État, afin que celui-ci puisse engager une opération de sauvetage. L'article n'évoque pas le sort de l'espèce lorsque l'entreprise délocalise...

### Renaud Lambert

Rédacteur en chef adjoint au *Monde diplomatique*. Coauteur (avec Serge Halimi et Frédéric Lordon) de l'ouvrage *Les Économistes à gages, Les Liens qui libèrent – Le Monde diplomatique*, 2012.

AUTRES POSSIBLES

## **Les faibles paient, les autres négocient**

Enrôlant volontiers le registre de la morale, la dette se plaît à singer les traits de la justice : insensible à l'identité des débiteurs, elle abattrait un glaive aussi impartial qu'implacable. Et pourtant, alors que certains doivent rembourser « tout » et « tout de suite », d'autres jouissent de remises et de temps, quand leurs créances ne sont pas tout simplement annulées.

---

PAR RENAUD LAMBERT

---



Émeutes à Buenos Aires, 20 décembre 2001. Argentine. Photographie de Nicolas Pousthomise. En refusant, le 5 décembre 2001, un nouveau prêt à l'Argentine après lui avoir imposé sept plans d'austérité en trois ans, le FMI déclenche une crise d'une ampleur sans précédent. Des milliers de citoyens se ruent sur les commerces pour se procurer de quoi manger, puis, défiant l'état de siège, descendent dans la rue. Après une répression sanglante qui fait 32 morts, le président Fernando de la Rúa est poussé à la démission. Le 23, le gouvernement intérimaire suspend le paiement de sa dette pour un montant de 90 milliards de dollars, entérinant le plus grand défaut de paiement de l'histoire.

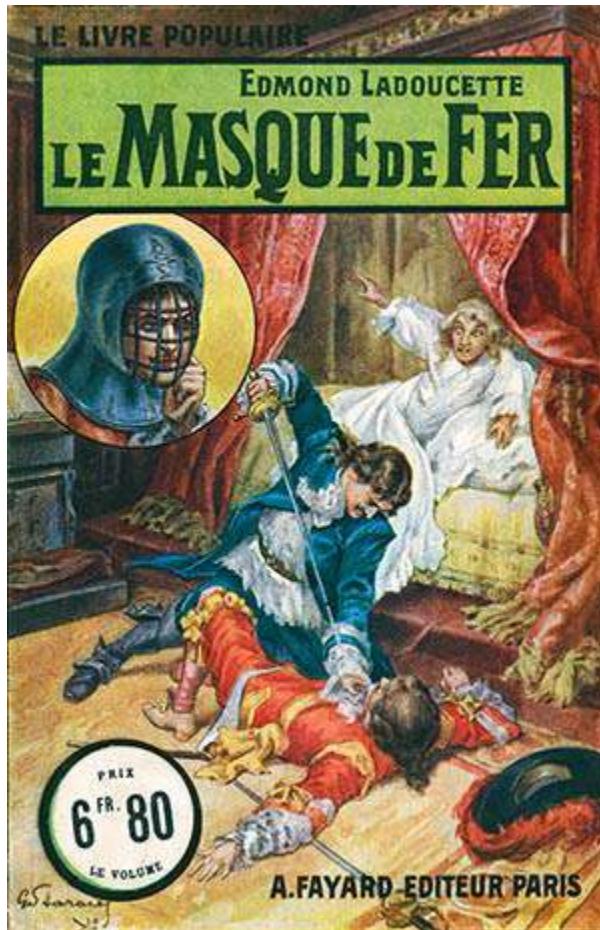
© Nicolas Pousthomis / Sub.Coop / Picturetank.



Pochoir de soutien à l'usine textile coopérative Brukman, à Buenos Aires, qui a inspiré le documentaire « The Take » à Naomi Klein en 2004.

Il fut un temps où les États se libéraient facilement du fardeau de la dette. Il suffisait par exemple aux rois de France d'exécuter leurs créanciers pour assainir leurs finances : une forme balbutiante, mais commune, de « restructuration ». Le droit international a privé les débiteurs d'une telle issue. Il leur impose au contraire le principe de continuité des engagements : *Pacta sunt servanda* (« Les conventions doivent être respectées »).

## Dette « odieuse »



Le Masque de fer, couverture illustrée en 1910 par Gino Starace.

Les rois de France ont régulièrement supprimé leurs dettes en supprimant... leurs créanciers. La légende veut que le célèbre prisonnier au masque de fer soit Nicolas Fouquet, le surintendant des finances de Louis XIV qui avait fait fortune en prêtant à l'État. Philippe le Bel s'est quant à lui débarrassé de sa dette en liquidant son principal financier, l'ordre des Templiers.

© Coll. Jonas / Kharbine-Tapabor.

La doctrine *Pacta sunt servanda* n'a pourtant rien de granitique : « L'obligation que formule le droit international de rembourser ses dettes n'a jamais été considérée comme absolue et s'est fréquemment vue limitée ou nuancée », précise un document de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) de juillet 2007. Dénonciation des dettes « odieuses » (emprunts réalisés par un pouvoir despote), des dettes « illégitimes » (contractées sans respecter l'intérêt général

de la population) ou des « vices de consentement », les arguments juridiques ne manquent pas pour justifier la suspension des paiements, voire l’effacement de tout ou partie des créances qui accablent un pays. À commencer par l’article 103 de la Charte de l’Organisation des Nations unies (ONU), qui proclame : « En cas de conflit entre les obligations des membres des Nations unies en vertu de la présente Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront. » Parmi celles-ci, on trouve à l’article 55 de la Charte l’engagement des États à favoriser « le relèvement des niveaux de vie, le plein-emploi et des conditions de progrès et de développement dans l’ordre économique et social ».



Des ouvriers préparent des paquets de roses pour les exporter aux États-Unis, Cayambe, Équateur, 2013. Photographie de Meredith Kohut.

Élu président de la République équatorienne fin 2006 avec un programme basé notamment sur le refus de se soumettre aux institutions financières internationales, Rafael Correa a immédiatement

engagé un audit sur la dette publique, accumulée en grande partie pendant le régime dictatorial. La commission a finalement déclaré illégitime 85 % de la dette interne et externe, pour un montant total de 3 230 millions de dollars, permettant de faire passer le service de la dette de 32 % à 15 % du budget et les dépenses sociales de 12 % à 25 %...

© Meridith Kohut / The New York Times-Redux / RÉA.



Une des nombreuses monnaies locales utilisées en complément de la monnaie nationale (le peso), défaillante durant la crise de 2001.

DR.

**En 2015, un jeune Grec sur deux est au chômage et 30 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Athènes est néanmoins sommé de payer ses créanciers. Car l'application du droit repose sur la nature du rapport de forces entre débiteurs et créanciers.**

En 1898, les États-Unis « libèrent » Cuba du joug espagnol. Madrid exige le remboursement de dettes que l'île avait « contractées auprès de la Couronne » (en l'occurrence, les frais de son occupation). Washington ne l'entend pas ainsi et avance une idée encore peu répandue (qui contribuera à fonder la notion de dette odieuse) : on ne saurait exiger d'une population qu'elle rembourse une dette contractée pour l'asservir.



Concert de Manu Chao à l'usine de céramique FaSinPat (fábrica sin patrones, usine sans patrons) pour fêter les 10 ans de cette coopérative ouvrière, née après la crise de 2001. Neuquén, Argentine, 2011.

© argentina.indymedia.org / DR.

Aider la République fédérale d'Allemagne à s'ériger en rempart contre le communisme



Exécution des Templiers (1307-1314).

© Akg-images / British Library

Les États-Unis réitèrent leur coup de force au bénéfice de l'Irak au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Quelques mois après l'invasion du pays, le ministre des finances John W. Snow annonce sur Fox News : « De toute évidence, le peuple irakien ne doit pas être accablé par les dettes contractées au bénéfice du régime d'un dictateur désormais en fuite. » L'urgence, pour Washington : assurer la solvabilité du pouvoir qu'il a mis en place à Bagdad. Émerge alors une idée qui stupéfierait les tenants de la « continuité des engagements des États » : le paiement de la dette relèverait moins d'une question de principe que de mathématiques. « Le plus important, c'est que la dette soit soutenable », ose un éditorial du Financial Times le 16 juin 2003. Douze ans plus tard, les économistes s'accordent pour dire que ce n'est pas le cas de celle de la Grèce. En 2016, le pays est à genoux. Mais ses créanciers n'en démordent pas : il devra payer.



Une réunion de salariés de l'hôtel de luxe Bauen, Buenos Aires, 2001.

Cet hôtel fait partie de ces entreprises argentines qui ont fait faillite en 2001 et ont ensuite été reprises par leurs salariés en coopérative. © Martin Barzilai / Sub. Coop / Picturetank.

Au milieu du XXe siècle, ceux de la République fédérale d'Allemagne (RFA) s'étaient montrés plus cléments : ils avaient accepté d'alléger le fardeau de sa dette et fait preuve d'une générosité sans précédent. Le journaliste Leonid Bershidsky, du groupe Bloomberg, avance une explication : « *L'une des raisons pour lesquelles l'Allemagne de l'Ouest a bénéficié d'une réduction de sa dette [et pas la Grèce], c'est que la République fédérale devait devenir un rempart de premier rang dans la lutte contre le communisme. (...) Les gouvernements ouest-allemands qui bénéficièrent de ces mesures étaient résolument antimarxistes.* » Une qualité que ne possédaient sans doute pas assez M. Alexis Tsipras et sa formation politique aux yeux des créanciers d'Athènes.

**Renaud Lambert**

Rédacteur en chef adjoint au *Monde diplomatique*.  
Coauteur (avec Serge Halimi et Frédéric Lordon) de  
l'ouvrage *Les Économistes à gages, Les Liens qui  
libèrent – Le Monde diplomatique*, 2012.

IDÉES REÇUE

## « Grâce aux BRICS, un monde multipolaire »

Quand la crise de 2007-2008 a touché les pays riches, la vigueur économique du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (les Brics) a donné le sentiment que ces derniers allaient s'affirmer sur la scène internationale. Un grand « découplage » semblait avoir fait émerger de nouveaux pôles économiques et géopolitiques dans un monde jusque-là caractérisé par la domination américaine.

---

PAR JULIEN VERCUEIL

---



« Copy Art 08 », Magritte, photographie de Michael Wolf, 2014.

La ville de Dafen, en Chine, s'est spécialisée dans la copie d'œuvres d'art : des centaines de peintres chinois y travaillent afin de mettre sur le marché des copies à bas prix des maîtres de l'art occidental. Ici, un artiste copiste chinois pose à côté d'une de ses « œuvres », un Magritte.  
© Michael Wolf / laif-RÉA.

La croissance des pays émergents a conduit certains observateurs à considérer que leurs économies connaissaient un « découplage » par rapport aux pays de vieille industrialisation. La réalité les a contredits : les marchés émergents subissent aujourd’hui le contrecoup des modalités de leur insertion dans l’économie mondiale. Pas de découplage, donc, mais des ajustements variables, au fur et à mesure de l’éclatement des bulles apparues sur leurs marchés.

En septembre 2008, face à la menace d'effondrement de leur système financier, les autorités américaines ont pratiqué une nouvelle politique monétaire : le *quantitative easing*. Il s'agissait de soutenir le secteur par une injection massive de liquidités à très faible taux d'intérêt\*. Cela a provoqué un retour de la confiance et une reprise des investissements. Cette politique a conduit au maintien de taux d'intérêt plus élevés dans les Brics que dans les pays occidentaux, de sorte que, à taux de change constant, il était plus avantageux d'investir dans les pays émergents.



Affiche du film « Pyaasa » (« Assoiffé »), de Guru Dutt, 1957.

Considérée comme un des chefs-d'œuvre de Bollywood, cette très lyrique tragédie sociale raconte l'histoire d'un poète qui, malgré l'aide d'une prostituée aimante, ne rencontre la consécration qu'après sa mort. Depuis l'âge d'or des années 1950, l'industrie cinématographique indienne n'a cessé de croître. Deux mille films y sont produits par an, contre cinq cents aux États-Unis. Un dynamisme qui s'explique par l'existence d'un marché intérieur de plus d'un milliard d'habitants et d'une diaspora importante, au Royaume-Uni et aux États-Unis mais aussi au Proche-Orient. Si les longues comédies musicales kitsch tournées en hindi à Bombay sont les plus célèbres, elles ne

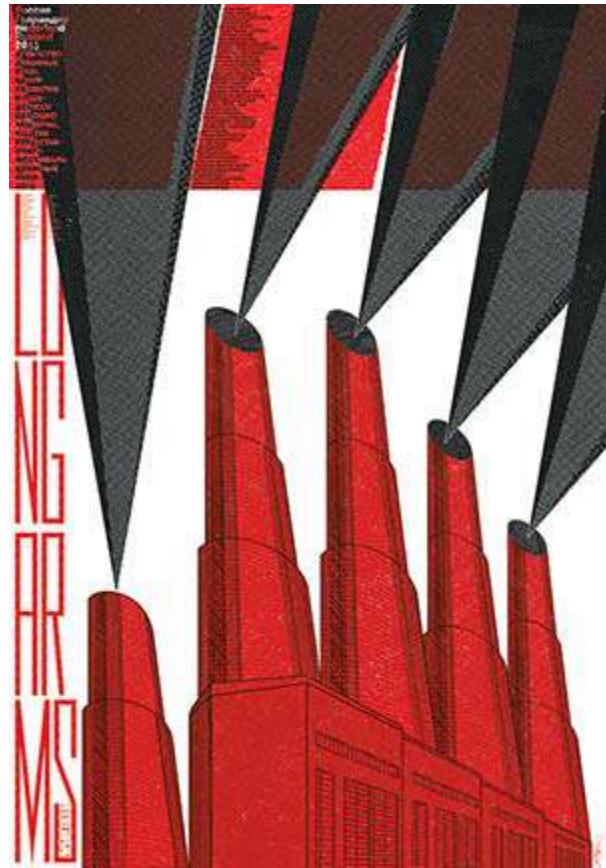
représentent plus qu'un quart de la production nationale. Les deux autres principales industries régionales sont Tollywood, en langue telugu, dont le centre est à Hyderabad, et Kollywood, dont les films en tamoul sont réalisés à Madras.

DR.

Les flux d'investissement de portefeuille (achats d'obligations, essentiellement) ont donc repris vers les émergents, alimentant une croissance parfois excessive des crédits et des prix. Suivant les recommandations du FMI, la majorité des Brics ont adopté des formes variables de laisser-faire financier. Seule la Chine a conservé des contrôles stricts sur les transactions financières entre résidents et non-résidents. Mais les marchés émergents sont plus étroits que les places occidentales et doivent donc préserver un écart de taux d'intérêt pour éviter que le peu de capitaux présents ne quittent le pays à la recherche d'une meilleure rémunération. Ils sont donc plus sensibles à ces flux internationaux de capitaux guidés par les écarts de taux d'intérêt que l'on nomme *carry trade*.

Autre facteur d'instabilité, l'évolution erratique des prix des matières premières. Leurs marchés sont désormais largement financiarisés, ce qui explique la brutalité des hausses et des baisses de prix depuis deux décennies. Les exportateurs, dont la Russie et le Brésil, dépendent directement de leurs matières premières pour leurs équilibres extérieurs. Leurs budgets publics aussi. Lorsque les cours augmentent, l'excédent courant s'élargit et les devises affluent vers le pays, ce qui soutient la monnaie nationale tandis que les recettes de l'État s'accroissent. Mais lorsqu'ils chutent, comme c'est le cas depuis juillet 2014, ces processus s'inversent, et un doute peut naître sur la capacité des autorités à maintenir la stabilité du taux de change. Les monnaies de la Russie, du Brésil et de l'Afrique du Sud en ont tour à tour subi les effets : elles ont connu des dépréciations plus ou moins brutales en 2014-2015.

## La nervosité financière, notamment en Chine, accroît l'incertitude sur l'avenir des pays émergents



« Long Arms », affiche du collectif de graphistes russes Ostengruppe, 2013.  
© Igor Gurovich.

Le troisième facteur de l'incertitude financière est spécifiquement chinois. Les autorités ont réagi à la crise de 2008 en lançant un vaste programme d'investissement dans les infrastructures. Décentralisé, il a stimulé la construction et l'immobilier sur tout le territoire. La croissance de la demande étant au rendez-vous, les prix des logements dans les villes ont flambé, atteignant par

endroits (Shanghai, Shenzhen, Pékin) deux à trois fois les niveaux annonciateurs de bulle immobilière. En 2015, celle-ci a commencé à se dégonfler. Il est difficile de savoir si les limitations réglementaires à l'endettement des investisseurs et la croissance des revenus réels\* des ménages suffiront à absorber la baisse des prix.

La situation boursière chinoise est elle aussi instable. La libéralisation a attiré de nouveaux acteurs, en majorité des particuliers, accélérant la hausse des cours entre 2014 et juin 2015. Beaucoup se sont endettés, créant un effet de levier dangereux en cas de retournement. Or ce dernier s'est dessiné à partir de juin 2015. Un premier krach boursier a eu lieu sur la place de Shanghai les 24 et 25 août, suivi d'un deuxième en janvier 2016. Entre juin 2015 et février 2016, la chute a atteint 45 %. Bien que les volumes restent modestes au regard de la taille de l'économie chinoise, leurs effets peuvent être significatifs sur l'économie mondiale. Avec le ralentissement macroéconomique, la nervosité financière en Chine accroît l'incertitude sur l'avenir des pays émergents.

### **Julien Vercueil**

Maître de conférences en économie à l'Institut national des langues et civilisations orientales, rédacteur en chef adjoint de la *Revue de la régulation*. Auteur de l'ouvrage *Les Pays émergents. Brésil, Russie, Inde, Chine. Mutations économiques, crises et nouveaux défis*, Bréal, 4e édition, 2015.

## Qu'est-ce qu'une crise financière ?

« Crise » : depuis quarante ans, le terme hante les bulletins d'information, les analyses politiques et les bilans économiques. Pour les uns, il évoque la « destruction créatrice » dont l'économiste Joseph Schumpeter estimait qu'elle préparait l'avenir. Pour les autres, il convoque l'angoisse du chômage, de la précarité et de la misère. Mais, au fait, qu'est-ce qu'une crise ?

---

PAR ROBERT BOYER

---



« Les Taureaux et les ours sur le marché de Wall Street », New York, 1879.

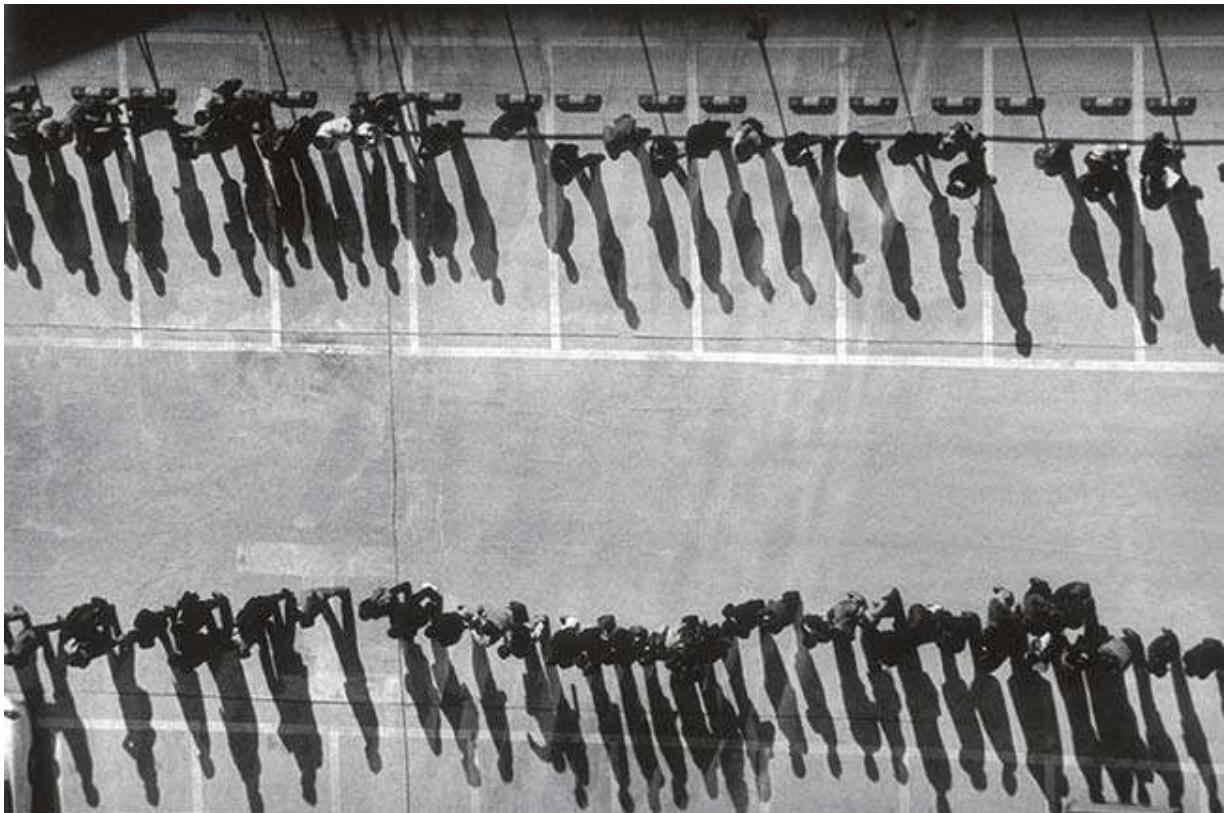
Cette œuvre fut peinte lors de la grande dépression qui suivit la crise bancaire de mai 1873. Dans la symbolique boursière, les taureaux représentent ceux qui croient à la hausse des cours, les ours, ceux qui spéculent à la baisse.

© Collection Dagli Orti / Aurimages.

« *Après la pluie, le beau temps.* » Obsédés par les indicateurs de la conjoncture, économistes comme hommes politiques guettent les signes de la reprise. À leurs yeux, l'économie se caractérise par une succession de périodes d'expansion (accélération du rythme de la croissance), de retournement, de récession (ralentissement du rythme de la croissance) puis de reprise. Ces quatre étapes constituent ce qu'on appelle un cycle économique. La récession, pouvant parfois aller jusqu'à la dépression\* (chute de l'activité), permet paradoxalement de régler les problèmes accumulés pendant la phase d'expansion. Reste à attendre...

Il est pourtant des épisodes plus dramatiques. Pour utiliser une métaphore automobile, il ne suffit plus de passer à la pompe à

essence pour faire repartir la voiture, il faut parfois installer un nouveau moteur. On parle alors non plus d'une simple « crise cyclique », mais d'une « grande crise » bloquant le retour à la croissance.



File d'attente devant un centre de demandeurs d'emploi à Séoul, Corée du Sud, 1998.  
Photographie de Nam Hun Sung.

Balayée par la crise de 1998, la Corée du Sud passe du statut de « puissance en devenir » à celui d'« homme malade ». En quelques mois, le taux de chômage dépasse 20 %, les emplois temporaires et à mi-temps, 45 % du total. Les suicides bondissent de 200 %.

© Nam Hun Sung / Rapho.

Ce fut le cas de 1929 à 1932 aux États-Unis, qui connurent alors une grave dépression traduisant l'essoufflement du mode de régulation du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans l'entre-deux-guerres, le développement des forces industrielles se heurte au problème des débouchés. L'organisation scientifique du travail\* (lire « Le travail à la chaîne est-il mort ? ») a permis de réaliser de

formidables gains de productivité. Or les entreprises sont de plus en plus dépendantes de la demande intérieure, notamment de celle des salariés, qui constituent une part croissante de la population. Aucune n'a intérêt individuellement à augmenter la paie de ses employés, encore peu organisés en syndicats, mais toutes souffrent du manque de clients.

## Rôle central de l'état



Verso d'une carte routière française, 1979.

« La chasse au gaspi » est une campagne du gouvernement français visant à promouvoir les économies d'énergie à la suite des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979.

DR.

Cette grande crise ne fut surmontée qu'avec le New Deal, puis les multiples transformations induites par la seconde guerre mondiale. Émerge alors un nouveau mode de croissance fordiste grâce à une régulation administrée. Caractéristique de la période des « trente glorieuses », ce système repose sur le partage des gains de productivité entre les patrons et les salariés, dont les organisations, plus puissantes, parviennent à obtenir une indexation des salaires sur l'inflation. L'État joue désormais un rôle central dans l'économie. La puissance publique investit dans les infrastructures et pilote la conjoncture économique grâce à des politiques budgétaires et monétaires dites contracycliques (voir

« Dépenser pour relancer : des flux et des fuites »). Enfin, ce type d'organisation est caractérisé par une faible ouverture internationale.

Ce mode de régulation s'est érodé. Parmi les facteurs de ce déclin, certains trouvent leur origine dans le succès même du modèle : à leur apogée, les économies fordistes dégagent un surplus de production qui cherche de nouveaux débouchés en direction des pays moins avancés.

### Un optimisme qui repose sur une présomption naïve et dramatiquement fausse

Ce mouvement crée de nouvelles interdépendances entre pays, renforcées par la libre circulation des capitaux. C'est par l'internationalisation que le fordisme est, dans un second temps, déstabilisé. La contribution croissante des exportations à la formation de la demande implique une course à la compétitivité-prix entre pays, qui appelle une modération salariale et une érosion des systèmes de protection sociale. Ce que concèdent des salariés que le chômage de masse a rendus moins revendicatifs.



File d'attente devant un centre de demandeurs d'emploi à Séoul, Corée du Sud, 1998.

Photographie de Nam Hun Sung.

Balayée par la crise de 1998, la Corée du Sud passe du statut de « puissance en devenir » à celui d'« homme malade ». En quelques mois, le taux de chômage dépasse 20 %, les emplois temporaires et à mi-temps, 45 % du total. Les suicides bondissent de 200 %.

© Nam Hun Sung / Rapho.

« Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens. »

— Jean-Claude Juncker président de la Commission européenne (2014- )

Il est difficile de déterminer la nature du mode de croissance qui remplace le fordisme. Dans les années 1990, on a cru à l'émergence d'un modèle de croissance tiré par l'innovation financière. Théoriquement, dans un tel modèle, les effets de richesse compenseraient la modération salariale : les salariés n'ont pas d'augmentations de salaire, mais, comme ils détiennent des produits d'épargne financière, voire les actions de leur propre entreprise, les bonnes nouvelles du CAC 40 les incitent à consommer. Pourtant, à long terme, les revenus du travail restent le déterminant essentiel de la consommation. La crise, américaine puis mondiale, ouverte en 2007-2008 a rappelé cette évidence. Les critères de rentabilité, inapplicables à long terme, qu'imposent les marchés financiers aux entreprises déstabilisent les institutions du passé sans les remplacer. Finance et circuits de production se sont mondialisés, de sorte que les gouvernements perdent la capacité de répondre aux demandes des citoyens.

Ainsi la présomption naïve qui veut qu'après la pluie vienne le beau temps se révèle dramatiquement fausse. De nouvelles bulles spéculatives enrayeront-elles la croissance, ou une économie verte et inclusive finira-t-elle par s'imposer grâce à une coopération internationale sans précédent ?

**Robert Boyer**

Économiste et ancien directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Auteur d'*Économie politique des capitalismes*.

*Théorie de la régulation et des crises*, La Découverte, 2015.

## Bourse : vol au-dessus d'un nid de coucou

« Euphorie haussière », « panique boursière », les marchés financiers sont souvent présentés comme des personnages sujets aux sautes d'humeur et aux crises de nerfs. Pourtant, en poussant à outrance l'hypothèse de rationalité des investisseurs, les spécialistes de l'économie financière ont longtemps affirmé que les crises financières étaient impossibles. L'histoire économique a tranché.

---

PAR HÉLÈNE RICHARD

---



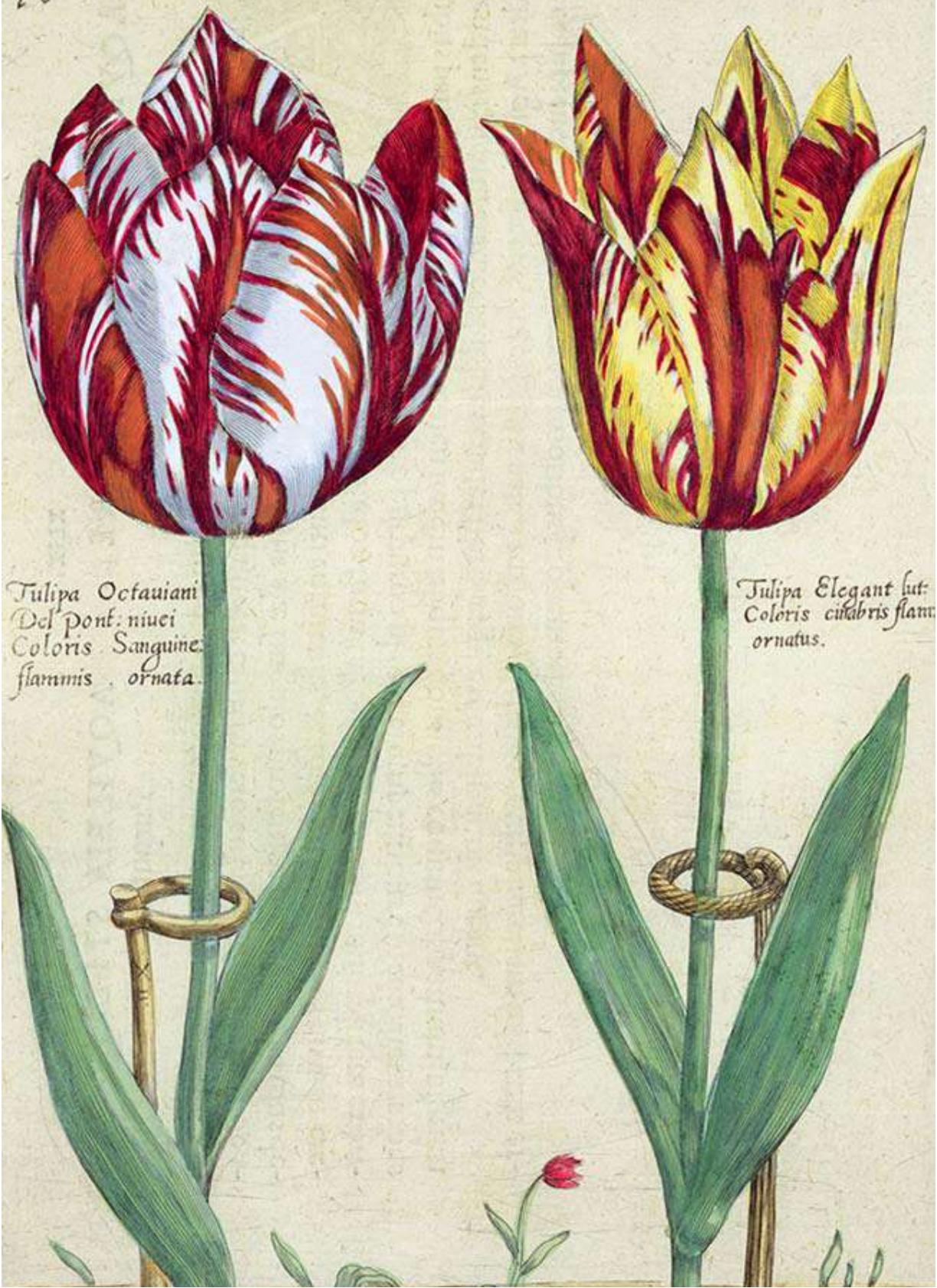
Plantation de boutures de canne à sucre dans un champ près d'Amibara, Éthiopie, 2011. Les récoltes à venir sont destinées à la production d'agrocarburant. Photographie d'Alfredo Bini. Depuis 2008, l'État éthiopien réquisitionne des centaines de milliers d'hectares de terres arables pour les louer à des prix dérisoires aux multinationales. Résultat : les exportations agricoles augmentent, tandis que les populations, voyant disparaître leurs cultures traditionnelles, sont contraintes de faire appel à l'aide alimentaire internationale.

© Alfredo Bini / Cosmos.

Durant l'hiver 1636-1637, le marché hollandais des bulbes de tulipe est saisi d'une euphorie déconcertante. Les fleurs, prisées par les cours européennes, s'échangent à des prix extravagants. Une innovation financière, les « billets à effet » (des promesses d'achat dans le futur), avait aiguisé l'âpreté au gain de spéculateurs moins soucieux de garnir les demeures bourgeoises de jolis bouquets que de profiter de « bouts de papier » dont l'achat et la revente assuraient de copieux bénéfices. Soudain, la confiance dans la tendance haussière s'effondre, causant la chute brutale de leur prix et la ruine des investisseurs. Ainsi éclata la

première des crises financières dont l'histoire ultérieure du capitalisme fut riche.

48.





Gravure publiée dans le recueil « Hortus Floridus », 1614-1615.

Entre 1634 et 1637, le prix des bulbes dans le nord des Provinces-Unies augmente de 5 900 %.

D'après l'écrivain écossais du XIXe siècle Charles MacKay, un oignon de *Semper Augustus*, la tulipe la plus convoitée, valait 10 000 florins au plus haut de la spéculation, soit l'équivalent d'un beau palais sur un canal prisé d'Amsterdam.

© Private Collection / The Stapleton Collection / Bridgeman Images.

## Bulbes et bulles

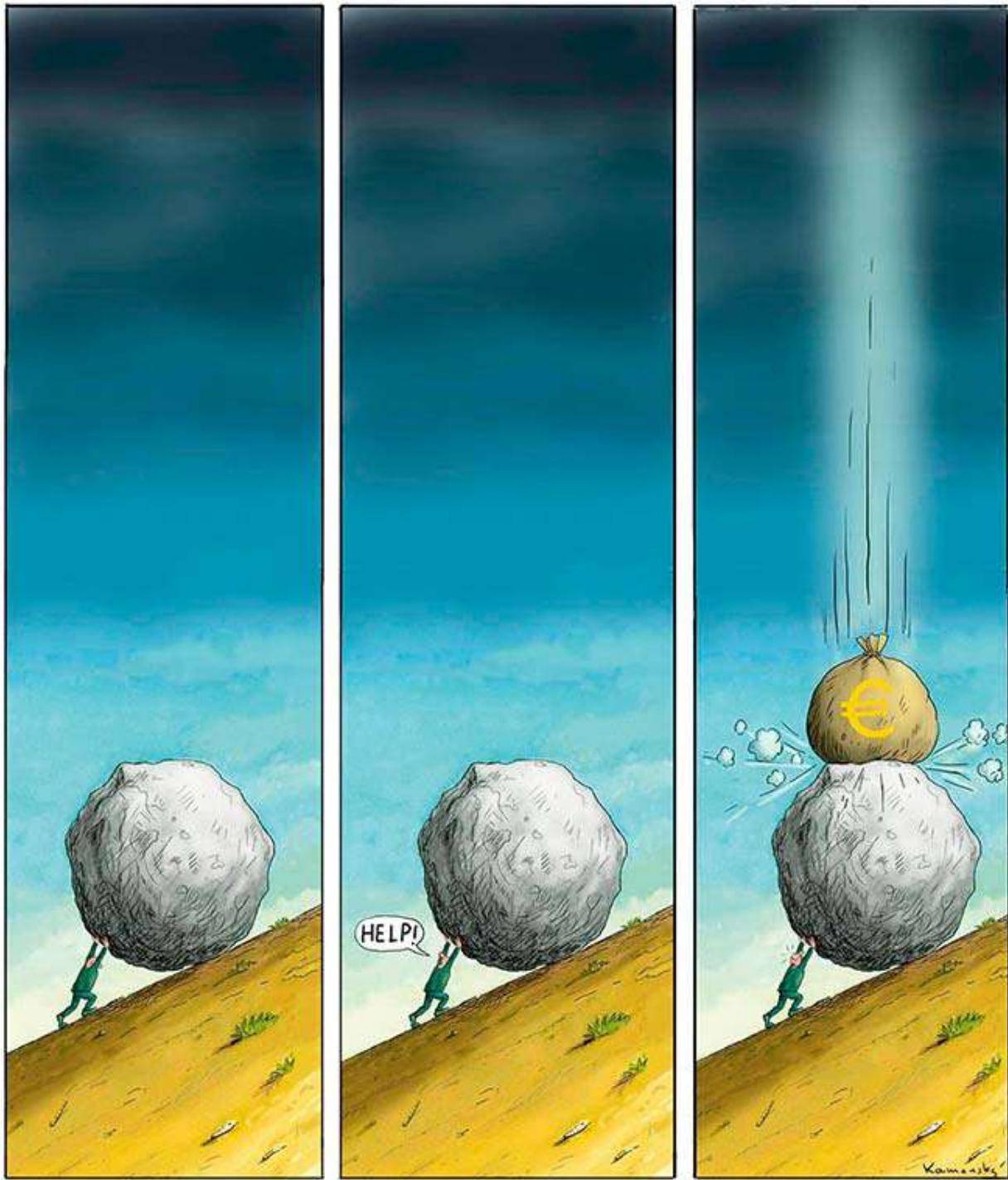




Illustration tirée d'« Hortus Eystettensis » de Basil Besler, 1613.  
© Heritage Images / Leemage

Pour expliquer l'instabilité récurrente de la finance, deux courants de pensée s'opposent. D'un côté, les optimistes, tenants de la théorie des anticipations rationnelles. Ils considèrent les bulles comme des événements exceptionnels, causés par des facteurs extérieurs à la sphère financière elle-même (la mode, une mauvaise récolte, une décision perturbatrice d'un gouvernement nécessairement maladroit). À leurs yeux, dans des conditions normales, les marchés financiers sont efficents : les opérateurs, qui disposent tous de la même information, commettent parfois des erreurs de prévision, mais pas systématiquement. Les petites sous-évaluations des uns sont compensées par les petites surévaluations des autres.

La meilleure chose à faire serait donc de perturber le moins possible le fonctionnement des marchés financiers, notamment en exigeant des États qu'ils mènent une politique monétaire constante et crédible. Le (très optimiste) père de cette théorie, Robert Lucas, a ainsi appelé à la dérégulation des marchés financiers. En 2003, il considérait que ses appels avaient été entendus et déclarait devant l'American Economic Association que le problème des dépressions était « *résolu, et pour de nombreuses années* ». Quatre ans plus tard éclatait la plus grande crise financière mondiale depuis 1929... Sans doute plus férus d'histoire économique, les pessimistes invitent à prendre en compte l'irrationalité dans la marche du monde économique. Plus exactement, le fait qu'un comportement rationnel à l'échelle d'un individu peut s'avérer irrationnel lorsqu'il est généralisé.



« Sisyphe », dessin de Marian Kamensky, 2011.  
© Marian Kamensky / CartoonStock.

Un peu comme dans un théâtre où certains spectateurs se mettent debout, obligeant les autres à se lever et rendant finalement la

représentation impossible. « Euphorie haussière », « panique boursière » : ces expressions désignent un épisode au cours duquel des comportements économiques mimétiques entraînent la déconnexion des prix par rapport aux fondamentaux. L'instabilité s'avère donc intimement liée à la sensibilité des marchés financiers aux anticipations des opérateurs, la chute brutale de la confiance précipitant l'éclatement des bulles.



Des traders à la Bourse des matières premières d'Addis-Abeba, Éthiopie, 2011. Photographie d'Alfredo Bini.

© Alfredo Bini / Cosmos.

Des traders à l'affût des rumeurs pour anticiper de quel côté tournera le vent

Si ces anticipations sont si déterminantes, il devient essentiel de comprendre comment les opérateurs raisonnent. Or certains lisent... les ouvrages des économistes, et le serpent finit par se mordre la queue ! Prenons l'exemple de la formule de Black-Scholes, une équation publiée en 1973 qui prétendait décrire l'évolution du prix d'un produit dérivé. Ce modèle était, de l'aveu même de ses inventeurs, peu robuste. La formule fut néanmoins adoptée par les financiers jusqu'à ce que les cours commencent effectivement à évoluer comme le modèle l'indiquait. Comme le remarque le sociologue Michel Callon, « *la science économique, au sens large, per forme, config ure et formate l'économie plutôt qu'elle n'observe son fonctionnement* ».



« Le Diable d'argent », gravure, vers 1720.

Représentée dans les foires pour dénoncer les méfaits de la cupidité, la pièce relate le premier krach boursier en France. Au lendemain de la mort de Louis XIV, le régent se tourne vers John Law pour résorber la dette et relancer l'activité. L'économiste écossais met en place un système doublement inédit reposant sur une « banque générale » qui émet du papier-monnaie et sur une « compagnie du Mississippi » qui émet des actions auprès du public. Les perspectives d'enrichissement colonial suscitent un engouement massif, avant que la bulle spéculative n'éclate en 1720, obligeant l'État à répudier une partie de sa dette et Law à s'exiler.

© Rue des Archives / PVDE.

Pour compliquer l'affaire, le « mathématicien » sorti des écoles d'ingénieurs n'est pas l'unique profil de trader. D'autres pensent que le marché évolue en fonction de l'action des grands intervenants et, partant, sont à l'affût des rumeurs afin d'anticiper de quel côté tournera le vent. Certains se targuent d'avoir le sens de l'histoire : ils cherchent à investir dans les secteurs qui seront les moteurs de la croissance de demain. Plus qu'au règne de *l'Homo œconomicus*, les places financières ressemblent, pour reprendre l'expression du sociologue Olivier Godechot, à un « bazar de la rationalité ».

**Hélène Richard**  
Journaliste au *Monde diplomatique*.

## Capital fictif : l'ivresse et le vertige

Rudimentaires ou sophistiquées, la plupart des escroqueries reposent sur un scénario bien huilé : l'assurance, contre un versement immédiat, d'empocher des gains faramineux demain (ou après-demain). La finance ne procède pas autrement. À la fin des années 2000, l'explosion de la bulle des « subprime » aux États-Unis a fourni une nouvelle démonstration de la supercherie. À quel prix pour les populations ?

---

PAR CÉDRIC DURAND

---



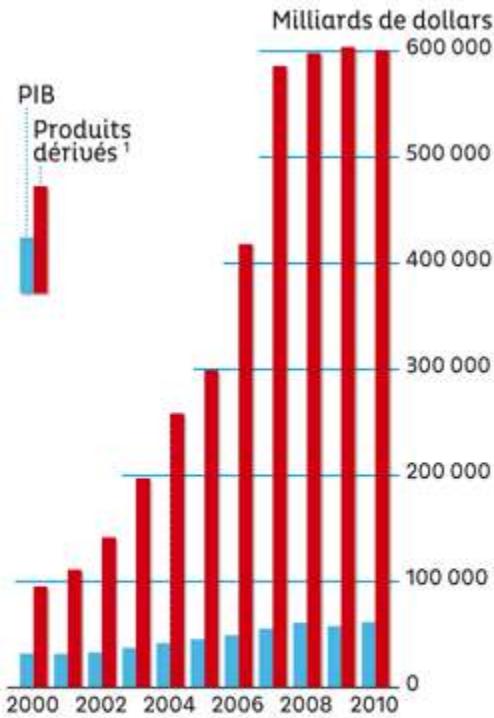
Une vue de la ville nouvelle de Tianducheng, en périphérie de Hangzhou, dans la province du Zhejiang, 2013.

Ce projet urbain se veut une reproduction du Paris hausmannien avec une réplique de la tour Eiffel. Conçue initialement en 2007 pour dix mille personnes, Tianducheng reste faiblement peuplée. Elle est maintenant considérée comme une ville fantôme, symptôme de la bulle immobilière chinoise.

© Aly Song / Reuters.

Une décennie après la plus grande crise financière que le monde ait connue, voici venu le temps des mécomptes. Celui où la magie des promesses n'opère plus. Depuis le début des années 1980, la financiarisation a accordé un sursis à ce que le sociologue allemand Wolfgang Streeck appelle le « capitalisme démocratique ». Dans un contexte de décélération économique, les exigences de profit des détenteurs de capitaux d'un côté et les aspirations à la consommation et aux services publics des populations de l'autre menaçaient en effet de se révéler incompatibles : comment servir les premières tout en répondant

aux secondes ? Endettement, crédit à la consommation et recours à la spéculation boursière ont permis de dépasser cette contradiction.



1. Encours théorique des produits dérivés échangés de gré à gré. Ces instruments spéculatifs, initialement créés pour se couvrir des risques sur les marchés des monnaies, des taux d'intérêt et des matières premières, sont fabriqués et mis en circulation par les banques.

Sources : Fonds monétaire international ; Banque des règlements internationaux.

Produit intérieur brut (PIB) mondial et montant total des produits dérivés

Désormais – l'ouragan de la crise de 2007-2008 l'a montré – nul n'échappe plus à l'emprise du capital fictif. Il s'agit d'une forme de capital (titres de la dette publique, actions, créances) qui circule alors que les revenus de la production auxquels il donne droit ne sont que des promesses. En ce sens, il s'agit d'une forme d'anticipation des revenus économiques. Selon Karl Marx, l'essor du capital fictif a des effets ambivalents. D'un côté, il favorise le développement capitaliste, dans la mesure où il permet de lancer

des projets qu'il serait impossible de financer avec la seule épargne déjà disponible. Par exemple, la bulle Internet de la fin des années 1990 a généré un enthousiasme formidable qui a permis l'éclosion d'une myriade de start-up ; la plupart, non rentables, ont disparu au bout de quelques années, mais certaines sont devenues des entreprises géantes comme Google ou Amazon. D'un autre côté, l'anticipation sur les processus de développement économique à venir comporte le risque de voir ce capital finir par devenir une simple fantasmagorie. Ainsi de l'illusion, vivace aux États-Unis dans les années 2000, selon laquelle la valeur des biens immobiliers pourrait croître éternellement : ils ont chuté violemment lors de la crise. L'accroissement de la différence entre les richesses « promises » et celles réellement produites (l'économie réelle) conduit inexorablement à la crise.



Œuvre de Banksy détournant les « points de Hirst » pour l'exposition « Banksy versus Bristol Museum », Bristol, 2009.

Artiste le plus riche du monde, le Britannique Damien Hirst est l'incarnation de l'emballage spéculatif du marché de l'art contemporain depuis le milieu des années 1990. Son *For the Love of God*, un crâne recouvert de diamants, a par exemple été vendu 100 millions de dollars en 2007. Mais la bulle pourrait bien avoir commencé à dégonfler : les œuvres acquises pendant la période de son apogée ont ainsi perdu 30 % de leur valeur.

DR.

## Hausse de 130 % en trente ans



Couverture du magazine « Time », septembre 1998.

En mars 2000, la panique saisit Wall Street. Les start-up de la Silicon Valley sont-elles vraiment rentables ? L'exubérance autour de la « nouvelle économie » Internet avait débuté en 1996, avec l'entrée en Bourse de NetScape, le premier navigateur Web grand public. Après cinq années d'investissements frénétiques sur toutes les valeurs technologiques, il faudra attendre la remontée des taux d'intérêt de la Réserve fédérale à partir de 1999 et la prise de conscience de l'absence de modèle économique du secteur pour qu'éclate la bulle Internet.

**Or le capital fictif accumulé a explosé au cours des dernières décennies. Dans les principales économies riches, ses formes**

élémentaires (dette publique, dette du secteur privé, capitalisation boursière) représentaient environ 150 % du PIB en 1980, contre 350 % aujourd’hui ! Et bien davantage encore si l’on prend en compte les formes financières sophistiquées comme les produits dérivés. En somme, les promesses de remboursement se sont multipliées jusqu’à atteindre un niveau intenable. C’est la dimension centrale de la crise financière de 2007-2008.

Les gouvernements y ont répondu en s’efforçant de rendre les conditions économiques réelles compatibles avec les espérances de profit anticipées sur les marchés financiers : transformation des conditions d’engagement de la force de travail (simplification du droit du travail, changement dans les procédures de négociation collective, baisse des salaires...), d’une part ; compression des consommations collectives (austérité budgétaire, limitation de la couverture santé, allongement de la durée de cotisation), de l’autre. Un cocktail de mesures visant à réduire le prix du travail, à contenir les prélèvements obligatoires et à garantir la continuité du service de la dette par les administrations publiques.

« Ce n'est pas l'employeur qui paie les salaires, c'est le client. »

— Henry Ford , industriel américain (1863-1947)

Cédric Durand

Maître de conférences en économie à l'université  
Paris-XIII. Auteur de l'ouvrage *Le Capital fictif.*  
*Comment la finance s'approprie notre avenir*, Les  
Prairies ordinaires, 2014.

## « Leveraged buyout » : acheter sans rien dépenser (ou presque)

Devant les salariés d'une usine de l'Oise, le candidat François Hollande fustigeait, en avril 2012, ces « financiers qui viennent prendre la substance d'une entreprise et la vendre après ». Le groupe Kion, propriétaire de l'usine, venait d'annoncer un plan de licenciements à la suite de son rachat par endettement par le fonds américain KKR et la banque Goldman Sachs. En quoi consiste ce type d'opération ?

---

PAR FRÉDÉRIC LEMAIRE

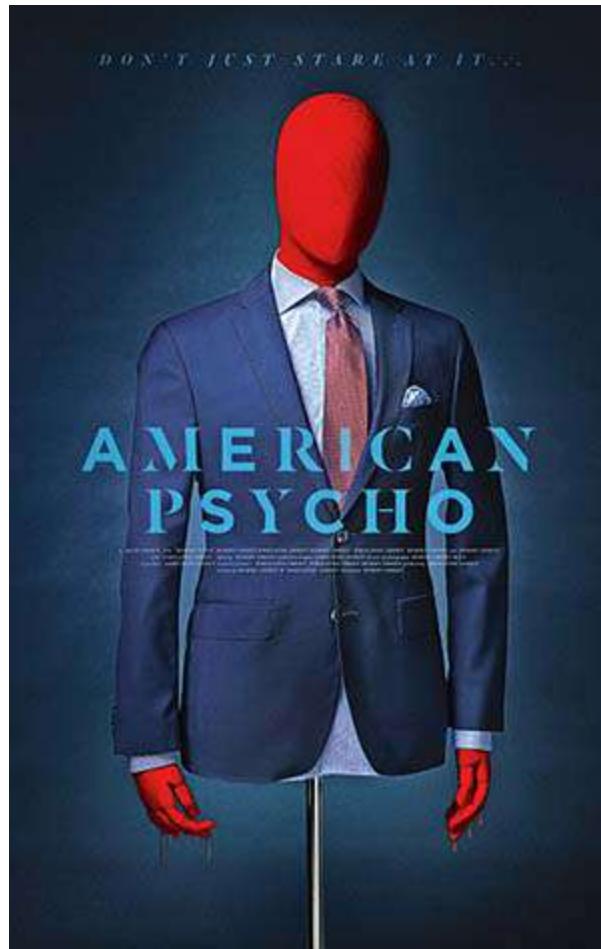
---



« Diptyque Marylin », d'Andy Warhol, 1962.

© Tate, Londres, Dist. RMN-Grand Palais / Tate Photography / © The Andy Warhol Foundation for the Visual Arts, Inc. © ADAGP, Paris 2016

L'achat d'entreprises par endettement est plus connu sous le terme anglo-saxon de *leveraged buyout* (LBO). Il s'agit d'un montage qui permet à des fonds d'investissement de racheter une entreprise avec une « mise de départ » très faible (parfois un tiers du prix d'achat seulement) en recourant massivement à l'emprunt. Cette technique a connu un boom considérable avant la crise de 2007-2008, au point qu'on a parlé de « bulle des LBO ». Après plusieurs années de reflux, 2015 est l'année la plus faste depuis 2007 pour les LBO, avec un total de 80 milliards d'euros de transactions sur le marché européen. Si les fonds d'investissement sont particulièrement friands de ce type d'opérations, c'est qu'elles s'avèrent très rémunératrices.



« American Psycho », affiche de Dan Forkin, inspirée du livre éponyme de Bret Easton Ellis, paru en 1991.

Dans cet ouvrage, le romancier illustre l'émergence du phénomène « yuppie » (pour *young urban professional* ou « cadre supérieur urbain »). Associé au cynisme et à la vénalité, le terme désigne les *golden boys* qui tirent profit de l'essor de Wall Street dans les années 1980, une décennie caractérisée par la dérégulation des marchés financiers.

© Daniel Forkin / [www.danielforkin.com](http://www.danielforkin.com)

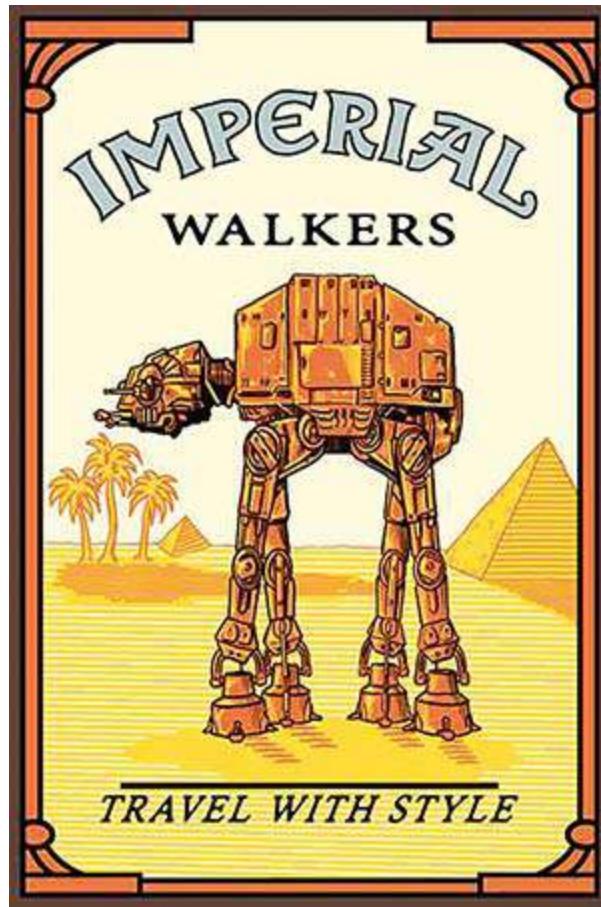
Lorsque la rentabilité de l'entreprise cible est supérieure au coût de l'endettement qui permet son rachat, il y a effet de levier : les investisseurs ont alors intérêt à s'endetter massivement pour gonfler la rentabilité financière de l'opération. Le remboursement de la dette est alors mis à la charge de l'entreprise, à travers le versement de dividendes sur une durée de trois à huit ans. Celle-ci est ensuite restructurée afin de maximiser sa valeur financière (on

« habille la mariée »), puis revendue ou introduite en Bourse, parfois avant même la fin du remboursement de l'emprunt. Le gain réalisé permet d'atteindre des niveaux de rentabilité des capitaux investis allant jusqu'à 50 %.

La fiscalité qui s'applique à ces opérations contribue à leur rentabilité : d'une part, les intérêts payés pour rembourser l'emprunt du LBO sont déductibles de l'impôt sur les sociétés. De l'autre, les taxes appliquées sur le gain réalisé lors de la revente de l'entreprise (« plus-values de cession ») sont faibles. Le candidat Hollande avait promis de s'attaquer à cette niche fiscale (*lire « Niches, fraude, paradis fiscaux : de l'ardoise au coup d'éponge »*). Finalement, les mesures prévues ont été largement édulcorées, pour le plus grand bonheur des fonds d'investissement.

Pour une gestion rigoureuse et bénéfique des entreprises qui ne manquera pas de motiver dirigeants et salariés

Les LBO sont aussi une occasion de gain pour les banques qui financent ces opérations. En tant que prêteuses, elles perçoivent différentes commissions liées à la mise en place du montage financier et peuvent accroître leur rémunération par la création d'instruments financiers complexes.



« Walk Like an Egyptian », détournement du paquet de cigarettes Camel par lordanis Lazaridis, 2014.

Spécialisée dans la production de tabac et propriétaire de la marque Camel, la société RJR Nabisco fut rachetée par Kohlberg, Kravis, Roberts & Co. (KKR) en 1988, dans le cadre du plus important LBO de l'histoire à l'époque. L'épisode marqua à ce point les esprits qu'il inspira un roman invitant à « *repousser les barbares aux portes de la cité* ». La société HBO en tira une série télévisée en 1993.

DR.

Pour les entreprises rachetées, les bénéfices sont plus discutables. La prise de contrôle par les nouveaux propriétaires s'accompagne de mesures visant à dégager des dividendes pour rembourser la dette contractée lors de l'opération. Cette course aux excédents laisse peu de place à l'investissement de long terme. La priorité est donnée aux activités qui permettent des gains à très court terme, comme le marketing.

Le second objectif des investisseurs est d'accroître la valorisation financière des entreprises, afin de vendre l'entreprise plus cher qu'ils ne l'ont acquise. Les cadres et les dirigeants, qui peuvent être associés financièrement à l'opération de LBO, sont incités à imposer des mesures drastiques dans ce sens : mise sous pression des salariés afin d'améliorer la productivité, rémunérations tirées vers le bas, plans sociaux...

À en croire l'Association française des investisseurs pour la croissance (AFIC), qui représente les intérêts des fonds d'investissement français, les LBO sont bénéfiques car ils imposent une gestion rigoureuse et contribuent à motiver les dirigeants et les salariés. Le recours massif à l'endettement et la pression financière qui s'ensuit ont pourtant conduit des entreprises saines à la catastrophe. En avril 2014, le plus gros LBO jamais réalisé s'est terminé par le huitième plus gros dépôt de bilan de l'histoire américaine. Surendettée, la société d'électricité texane Energy Future Holdings (EFH), rachetée pour 45 milliards de dollars en 2007, a été contrainte de déposer le bilan.

Paradoxe : les entreprises et leurs salariés, mis sous tutelle financière, supportent la majorité des risques et des coûts de l'opération ; avec une « mise de départ » relativement faible, les investisseurs empochent les bénéfices.



**ÇA TROMPE ÉNORMÉMENT**

À en croire l'économiste français Pascal Salin, auteur de *Libéralisme* (Odile Jacob, 2000), la grande erreur des « bureaucrates et écologistes activistes qui se promènent de Rio au Caire pour satisfaire leur soif de notoriété et apaiser leur bonne conscience » a été d'élever les espèces en voie d'extinction au rang de « patrimoine de l'humanité », car, dès lors, nul n'aurait intérêt à en prendre soin. « *Comment, alors, protéger les éléphants et, avec eux, toutes les espèces menacées ? Tout simplement en les privatisant.* À partir du moment où les éléphants appartiennent à des individus ou des groupes d'individus bien spécifiés, ces derniers ont intérêt non seulement à exploiter les éléphants, mais à les "créer", c'est-à-dire à favoriser les naissances et à protéger leur croissance, puisque la possession d'un droit de propriété permet d'exclure autrui de l'usage d'une ressource : le propriétaire de l'éléphant et lui seul peut décider de l'abattre, de vendre son ivoire et sa viande.

 » Salin l'assure : la formule vaut aussi pour les rhinocéros, les bancs de poissons et, « *bien évidemment, pour les espèces végétales* ». Reste la question des humains...

### Frédéric Lemaire

Membre de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), doctorant au Centre d'économie de l'université Paris-Nord (CEPN).

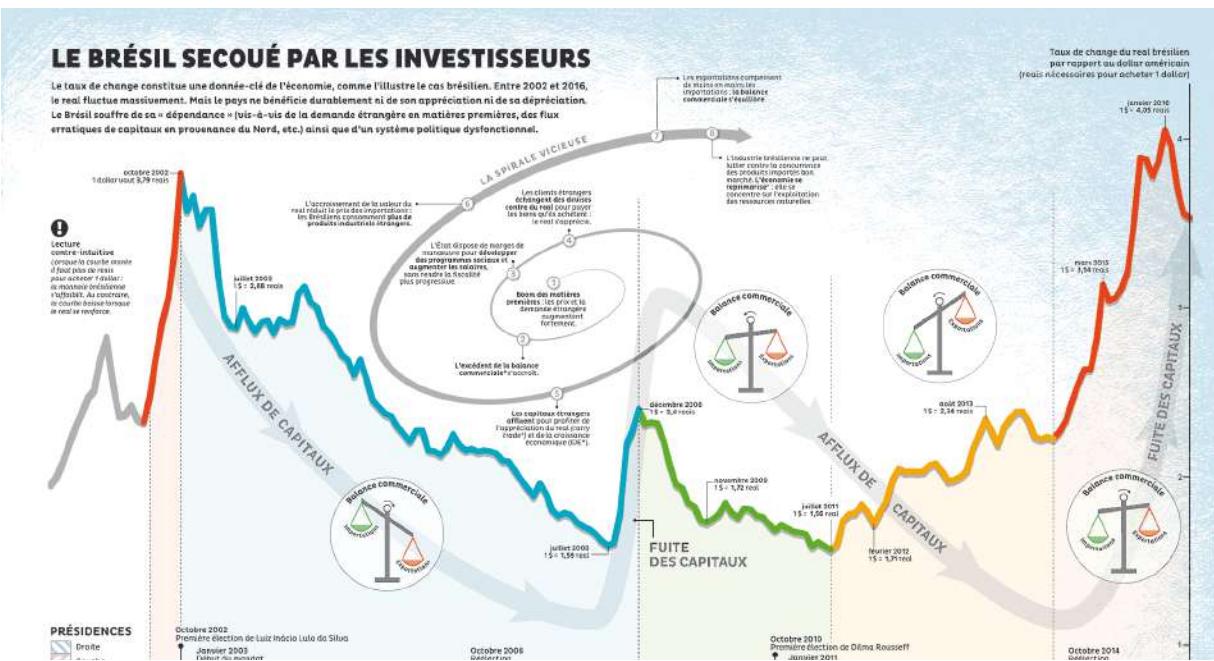
## Le Brésil secoué par les investisseurs

Le taux de change constitue une donnée-clé de l'économie, comme l'illustre le cas brésilien. Entre 2002 et 2016, le real fluctue massivement. Mais le pays ne bénéficie durablement ni de son appréciation ni de sa dépréciation. Le Brésil souffre de sa « dépendance » (vis-à-vis de la demande étrangère en matières premières, des flux erratiques de capitaux en provenance du Nord, etc.) ainsi que d'un système politique dysfonctionnel.

---

PAR DARIO INGIUSTO

---





## Phase 1 – L'effroi mai - octobre 2002

Candidat de la gauche, Luiz Inácio Lula da Silva est sur le point de gagner la présidentielle. Les investisseurs fuient le pays : le real dégringole. Les premières mesures de Lula rassurent la finance.

## Phase 2 – L'idylle octobre 2002 - décembre 2008

Dopée par la croissance chinoise, la demande en matières premières alimente la croissance. Celle-ci attire les capitaux étrangers productifs (IDE) et spéculatifs, qui viennent tirer profit du taux directeur très élevé de la banque centrale. La balance commerciale devient très positive et génère une rente permettant au pouvoir de mettre en œuvre une politique sociale ambitieuse sans réforme structurelle (notamment sur le plan fiscal). Mais l'afflux de capitaux renchérit le real et sape la compétitivité des industries locales : l'économie se reprimarise et sa dépendance vis-à-vis des cycles des pays du Nord et de la Chine s'aggrave.

## Phase 3 – Le temps des illusions décembre 2008 - juillet 2011

La balance commerciale s'équilibre. En réponse à la crise, les banques centrales du Nord injectent d'énormes quantités de liquidités (quantitative easing), que les spéculateurs placent au Sud. La presse célèbre la bonne santé du Brésil et son « découplage » (*lire « [57216] »*). Il est pourtant suspendu aux caprices des flux de capitaux étrangers.

## Phase 4 – Choc de capitalisme juillet 2011 - juillet 2014

La demande de matières premières s'effondre alors que les politiques d'augmentations salariales soutiennent les importations : la balance commerciale plonge dans le rouge. Dilma Rousseff tente de défendre l'industrie (notamment en cherchant à déprécier la monnaie), mais les entrepreneurs préfèrent investir dans des produits financiers et affaiblir la présidente.

## Phase 5 – Crise ouverte depuis juillet 2014

Dilma Rousseff se plie aux appels à l'austérité. Elle abolit notamment les prix contrôlés : l'inflation bondit. Les perspectives économiques s'assombrissent. L'opposition en profite pour lancer l'offensive politique, qui aggrave la crise.

Dario Ingiusto

## X. Finance : l'insoutenable promesse • Manuel d'économie critique

---

AVANT, AILLEURS

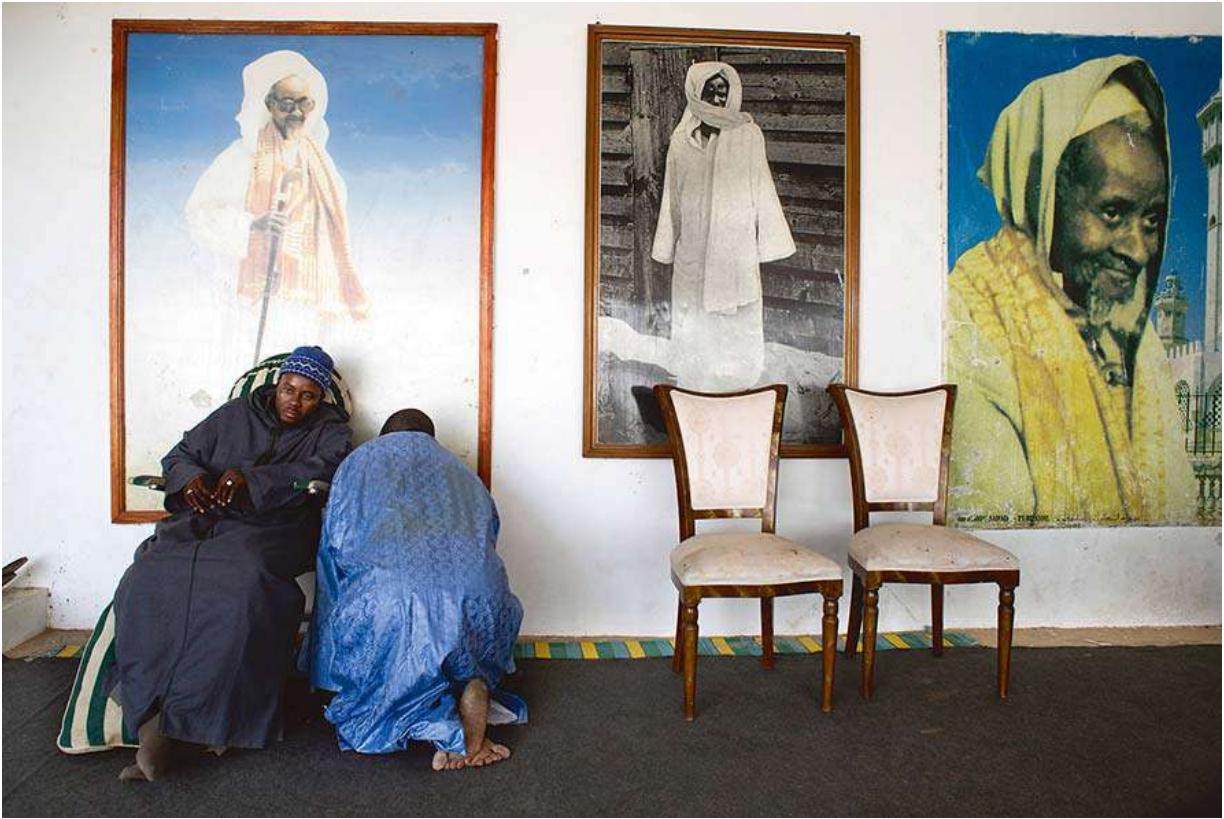
### **Marier finance et islam**

Au cœur de la tornade qui emporta l'économie mondiale en 2007-2008, un secteur de la finance se trouva largement épargné, les activités spéculatives et les produits trop complexes qui avaient ébranlé la finance conventionnelle lui étant interdits. La finance islamique, en effet, est à la fois conservatrice et soucieuse d'éthique.

---

PAR IBRAHIM WARDE

---



Serigne Bass Abdou Khadr, porte-parole du calife de la confrérie des mourides, reçoit en audience des fidèles de sa communauté. Sur les portraits encadrés, cheikh Ahmadou Bamba, fondateur du mouridisme. Touba, Sénégal, 2012. Photographie de Michael Zumstein.

Apparue au XXe siècle au Sénégal, la confrérie soufie des mourides valorise le travail ainsi que les notions d'entraide et de solidarité. Sous couvert de religion, les chefs mourides contrôlent une grande partie de la culture de l'arachide, assise de leur pouvoir à la fois spirituel et temporel.  
© Michaël Zumstein / agence VU.

La création en 1970 de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) regroupant les pays musulmans remet les préceptes économiques de l'islam à l'ordre du jour. Un nouvel *ijtihad* (« effort de réflexion juridique ») conclut que les activités économiques sont bénéfiques tant qu'elles sont exercées dans un cadre moral et religieux strict. En 1974, dans la foulée du quadruplement des prix du pétrole, l'OCI décide de créer la Banque islamique de développement. Basée à Djeddah, cette institution pose les jalons d'un système d'entraide fondé sur des

principes islamiques. En 1975, la Dubai Islamic Bank est la première banque privée islamique à voir le jour.

## Aux premiers temps de l'islam, des caravanes financées par l'association entre le capital et l'effort



Caravane de marchands, miniature irakienne, vers 1237.

Jusqu'au XVe siècle, la Route de la soie – première voie du commerce international – relie les confins de la Chine à la Méditerranée. Son apogée correspond à celui des empires asiatiques, qui garantissent les voies de communication. Elle disparaît avec l'ouverture des grandes voies maritimes. © Pictures from History / Bridgeman Images.

Car si la religion se montre favorable au commerce (profession exercée par le prophète Mahomet et ses quatre successeurs), elle condamne les gains générés par la finance « pure ». Le Coran déclare par exemple que, malgré leurs apparentes similitudes, les profits générés par le commerce sont fondamentalement

différents de ceux que génèrent les prêts à intérêt (sourate 2, verset 275). Les premiers sont licites, tandis que l'usure (*riba*) est strictement interdite : l'argent à lui seul ne peut produire de l'argent, et tout financement doit profiter à l'économie réelle.

Aux premiers temps de l'islam, les caravanes commerciales étaient en effet financées par l'association entre le capital et l'effort. Le bailleur de fonds, souvent un marchand aisé, finançait une opération commerciale menée par ce qu'on appelleraît aujourd'hui un entrepreneur ; tous deux se partageaient profits\* et pertes sur la base de pourcentages préétablis.



Salon de l'UOIF (Union des organisations islamiques de France) au Bourget, 2011. Photographie de Lahcène Abib.

© Lahcène Abib / Signatures

## Des banques optimistes

C'est donc la finance participative – *mudaraba* (commandite) et *musharaka* (association) – qui constitue l'idéal de la finance islamique. Cette forme, séduisante en théorie et qui relève d'une logique similaire à celle du capital-risque, n'est en réalité que partiellement mise en pratique. Elle l'est par exemple dans le cadre de la rémunération des dépôts : les « comptes d'investissement » (équivalent des comptes d'épargne) sont ainsi rémunérés en fonction des bénéfices de l'établissement.

Mais l'essentiel de l'activité des banques islamiques consiste à recréer, à travers des contrats sanctionnés par les jurisconsultes religieux, une gamme d'instruments qui sont en mesure de financer l'économie réelle. Ainsi par exemple de la *murabaha*, où la banque joue le rôle d'intermédiaire commercial, achetant des marchandises nécessaires à ses clients et les leur revendant moyennant profit, ou de l'*ijara*, qui correspond au crédit-bail des banques conventionnelles. Ces produits doivent respecter les interdits islamiques, souscrire au principe de transparence et éviter tant la spéculation que le *gharar* (risque excessif ou avantage indu).



Portrait de Faiza Al-Sayed, femme d'affaires influente à Dubaï, 2008. Photographie de Laurent Villeret.

Au cours des années 2000, l'émirat de Dubaï fait figure de modèle de développement. Misant sur la libre entreprise plus que sur la démocratie, le petit territoire éblouit par sa croissance. Son nom devient synonyme d'exubérance : transformé en temple de la consommation, des loisirs et du spectacle, l'émirat se distingue par le gigantisme et l'excès. Mais, là comme ailleurs, l'éclatement de la bulle du secteur immobilier menace.

© Laurent Villeret / Dolce Vita / Picturetank.

**C'est dans ce cadre que de nouveaux produits financiers ont vu le jour. Citons en particulier les sociétés d'investissement à capital**

variable (sicav) islamiques, qui n'investissent ni dans les secteurs illicites (comme l'alcool ou l'armement), ni dans les sociétés financières ou celles qui s'avèrent trop endettées, ainsi que les produits d'assurance (*takaful*) ou de financement immobilier islamique.

Mais ce sont surtout les obligations islamiques (*sukuk*), adossées à des actifs tangibles, comme l'immobilier ou les matières premières, qui ont depuis le début des années 2000 suscité l'engouement des investisseurs, y compris hors du monde musulman. Le Royaume-Uni (qui compte six banques islamiques) ainsi que le Luxembourg et Hongkong ont déjà émis des *sukuk*. De nombreux autres pays, y compris la France, ont aménagé leur cadre fiscal et juridique pour faire de même.



Dans un taxi à Touba, Sénégal, un autocollant de Serigne Fallou, disciple de cheikh Ahmadou Bamba, 2012. Photographie de Michael Zumstein.

Les institutions financières islamiques opèrent aujourd’hui dans plus d’une centaine de pays et « pèsent » environ 2 500 milliards de dollars. Les systèmes financiers de pays tels que l’Iran ou le Soudan sont entièrement islamiques. En Arabie saoudite, le système financier est à 70 % islamique. Même si la baisse des prix du pétrole depuis 2014 suggère que les taux de croissance ne pourront se maintenir, les banques islamiques restent optimistes.



## J'ÉCRIS TON NOM, LIBERTÉ

Lors de la convention républicaine de San Diego, en 1996, le président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, a cherché au moyen d’exemples parlants à définir l’identité de cette noble dame, la liberté, qui, depuis la chute du mur de Berlin, a séduit la planète entière. « *Laissez-moi commencer mon propos en vous présentant Kent Steffes. Il a gagné la première médaille olympique jamais accordée au volley-ball de plage. Il est californien. Kent est un exemple de ce que signifie la liberté. Il y a quarante ans, le volley-ball de plage naissait à peine. À présent, c'est un sport olympique. Aucun bureaucrate n'aurait inventé le volley-ball de plage. Et c'est cela que la liberté signifie.* »

Ibrahim Warde

Professeur d'économie internationale à la Fletcher  
School of Law and Diplomacy. Auteur d'*Islamic  
Finance in the Global Economy*, Edinburgh  
University Press, 2013.

AUTRES POSSIBLES

## **Et si on fermait la Bourse...**

Lourde responsabilité que celle des investisseurs, puisqu'il leur reviendrait, par le biais de la Bourse, de « financer les entreprises ». Or le prétendu poumon économique fonctionne plutôt comme un siphon, drainant les capitaux vers les poches des actionnaires. Dans l'édition de février 2010 du « Monde diplomatique », l'économiste Frédéric Lordon avançait une proposition innovante : « Et si on fermait la Bourse... »

---

PAR FRÉDÉRIC LORDON

---



Pendant l'occupation de la place de la République par le mouvement Nuit debout, le 7 avril 2016.

Photographie de Meyer.

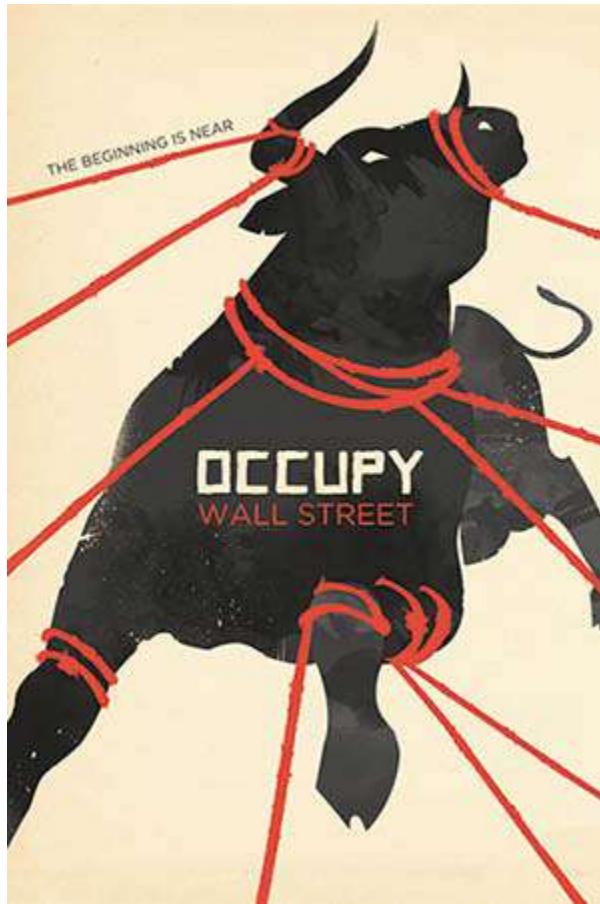
© Meyer / Tendance Floue.

Sur le papier, l'idée ne manque pas d'allure. Des agents (les épargnants) ont des ressources financières en excès et en quête d'emploi, d'autres (les entreprises) sont à la recherche de capitaux : la Bourse serait l'institution qui mettrait tout ce beau monde en contact et réaliserait la rencontre mutuellement avantageuse des capacités de financement des uns et des besoins des autres. Elle ferait même mieux encore : en apportant des ressources permanentes (à la différence de l'endettement, les capitaux propres, levés par émission d'actions, ne sont pas remboursables), elle stabilisera le financement et en minimisera le coût. Mais rien de tout ça ne tient la route.

La Bourse finance les entreprises ? Au point où on en est, ce sont plutôt les entreprises qui financent la Bourse ! Pour comprendre ce retournement inattendu, il faut ne pas perdre de vue que les flux financiers entre entreprises et « investisseurs » sont à double sens et que, si les seconds souscrivent aux émissions des premières, ils ne manquent pas, symétriquement, de leur pomper régulièrement du dividende et surtout du *buy-back*, « innovation » caractéristique du capitalisme actionnarial par laquelle les entreprises sont conduites à racheter leurs propres actions pour augmenter mécaniquement le profit par action et, par là, pousser le cours boursier (et donc la plus-value des investisseurs) à la hausse. (...)



## La Bourse va bien, merci !



« The Beginning Is Near », affiche d'Alexandra Clotfelter réalisée pour le mouvement Occupy Wall Street, 2011.

DR.

Dans ces conditions, ce qui sort dorénavant des entreprises vers les investisseurs l'emporte sur ce qui fait mouvement en sens inverse... et donne son sens et sa légitimité à l'institution boursière. (...) Il y a de quoi rester interloqué devant pareil constat quand, dans le même temps, les masses financières qui s'investissent sur les marchés boursiers ne cessent de s'accroître. Le paradoxe est en fait assez simple à dénouer : faute de nouvelles émissions d'actions pour les absorber, ces masses ne font que grossir l'activité spéculative sur les marchés dits « secondaires »

(les marchés de revente des actions déjà existantes). Aussi leur déversement constant a-t-il pour effet non pas de financer des projets industriels nouveaux, mais de nourrir la seule inflation des actifs financiers déjà en circulation. Les cours montent et la Bourse va très bien, merci, mais le financement de l'économie réelle, lui, devient chose de plus en plus étrangère. (...)

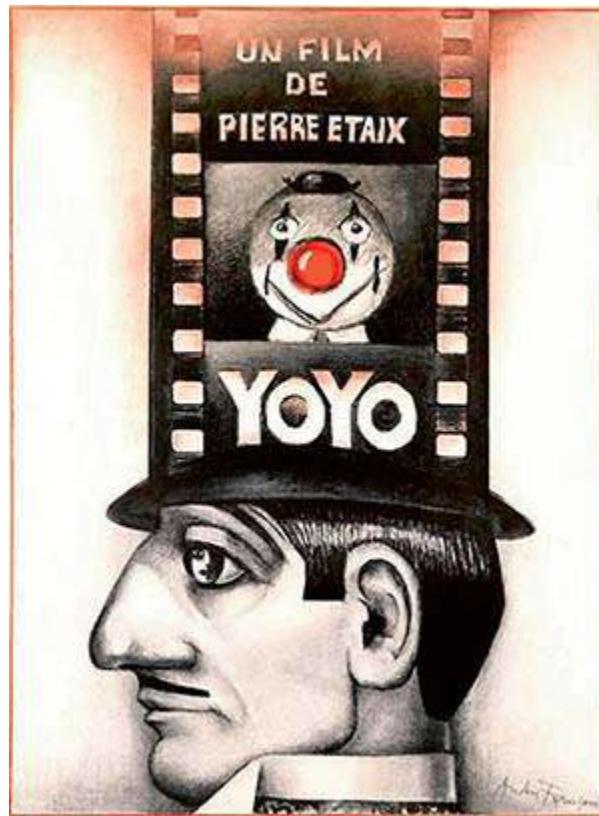
Une machine à fabriquer des fortunes,  
qualité non négligeable pour tous ceux qui  
s'enrichissent

Ce qui reste de financement brut apporté par la Bourse se fait-il au moins pour les entreprises au coût avantageux promis par tous les discours de la déréglementation ? On sait sans ambiguïté ce que coûte la dette : le taux d'intérêt qu'on doit acquitter chaque année. Le « coût du capital » (ici le coût des fonds propres) est une affaire moins évidente à saisir. Par définition, les capitaux propres (levés par émissions d'actions) ne portent pas de taux de rémunération prédéfini comme la dette. Ça ne veut pas dire qu'ils ne coûtent rien ! (...)



Manifestation pendant le mouvement Occupy Wall Street, New York, 2011. Photographie de Nina Berman.

« Nous sommes les 99 % », lisait-on sur les pancartes du mouvement né à l'automne 2011 dans le sillage de la crise financière. Un mot d'ordre qui a eu le mérite de fédérer sous une bannière commune étudiants, syndicalistes, militants associatifs et politiques, travailleurs pauvres et chômeurs, unis dans la dénonciation des inégalités. Si Occupy Wall Street a réussi à donner forme à une culture protestataire créative et démocratique, il s'est toutefois avéré incapable de formuler des revendications précises et concrètes, notamment en matière de régulation financière. © Nina Berman / Noor / RÉA.



Affiche d'André François pour le film « Yoyo », de Pierre Étaix, 1965.  
DR.

Ce qu'il en coûte à l'entreprise tient en trois éléments : les dividendes et les *buy-backs* mentionnés ci-dessus, à quoi il faut ajouter les coûts d'opportunité liés aux projets d'investissement écartés pour cause de rentabilité insuffisante, c'est-à-dire tous ces profits auxquels l'entreprise a dû renoncer sous l'injonction actionnariale... à ne pas investir.

Tout cela, qui commence à faire beaucoup, ne se met cependant pas aisément sous la forme d'un « taux » qui pourrait être directement confronté au taux d'intérêt afin d'offrir une comparaison terme à terme des coûts des différentes formes de capital (fonds propres versus dette). Le fait que la dette soit remboursable et non les capitaux propres est une première différence perturbatrice ; inversement, du dividende est payé

éternellement sur des actions bien après la fin du cycle de vie de l'investissement qu'elles ont servi à financer ; les actions confèrent en assemblée générale un pouvoir que ne donne pas la dette (et auquel on pourrait assigner une valeur), etc. (...)

On se demande ce qui reste à la Bourse pour se maintenir dans l'existence. (...) Elle est une machine à fabriquer des fortunes, et c'est tout. (...)

**Frédéric Lordon**

Économiste et philosophe, directeur de recherche au CNRS. Auteur d'*On achève bien les Grecs. Chroniques de l'Euro 2015*, Les Liens qui libèrent, 2015.

## Glossaire

On trouvera dans ce glossaire les définitions des termes marqués d'un astérisque dans les pages du manuel ou dans une autre définition. Cette liste de mots classée par ordre alphabétique peut également être utilisée comme un index. Avant chaque définition, sont mentionnés les articles qui traitent de cette notion.

---

### Accords de Bretton Woods

*Voir « Géopolitique des taux de change »*

Conclus le 22 juillet 1944 entre les quarante-quatre pays alors membres de l'Organisation des Nations unies, ces accords ont jeté les bases du système monétaire international à taux de change fixes, notamment à travers la création du Fonds monétaire international (FMI\*) et de la Banque mondiale. Ils ont pris fin en 1971.

### Actif

*Voir « Marier finance et islam », « Et si on fermait la Bourse... »*

Tout élément du patrimoine ayant une valeur économique ; on distingue les actifs monétaires (la monnaie est le plus liquide\* et le moins risqué des actifs), les actifs financiers – qui regroupent les titres de propriété (actions\*), les titres de créance (obligations\*) et les produits dérivés\* (swaps, contrats futurs, options) – et enfin les actifs réels (bâtiments, machines, stocks).

## Action

Voir « Les mille et une justifications du profit », « « Rien ne se crée, tout se prête » », « Qu'est-ce qu'une crise financière ? », « Capital fictif : l'ivresse et le vertige », « Et si on fermait la Bourse... »

Titre de propriété représentant une fraction du capital d'une entreprise. Il confère à son détenteur (l'actionnaire) le droit à un revenu variable (dividende) en fonction du résultat annuel et, théoriquement, le droit de voter lors de l'assemblée générale des actionnaires de l'entreprise. Certaines actions sont cotées en Bourse.

## Agrégat

Grandeur synthétique mesurant le résultat de l'activité économique : production, consommation, épargne, demande, etc.

## Avantages comparatifs

Voir « *Le protectionnisme n'est pas l'autarcie* »

Théorie développée par David Ricardo (1772-1823) selon laquelle chaque nation a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle elle est plus efficace que les autres.

## **Balance commerciale (ou solde commercial)**

Voir « *L'introuvable New Deal européen* », « *Étrange "maladie hollandaise"* », « *1981, l'occasion ratée* », « *Le Brésil secoué par les investisseurs* »

Différence entre la valeur des exportations et celle des importations de biens. La balance commerciale de la France est déficitaire depuis 2004, tandis que celle de l'Allemagne est excédentaire depuis 1993, notamment en raison de sa politique de compression des salaires, qui rend ses biens plus compétitifs. Contrairement à une croyance répandue, un déficit commercial n'est pas forcément un problème. Pour un pays dont la croissance est plus rapide que celle des autres, il s'agit même d'un indicateur de bonne santé économique : quand une économie devient plus riche, les gens ont tendance à importer plus de produits étrangers. Inversement, dans un pays en crise, comme l'Espagne actuellement, les importations chutent à cause de la perte de pouvoir d'achat de la population, rendant la balance commerciale excédentaire. Pour autant, l'économie espagnole, dont le taux de chômage (21 % en 2016) est le plus élevé de l'Union européenne après celui de la Grèce, est extrêmement fragile.

## **Balance des paiements**

Document comptable annuel qui enregistre l'ensemble des transactions économiques et financières d'une économie avec le reste du monde. La balance est dite excédentaire quand le résultat des échanges (biens, services ou capitaux) se traduit par une entrée nette de devises dans les réserves de change des banques et de la banque centrale.

## **Balance des transactions courantes**

*Voir « De la monnaie unique à la monnaie commune », « “Grâce aux BRICS, un monde multipolaire” »*

À la différence de la **balance commerciale**, la balance des transactions courantes mesure la différence entre la valeur des exportations et celle des importations non seulement de biens mais également de services. Elle inclut par ailleurs les flux de revenus (intérêts et dividendes, par exemple) et les transferts de l'étranger (notamment l'aide étrangère), qui ne représentent en général qu'une faible proportion du total. On parle d'excédent courant lorsque le pays reçoit plus de l'étranger qu'il n'y dépense, et de déficit dans la situation opposée.

## **Banque**

*Voir « Ces experts dont les médias raffolent », « « Rien ne se crée, tout se prête » », « Le grand meccano de la création monétaire »,*

« Comment a été inventée la carte de crédit », « Marier finance et islam »

Institution financière détenant le pouvoir de création monétaire sous sa forme scripturale. On distingue les banques de dépôt (ou de détail), ayant pour fonction principale de gérer les moyens de paiement, de réceptionner les dépôts du public et d'accorder des crédits aux ménages et aux entreprises, des banques d'investissement, qui effectuent des opérations pour le compte des grands groupes sur les marchés financiers (fusions-acquisitions, introductions en Bourse, emprunts obligataires, etc.). En pratique, depuis les années 1980, les deux activités voisinent au sein de banques dites « universelles ».

## Banque centrale

Voir « « Rien ne se crée, tout se prête » », « À quoi sert la monnaie ? », « “Le grand meccano de la création monétaire” », « La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ? », « De la monnaie unique à la monnaie commune »

Institution financière publique détenant le monopole de l'émission de la monnaie fiduciaire\*, qui assure la fonction de prêteur en dernier ressort et conduit la politique monétaire\*, notamment en agissant sur la quantité de monnaie en circulation et en décidant du taux d'intérêt directeur appliqué aux banques commerciales dites « de second rang ». L'existence d'un prêteur en dernier ressort en cas de menace de faillite a l'inconvénient d'inciter les banques à prendre de gros risques sur les marchés financiers. On parle alors d'aléa moral.

## Banque centrale européenne (BCE)

*Voir « La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ? », « De la monnaie unique à la monnaie commune »*

Fondée en 1998 par le traité de Maastricht, la Banque centrale européenne, dont le siège est à Francfort, est chargée de la gestion de la monnaie unique européenne, l'euro. Elle est composée de deux organes exécutifs : un directoire de six membres nommés par le Conseil européen et un conseil des gouverneurs composé des membres du directoire et des gouverneurs des banques centrales nationales. Officiellement, la BCE est indépendante du pouvoir politique. Son seul objectif étant le maintien de la stabilité des prix, elle ne se soucie ni de croissance (contrairement à la banque centrale américaine, la Réserve fédérale) ni d'emploi. Depuis 2009, la BCE mène toutefois des politiques dites « non conventionnelles » : des mesures qu'elle se serait interdites avant la crise financière, mais qu'elle met désormais en œuvre sans modification de ses statuts (comme par exemple le quantitative easing\*). Début 2016, la BCE rachetait ainsi jusqu'à 80 milliards d'euros d'actifs par mois ; et, à titre exceptionnel, elle rachète les obligations d'entreprise.

## Bons du Trésor

*Voir « Victimes consentantes des marchés »*

Titres émis par l'État pour financer sa dette. Le détenteur de bons du Trésor reçoit chaque année des intérêts avant d'être remboursé du capital prêté à la fin d'une période déterminée (de quelques

mois à trente ans). Ces bons sont soit négociables (titres revendables avant l'échéance, dont le prix varie sur les marchés financiers) soit non négociables. Dans la grande majorité des cas, les bons du Trésor sont des placements sûrs (il est exclu que le Trésor public fasse faillite) et liquides (on peut les revendre très facilement). L'un des plus célèbres emprunts d'État fut l'« emprunt Giscard », du nom du ministre des finances d'alors, qui était indexé sur l'or. Pour 6 milliards de francs empruntés en 1973, l'État aura au total remboursé, en 1988, quasiment quinze fois ce montant.

## Bourse des valeurs

Voir « Victimes consentantes des marchés », « « Leveraged buyout » : acheter sans rien dépenser (ou presque) », « Et si on fermait la Bourse... »

Marché sur lequel se négocient les valeurs mobilières (actions\*, obligations\*, options, etc.). On distingue le marché primaire, où les entreprises et les États émettent des titres pour se financer, du marché secondaire, sur lequel s'échangent des titres déjà émis.

Les entreprises du CAC 40 ont dégagé en 2015 des profits cumulés de 55,21 milliards d'euros, contre 47,3 milliards en 2009 après la crise.

## Bulle

*Voir « « Grâce aux BRICS, un monde multipolaire » », « Capital fictif : l’ivresse et le vertige », « « Leveraged buyout » : acheter sans rien dépenser (ou presque) »*

Une bulle se forme sur un marché lorsqu’un afflux de liquidités pousse à la hausse les prix des actifs\* qui y sont cotés. Dans l’euphorie créée par ce mouvement, les opérateurs achètent pour revendre rapidement. Les plus-values\* retirées de la vente renforcent alors l’optimisme ambiant. Si les comportements spéculatifs se répandent suffisamment pour déconnecter les prix des fondamentaux\*, on parle de « bulle spéculative » (voir « spéculation »\*).

## CAC 40

*Voir « Ces experts dont les médias raffolent », « Niches, fraude, paradis fiscaux : de l’ardoise au coup d’éponge », « Qu’est-ce qu’une crise financière ? »*

Principal indice de la Bourse de Paris. Il est calculé en continu (CAC signifie « cotation assistée en continu »). Cet indice est composé de quarante valeurs sélectionnées parmi les plus actives des cent premières capitalisations boursières\* de la place de Paris. Le CAC 40 rassemble donc de très grandes entreprises (premier critère) dont les actions sont très recherchées (second critère).

## Capital

*Voir « Le Sud découvre qu'il est entravé, pas en retard », « La nature, nouvel eldorado marchand », « Pourquoi la démocratie s'arrête aux portes de l'entreprise », « Les mille et une justifications du profit », « Coopératives : destin d'une utopie », « Capital fictif : l'ivresse et le vertige », « Marier finance et islam »*

Le sens du terme varie en fonction des contextes et des théories économiques.

- 1. Le plus souvent synonyme de patrimoine, le capital d'un individu désigne un ensemble d'actifs réels et financiers qui sont sources de revenus (intérêt, profit, dividende, loyer...).
- 2. Le « capital social » d'une entreprise correspond à l'ensemble des apports des propriétaires (actions ou parts sociales).
- 3. Le capital est également un facteur de production\* au même titre que le travail.
- 4. Dans la théorie marxiste, le capital n'est pas seulement l'ensemble des équipements productifs, c'est un rapport social. Appartenant à une classe sociale particulière, il n'est accumulé que grâce à l'exploitation de la force de travail des salariés, contraints de vendre leur force de travail pour vivre. Cette relation sociale inégale est reconnue comme telle par le droit du travail, selon lequel le contrat de travail constitue un lien de subordination.

## **Capitalisation boursière**

*Voir « Capital fictif : l'ivresse et le vertige »*

Exprime, à une date donnée, la valeur que la Bourse attribue à une société. Elle s'obtient en multipliant le nombre de titres composant le capital d'une société par leur cours à la Bourse.

## **Capitaux propres (fonds propres)**

*Voir « Et si on fermait la Bourse... »*

Ressources qu'une entreprise n'a pas besoin de rembourser sauf en cas de cessation d'activité, par opposition aux dettes contractées auprès des fournisseurs ou des banques, par exemple. Les capitaux propres peuvent être augmentés par les actionnaires lorsque ces derniers décident de mettre en réserve les bénéfices plutôt que de les redistribuer sous forme de dividendes.

## **« Carry trade » (opération de portage)**

*Voir « « Grâce aux BRICS, un monde multipolaire » », « Le Brésil secoué par les investisseurs »* Stratégie utilisée par les spéculateurs sur le marché des changes, consistant à emprunter des fonds dans une devise à taux d'intérêt faible pour les placer dans une autre devise à taux plus élevé.

## **Change**

*Voir « Géopolitique des taux de change », « De la monnaie unique à la monnaie commune », « “Grâce aux BRICS, un monde multipolaire” », « Le Brésil secoué par les investisseurs »*

Opération de conversion d'une monnaie en une autre. Depuis la fin du système de Bretton Woods\* en 1971, les principales monnaies sont soumises à un régime de changes non plus fixe mais flottant : les monnaies s'apprécient ou se déprécient les unes

par rapport aux autres en fonction des offres et des demandes sur le marché des changes. Ce marché est le premier en volume de transactions : il a été multiplié par plus de 500 entre 1970 et 2013, passant d'environ 10 milliards à 5 300 milliards de dollars par jour. En 2013, quatre banques (Deutsche Bank, Citigroup, Barclays et UBS) contrôlaient à elles seules 50 % du marché des changes. La plupart des opérations y sont de nature spéculative, ce qui explique l'instabilité chronique des taux de change.

## Chômage

Voir « “Ce sont les entreprises qui créent l’emploi” », « Le travail, droit ou devoir ? », « Lutte contre le chômage : rustines et chaussettes »

Situation des individus sans emploi qui en recherchent un. Il existe deux mesures différentes du chômage en France. Chaque trimestre, l'Insee mesure le chômage dans le sens très restrictif où l'entend le Bureau international du travail (BIT) : sont comptabilisées les personnes qui recherchent activement un emploi, ne travaillent pas du tout et sont disponibles pour occuper un poste. Ainsi, selon cette définition, une personne qui travaille une heure par semaine n'est pas considérée comme étant au chômage... Le deuxième indicateur repose sur les chiffres mensuels de Pôle emploi, qui divise les demandeurs d'emploi en plusieurs catégories en fonction du nombre d'heures travaillées pendant le mois. Les pouvoirs publics ont tendance à communiquer sur la catégorie A, qui regroupe les chômeurs n'ayant pas travaillé une seule heure le mois précédent, soit celle qui se rapproche le plus de la définition de l'Insee. Les deux

indicateurs sous-évaluent la réalité du chômage et du sous-emploi (dont les temps partiels subis) en France, puisqu'ils ne prennent pas en compte ceux qui sont trop découragés pour rechercher un emploi ou qui ont été rayés des listes. De nombreuses « femmes au foyer » sont par exemple en situation de chômage déguisé en raison de l'insuffisance des modes de garde des jeunes enfants.

Moins de la moitié des chômeurs perçoivent des indemnités.

## Compétitivité

Voir « *Repeindre le capitalisme en vert* », « « *Tous gagnants grâce au dialogue social !* » », « *Les patrons ont-ils lu Marx ?* », « *Le grand marché transatlantique se fait justice lui-même* », « *Étrange « maladie hollandaise »* », « *De la monnaie unique à la monnaie commune* », « *Qu'est-ce qu'une crise financière ?* »

Aptitude d'un pays ou d'une entreprise à faire face à la concurrence. Elle combine deux éléments : 1. la compétitivité-prix (capacité à proposer des produits à des prix inférieurs à ceux des concurrents) dépend du coût de production (coût de la main-d'œuvre, des matières premières, etc.), du taux de change et du coût du capital (les dividendes versés aux actionnaires) ; 2. la compétitivité structurelle ou hors prix (la qualité des produits, la capacité d'innovation, etc.). Les politiques néolibérales prétendant

accroître la compétitivité ne connaissent qu'une seule variable : le « coût du travail ».

## **Consommations intermédiaires**

*Voir « La nature, nouvel eldorado marchand », « “L’État doit gérer en bon père de famille” »*

Les biens et services qui sont détruits ou transformés lors du processus de production, tels que les matières premières, l'énergie, les services comptables.

## **Cotisation sociale**

*Voir « La cotisation, une ambition à ranimer »*

Mutualisation d'une partie de la richesse produite dans les entreprises pour financer les retraites, la Sécurité sociale, l'assurance-chômage, etc.

## **Crise des « subprime »**

*Voir « Quand une banque distribue des médailles », « Comment a été inventée la carte de crédit »*

Les subprime sont des crédits immobiliers accordés à partir de 2002 aux États-Unis à des ménages peu (ou pas) solvables. La crise éclate en 2007 lorsque ces ménages, dans l'incapacité de

rembourser ces prêts, vendent en masse leurs maisons hypothéquées, entraînant l'effondrement du marché immobilier et l'éclatement de la bulle\*. En septembre 2008, la crise des subprime dégénère en crise bancaire, les bilans des établissements financiers se révélant lestés de ces crédits toxiques ventilés aux quatre coins de la planète à travers la titrisation\* dans des produits financiers sophistiqués. La banque Lehman Brothers fait faillite ; la panique gagne ; les banques cessent d'accorder du crédit. La crise financière se transforme alors en récession\* économique.

## Défaut

*Voir « La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ? », « « L'État doit gérer en bon père de famille » »*

Non-paiement par un débiteur, à une échéance donnée, du principal et/ou de l'intérêt de sa dette. Contrairement à une entreprise, un État ne peut pas faire faillite. Il fait défaut lorsqu'il annonce à ses créanciers qu'il ne peut les rembourser.

## Déficit budgétaire

*Voir « Gouverner par les nombres », « L'introuvable New Deal européen »*

Situation dans laquelle les recettes de l'État sont inférieures à ses dépenses. À la différence du déficit public, il n'englobe pas le solde

des autres administrations publiques (collectivités territoriales et organismes de sécurité sociale, notamment).

## Déficit courant

Voir « Balance des transactions courantes ».

## Déficit public

*Voir « Vertus oubliées de l'endettement »*

Situation dans laquelle les recettes de l'État – solde des administrations publiques (collectivités territoriales et organismes de sécurité sociale notamment) compris – sont inférieures à ses dépenses. Dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance européen adopté en 1997, le déficit public de chaque pays ne doit pas dépasser 3 % du PIB\*. Le déficit public primaire ne tient pas compte des charges d'intérêt liées au remboursement de la dette publique ni des revenus d'actifs financiers reçus. Il permet donc de mesurer les besoins de financement d'un État. Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe, entré en vigueur en 2013, met en place des contraintes plus fortes encore, exigeant de ramener le déficit public structurel (c'est-à-dire corrigé des effets de la conjoncture) à 0,5 % du PIB.

## Déflation

Voir « La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ? »

Baisse générale des prix et des salaires. La chute de l'activité, lorsqu'elle est brutale, peut provoquer une déflation en contraignant les entreprises à réduire leurs prix et les travailleurs à accepter des salaires plus bas (à cause de la montée du chômage, qui renforce la concurrence entre eux). La baisse des prix et des salaires renchérit la valeur réelle des dettes et, d'autre part, incite les agents économiques à différer leurs dépenses (pour profiter de la baisse des prix). Ce qui nourrit en retour l'affaiblissement de la demande, de l'activité, de l'emploi, etc. À ne pas confondre avec la désinflation, qui désigne un simple ralentissement de l'inflation.

## Dépression

Voir « Récession ».

## Dette publique

Voir « « L'État doit gérer en bon père de famille » », « Vertus oubliées de l'endettement », « Comment a été inventée la carte de crédit », « Victimes consentantes des marchés », « 1981, l'occasion ratée », « En Europe, la dette contre la démocratie », « Les faibles paient, les autres négocient »

L'ensemble des emprunts contractés par l'État, les entreprises publiques, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale. La dette publique résulte du financement des

dépenses publiques par l'emprunt plutôt que par l'impôt. Dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance européen adopté en 1997, la dette publique de chaque pays ne doit pas dépasser 60 % du PIB\*. La dette souveraine désigne la dette publique émise par les États sous forme d'obligations ou de titres équivalents. Une fois émis, ces titres s'échangent sur un marché, et leur valeur fluctue en fonction inverse des taux d'intérêt (plus les taux montent, plus le prix des obligations baisse). Les principaux détenteurs de titres de dettes souveraines sont les banques, les investisseurs internationaux (fonds de pension, assurances), les entreprises et les particuliers.

Les keynésiens ont pourtant démontré que, dans un contexte de récession, un déficit public permettait de stimuler l'économie, tandis qu'un excédent provoquait un effet de freinage.

## Dévaluation

Voir « Géopolitique des taux de change », « 1981, l'occasion ratée », « En Europe, la dette contre la démocratie »

Réduction de la parité officielle d'une monnaie par rapport aux devises étrangères, décidée par les autorités monétaires dans le cadre d'un régime de changes\* fixes. L'objectif d'une dévaluation

dite compétitive est de réduire le déficit de la balance commerciale en diminuant le prix des produits exportés et en augmentant celui des produits importés. À ne pas confondre avec la dépréciation, qui correspond à la baisse du cours d'une devise sur le marché des changes en régime de changes flottants.

## Devise

Voir « Géopolitique des taux de change », « De la monnaie unique à la monnaie commune », « “Grâce aux BRICS, un monde multipolaire” »

Monnaie d'un pays ou d'une zone monétaire considérée dans ses rapports aux autres monnaies.

## Droits de douane

Voir « Tarifs douaniers »

## Économétrie

Voir « « Les chiffres sont formels » », « Un foisonnement d'écoles de pensée »

Méthode consistant à traiter, par des outils mathématiques et statistiques, des données d'observation afin d'en déduire des « lois » économiques.

## **Économie de marché**

*Voir « « La concurrence, gage d'efficacité » », « L'extension du domaine du marché », « Le poing de l'État au service de la main invisible », « Droit du travail en vigilance orange », « L'URSS mise sur la planification », « Le continent ignoré de l'économie non marchande », « Comment la propriété privée a été imposée par la force », « Hayek ou le bolchevisme néolibéral »*

Dans une économie de marché, les échanges sont majoritairement réglés par un mécanisme où le prix varie pour équilibrer offre et demande. Les libéraux ont tendance à assimiler économie de marché et capitalisme. Au lieu de définir le système actuel par son rapport social, qui mettrait en lumière sa nature inégale, ils le définissent en effet par son mode dominant de régulation : le marché, une institution sociale beaucoup plus ancienne que le capitalisme. En l'identifiant au marché, ils essaient ainsi de faire passer le capitalisme pour un système quasi naturel et éternel. En réalité, le marché et la monnaie n'ont pas toujours été des instruments du capitalisme. On peut donc imaginer un monde qui ne serait plus régi par la logique du profit mais où ces institutions seraient maintenues.

## **Effet de levier**

*Voir « L'introuvable New Deal européen », « “Grâce aux BRICS, un monde multipolaire” », « “Leveraged buyout” : acheter sans rien dépenser (ou presque) »*

Procédé permettant à un opérateur, notamment une banque, d'engager des sommes excédant ses capitaux propres\*. Exemple : prêter ou investir 100 en ne détenant que 20 (levier de 5 pour 1).

## Effet multiplicateur

Voir « Dépenser pour relancer : des flux et des fuites », « L'introuvable New Deal européen », « Vertus oubliées de l'endettement »

## Effet de richesse (ou effet de patrimoine)

Voir « Le bonheur est dans la courbe », « Qu'est-ce qu'une crise financière ? »

Variation de la consommation de biens et services induite par celle de la valeur des actifs patrimoniaux. Exemple : lorsque le cours des actions monte, le patrimoine de leurs titulaires s'accroît, incitant ces derniers à consommer davantage.

## Emploi

Voir « “Ce sont les entreprises qui créent l'emploi” », « Le travail, droit ou devoir ? », « Lutte contre le chômage : rustines et chaussetrapes », « Le bonheur est dans la courbe », « L'embauche à la veille de la révolution française », « Un revenu garanti pour dépasser le salariat »

Travail rémunéré, par opposition à des activités réalisées hors de la sphère marchande (tâches ménagères, travail bénévole, etc.). Si l'emploi salarié en contrat à durée indéterminée reste majoritaire, cette norme d'emploi est remise en cause depuis les années 1980 avec l'apparition des « formes particulières d'emploi » visant à « flexibiliser » le travail : temps partiel, intérim, contrats à durée déterminée, contrats aidés, travail indépendant, etc.

## Épargne

Voir « Le Sud découvre qu'il est entravé, pas en retard », « L'introuvable New Deal européen », « Vertus oubliées de l'endettement », « Victimes consentantes des marchés », « Capital fictif : l'ivresse et le vertige »

La partie du revenu qui n'est pas consommée dans l'immédiat. C'est un flux qui augmente le stock de patrimoine. L'épargne nationale est constituée de l'épargne des ménages, des entreprises et des administrations publiques. La frontière entre l'épargne et la consommation n'est toutefois pas toujours très claire : l'achat d'une œuvre d'art, par exemple, peut être considéré aussi bien comme un acte de consommation que de placement. Dans les pays où les retraites ne sont pas financées par la solidarité intergénérationnelle (sécurité sociale), les ménages sont contraints d'augmenter leur épargne individuelle.

Les Français sont, après les Allemands, les Européens les plus économes. Fin 2015, le taux d'épargne atteignait 15,5 % du revenu disponible brut.

## Excédent courant

Voir « Balance des transactions courantes ».

## Facteur de production

Voir « La nature, nouvel eldorado marchand », « Le travail à la chaîne est-il mort ? », « Les mille et une justifications du profit », « Le protectionnisme n'est pas l'autarcie »

Moyen mis en œuvre pour produire un bien ou un service. En économie, on distingue en général deux facteurs de production principaux : le travail et le capital.

## Financement de l'économie

Voir « “Rien ne se crée, tout se prête” », « Et si on fermait la Bourse... » L'ensemble des moyens par lesquels ménages, entreprises et administrations publiques satisfont leurs besoins de financement. On distingue le financement non monétaire (par

mobilisation de l'épargne existante) du financement monétaire (par création de monnaie). Lorsqu'une entreprise ne peut pas s'autofinancer, elle peut avoir recours au crédit bancaire ou bien faire appel aux marchés financiers, que ce soit par émissions d'actions nouvelles (augmentation du capital) ou par emprunt obligataire. On appelle « désintermédiation » le processus qui conduit les entreprises depuis les années 1980 à réduire leur recours au crédit bancaire et à faire davantage appel directement aux marchés de capitaux.

## Financiarisation

*Voir « « Rien ne se crée, tout se prête » », « Le grand meccano de la création monétaire », « « Grâce aux BRICS, un monde multipolaire » », « Capital fictif : l'ivresse et le vertige »*

Terme désignant l'influence croissante des institutions et des marchés financiers dans le fonctionnement de l'économie. La financiarisation favorise les comportements spéculatifs et de recherche de rentabilité à court terme au détriment du développement à long terme des entreprises.

## Flexibilité du travail

*Voir « Lutte contre le chômage : rustines et chausse-trapes »*

Parce qu'elles considèrent les droits et les protections du travail comme des obstacles à l'impératif de compétitivité et de rentabilité maximale exigé par les investisseurs internationaux,

les politiques néolibérales mises en œuvre depuis les années 1980 visent à accroître la flexibilité de la main-d'œuvre sous toutes ses formes : flexibilité temporelle (temps partiels), mais aussi spatiale (télétravail par exemple), contractuelle (CDD, intérim, facilitation des licenciements), fonctionnelle (les salariés sont polyvalents) et salariale (rémunération au résultat). Présentée comme un remède au chômage, la flexibilité a au contraire contribué à la perte de la sécurité de l'emploi, à la précarité et à la pauvreté.

## Fordisme

Voir « Le travail à la chaîne est-il mort ? », « Qu'est-ce qu'une crise financière ? »

Mode d'organisation du travail mis en place avant la première guerre mondiale par le constructeur automobile américain Henry Ford, reposant sur une organisation scientifique du travail (OST) plus poussée, avec chronométrage du travail à la chaîne, et sur des salaires assez élevés pour permettre aux ouvriers d'acheter les voitures produites.

## Fondamentaux

Variables qui déterminent la situation économique d'un pays (croissance, emploi, productivité) ou d'une entreprise (chiffre d'affaires, rentabilité).

## Fonds monétaire international (FMI)

*Voir « Gouverner par les nombres », « L'introuvable New Deal européen », « “Grâce aux BRICS, un monde multipolaire” »*

Organisme créé en 1945, à la suite de la conférence de Bretton Woods\*, dans le but de réguler le système monétaire international de changes fixes et de mettre fin aux fréquentes dévaluations\* en fournissant des ressources temporaires aux États membres ayant des difficultés de balance commerciale\*. Le FMI pilote un système de crédit mutuel, chaque pays membre contribuant en fonction de quotes-parts négociées. Depuis la fin du système de taux de changes fixes, soit le début des années 1970, le rôle du FMI a évolué. Il est devenu un gendarme financier : il continue de prêter aux pays en difficulté, mais ceux-ci doivent en contrepartie mettre en œuvre des politiques dites « d'ajustement structurel » pour parvenir à l'équilibre de leur balance des paiements\* : privatisations, réduction des dépenses publiques, ouverture des marchés, etc.

## Impôt progressif / proportionnel

*Voir « Petite histoire de l'impôt », « Fiscalité sur le revenu, la peau de chagrin »*

L'impôt progressif fonctionne par tranches, dont il faut imaginer qu'elles découpent les revenus ou le patrimoine des contribuables. Prenons le cas de l'impôt sur le revenu en France en 2016. De 0 à 9 700 euros, le taux d'imposition est de 0 % : personne, riche ou pas, ne verse d'impôt sur cette part de ses revenus. De 9 700 à

26 791 euros, le taux d'imposition s'affiche à 14 % ; de 26 791 à 71 826 euros, à 30 % ; de 71 826 à 152 108 euros, de 41% ; et enfin, à partir de 152 108 euros, de 45 %. Dans ces conditions, une personne jouissant d'un revenu de 160 000 euros paiera 0 % d'impôt sur les 9 700 premiers euros, 14 % sur les 17 091 euros suivants, 30 % sur les 45 035 euros suivants, 41 % sur les 80 282 euros suivants et 45 % sur les derniers 7 892 euros de son pécule. Soit un taux moyen d'imposition de 32,7 % pour un taux marginal\* de 45 %. L'impôt progressif affichant un taux plus élevé pour les plus riches que pour les pauvres, il contribue à réduire les inégalités, mais l'existence de niches fiscales contrecarre ces effets. Il se distingue de l'impôt proportionnel ou flat tax, au taux fixe comme pour la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou la contribution sociale généralisée (CSG).

## Inflation

Voir « Gouverner par les nombres », « À quoi sert la monnaie ? », « La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ? », « Victimes consentantes des marchés », « Qu'est-ce qu'une crise financière ? », « Le Brésil secoué par les investisseurs », « Et si on fermait la Bourse... »

Augmentation cumulative et durable du niveau général des prix. Pour l'économiste libéral Friedrich Hayek , ce déséquilibre économique incarne « le mal économique absolu » : « L'inflation est comme l'alcoolisme. Lorsqu'un homme se livre à une beuverie, le soir même cela lui fait du bien. Ce n'est que le lendemain qu'il se sent mal. » Mais l'inflation permet aussi ce que John Maynard Keynes (voir p. 18) appelait l'« euthanasie des rentiers », puisque

le capital financier initial voit sa valeur se déprécier au rythme de l'inflation. C'est grâce à ce phénomène que des générations d'emprunteurs ont pu s'enrichir ou acheter une maison, le coût réel de l'emprunt (c'est-à-dire son montant après déduction de l'inflation) ne cessant de s'amenuiser. Le sociologue allemand Wolfgang Streeck avance une autre analyse du phénomène de l'inflation au cours des années 1970. À l'époque, les premiers signes de l'effondrement du modèle social issu du compromis d'après-guerre apparaissent, dans un contexte d'exacerbation des tensions entre capital et travail pour le partage de la valeur ajoutée. Parce qu'elle permet d'accroître le montant des salaires sans doper leur valeur réelle, l'inflation figure alors au nombre des stratégies des dirigeants occidentaux permettant d'atténuer les antagonismes sociaux sans altérer le mode de fonctionnement de la société.

## **Investissement direct étranger (IDE)**

*Voir « Le Brésil secoué par les investisseurs »*

Un investisseur peut acquérir un actif dans un autre pays de trois manières : participation au capital, réinvestissement sur place des bénéfices d'une filière locale, prêts entre la société mère et sa filiale.

## **Investissement en portefeuille**

*Voir « Le Brésil secoué par les investisseurs »*

Prise de participation dans le capital social d'une entreprise par des épargnants ne cherchant pas à en influencer la gestion mais seulement à placer leur argent dans une optique rémunératrice.

35 %, c'est le taux moyen de prélèvements appliqué aux 1 % des contribuables les plus riches, contre 45 % pour les 50 % des foyers fiscaux les plus modestes. En cause : le poids des impôts indirects non redistributifs (TVA), le plafonnement des cotisations sociales et les niches fiscales.

## Libéralisme économique

Voir « Un foisonnement d'écoles de pensée », « Le poing de l'État au service de la main invisible »

Doctrine économique qui considère que la régulation par le marché est la meilleure modalité de gestion de l'économie. Ses partisans prétendent se méfier de l'intervention de l'État, jugée aussi inefficace qu'inutile. Dans les faits, le libéralisme requiert des institutions elles-mêmes dépendantes de l'existence d'un État : c'est donc en général l'État social que dénoncent les libéraux. Comme l'a prouvé l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet, libéralisme économique et libéralisme politique (la défense des

libertés individuelles et des droits civiques) ne vont pas nécessairement de pair.

## Liquidité

Voir « *L'odeur de l'argent* », « *Victimes consentantes des marchés* »

Qualité d'un actif qui peut être transformé rapidement en monnaie, autrement dit facilement vendu. La préoccupation pour la liquidité des actifs justifie la spéculation : pour que des agents de l'économie réelle (des entreprises par exemple) réussissent à vendre leurs titres sur les marchés, ils doivent garantir aux investisseurs de pouvoir s'en délester à tout instant. Il faut donc que les titres émis soient « liquides », et que ce segment de marché connaisse une activité permanente et suffisante pour que chaque vendeur soit assuré de trouver immédiatement preneur. Un tel argument a été mis en avant en France en 2013 lors du vote de la « loi de séparation bancaire », qui a épargné aux activités de « tenue de marché », c'est-à-dire de spéculation, toute régulation contraignante.

## Macroéconomie / microéconomie

La macroéconomie étudie le fonctionnement du système économique dans son ensemble, en prenant pour point de départ des agrégats\* calculés à l'échelle de l'économie globale : la production, la consommation, l'épargne, etc. La microéconomie

rend compte du comportement supposé maximisateur et rationnel d'agents économiques individuels : le consommateur, le producteur. L'approche économique dominante réduit la macroéconomie à la somme des comportements individuels. Elle analyse l'interaction et la coordination entre les agents sur des marchés en termes d'équilibre partiel ou général. Ce faisant, elle ignore les problèmes résultant de l'agrégation des comportements qui, rationnels pris individuellement, peuvent produire des situations non rationnelles à l'échelle globale.

## **Marchandise**

Voir « La nature, nouvel eldorado marchand », « L'origine du profit selon Karl Marx », « La cotisation, une ambition à ranimer », « Lutte contre le chômage : rustines et chausse-trapes », « L'extension du domaine du marché », « À quoi sert la monnaie ? »

Bien ou service produit non pour sa valeur d'usage\* (pour satisfaire un besoin), mais pour sa valeur d'échange\* (pour être vendu sur un marché). Dans cette logique ne sont produits que les biens susceptibles de rencontrer une demande solvable, qui ne sont pas forcément ceux qui seraient utiles.

## **Marché**

Voir « La concurrence, gage d'efficacité », « L'extension du domaine du marché », « Le poing de l'État au service de la main

invisible », « Droit du travail en vigilance orange », « L'URSS mise sur la planification », « Le continent ignoré de l'économie non marchande », « Comment la propriété privée a été imposée par la force », « Hayek ou le bolchevisme néolibéral »

Pour la théorie néoclassique, lieu où se rencontrent offre et demande pour aboutir à un prix d'équilibre pour l'échange. Il existe autant de « marchés » que de biens. Contrairement à ce que laissent entendre de tels modèles, les marchés « purs » où interagiraient spontanément des individus autonomes n'existent pas. Même économique, un échange requiert l'encadrement d'un ensemble de règles et d'institutions.

## **Marché de capitaux**

Sous ce terme sont regroupés marché financier (où se traitent des opérations à long terme portant sur des actions\* ou des titres de créance\*) et marché monétaire (où se traitent des opérations à court terme, de vingt-quatre heures à un an, portant notamment sur les bons du Trésor\*). Le marché monétaire ne doit pas être confondu avec le marché des changes\*, où se confrontent les offres et les demandes de devises\* et où se forment les taux de change\*.

## **Marché interbancaire**

Voir « Le grand meccano de la création monétaire »

Compartiment du marché monétaire où les banques peuvent s'accorder des prêts entre elles, permettant à certaines de se

procurer des liquidités et à d'autres de placer leurs excédents de liquidités. La banque centrale peut être amenée à intervenir sur ce marché, en effectuant par exemple des achats massifs (quantitative easing<sup>\*</sup>) afin de maintenir des taux d'intérêt à court terme faibles.

## Monétarisme

*Voir « Un foisonnement d'écoles de pensée »*

Pour ce courant d'analyse libéral, développé notamment par Milton Friedman, l'inflation résulte d'une création excessive de monnaie ; les anticipations adaptatives des agents rendent les politiques économiques conjoncturelles inefficaces à long terme ; il existe un taux de chômage naturel qu'il est vain de chercher à réduire. Par conséquent, la politique monétaire ne doit se fixer qu'un seul objectif : limiter la création monétaire pour contenir l'inflation.

## Monnaie fiduciaire / scripturale

*Voir « À quoi sert la monnaie ? », « Le grand meccano de la création monétaire »*

La monnaie fiduciaire désigne les pièces et les billets de banque. Sa valeur repose non sur sa qualité intrinsèque mais sur la confiance (fides en latin). La monnaie scripturale correspond à la somme des soldes créditeurs des ménages et des entreprises enregistrés sur les comptes courants, et représente plus de 80 %

de la masse monétaire en circulation. Les banques centrales ont le monopole de la création de monnaie fiduciaire, et les banques commerciales partagent avec ces dernières le pouvoir de création de la monnaie scripturale.

## Néolibéralisme

Voir « « *La concurrence, gage d'efficacité* » », « *Le poing de l'Etat au service de la main invisible* », « *Hayek ou le bolchevisme néolibéral* »

Courant de pensée développé dans l'entre-deux-guerres, qui devient dominant avec l'élection de Margaret Thatcher au Royaume-Uni en 1979 et du républicain Ronald Reagan à la Maison Blanche en 1980. Dans le contexte de la guerre froide, alors que partout le socialisme semble avoir le vent en poupe, une poignée d'économistes, d'hommes politiques et de patrons libéraux mettent sur pied une internationale libérale. Créeée en 1947 par l'économiste Friedrich Hayek, la Société du Mont-Pèlerin profite du soutien financier de grandes entreprises pour essaimer dans de nombreux pays sous la forme de think tanks (laboratoires d'idées). Avec, en toile de fond, le déclin du marxisme, le néolibéralisme progresse dans la bataille des idées dès la seconde moitié des années 1970. La situation économique et sociale se prête à un basculement du rapport de forces politico-intellectuel : au lendemain de la crise pétrolière de 1973, l'élévation continue des taux de chômage décrédibilise les politiques de relance keynésiennes, tandis que les hauts niveaux d'inflation érodent le patrimoine des classes dominantes.

La vague néolibérale modifie en profondeur la nature du débat politique. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, elle met au pas les syndicats et affaiblit durablement les partis réformistes. En France, elle conduit le gouvernement socialiste élu en 1981 à renoncer à son programme de rupture avec le capitalisme. Progressivement, les socialistes français se convertissent à l'économie de marché. Après la chute du mur de Berlin en 1989, l'onde de choc atteint les pays d'Europe de l'Est. Les autorités nouvellement élues réforment en profondeur leurs économies et entament un rapprochement avec l'Union européenne. A l'image des États membres de cette dernière, ils réduisent le périmètre de leur secteur public et mènent des politiques d'austérité.

Socialement, le néolibéralisme n'a bien sûr rien de neutre. Il accroît les inégalités sociales et les légitime. Sa force réside sans doute dans le fait de s'être doté d'institutions qui l'ont pérennisé. Faute de concurrence à gauche, il s'est en outre imposé petit à petit comme idéologie dominante.

## New Deal

*Voir « Dépenser pour relancer : des flux et des fuites »*

Programme de redressement économique mis en œuvre par Franklin Delano Roosevelt afin d'enrayer les effets de la crise de 1929. Soucieux de favoriser la remontée des prix et de relancer l'activité économique, le président des États-Unis lance de grands travaux, réforme le système bancaire, abandonne l'étalon-or et dévalue le dollar.

## Obligations

*Voir « Victimes consentantes des marchés », « Qu'est-ce qu'une crise financière ? », « Marier finance et islam »*

Titre d'endettement émis sur le marché financier par une grande entreprise ou par le Trésor public. L'acheteur, appelé obligataire, est rémunéré par un intérêt. Les obligations peuvent ensuite s'échanger sur un marché secondaire.

## Organisation mondiale du commerce (OMC)

*Voir « “Tout le monde profite du libre-échange” », « Depuis soixante-dix ans, l'idée fixe qui guide les marchands », « Le grand marché transatlantique se fait justice lui-même »*

Organisation internationale ayant remplacé en 1995 l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), dont le but est de promouvoir le libre-échange et la croissance du commerce international, via la baisse des taxes sur les produits échangés. Elle compte 163 membres. La stratégie multilatérale de l'OMC (visant à faire signer des accords concernant l'ensemble de ses membres) a achoppé sur diverses résistances, notamment de pays du Sud, au début des années 2000. Une nouvelle génération d'accords bilatéraux (entre deux pays) et plurilatéraux (entre plusieurs pays ou groupes de pays) a donc vu le jour.

## Organisation scientifique du travail (OST)

Voir « *Le travail à la chaîne est-il mort ?* »

Mouvement de rationalisation du travail qui se met en place à partir de la fin du XIXe siècle avec les analyses de Frederick Winslow Taylor, puis au début du XXe siècle avec Henry Ford.

## Parité de pouvoir d'achat (PPA)

Voir « *Le protectionnisme n'est pas l'autarcie* »

Méthode de comparaison des agrégats\* économiques dans différents pays. Habituellement, on exprime en dollars américains les données internationales qu'on cherche à comparer, en leur appliquant le taux de change courant. Or, si cinq euros suffisent à déjeuner copieusement dans une capitale africaine, n'espérez pas pour la même somme une bouteille d'eau gazeuse en terrasse d'un restaurant suisse. La méthode PPA corrige le taux de change en tenant compte des variations de pouvoir d'achat entre un pays et l'autre.

## Pauvreté (seuil de)

Voir « “*La croissance, c'est la prospérité*” », « *Le Sud découvre qu'il est entravé, pas en retard* », « “*La pauvreté, voilà le fléau !*” », « *Équité, l'égalité en trompe-l'œil* », « *La charité contre l'État* », « *Un revenu garanti pour dépasser le salariat* », « *Les faibles paient, les autres négocient* »

Dans la plupart des pays, équivalent monétaire d'un panier de consommation considéré comme le minimum nécessaire à l'existence. Pendant longtemps le seuil de pauvreté le plus souvent pratiqué en France correspondait à la moitié du revenu médian. Mais, depuis 2008, le seuil retenu équivaut à 60 % du revenu médian. Ce saut fait passer le seuil de 814 à 977 euros par mois (pour une personne seule) et le nombre de personnes considérées comme « pauvres » de 4,9 à 8,8 millions.

## Physiocrates

Voir « *Un foisonnement d'écoles de pensée* »

Du grec physis, la terre, et kratos, le pouvoir. Courant de pensée économique développé au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle par le docteur Quesnay, qui collabore notamment à l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, où il rédige les articles « Évidence », « Fermiers » et « Grains ». Les physiocrates ne considèrent pas seulement que la terre est la seule source de valeur, ils jettent également les bases d'une théorie libérale qui prône la limitation de l'intervention étatique et une réduction de l'impôt. Le docteur Quesnay, qui s'était inspiré de la circulation sanguine pour étudier la circulation des richesses, est aussi le premier à représenter l'économie sous forme de circuit.

## Politique économique conjoncturelle

Action de l'État visant à agir à court terme pour compenser les déséquilibres économiques (inflation, chômage, croissance économique, balance commerciale). Elle repose sur plusieurs instruments : 1. la politique monétaire menée par la banque centrale\*, qui joue sur la masse monétaire à travers le taux d'intérêt directeur\* ; 2. la politique budgétaire, construite à partir des dépenses publiques et de la fiscalité ; 3. la politique de change\*, qui consiste à dévaluer\* ou à favoriser la dépréciation de sa monnaie pour accroître la compétitivité\* prix ou à réévaluer et favoriser l'appréciation de sa monnaie pour lutter contre l'inflation\*. Également appelées politiques contracycliques, les politiques conjoncturelles visent à stimuler l'activité lorsque celle-ci tend à ralentir et à la freiner lorsqu'elle s'emballe, afin de compenser les variations cycliques.

## Politique structurelle

Action de long terme – contrairement à la politique conjoncturelle – visant à modifier les caractéristiques fondamentales de l'économie à travers la planification, les nationalisations, la politique industrielle, l'aménagement du territoire, etc.

## Productivité du travail

*Voir « Bons sentiments à la rescousse de l'esclavage », « Qu'est-ce qu'une crise financière ? », « “Leveraged buyout” : acheter sans rien dépenser (ou presque) »*

Indicateur d'efficacité de la combinaison productive des facteurs de production\* (capital et travail). On calcule la productivité du travail en rapportant la valeur de la production au nombre de travailleurs (productivité par tête) ou au nombre d'heures travaillées (productivité horaire). Les travailleurs français sont parmi les plus productifs du monde : la France est au sixième rang mondial pour la productivité horaire, devant l'Allemagne (7e) et le Royaume-Uni (13e). Lorsque la productivité augmente, on parle de « gains de productivité ». Ceux-ci permettent théoriquement de baisser les prix pour les consommateurs, d'augmenter les salaires ou d'accroître la marge de l'entreprise. Les gains de productivité ont tendance à baisser depuis la fin des « trente glorieuses »\*.

## Produits dérivés (ou contrats dérivés)

Voir « *Le dessous des cartes. Asie, itinéraires géopolitiques* », « *La nature, nouvel eldorado marchand* », « *Bourse : vol au-dessus d'un nid de coucou* », « *Capital fictif : l'ivresse et le vertige* »

Instruments financiers destinés à permettre aux entreprises de se couvrir contre les variations de cours. Créés à la fin du XIXe siècle pour servir d'assurance aux céréaliers de Chicago en garantissant à l'avance un certain prix à leurs récoltes, il s'agit désormais de contrats qui prévoient l'achat-vente d'un actif dit « sous-jacent » (action\*, obligation\*, matière première, devise...) à un prix et à une échéance donnés. Quand des investisseurs non exposés au risque ont investi ce marché (dans les années 1990), ces instruments financiers sont surtout devenus des outils de spéculation.

# **Produit intérieur brut (PIB) / Produit national brut (PNB)**

Voir « « La croissance, c'est la prospérité » », « L'introuvable New Deal européen », « La décroissance ou le sens des limites », « Le continent ignoré de l'économie non marchande », « Niches, fraude, paradis fiscaux : de l'ardoise au coup d'éponge », « La charité contre l'État », « La cotisation, une ambition à ranimer », « “L'État doit gérer en bon père de famille” », « En Europe, la dette contre la démocratie », « Capital fictif : l'ivresse et le vertige »

Dans la comptabilité nationale, le produit intérieur brut (PIB) correspond aux valeurs des biens et services marchands produits sur un territoire national en une année. Il peut être mesuré à partir de la somme de toutes les valeurs ajoutées, augmentée des impôts sur les produits (TVA, droits de douane) et diminuée des subventions, et permet de mesurer la croissance économique. Le PIB par habitant est un indicateur du niveau de développement d'un pays. Le produit national brut (PNB) mesure la production sur un an de biens et services marchands créés par une nation, que cette production se déroule sur le sol national ou à l'étranger. Alors que PIB et PNB sont en général proches, ils divergent dans les pays caractérisés par la présence de nombreuses multinationales étrangères qui rapatrient leurs profits. C'est par exemple le cas de l'Irlande.

## **Profit**

Voir « L'origine du profit selon Karl Marx », « Les mille et une justifications du profit », « L'URSS mise sur la planification »

But ultime de toute production de marchandise, le profit est la rémunération du capital, que celui-ci ait été apporté par les propriétaires des entreprises ou emprunté. Il peut donc être utilisé pour distribuer des dividendes, payer des intérêts, financer l'investissement ou effectuer des placements sur les marchés financiers. Le profit d'une entreprise est mesuré par l'excédent brut d'exploitation (EBE), qui équivaut à la valeur ajoutée\* moins les salaires et les impôts sur la production (TVA, droits de douane\*, taxe professionnelle, etc.). À ne pas confondre avec le bénéfice net, notion comptable qui correspond au résultat final après le paiement de l'impôt sur les bénéfices et les intérêts.

## **Protectionnisme**

Voir « Le protectionnisme n'est pas l'autarcie »

Mesures prises par un gouvernement pour « protéger » la production ou l'emploi dans le cadre de la nation. Parmi ces mesures, on distingue les barrières tarifaires (droits de douane\* sur les exportations, subventions des productions nationales) des barrières non tarifaires (quotas, normes sanitaires, dévaluation de la monnaie).

## **« Quantitative easing » ou assouplissement quantitatif**

*Voir « “Grâce aux BRICS, un monde multipolaire” »*

Politique monétaire dite « non conventionnelle » (c'est-à-dire remettant en cause « l'orthodoxie » traditionnelle) qui permet à une banque centrale de stimuler l'économie même lorsqu'elle a déjà abaissé ses taux directeurs à près de 0 %. Le « QE » consiste à injecter des liquidités dans l'économie en achetant massivement des titres, notamment des emprunts d'État, sur le marché interbancaire. La banque centrale cherche ainsi à orienter les investisseurs vers d'autres actifs financiers plus rémunérateurs, comme les actions ou obligations d'entreprises. Les banques sont quant à elles supposées se reporter vers la distribution de crédit aux entreprises et aux ménages.

## Récession

*Voir « La décroissance ou le sens des limites », « Qu'est-ce qu'une crise financière ? »*

Ralentissement du rythme de croissance de l'activité économique. À ne pas confondre avec la dépression\*, qui désigne une période d'un cycle économique durant laquelle la production baisse.

## Reprimarisation

*Voir « Le Brésil secoué par les investisseurs »*

On distingue trois grands secteurs économiques : le secteur primaire (exploitation directe des ressources naturelles), le

secteur secondaire (industries de transformation) et le secteur tertiaire (services). En général, plus les économies progressent et intègrent de la technologie, plus elles se renforcent dans les secteurs secondaire et tertiaire. Dans certains pays particulièrement riches en matières premières, toutefois, la part du secteur primaire croît parfois au détriment du reste de l'économie. On parle alors de « reprimarisation ».

## Refinancement

Ensemble des opérations effectuées par les banques commerciales pour se procurer de la monnaie centrale (émise par la banque centrale), dans le but de faire face à leurs échéances de remboursement ou d'octroyer de nouveaux crédits. Dans la zone euro, les banques commerciales se refinancent sur le marché interbancaire : les banques empruntent et se prêtent entre elles, la BCE se contentant d'apporter ou de retirer des liquidités pour influencer le taux d'intérêt interbancaire, autrement dit le loyer de l'argent au jour le jour. Par ailleurs, les banques commerciales peuvent s'adresser directement à la « banque des banques » pour se procurer des liquidités, mais à un taux plus élevé : ce sont les facilités de prêt marginal.

En 2012, le salaire net mensuel moyen s'élevait à 2 157 euros et le salaire médian à 1 713 euros.

## **Revenu disponible**

*Voir « “Ce sont les entreprises qui créent l’emploi” »*

Somme dont un ménage dispose pour consommer ou épargner. Elle correspond à l'ensemble de ses revenus (du travail, du patrimoine, etc.), diminué des prélèvements obligatoires et des cotisations sociales et augmenté des revenus de transfert (prestations sociales).

## **Revenu médian / revenu moyen**

Le revenu médian divise la population en deux parts égales, l'une gagnant moins et l'autre gagnant plus. Il se distingue du revenu moyen, qui correspond à la moyenne des revenus de la population.

## **« Return on equity » (ROE)**

Taux de rentabilité qui divise le profit par les capitaux propres. Si le profit est de 5 % des capitaux engagés, mais que ceux-ci se décomposent en 50 % de dettes et 50 % de capitaux propres, le ROE s'affiche à 10 % (5/50)

## **Salariat**

*Voir « “Tous gagnants grâce au dialogue social !” », « Bons sentiments à la rescousse de l'esclavage », « Pourquoi la démocratie*

s'arrête aux portes de l'entreprise », « Le travail à la chaîne est-il mort ? », « L'origine du profit selon Karl Marx », « Les mille et une justifications du profit », « Les patrons ont-ils lu Marx ? », « Coopératives : destin d'une utopie »

Une des modalités des rapports de travail. Pour les marxistes, il constitue le rapport social fondamental du mode de production capitaliste. Il suppose l'existence d'individus « libres » dans la mesure où ils ne sont plus dépendants d'autres individus (seigneurs, maîtres) et où ils choisissent de travailler (ou non) pour les employeurs. Mais la théorie marxiste met en évidence la nature inégale de cette relation. Non seulement les salariés sont contraints de se mettre au service des propriétaires des moyens de production pour vivre, mais la valeur de leur force de travail dépasse la rémunération qu'ils perçoivent. Marx qualifie d'exploitation cette appropriation par le capital du « surtravail ».

## Système monétaire européen (SME)

Voir « De la monnaie unique à la monnaie commune », « 1981, l'occasion ratée »

Créé en 1979, le système monétaire européen (SME) avait pour objectif de mettre fin à l'instabilité monétaire en Europe. Le taux de change entre les monnaies nationales était fixe mais ajustable, de manière à compenser les écarts de productivité et d'inflation entre les pays. La fixité entre deux monnaies était définie par une parité bilatérale appelée cours pivot, autour de laquelle les monnaies pouvaient fluctuer de +/- 2,25 %. Ainsi, par exemple, le cours pivot officiel deutschemark (DM) / franc (F) était de 1 DM

= 3,354 F en 1992, mais le cours effectif sur les marchés des changes pouvait fluctuer librement entre 3,431 et 3,279 F. Chaque pays s'engageait à garantir à tout moment la possibilité de convertir sa monnaie en n'importe quelle autre du SME et était tenu de défendre la valeur de sa devise pour que le taux de change effectif demeure dans la bande de fluctuation. Aucun n'avait le droit de modifier unilatéralement son cours pivot, les décisions de réajustement de change se prenant collectivement. Il y a eu ainsi onze réalignements au sein du SME entre 1979 et 1987. En 1993, à la suite d'une attaque spéculative, les marges de fluctuation ont été élargies à 15 %, ce qui a vidé le système de sa substance. Il disparaît officiellement en 2002 pour laisser place à l'euro, la monnaie unique.

## Solvabilité

*Voir « Comment a été inventée la carte de crédit », « Les faibles paient, les autres négocient »*

Traduit la capacité financière d'une entreprise ou d'un ménage à faire face à ses engagements financiers. Une crise de solvabilité désigne une situation où des agents ont structurellement des dépenses plus élevées que les recettes et ne disposent plus de ressources nécessaires à la continuité de leur activité.

## Spéculation

*Voir « La nature, nouvel eldorado marchand », « De la monnaie unique à la monnaie commune », « Victimes consentantes des marchés », « Capital fictif : l’ivresse et le vertige », « Marier finance et islam »*

Transaction réalisée en vue de tirer profit des variations de prix des biens et des actifs\* financiers. La plupart des opérations spéculatives se déroulent sur les marchés financiers et de change\*. Selon les partisans de la libéralisation financière, les spéculateurs permettent d’apporter de la liquidité aux marchés et de supporter les risques dont d’autres agents économiques souhaitent se défaire. Mais la spéculation, qui motive la plupart des mouvements internationaux de capitaux, est la principale cause des crises financières et monétaires.

## Syndicat

*Voir « “Tous gagnants grâce au dialogue social !” », « Pourquoi la démocratie s’arrête aux portes de l’entreprise, « Coopératives : destin d’une utopie », « Droit du travail en vigilance orange »*

« Organisation de résistance aux empiétements du capital », selon la définition du philosophe allemand Karl Marx (1818-1883). Autorisés en France par la loi Waldeck-Rousseau de 1884, les syndicats se distinguent des partis politiques, bien que des liens existent parfois entre eux – comme, par exemple, entre la Confédération générale du travail (CGT) et le Parti communiste français, jusqu’en 2003. En 1966, l’État a reconnu la représentativité de cinq confédérations syndicales : la CGT, créée en 1895, la Confédération française des travailleurs chrétiens

(CFTC), fondée en 1919, Force ouvrière (FO), née d'une scission de la CGT en 1948, la Confédération française démocratique du travail (CFDT), créée en 1964, la Confédération des cadres (CGC), fondée en 1944. Elles doivent aujourd'hui faire la preuve de leur représentativité par la voix des élections professionnelles. D'après une étude de 2015 du FMI, « une moitié environ » du creusement des inégalités qu'ont connu les pays avancés durant la période 1980-2010 découlerait de la baisse du taux de syndicalisation.

## **Tarif douanier (ou droits de douane)**

*Voir « L'introuvable New Deal européen », « Depuis soixante-dix ans, l'idée fixe qui guide les marchands », « Le grand marché transatlantique se fait justice lui-même »*

Taxe imposée sur des biens ou services importés. Le montant prélevé peut représenter un pourcentage de la valeur du bien ou un montant fixe.

## **Taux d'intérêt directeur**

*Voir « La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ? »*

Taux d'intérêt pratiqué par la banque centrale afin de réguler le coût de refinancement\* des banques et de donner au marché des indications sur les orientations de sa politique monétaire.

Selon la Dares, 11 % des salariés adhèrent à une organisation syndicale en 2013, contre 30 % en 1949. Après une chute sensible, le taux de syndicalisation n'a que légèrement baissé depuis le milieu des années 1990, et cela malgré la précarisation de l'emploi. Seuls 1 % des salariés en intérim et 2 % des salariés en CDD sont membres d'un syndicat.

## **Taux de profit (ou taux de rentabilité du capital)**

*Voir « Repeindre le capitalisme en vert », « Les mille et une justifications du profit », « L'URSS mise sur la planification »*

Profit divisé par le capital total investi. Une entreprise qui dégage 5 de profit pour 100 de capital engagé livre un taux de profit de 5 %. Eût-elle dégagé le même profit (5) en ne nécessitant que 50 de capital, son taux de rendement du capital aurait été de 10 % (5/50). Pour les marxistes, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit explique l'instabilité du capitalisme.

## **Taux marginal d'imposition**

*Voir « Fiscalité sur le revenu, la peau de chagrin », « Niches, fraude, paradis fiscaux : de l'ardoise au coup d'éponge »*

Le montant de l'impôt sur le revenu est calculé selon un barème progressif divisé par tranches. Le taux marginal d'imposition correspond au taux de la tranche la plus élevée à laquelle le revenu imposable est taxé. Voir « Impôt progressif »

## **Traité de Maastricht**

*Voir « L'introuvable New Deal européen », « “Tout le monde profite du libre-échange” », « La Banque centrale européenne, indépendante ou hors contrôle ? », « De la monnaie unique à la monnaie commune », « En Europe, la dette contre la démocratie »*

Entré en vigueur le 1er novembre 1993, il consacre les trois piliers de la construction européenne : 1. le renforcement du pilier communautaire avec l'achèvement de l'Union économique et monétaire en 1999 – dans cette perspective, cinq critères de convergence sont définis, que les États membres doivent respecter pour passer à l'euro : maîtrise de l'inflation, de la dette publique et du déficit public, stabilité du taux de change et rapprochement des taux d'intérêt ; 2. la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ; 3. la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

## **Titre de créance**

*Voir « “L’État doit gérer en bon père de famille” », « Comment a été inventée la carte de crédit », « Victimes consentantes des marchés », « 1981, l’occasion ratée », « Les faibles paient, les autres négocient »*

Reconnaissance de dette standardisée émise sur un marché négociable.

## **Titrisation**

Technique financière consistant à transformer n’importe quel type de créance (crédit bancaire, crédit à la consommation, crédit immobilier, etc.) en titres négociables sur des marchés financiers organisés ou de gré à gré. Elle vise essentiellement à permettre à l’établissement prêteur de transférer le risque de non-remboursement de la créance initiale sur les acheteurs des nouveaux titres. Les banques ont eu notamment recours à la titrisation à partir des années 1980 pour débarrasser leur bilan de la dette du tiers-monde. Les effets pervers de cette technique ont été surtout mis en lumière au moment de la crise des subprime\*.

## **Travail**

*Voir « “Tous gagnants grâce au dialogue social !” », « Bons sentiments à la rescoufle de l’esclavage », « Pourquoi la démocratie s’arrête aux portes de l’entreprise », « Le travail à la chaîne est-il mort ? », « L’origine du profit selon Karl Marx », « Les mille et*

*une justifications du profit* », « *Les patrons ont-ils lu Marx ?* »,  
« *Coopératives : destin d'une utopie* »

Cette notion est étonnamment récente : le travail ne constituait tout simplement pas une catégorie de pensée en soi dans les sociétés précapitalistes. Le concept apparaît seulement au XVIIIe siècle. Adam Smith (1723-1790) définit alors le travail comme ce qui permet de créer de la valeur – les économistes parlent désormais de « facteur de production »\*. Depuis, le travail a endossé de nouvelles significations radicalement différentes. Avec Karl Marx (1818-1883), il apparaît potentiellement comme la force qui va permettre à l'humanité de transformer le monde, de progresser vers le bien-être, mais aussi de « réaliser son individualité ». Il faudra toutefois attendre le milieu du XXe siècle pour que cette idée du travail comme vecteur de réalisation de soi progresse. Mais, alors que pour Marx l'abolition du salariat était la condition sine qua non de la transformation du travail réel aliéné en travail libéré, la pensée socialiste de la fin du XIXe siècle va abandonner cette condition et même faire du lien salarial le lieu où s'ancrent tous les droits : droit du travail, droit à la protection sociale, mais aussi droit à la consommation.

## « Trente glorieuses »

*Voir « “C’était mieux avant...”*, « *Fiscalité sur le revenu, la peau de chagrin* », « *Qu’est-ce qu’une crise financière ?* »

Censée couvrir les années 1945-1975, l'expression de l'économiste Jean Fourastié désigne la période de prospérité économique de l'après-guerre dans les pays industrialisés. En réalité, la phase de

croissance forte (5 % par an en moyenne) ne commence qu'avec la guerre froide, vers 1950, et s'essouffle dès la fin des années 1960. Ce dynamisme s'explique par plusieurs facteurs : les possibilités offertes par la reconstruction d'après-guerre, les politiques keynésiennes d'investissements publics, la maîtrise par les États de la politique monétaire et surtout le compromis social « fordiste » qui, en dopant le pouvoir d'achat des salariés, stimule la demande et l'investissement. Si cette période se caractérise par le plein-emploi et de nombreuses conquêtes sociales pour les travailleurs, on oublie parfois que c'est l'exploitation du tiers-monde, c'est-à-dire l'utilisation à bas prix de ses matières premières et le recours massif à l'immigration pour faire tourner les usines, qui a permis une croissance vigoureuse. C'est aussi à cette époque que les limites écologiques de la planète ont commencé à être dépassées.

## Valeur ajoutée

Voir « « *La croissance, c'est la prospérité* » », « “*Tous gagnants grâce au dialogue social !*” », « *Le continent ignoré de l'économie non marchande* »

Valeur économique nouvelle créée au cours d'un cycle de production. Dans une entreprise, elle est égale au chiffre d'affaires (l'ensemble des ventes) diminué du coût des consommations intermédiaires\* (énergie, matières premières). La valeur ajoutée tirée de la production du pain, par exemple, correspond à la différence entre le prix du pain vendu et la somme du prix de la farine, du levain, de l'électricité et autres biens intermédiaires

consommés. Cette richesse se divise en deux parts : salaires et profits. Si l'une croît, l'autre diminue automatiquement.

## **Valeur réelle / nominale**

Dans l'étude des variations d'une grandeur d'une année à l'autre, les valeurs nominales (ou « à prix courants ») ne sont pas corrigées de l'inflation, alors que les valeurs réelles (ou « à prix constants ») prennent en compte ses effets. Imaginons qu'un pays européen voie son PIB passer de 1 000 milliards à 1 015 milliards d'euros en une année : la croissance annuelle nominale est donc de 1,5 %. Mais ce chiffre correspond-il vraiment à l'augmentation de la richesse produite ? Non, car si l'inflation était de 1 %, par exemple, le PIB a grossi de 10 milliards d'euros sans que cela soit attribuable à une augmentation de la richesse produite. La croissance réelle, correspondant au volume de production supplémentaire, est alors de 0,5 %.

## **Valeur d'usage / valeur d'échange**

Les courants classiques et marxistes ont cherché à faire apparaître ce qui, derrière les prix, déterminait la valeur fondamentale d'une marchandise. Pour cela, ils distinguent sa valeur d'usage (liée à la satisfaction subjective qu'il procure) de sa valeur d'échange (son prix). Cette dernière dépend de trois facteurs : 1. la quantité moyenne de travail nécessaire à la production ; 2. l'application d'un taux de profit moyen exigé par les capitalistes, qui varie en fonction du rapport de force avec le

travail et qui donne le « prix de production » ; 3. les fluctuations de l'offre et de la demande, qui aboutissent au « prix de marché ».

## Zone monétaire optimale (ZMO)

*Voir « De la monnaie unique à la monnaie commune »*

Selon une théorie formulée en 1961 par l'économiste canadien Robert Mundell, un groupe de pays ou de régions constitue une ZMO lorsqu'il combine trois caractéristiques limitant la probabilité de chocs asymétriques (ou permettant de les absorber quand ceux-ci surviennent) : 1. homogénéité des structures productives ; 2. présence d'un budget central suffisamment important pour permettre des redistributions stabilisatrices ; 3. possibilité de migration des salariés à l'intérieur de la zone. Si ces conditions ne sont pas réunies, les États n'ont pas intérêt à se priver des deux précieux outils de gestion économique que sont la politique monétaire et la politique de change.

Lors de la création de la monnaie unique européenne, ses partisans imaginaient qu'elle transformerait, a posteriori, la zone euro en ZMO. La crise qui balaie la région depuis 2010 a douché leurs espoirs.

## Sources

- Attac, *Le Petit Alter. Dictionnaire altermondialiste*, Mille et une nuits, 2006
- Alain Beitone, Antoine Cazorla, Christine Dollo, Anne-Mary Draï (sous la dir. de), *Dictionnaire de science économique*, Armand Colin, 2004

- Raphaël Didier, *Dictionnaire révolté d'économie*, Bréal, 2011

## Ouvrages et films documentaires de référence

---

- Michel Aglietta et André Orléan, *La Violence de la monnaie*, Presses universitaires de France, Paris, 1982.
- Samir Amin, *Le Développement inégal*, Éditions de Minuit, Paris, 1973.
- Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, Paris, 1999.
- John Bellamy Foster et Fred Magdoff, *The Great Financial Crisis*, Monthly Review Press, New York, 2009.
- Aurélien Bernier, *Comment la mondialisation a tué l'écologie. Les politiques environnementales piégées par le libre-échange*, Mille et une nuits, Paris, 2012.
- Thomas Bouchet, Vincent Bourdeau, Edward Castleton, Ludovic Frobert et François Jarrige, *Quand les socialistes inventaient l'avenir, 1825-1860*, La Découverte, Paris, 2015.
- Pierre Bourdieu, « Le sens de l'honneur », dans *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Droz, Paris, 1972.

- Fernand Braudel, *La Dynamique du capitalisme*, Flammarion, Paris, 2014 (1re éd. : 1985).
- Isabelle Bruno, Pierre Clément et Christian Laval, *La Grande Mutation. Néolibéralisme et éducation en Europe*, Syllepse, Paris, 2010.
- Bernard Chavance, *Le Système économique soviétique. De Brejnev à Gorbachev*, Nathan, Paris, 1989.
- François Chesnais, *Les Dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Raisons d'agir, Paris, 2011.
- Collectif, *À quoi servent les économistes s'ils disent tous la même chose ? Manifeste pour une économie pluraliste*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2015.
- Pascal Combemale, *Introduction à Marx*, La Découverte, Paris, 2010.
- Laurent Cordonnier, *L'Économie des Toambapiks*, Raisons d'agir, Paris, 2010.
- James M. Cypher et Raúl Delgado Wise, *Mexico's Economic Dilemma. The Developmental Failure of Neoliberalism*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, 2010.
- Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.
- Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger, Béatrice Mathieu et Laura Raim, *Casser l'euro pour sauver l'Europe*, Les Liens qui

libèrent, Paris, 2014.

- Nicolas Delalande, *Les Batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours*, Seuil, Paris, 2014.
- Gérard Duménil et Dominique Levy, *La Grande Bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*, La Découverte, Paris, 2014.
- Bernard Friot, *Puissances du salariat*, La Dispute, Paris, 2014.
- James K. Galbraith, *L'État prédateur. Comment la droite a renoncé au marché libre et pourquoi la gauche devrait en faire autant*, Seuil, Paris, 2009.
- John Kenneth Galbraith, *L'Art d'ignorer les pauvres*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2011.
- Eduardo Galeano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Pocket, Paris, 2001 (1re éd. : 1971).
- David Garrioch, *La Fabrique du Paris révolutionnaire*, La Découverte, Paris, 2013.
- Susan George, *Les Usurpateurs. Comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir*, Seuil, Paris, 2014.
- Nicolas Guilhot, *Financiers, philanthropes. Vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*, Raisons d'agir, Paris, 2e édition, 2006.
- Alya Guseva, *Into the Red : The Birth of the Credit Card Market in Postcommunist Russia*, Stanford University Press, Redwood City, 2008.

- Razmig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille*, Zones, Paris, 2014.
- Albert Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, Paris, 1995.
- Jacques Legoff, *Le Moyen Âge et l'argent. Essai d'anthropologie historique*, Perrin, Paris, 2010.
- Frédéric Lordon, *La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2014.
- Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité*, Raisons d'agir, Paris, 2009.
- Damien Millet et Éric Toussaint, *La Dette ou la vie*, Aden-CADTM, Bruxelles, 2011.
- Baptiste Mylondo, *Pour un revenu sans condition*, Utopia, Paris, 2012.
- Joseph Nocera, *A Piece of The Action : How The Middle Class Joined The Money Class*, Simon & Schuster, New York, 1994.
- Leo Panitch, Greg Albo et Vivek Chibber (sous la dir. de), *The Crisis This Time*, The Merlin Press, Londres, 2011.
- Jean-Marie Pernot, *Syndicats : lendemain de crise*, Folio, Paris, 2010.
- Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris, 1983 (1re éd. : 1944).

- Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff, *This Time Is Different : Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton University Press, 2010.
- Michael J. Sandel, *Ce que l'argent ne saurait acheter. Les limites morales du marché*, Seuil, Paris, 2014.
- Wolfgang Streeck, *Du temps acheté*, Gallimard, Paris, 2014.
- Edward P. Thompson, *La Guerre des forêts. Luttes sociales dans l'Angleterre du XVIIIe siècle*, La Découverte, Paris, 2014.
- Mitchell Zuckoff, *Ponzi's Scheme : The True Story of a Financial Legend*, Random House, New York, 2006.
- Olivier Zunz, *La Philanthropie en Amérique. Argent privé, affaires d'État*, Fayard, Paris, 2012.

## Films documentaires récents

- *Cleveland contre Wall Street*, de Jean-Stéphane Bron, 2010.
- *Comme des lions*, de Françoise Davisson, 2015.
- *Eaux troubles*, de Fei Youming et Liu Shuo, 2012.
- *Fortunes et infortunes des familles du Nord*, de Gilles Balbastre, 2008.
- *La Fracture chinoise*, d'Antoine Roux, 2008.
- *La Gueule de l'emploi*, de Didier Gros, 2011.

- *Howard Zinn, une histoire populaire américaine*, d'Olivier Azam et Daniel Mermet, 2015.
- *Il était une fois le salariat*, d'Anne Kunvari, 2015.
- *Inside Job*, de Charles Ferguson, 2010.
- *J'ai (très) mal au travail*, de Jean-Michel Carré, 2006.
- *Le chômage a une histoire*, de Gilles Balbastre, 2001.
- *Ma mondialisation*, de Gilles Perret, 2006.
- *Merci patron !*, de François Ruffin, 2016.
- *Les Nouveaux Chiens de garde*, de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, 2011.
- *Sacrée Croissance !*, de Marie-Monique Robin, 2014.

## Écofolies et Économicocircus : les sources

Les textes ont été préparés par Pierre Rimbert, avec Ibrahim Warde, Serge Halimi et Martine Bulard. Certains sont adaptés ou extraits de : James T. Mandel, C. Josh Donlan et Jonathan Armstrong, « A derivative approach to endangered species conservation », *Frontiers in Ecology and the Environment*, n° 8, Washington, DC, 2010 ; Razmig Keucheyan, « Quand la finance se branche sur la nature », *Le Monde diplomatique*, mars 2014 ; Laura Raim, « Devenez actionnaire... d'un individu », *Le Monde diplomatique*, août 2014 ; Serge Halimi, « Enfants rois », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995 ; Serge Halimi, « Les simulacres de la politique américaine », *Le Monde diplomatique*, février 1996 ; Serge Halimi, « La liberté montre le chemin », *Le Monde diplomatique*, septembre 1996 ; Laurent Cordonnier, intervention au premier congrès de l'Association française d'économie politique (AFEP), 8 et 9 décembre 2010, Lille ; et Nicolas Guilhot, *Financiers, philanthropes. Vocations*

*éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*, Raisons d'agir, Paris, 2e édition, 2006.

## Pictogrammes

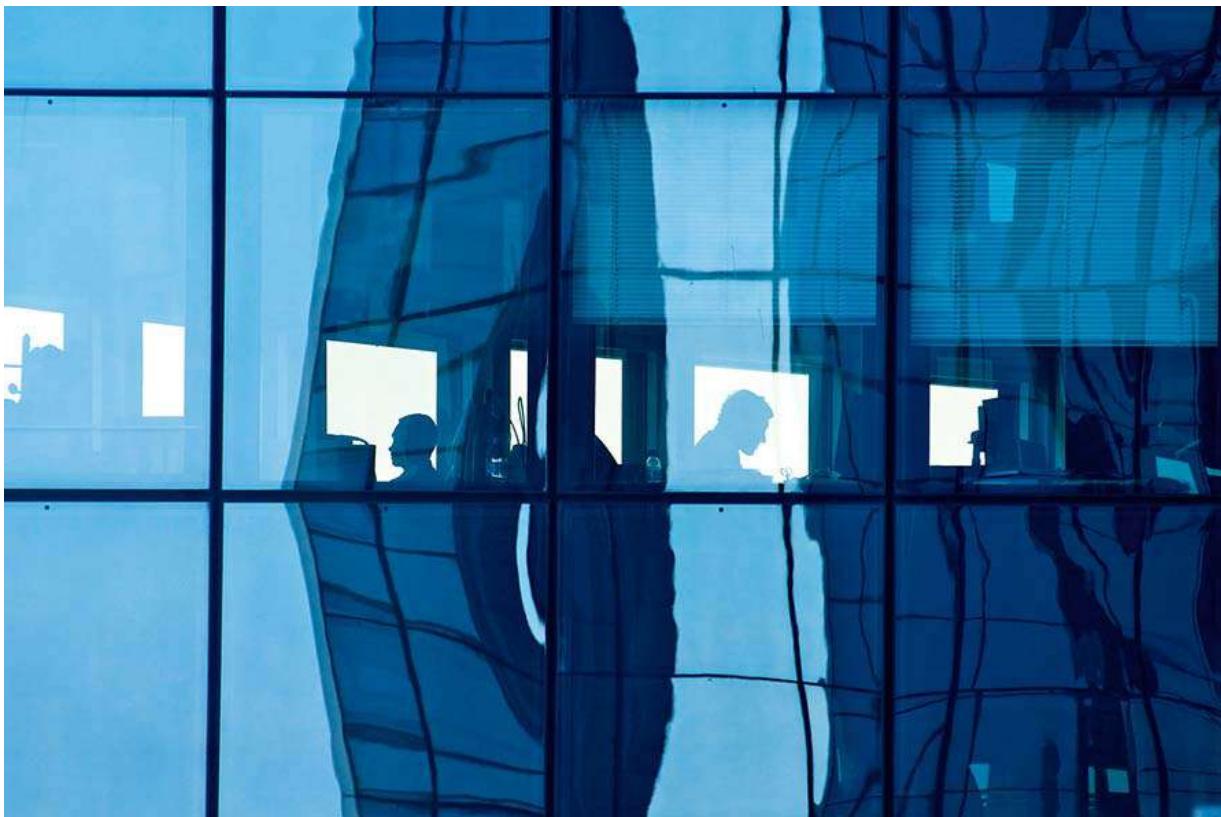
Les pictogrammes utilisés dans les pages d'infographie sont très largement inspirés du travail de Gerd Arntz (1900-1988). Artiste allemand engagé en faveur du prolétariat, il a créé près de 4 000 pictogrammes pour expliquer les processus économiques et sociaux.

Manuel d'économie critique

---

## L'Ours

Ce livre électronique est la version numérique du *Manuel d'économie critique* édité par le « Monde diplomatique ».



Bureaux d'une société de gestion de portefeuilles, dans le secteur bancaire, la Défense, 2010.  
Photographie de Raphaël Helle. © Raphaël Helle / Signature.

Coordonné par **Renaud Lambert, Sylvain Leder, Laura Raim, Hélène Richard et Pierre Rimbert** avec **Frédéric Farah**

**Infographie et cartographie : Cécile Marin, avec Dario Ingiusto**

**Couverture : Boris Sémeniako**

**Conception graphique : Boris Sémeniako et Nina Hlacer**

**Rédactrice photo : Lætitia Guillemin**

**Photogravure : Patrick Puech-Wilhem**

**Révision : Xavier Monthéard et Nicole Thirion**

**Édition en ligne : Guillaume Barou et Thibault Henneton**

**Remerciements à Marie Beyer, Oscar Marion, Michel Miné, Rachel Saada, Pierre Salama, Bruno Tinel.**

*Cet ouvrage a été composé avec les caractères typographiques Minuscule (dessinés par Thomas Huot-Marchand), Pluto (dessinés par Hannes von Döhren) et Trend (dessinés par Daniel Hernández et Paula Nazal Selaive).*

Les livres électroniques du *Monde diplomatique* ont été mis au point à l'aide de logiciels libres par **Philippe Rivière** (conception), **Guillaume Barou** (graphisme) et **Vincent Caron**. Les polices de caractères utilisées dans ces pages sont les Walbaum Sans & Serif de **František Štorm**.